

ESSAI

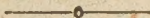
SUR LE PROBLÈME AGRAIRE

dans le Département des Landes

Thèse de Doctorat Economique et Politique

présentée et soutenue le 28 mai 1923, à 3 heures

par André POUDENX



Président : M. HITIER.

Suffragants : MM. Fernand FAURE
PERREAU.

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, Boulevard Saint-Michel

—
1923

1722

THE ... OF ...

... OF ...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

ESSAI

SUR LE PROBLÈME AGRAIRE

dans le Département des Landes

ESSAI
SUR LE PROBLÈME AGRAIRE
dans le Département des Landes

Thèse de Doctorat Économique et Politique

par **André POUDENX**

présentée et soutenue le 28 mai 1923, à 3 heures

Président^e: M. HITIER.

Suffragants : MM. Fernand FAURE
PERREAU.



PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, Boulevard Saint-Michel

—
1923

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



Aux Miens,

A mes Amis



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547525_0002

IN MEMORIAM

Au seuil de notre travail, un devoir deux fois douloureux nous attend.

Cette thèse devait être soutenue sous la présidence de M. le Doyen Auguste Souchon. Il n'est plus. Le destin ravit, il y a dix mois, à l'Université de Paris, ce savant qui l'honorait. Les étudiants de l'Ecole de Droit ont perdu leur maître aimé, ils n'auront plus à côté d'eux cette personne affable, éveilleuse de vastes desseins, qui galvanisait les énergies défaillantes par le rayonnement de son esprit et de cette bonté où une calme foi chrétienne mettait quelque chose de doux.

L'idée de cette modeste monographie nous vint au cours des leçons qu'il fit en 1921-22 sur la question agraire en Europe. Il accueillit notre projet avec sa bienveillance coutumière et nous promit un secours qui eût diminué les imperfections de ce travail.

A la louange que des voix autorisées donnèrent à sa mémoire, un simple étudiant se permet d'ajouter le souvenir qu'il garde en son âme attendrie de son maître Auguste Souchon.

Si la lyre n'était interdite à nos doigts malhabiles, nous dédierons maintenant un thrène à l'image sanglante d'un Landais de vieille souche, tout noblesse, tout élan, émule en magnanimité des plus grands, frère des héros qui jetèrent aux pieds de la Patrie douloureuse et fière cette fleur de pourpre vermeille : leur jeune vie bruisante d'espoirs,

ainsi qu'un buisson de roses naissantes, qu'anime le vol des abeilles d'or. Nous avons nommé Pierre Lousteau. Nous évoquons avec respect ce visage sérieux, cette longue taille souple, nous entendons un murmure d'admiratoïn autour du jeune docteur candidat à l'agrégation qui n'eut jamais d'autre professeur que le président Lousteau, une des plus éminentes personnalités landaises. Qu'il était beau de voir ce père et ce fils allant d'un seul cœur et d'une seule âme, l'un appuyé sur le bras de l'autre, avec un enthousiasme austère et recueilli vers les sommets... vers tous les sommets.

O président Lousteau, quand le quart de feuille timbré du Ministère de la Guerre vous fut apporté, où la Patrie reconnaissante vous disait un bref mais sec merci pour le sacrifice de votre fils, pendant que tombaient vos premières larmes, vous vous fussiez repenti, n'eussent été votre patriotisme et votre foi, d'avoir versé dans cette âme fille de la vôtre l'amour des grandes gestes françaises.

Pierre Lousteau, qu'une santé fragile devait normalement retenir dans les services de l'arrière, voulut « servir » au poste de péril et d'honneur. Il s'engagea dans l'infanterie. Sergent au 419^e, et, blessé au poumon, il regagna les premières lignes incomplètement guéri et tomba foudroyé d'une balle au front comme il s'empressait vers un de ses hommes blessé. Il avait 22 ans.

Martyr de la patrie et de la charité, Pierre Lousteau est grand. Ce n'est pas sans émotion que nous inscrivons ce nom sur la page liminaire de notre humble ouvrage. Nous le devons. Nous traitons moins bien certes qu'il ne l'eût fait le sujet

qu'il avait choisi pour la thèse de son second doctorat.

« Ne sabén pas ço qu'am perdu » (Nous ne savons pas ce que nous avons perdu), ont dit et répètent les paysans de sa petite patrie bien-aimée. Hommage sincère et touchant dans sa simplicité.

L'auteur de cette thèse, en s'inclinant devant la tombe sanglante de Pierre Lousteau, évoque les visages d'Henri Saphore, de Jean Labèque, de Maurice Destouesse. Des promesses de vie grave et belle brillaient dans leurs yeux clairs. Ils ont tout donné. Ils sont couchés froids, immobiles à jamais sous une mince couche de cette terre qu'ils ont défendue. Mais leurs âmes ont volé vers les hauteurs sereines. Ils vivent et ils parlent. Que les rumeurs de la vie et le bruit de nos discordes ne nous empêchent point d'entendre ces douces voix d'outre-tombe. Elles nous conseillent, avec la soumission aux grandes et vieilles disciplines, l'union des cœurs dans l'amour sacré de la patrie.

INTRODUCTION

On apprenait avec étonnement à la fin de l'année 1919 que les calmes populations du Bas-Adour étaient en révolte. Les travailleurs de la terre revendiquaient de meilleures conditions de partage des récoltes, la suppression des redevances et des corvées, et quelques-uns même l'attribution des propriétés foncières à ceux qui les cultivaient. Des bandes armées parcouraient les villages, menaçaient le maître d'hier, brûlaient ça et là des meules de paille, par manière d'intimidation, boycottaient les marchés, retenaient prisonniers dans leurs maisons tels et tels bourgeois. La C. G. T., non encore scindée, envoyait des orateurs, les ouvriers métallurgistes du Boucau offraient leur concours au prolétariat agricole voisin. l'étroite discipline soviétique s'organisait dans certains villages.

Cependant, le conflit s'étendait et s'aggravait. Rapidement les Lannes étaient gagnées. Les pouvoirs publics s'émurent et la troupe fut envoyée pour rétablir l'ordre. Les autorités locales, les parlementaires agirent pour résoudre le conflit. Une commission mixte de propriétaires et de métayers représentant les régions du Maremne, du Seignanx et du Gosse, une partie des Lannes également jeta les bases d'un accord qui fut signé à Dax le 11 mars 1920.

L'agitation apaisée sur un point se propagea alors vers l'Orthe et la Chalosse. Par la partie des Lannes qui n'avait point été encore atteinte, elle gagna même le Brassein. Des désordres violents

furent à déplorer qui durèrent de mars à septembre.

La région forestière du département des Landes s'était en même temps embrasée. Les résiniers du Marensin réclamaient des salaires plus élevés que leurs camarades avaient obtenus en pays de Born et dans les grandes Landes dès 1864 ou lors des grèves de 1906-1907 et 1909. Là aussi, des scènes jusqu'alors inouïes se produisirent. Le signal de la révolution promise pour le 1^{er} mai 1920 allait-il partir de ce pays réputé le plus sage, le plus attaché à ses traditions ?

L'incendie peu à peu s'éteignit. Les résiniers du Marensin, les premiers, reprirent le travail ; les paysans du Brasseinx, de la Chalosse, de l'Orthe, un moment alertés, retournèrent à leur labeur. Dans le Bas-Adour des incidents nombreux éclatèrent encore. Les congés donnés par certains propriétaires à leurs métayers en furent la cause. Mais, en décembre 1920, le calme était partout revenu. En ce moment, le pays semble pacifié. Les terres sont travaillées, les pins sont résinés, le maître reçoit sa part des produits du sol, les résiniers acceptent le salaire qu'on leur donne. Mais si on examine attentivement la situation, on constate que ces apparences sont trompeuses. Le feu couve encore sous la cendre, et n'attend que l'occasion favorable pour reprendre.

Ce que l'on a appelé les troubles agraires n'est, surtout dans la région agricole, que l'expression d'un malaise ancien que les effets de la guerre, en le généralisant, ont surexcité. Dans ce pays aux zones économiques très distinctes, mais qu'une

même forme d'exploitation du sol — le métayage — réunit, deux partis se sont lentement formés : propriétaires fonciers d'un côté, métayers de l'autre. Ils se sont d'abord timidement organisés et soudain se sont affrontés.

Or, qu'est-ce que le métayage ? La loi du 18 juillet 1889, article 1^{er}, le définit ainsi. « Le bail à colonat partiaire ou métayage est le contrat par lequel le possesseur d'un héritage rural le remet pour un certain temps à un preneur qui s'engage à le cultiver sous la condition d'en partager le produit avec le bailleur », et l'article 5 ajoute : « Le bailleur a la surveillance des travaux et la direction générale de l'exploitation ». Le métayage comporte donc la participation du propriétaire aux bénéfices de l'exploitation et, dans une certaine mesure tout au moins, à la gestion de l'entreprise, ce qui ne peut aller sans l'union, la cordialité dans les rapports. Or, cette union, cette cordialité n'existent pas, ou, si l'on veut, n'existent plus. Deux partis s'affrontent et luttent l'un contre l'autre. Un malaise s'ensuit fatalement : c'est un manque d'appropriation des moyens au but auquel doivent tendre à la fois travailleurs et propriétaires du sol : la meilleure organisation de la culture dans des conditions sinon satisfaisantes, du moins acceptables pour tous.

Comment réadapter les organismes disjoints ? Comment refaire l'union et l'amitié indispensables, par définition, au succès du métayage ? Tel est le problème agraire landais.

Nous nous proposons de l'étudier avec une scrupuleuse conscience. Peut-être notre projet est-il ambitieux. Le sujet est vaste, il soulève de nom-

breuses difficultés ; les données en sont complexes et délicates et nous n'avons pas la prétention d'y apporter une solution complète et définitive. Nous voulons simplement dire en toute sincérité les réflexions que nous a suggérées l'étude loyale des faits, étude que nous avons minutieusement poursuivie des mois durant. Nous avons parcouru les villages landais, questionné propriétaires et métayers, militants et non syndiqués, recueilli leurs réponses intéressantes qu'ils nous ont le plus souvent données avec une bonne grâce dont nous les remercions vivement (1).

Nous estimerions n'avoir pas perdu notre temps lors même qu'impuissant à résoudre le problème, nous n'en aurions livré que les données exactes. Nous serions suffisamment récompensé de notre labeur si nous contribuions, si peu que ce soit, à remettre la paix dans un pays qui nous est cher, puisqu'il est pour nous cette chose douce à nommer : la petite patrie.

Notre thèse comprendra quatre parties : 1° His-

(1) Nous avons dû, en faisant notre enquête, appliquer les règles de la méthode historique (critique des témoignages et des textes) dans toute sa rigueur. Les passions sont encore en éveil et chacun est trop intéressé à cacher une partie de la vérité, à ne mettre en lumière que les raisons qui expliquent et justifient sa propre attitude. Au surplus, le paysan ne découvre pas facilement le fond de sa pensée. Nous nous sommes donc heurtés à de grandes difficultés. Comme nous avons interrogé environ 300 personnes, il nous est impossible de donner par le détail les sources de notre documentation, de nommer tous ceux qui nous ont renseigné. Ils y mettaient, d'ailleurs, le plus souvent, la condition expresse, que nous respecterons, que leur anonymat ne soit pas dévoilé. Nous leur renouvelons notre gratitude.

Nous nous permettrons, toutefois, de dire spécialement notre reconnaissance à MM. le Président Lousteau, le docteur Dichas, l'abbé Beaumont. Ils nous ont facilité une tâche ardue par leurs conseils éclairés, leurs encouragements précieux,

toire des troubles agraires landais, exposé des faits; 2° Recherche de leurs causes; 3° Exposé de la situation actuelle; 4° Recherche des remèdes urgents qu'il faut y apporter pour éviter de nouveaux troubles et rendre au métayage son caractère de collaboration confiante entre propriétaires et exploitants du sol.

Il importe de faire tout de suite une observation. Le département des Landes se compose de deux régions économiques tout à fait distinctes : région forestière au Nord, à l'Est, à l'Ouest, région agricole au Sud et Sud-Est. On conçoit mal qu'un même cadre administratif les enserme. C'est dire que les différends soulevés dans la zone forestière peuvent ne pas présenter d'intérêt dans la région agricole ou comporter des solutions différentes parce qu'ils ne se posent pas dans les mêmes termes. Cependant, ces régions sont également régies par le métayage. De plus, toutes les deux ont été à des époques récentes et parfois concomitantes le théâtre de troubles. Nous avons cru devoir les réunir dans une même étude. Toutefois, pour rendre notre exposé plus clair, nous séparerons les deux régions et, pour chacune d'elles, nous étudierons dans un ordre variable d'ailleurs, l'histoire des troubles, leurs causes, la situation actuelle et les remèdes qu'il convient d'y apporter.

PREMIERE PARTIE

LE PROBLÈME AGRAIRE DANS LA RÉGION AGRICOLE LANDAISE

CHAPITRE PREMIER

La région agricole. — Description.

La région agricole des Landes comprend cette partie du département que baignent l'Adour et ses affluents : Gaves d'Oloron et de Pau, Luy sur la rive gauche, Midous et Midouze sur la rive droite. Les pays de Seignanx, de Gosse, la commencent sur la rive droite. Les Lannes, qui sont à cheval sur le fleuve, l'Orthe, la Chalosse, le Tursan la continuent sur la rive gauche. Le Midous et la Midouze qui sillonnent le Marsan la prolongent. Enfin, à l'est du Marsan, l'Armagnac et le Gabardan en marquent les bornes.

L'Armagnac et le Gabardan ne figureront pas dans notre étude. Ces régions devraient être intégrées au Gers, dont les rapprochent les mœurs, les modes d'exploitation du sol et les cultures. Le Tursan et le Marsan nous arrêteront bien peu. Le Tursan, pays de petits propriétaires, ne pouvait être le théâtre de troubles agraires, puisque le faire-valoir direct y règne à peu près exclusivement et que les métayers sont très rares. Sur les 80 familles que compte Philondenx, village d'une superficie de

966 hectares, 60 sont propriétaires (1). Quant au Marsan, nous mentionnerons au cours de notre travail tout ce qui mérite d'être relevé dans ce pays. Il est resté calme en 1920. Nous en marquerons les raisons.

A l'ouest du Seignanx, le Maremne a été fortement agité. Le Maremne ne fait pas partie à proprement parler de la région agricole. Déjà les pins qui s'y élèvent, gracieusement emmêlés de chênes-lièges, annoncent une autre région. Les conditions du métayage y sont exceptionnellement favorables aux métayers-résiniers. Mais Saint-Vincent-de-Tyrosse, chef-lieu du Maremne, est le siège d'un important marché qu'alimente le Bas-Adour : c'est-à-dire le Seignanx, le Gosse, le Maremne et une partie des Lannes. Ce marché devint naturellement le centre des manifestations auxquelles les paysans des alentours ont participé. De plus, le conseiller général du canton fut pendant plusieurs mois un des chefs autorisés du mouvement.

Quelques communes de la zone forestière se sont ainsi lancées dans la lutte pour des raisons qui le plus souvent n'étaient pas tirées de leur mauvaise condition sociale. Cependant, à cause des troubles qui s'y sont déroulés, nous avons joint le Maremne à la région agricole. Désormais, nous désignerons sous ce nom générique le théâtre des lamentables désordres de 1920. Nous allons en faire l'exposé. Afin de respecter la trame des faits et les reproduire dans leur ordre chronologique, nous étudierons successivement : les troubles du Bas-Adour, qui furent

(1) André Rebsomen, *La Crise agraire dans les Landes*, page 163.

l'origine du mouvement ; nous les suivrons jusqu'au 11 mars 1920, époque à laquelle fut signé entre propriétaires et métayers, à la sous-préfecture de Dax, un accord qui ne devait être qu'une trêve. Nous verrons ensuite le développement en Chalosse et en Brasseinx, de ce mouvement syndical révolutionnaire. Nous retournerons sur nos pas enfin et nous terminerons l'historique des troubles qui ont secoué le Bas-Adour jusqu'en janvier 1921.

Trois points seront donc successivement examinés dans ce chapitre :

a) Le mouvement du Bas-Adour jusqu'à l'accord du 11 mars 1920 ;

b) Le mouvement dans l'Orthe, la Chalosse, le Brasseinx et les Lannès, mars-septembre 1920 ;

c) Suite et fin des troubles du Bas-Adour, mars-décembre 1920 (2).

(2) Nous nous étions proposé de dresser une carte des Landes, selon les régions économiques qui ne correspondent d'ailleurs pas aux divers cantons. Le prix élevé d'un pareil travail, qui pourtant aurait aidé à la compréhension d'un sujet aussi local, nous a empêché de donner suite à notre idée première. Nous nous en excusons et le déplorons vivement. Au reste, les lecteurs de ce travail trouveront dans la « *Crise agraire dans les Landes* », d'André Rebsomen, une carte assez inexacte, mais suffisante cependant.

CHAPITRE II

LES TROUBLES AGRAIRES DANS LA ZONE AGRICOLE

I. — *Le Mouvement du Bas-Adour*

Depuis l'armistice, la paix ne régnait plus à Saubrigues. Ce village du pays de Gosse, au sol fertile et bien cultivé, abrite une laborieuse population de métayers. Dans cette plaine, où les landes et les bois offrent des parcours excellents pour l'élevage, jusqu'alors propriétaires et colons avaient vécu, en apparence du moins, en parfaite intimité. Les relations amicales, très anciennes, semblaient devoir durer longtemps encore et l'on voyait les jours de fête, au sortir de la messe, les jeunes gens, sans distinction de rang, amorcer des parties de pelote acharnées, si en honneur dans ce petit coin de France.

Depuis la fin de la guerre, un mouvement se dessinait. Avec leurs camaardes, les poilus-paysans étaient rentrés. Les démobilisés exposaient à ceux qui étaient demeurés au pays la situation des agriculteurs des autres contrées : ils avaient vu de près les grosses fermes du Nord, leur outillage perfectionné, leur production énorme ; ils avaient étudié la situation des laboureurs de ces régions. Le sort de l'agriculteur landais apparaissait, par comparaison, malheureux. Dans les pays de métayage, dans les Landes même, certains villages voisins n'avaient-ils pas des conditions moins dures ?

Peu à peu, pénétra dans l'esprit de ces travailleurs l'idée que leur situation était intolérable. En se battant quatre longues années, en souffrant dans les tranchées pour défendre le sol sur lequel ils vivaient, qu'ils chérissaient, n'avaient-ils pas, laboureurs paisibles, dont une époque inhumaine avait fait des soldats, mérité des adoucissements à leur condition ? On était dans les premiers mois de 1919, année où les denrées agricoles atteignirent des cours élevés. Sur les produits de la métairie, quelle était donc à Saubrigues et dans le Gosse en général la part du maître ? Les contrats la fixaient ainsi : deux cinquièmes des céréales lui revenaient, la moitié des bénéfices réalisés sur le bétail dont il fournissait le capital, la moitié du vin dont il avait payé les frais de plantation et d'entretien dans une égale proportion que son colon. Tout cela s'élevait à des sommes importantes, sans doute, mais les métayers acceptaient volontiers cette situation.

Depuis longtemps déjà, au contraire, deux chapitres du contrat étaient mal supportés. Les corvées, journées que le métayer chaque année fournissait gratuitement à son propriétaire, les redevances, c'est-à-dire ces douzaines d'œufs, ces paires de poulets, de chapons, ces oies et ces canards que le maître prélève sur la basse-cour de la ferme. A Saubrigues et dans le Gosse, corvées et redevances qui se rencontrent partout et sont en quelque sorte inhérentes à l'institution du métayage, étaient très lourdes. Nous sommes en un pays où l'élevage des porcs et des oies se fait sur une vaste échelle. Toutes choses qui, en 1919, atteignirent des prix extravagants. Or, parfois, la moitié des oies était due au maître et, sur

les doux animaux chers à Monselet achetés en commun à deux mois et revendus à l'âge adulte, la moitié du prix de vente lui revenait également. Sans doute, certains propriétaires avaient-ils des conditions plus douces, mais telle était la règle en Seignanx et en Gosse. Le nombre de jours de corvées était élevé. Un métayer de Saubrigues nous a affirmé que son beau-père se vit imposer dans une année 98 journées gratuites, cas exceptionnel, sans doute, mais intéressant à relever.

Au temps où la vie était facile et la misère reine dans les campagnes de France, car toute médaille a son revers, ceci ne coûtait guère au métayer. Les jours de corvées lui valaient le plaisir de manger à la table du maître qui observait les devoirs d'hospitalité et les redevances apportées au jour de l'an étaient l'occasion d'un banquet qui réunissait autour du propriétaire toutes les familles de ses métayers.

Mais, en 1919, la hausse croissante des produits du sol donnait à la question un autre aspect. Les journées gratuites données au maître représentaient des heures rémunératrices perdues pour le prestataire. Il en allait de même des redevances. En leur principe, elles étaient et demeurent parfaitement justifiées. Elles sont, de la part du métayer, le signe de la reconnaissance du droit du propriétaire sur la terre ; elles figurent, payées en nature, la location des immeubles mis à la disposition du colon pour exploiter la ferme ; et enfin, elles sont la marque de la générosité du propriétaire accusé de cupidité. En effet, la loi lui permettrait de prendre la moitié des animaux élevés en basse-cour quels

qu'ils soient. Il se contente, avec raison du reste, d'une part forfaitaire bien inférieure à ce qui de droit pourrait lui être dû. Mais, en 1919, les redevances qu'il percevait variaient de 800 à 1.000 fr. Le geste qui fut gracieux avait perdu sa signification.

Une réadaptation aux conditions économiques nouvelles semblait donc s'imposer. Réadaptation, en effet. Depuis le bail de fructidor an III, passé à Saubrigues entre Pierre Niorte et Jean Lalanne (1), les grandes lignes du bail à colonat partiaire étaient demeurées les mêmes en Gosse et en Maremne. Elles avaient plutôt tendance à s'aggraver. Il fallait de toute évidence reviser la coutume locale. Certains l'avaient, d'ailleurs, compris. Dans le pays, d'Orthe, peu différent du Gosse dans sa constitution géologique, redevances et corvées étaient moins dures. Et même en pays de Gosse, à Saint-Jean-de-Marsacq, par exemple, certains propriétaires avaient réduit leurs exigences. La moitié des porcs n'était pas due, ni la moitié des oies. Dans Saubrigues même, les usages n'étaient point uniformément durs. Toutes choses égales par ailleurs, ce que les uns avaient obtenu les autres ne l'auraient-ils point ?

Et le travailleur regardait d'un œil d'envie son voisin s'enrichir en vendant à feu d'argent ce qu'il lui était imposé de partager avec son maître. Individuellement, chaque métayer formula ses revendications à son propriétaire : plus de redevances ni de corvées, ou tout au moins leur réduction à un taux inférieur.

(1) Cf. Beurredon : *Esquisse sur le Sud-Ouest landais, vers la fin du dix-huitième siècle*, page 290.

Oh ! sans doute, ils exprimèrent plutôt un désir et gauchement, timidement, car il n'entre pas dans les mœurs du paysan, même revenu de la guerre, de dire ouvertement sa pensée. La nature humaine, une fois de plus, se montra telle qu'elle est : consentir des sacrifices pécuniaires est toujours chose pénible. Les propriétaires avaient accueilli avec joie les vaches grasses. Elles succédaient à une longue série de vaches maigres. Ils étaient satisfaits d'éprouver, comme les paysans, les heureux contre-coups de la cherté des produits du sol. Leurs escarcelles s'emplissaient après être longtemps restées vides. Il leur faudrait donc diminuer leurs revenus ? A la requête des métayers, les propriétaires ne répondirent point. Cette fin de non-recevoir irrita les esprits.

Le village de Saubrigues est voisin des forges du Boucau. A l'embouchure de l'Adour, s'élèvent, en effet, d'importants ateliers de métallurgie. Durant la guerre, des hommes du pays y furent mobilisés et beaucoup comptent des parents dans le personnel ouvrier. Le Boucau n'est pas, certes, un foyer de conservatisme social. Certain ministre de l'Armement contribua, d'ailleurs, à créer cet état de choses : Dans ce lieu éloigné du front, il abrita de nombreuses créatures. Peut-être ne furent-elles pas d'excellentes recrues pour la métallurgie, mais elles montrèrent au moins leurs brillantes qualités de propagandistes.

Un métayer de Saubrigues, précisément, avait au Boucau un cousin qui se nommait Viro, italien d'origine, mais venu en France depuis l'âge de trois ans. Cet excellent ouvrier s'était fait remarquer par

son intelligence vive et souple, sa parole éloquente, charmeuse même. Secrétaire du syndicat, il jouait parmi ses camarades un rôle de premier plan. Pourquoi ne l'inviterait-on pas à venir porter dans la campagne la bonne parole contre les cupides et rapaces capitalistes du sol ?

Ainsi fut fait, et le matin d'un dimanche, jour de repos pour l'ouvrier métallurgiste, à la sortie de la messe où les paysans s'étaient rendus nombreux comme à l'ordinaire, sous le préau de l'école communale, Viro harangua ses camarades prolétaires du sol. Il les invita à refuser énergiquement ces redevances et ces corvées, legs de l'ancien régime d'un passé sans doute inconnu, mais exécré autant qu'ignoré. Plus de corvées ni de redevances, telle fut sa conclusion.

Viro fut acclamé. Les femmes surtout lui firent une ovation enthousiaste. Et quand à cette tribune où l'orateur socialiste venait de remporter un vif succès, un propriétaire terrien, héritier d'un nom unanimement respecté, voulut répliquer, un silence de mort accueillit ses paroles. Des huées couvrirent la voix d'un honorable bourgeois qui lui succéda.

Les troubles du Bas-Adour venaient de commencer. Les liens unissant si étroitement propriétaires et métayers étaient solennellement dénoués. Ceci se passait au mois de juillet 1919.

Viro revint à Saubrigues dans les dimanches qui suivirent. Après le prône du prêtre, le paysan entendait le sermon socialiste. Viro poussait son cri de guerre : ni redevances, ni corvées. Et pour faire aboutir ces revendications immédiates, il suggérait au paysan soupçonneux un moyen infailible : le

syndicat. Que les paysans se groupent, ils deviendront une force devant laquelle les propriétaires devront s'incliner ; leurs efforts dispersés seront stériles, l'union leur donnera les moyens de triompher. Plus tard peut-être, prolétaires de l'usine et prolétaires du sol, unis contre leurs exploiters, pourraient aussi tenter cette révolution qui donnerait aux producteurs les instruments de production : la terre au paysan qui la travaille. Ces discours habiles eurent leur plein effet. Le syndicat fut créé. Tous les métayers, nombre de petits propriétaires, de gré ou de force, y adhérèrent.

Le mouvement était lancé. Il allait s'étendre rapidement. Le 3 août, à Sainte-Marie-de-Gosse, une fête patriotique avait lieu. Cette riche commune fut un modèle de discipline pendant la guerre et se soumit sans jamais récriminer à de lourdes réquisitions. De nombreux marins, gabarriers sur l'Adour, en sont originaires. Certains d'entre eux, mobilisés, se vantaient d'avoir pris part aux mutineries de la Mer Noire. Ils y avaient accompli des gestes éclatants auprès desquels pâlissaient ceux de tel célèbre officier mécanicien. Comme le dit justement le proverbe, « on n'est pas gascon pour rien », et nos marins sont bien de leur race. Au cours de la fête, ils parlèrent avec enthousiasme de Viro, de ses récents succès à Saubrigues. Il fut convenu que le 15 août un nouveau banquet serait organisé ; l'ouvrier du Boucau y serait prié.

Les métayers se trouvèrent réunis en grand nombre au festin de ce jour. Les libations furent copieuses. On était curieux d'entendre cet étranger que la rumeur rendait déjà célèbre. Viro parla adroi-

tement, flattant la cupidité du paysan, refit son discours de Saubrigues et obtint un succès encore plus éclatant. Sans plus tarder, un syndicat fut constitué.

A Benèsse-Maremne, où il se rendit le dimanche suivant, l'orateur du Boucau eut un triomphe. Pendant plusieurs semaines, l'ancien ouvrier Viro, à qui ses chefs avaient obligeamment accordé un congé, sillonna les villages du Bas-Adour. Partout, il reçut le même accueil ; partout, il était comblé de présents. Ce nouveau Messie apportait la promesse qu'un jour prochain donnerait sans coup férir leurs métairies aux paysans. Des syndicats surgirent partout en ces mois d'août et de septembre. Saubrigues, Sainte-Marie-de-Gosse, Biarrotte, Saint-Martin-de-Hinx, Angresse, Saint-Jean-de-Marsac, Orx, Cap-Breton, Benèsse-Maremne, Tosse, Saint-André-de-Seignanx, organisèrent des syndicats révolutionnaires. Bientôt Viro ne suffit plus à la tâche. Sans doute, la C. G. T., avertie de ces mouvements, l'appuyait déjà. Elle avait fait de lui un délégué régional qu'elle aidait efficacement, de ses conseils tout au moins. Sans doute, dans chaque commune, Viro trouvait-il des auxiliaires dévoués pour diriger le syndicat local. Fait curieux à signaler, les aubergistes montrèrent un zèle particulier ; il est piquant de constater combien cette profession a donné d'apôtres à la cause socialiste révolutionnaire. La raison se devine d'elle-même : les réunions du syndicat se tiennent dans les auberges. On y parle, on y crie, on y chante, toutes choses qui donnent soif, et tous les moyens sont bons pour attirer la clientèle.

Dans Larrouy, métayer à Pey, Viro trouva un

véritable lieutenant. Il prépara les esprits et fonda lui-même plusieurs syndicats. Mais sa propagande s'exerça surtout dans les Lannes et, plus tard, dans l'Orthe, à partir de décembre 1919.

Les syndicats constitués se concertèrent et préparèrent leurs cahiers de revendications. Ni corvées, ni redevances, telle avait été la formule initiale. Le mouvement grossissant, les appétits grandirent aussi, et c'est la modification complète des usages locaux qui fut demandée. Ils étaient la force, tout leur était donc permis. Un cahier fut rédigé qui devait servir de buts de guerre aux syndicalistes de toute la région agricole.

Il serait difficile de dire quel en fut l'auteur. La méthode adoptée pour le rédiger est, par contre, aisée à reconstituer. Chacun voulut les conditions les plus favorables, non seulement de sa région, mais des régions voisines. On prit donc les conditions les plus douces du métayage en vigueur dans le Gosse, le Maremne et le Seignanx, et l'on demanda que ce régime devînt celui de droit commun.

Le cahier type rédigé fut soumis à l'approbation des syndicats constitués. Il fut naturellement ratifié, car il satisfaisait les plus difficiles. Le document fut imprimé et, dès les premiers jours d'octobre, Jean-Baptiste Miremont le lut à la réunion des syndicats qui se tint à Saubrigues. Ce document fut envoyé aux propriétaires sous forme de lettre recommandée. En voici la teneur :

Décision prise par le Syndicat des Métayers, Ouvriers, Agriculteurs et similaires en vue de l'application des conditions entre Métayers et Propriétaires, à compter du 11 novembre 1919.

Récoltes. — Partage des récoltes après leur rentrée et suppression absolue de tout partage sur plaine. Soit : maïs, haricots, seigle, blé, avoine, orge, pommes de terre, etc. Propriétaires $\frac{1}{3}$, métayers $\frac{2}{3}$.

Battage. — Pour le battage des seigle, blé, avoine, orge, tous les frais pour le métayer, qui aura, conséquemment, toute la paille à son entière disposition.

Vin. — $\frac{1}{3}$ pour le propriétaire, $\frac{2}{3}$ pour le métayer. Pressoir fourni par le propriétaire ; frais de sulfate, soufre, chaux, supportés dans les mêmes conditions. Les pieux, fils de fer supportés par le propriétaire et la mise en place en sera faite par le métayer.

Semences et graines de toutes sortes. — $\frac{1}{3}$ fourni par le propriétaire et $\frac{2}{3}$ par le métayer. Engrais chimiques employés au gré des métayers. Seront payés dans les mêmes conditions au fur et à mesure de leur emploi, ainsi que leur transport.

Bétail. — Le capital nécessaire sera fourni par le propriétaire et les bénéfices seront partagés au moment de la vente : $\frac{1}{3}$ pour le propriétaire et $\frac{2}{3}$ pour le métayer. Les pertes seront supportées dans les mêmes conditions, de même que les versements et paiements aux sociétés de bestiaux. Quand le métayer pourra rembourser au propriétaire le capital des bestiaux, il en aura la faculté, et alors le propriétaire sera complètement désintéressé sur cette partie moyennant percevoir le montant de son capital en espèces. Saillies payées $\frac{1}{3}$ par le propriétaire, $\frac{2}{3}$ par le métayer.

Tout le bétail, espèce chevaline et bovine, pris en charge par le métayer au 11 novembre 1919 sera estimé, au plus tard, ce jour par une commission arbitrale. Tous les bénéfices à ce jour seront partagés moitié par le propriétaire, moitié par le métayer. Les pertes seront réglées dans les mêmes conditions, le capital des bêtes étant, dès ce jour, la propriété du propriétaire, sauf l'exception qui pourrait résulter de l'application du 2^e alinéa du présent article. Liberté aux métayers d'avoir une bête espèce chevaline lui appartenant pour son service et celui de la maison, moyennant de payer 20 francs par an au propriétaire. Après la vente des produits des vaches, liberté abso-

lue du lait pour le métayer. Celui-ci sera libre de travailler en dehors de sa métairie avec ou sans bétail, moyennant que les travaux de la métairie n'en souffrent pas, chose qui sera jugée par une commission arbitrale.

Congé. — Cette même commission aura à se prononcer également sur la validité ou la nullité du congé que pourrait donner le propriétaire au métayer.

Expertise des Métairies. — Toutes les métairies syndiquées seront expertisées le 11 novembre 1919 au plus tard, par une commission arbitrale donnant à celle-ci la faculté de maintenir dans la métairie le métayer recevant congé, et qui aurait augmenté la valeur matérielle de la métairie. Une faute grave du métayer (peine entachant l'honneur) annulerait cette faculté.

Basse-cour et cochons. — Liberté au métayer d'élever à son gré tous les oiseaux de basse-cour et les cochons qu'il désirera, moyennant de payer au propriétaire une somme annuelle de 50 francs. Liberté des champs pour les jeunes cochons depuis la rentrée de la récolte jusqu'à l'ensemencement. Liberté de parcours pour la volaille. Le métayer pourra commencer 25 ares de terre en betteraves, etc., en y mettant le fumier qu'il jugera nécessaire.

Le gardiennage des vaches du propriétaire sera à ses frais.

Jardins et vergers. — Les produits des jardins et vergers sont la propriété absolue des métayers.

Chauffage. — Le métayer coupera le bois de chauffage qui lui sera nécessaire et élaguera les jeunes pins situés sur la propriété pour compléter sa provision.

Corvées. — Absolument supprimées. Tout travail fait pour le compte du propriétaire, soit par hommes, soit par bestiaux, sera payé par celui-ci au métayer au taux usuel des travailleurs de la région.

Réparations. — Les réparations de toutes sortes seront faites par le propriétaire contre qui le syndicat aura plein recours s'il y a mauvaise volonté ou négligence de sa part. Les claies ou barrières seront faites et entretenues par le métayer qui les laissera en bon état d'entretien en quittant la métairie. Le bois sera fourni par le propriétaire.

Rigoles. — Les rigoles desservant les terres labourables et les prairies naturelles seront entretenues par le métayer. Les ruisseaux et canaux seront entretenus par les propriétaires.

Indemnité de fumier. — Tout métayer quittant la métairie sera dispensé d'y semer le froment, mais il lui sera payé en espèces, le 11 novembre 1919, une somme fixée par la commission arbitrale l'indemnisant de ce défaut de culture.

Impôts. — Les impôts seront payés par le propriétaire. Tout cultivateur syndiqué, vendeur de bétail à la boucherie, soit à domicile, soit les marchés de la région, sera tenu de se faire payer séance tenante et l'acheteur en prendra possession immédiatement.

Résine. — La récolte de résine sera partagée moitié pour le propriétaire et moitié pour le métayer résidant. Transport également à moitié. Frais de vaisselle et autres pour le propriétaire.

Amendes. — Tout métayer ou similaire syndiqué qui ira travailler avec ou sans bétail pour un non-syndiqué ayant des terres labourables paiera une amende de 50 francs qui sera versée à la caisse du syndicat.

Cas de non-exploitation. — Dans le cas où certaines métairies resteraient inexploitées, le syndicat se réserve le droit de les occuper et les travailler en payant au propriétaire la rente légale du capital représentant la valeur des terres cultivables.

Tout cultivateur au fermage aura droit de continuation de son bail ou le choix des conditions ci-dessus.

De même, tout propriétaire n'acceptant pas les conditions ci-dessus pourra mettre son métayer au fermage après entente avec la commission arbitrale, en lui faisant payer l'intérêt légal de la valeur de la métairie (c'est-à-dire la valeur de tout ce qui peut rapporter au métayer).

Les conditions spécifiées ci-dessus seront considérées comme acquises aux métayers à compter du 11 novembre 1919, sauf contestation de la part des propriétaires intéressés, cas dans lequel ceux-ci devront adresser leur réclamation écrite au secrétaire général des communes de Saubrigues, Sainte-Marie-de-Gosse, Biarrotte, Saint-Martin-de-Hinx, An-

gresse, Saint-Jean-de-Marsan, Orx, Cap-Breton, Bénesse-Maremne, Gosse et Saint-André-de-Seignanx, au plus tard le 1^{er} novembre 1919, à M. J.-B. Miremont, à Saubrigues, maison Morassos.

Peu de jours après, Pierre Dezès, adressait aux propriétaires des mêmes communes et de quelques autres encore la même lettre recommandée. La formule finale était seule changée. Le délai de réponse donné aux propriétaires était allongé.

Ainsi donc, les prétentions des métayers s'étaient en peu de jours grossies. Leur ton devenait insolent, leurs revendications plus grandes. Les métayers invitaient les propriétaires à accepter les conditions qu'ils leur présentaient : singulière procédure. Mais les propriétaires de Saubrigues n'avaient-ils pas un peu déconseillé aux métayers d'en employer une plus courtoise ? Les propriétaires ne répondirent pas au document qu'on leur avait adressé.

Cette attitude, ardemment souhaitée d'ailleurs par certains chefs syndicalistes, envenima la querelle. Les esprits se surexcitèrent. Survinrent les élections de novembre 1919. Une liste socialiste n'obtint dans les Landes que peu de voix. Fait à noter, le Bas-Adour ne lui donna pas les siennes. Viro se déclara ouvertement pour la liste radicale-socialiste. Hérésie profonde que commettait Viro du point de vue syndicaliste, et peut-être intéressée. Mais quelques jours après, beaucoup de municipalités bourgeoises de la région furent renversées, les métayers portèrent leurs hommes au pouvoir.

La propagande en reçut un coup de fouet. Saubusse, Rivière, Mées, Angoumé, Tercis, OEyre-Luy, furent tout à tour visités par Larrouy. Les condi-

tions de métayage dans ces régions sont différentes de celles du Gosse et plus favorables au colon. Larrouy et Viro invitaient cependant les syndicats à prendre pour base d'action les revendications dressées à Saubrigues. Aussi à Saint-Pendelon, à OEyre-Luy, l'enthousiasme des métayers fut-il moindre. Seule, la promesse de la terre les attira.

Le mutisme des propriétaires se prolongeait. Le 23 décembre, à Saubrigues, devenu grand quartier général, on le voit, une réunion eut lieu. Un compte rendu en a été publié :

« Les ouvriers et agriculteurs des communes de... (suivent les noms de toutes les communes précédemment citées) réunis en assemblée générale, le 23 décembre 1919, à Saubrigues, après avoir entendu l'exposé du camarade Hodée, secrétaire de la Fédération Nationale des Travailleurs de l'Agriculture, du camarade Larrouy, du camarade Viro,

« Considérant l'attitude des propriétaires de la région du Bas-Adour, mettant une hostilité systématique à répondre à toutes les demandes d'entretien formulées par les syndicats représentés à l'assemblée générale,

« S'engagent à cesser le paiement de toute redevance, tant qu'une réponse collective venant d'une organisation patronale responsable n'aurait pas accepté de discuter les revendications présentées par ces syndicats à la date du 16 octobre 1919. »

A la date du 18 janvier 1920, une assemblée générale des syndicats aura lieu à Saint-Vincent-de-Tyrosse, où seront prises les décisions définitives nécessaires pour réaliser les revendications présentées.

Les ouvriers métayers et agriculteurs font confiance à la Fédération Nationale des Travailleurs de l'Agriculture, à la C. G. T., expression du prolétariat organisé, pour soutenir les organisations dans leur lutte contre les propriétaires.

Ils signalent à l'attention des camarades ignorants et

inconscients les manœuvres des politiciens réactionnaires et capitalistes qui masquent leur œuvre de désorganisation des forces du prolétariat, mais dont les fins sont connues de tous.

Ils se séparent aux cris de : « Vive l'union des travailleurs de l'agriculture et de l'industrie dans le sein de la C. G. T. ! »

*(Fédération Nationale des Travailleurs de l'Agriculture,
3, rue du Château-d'Eau.)*

Le 18 janvier, la Fédération terrienne de la C. G. T. tenait son 2^e Conseil national qui décidait une tournée de propagande dans certaines régions agricoles. Les Landes étaient mentionnées. La C. G. T. allait user de l'action directe. Le même 18 janvier, synchronisme intéressant à souligner, la grève fut décrétée et notifiée dans les mairies du Bas-Adour. Les troubles entraient dans leur phase violente.

Les troubles et non les grèves, comme on l'a souvent répété. Le terme est inexact. La grève est la cessation concertée du travail. Cette cessation, dans certaines industries, peut avoir une efficacité réelle, quel que soit du reste le but poursuivi. Mais, à la campagne, durant la grève, même faite en hiver, saison morte pour l'agriculture, le métayer n'en a pas moins continué à vaquer à ses occupations ordinaires, à soigner son bétail, à faire les semailles. L'arrêt des travaux des champs l'eût atteint autant que le propriétaire. Les chefs syndicalistes, sans doute, avaient décrété que le métayer ne partagerait plus les produits du sol tant qu'un nouvel accord ne serait pas intervenu avec les propriétaires. Ce qui anéantissait l'objection mais était la négation du droit de propriété, la méconnaissance de l'esprit du

Code qui dit que les conventions doivent être exécutées de bonne foi.

Durant le mois de février 1920, les villages du Bas-Adour ont pris une physionomie inaccoutumée. La terreur y a régné. L'atmosphère s'y est chargée de haine. Les passions débridées se sont donné libre cours. La discipline syndicale a bouleversé l'aspect du pays. De ces paysans aux mœurs paisibles, au caractère indépendant, ayant horreur du bruit, les meneurs ont fait des automates qui se sont livrés aux pires excès. Ces gens à l'esprit méfiant et roué se sont laissés duper avec une facilité déconcertante. Pendant plusieurs semaines, des hommes de 18 à 60 ans ont été tenus en alerte constante. Ils se sont laissés enrégimenter dans des organisations où la discipline la plus dure sévissait. A n'importe quelle heure du jour et de la nuit, le son du clairon les rassemblait, la lecture du rapport suivait, qui portait à leur connaissance les ordres qu'ils devaient exécuter. Ils ont fait des rondes, des patrouilles, à travers les campagnes ; ils ont établi des postes aux croisements des routes et dans les gares. En rangs par quatre, chantant des hymnes révolutionnaires, ils ont parcouru le pays. Et ils ont obéi « *perinde ac cadaver* ». Militarisés certes, ils l'étaient. Chaque syndicat avait ses cadres, caporaux, sergents, capitaines, sa clique de clairons et de tambours ! Saubrigues avait même un tambour-major. Ils avaient aussi un uniforme. Leur béret bleu se galonnait de rouge. Un pompon rouge le surmontait. Ils portaient un brassard rouge sur la manche de leurs vestons. Une cocarde rouge à la boutonnière, d'où s'échappait un flot de rubans rouges.

Comme aussi, ils avaient un gourdin, lui-même orné de rouge, à la manière des « casse-cans » (2).

Cette vie anormale qu'a vécue une population si calme fait penser aux troubles d'une affligeante gravité qui ensanglantèrent cette même contrée à la fin du règne d'Henri IV. Sans cause bien définie, peut-être à la suite des guerres de religion, une folie subite à forme endémique partit du Labourd et gagna le Gosse. Ce n'étaient qu'hommes souvent nus, femmes échevelées, parcourant les plaines et les bois en chantant des versets latins, dévastant et brûlant tout sur leur passage. Ces désordres prirent une telle intensité que le Parlement de Bordeaux s'en émut. Il envoya le Conseiller de Lancre sur les lieux. Interprétant cet état pathologique suivant les idées de son temps, ce magistrat condamna allègrement au bûcher des milliers de ces pauvres malades. Il n'avait vu en eux que les symptômes de la possession démoniaque (3).

Les morts parlent dans les paysans de notre temps. Ils sont restés impressionnables et sensibles à la suggestion. Tels ils étaient en 1609, tels ils se sont retrouvés en 1920.

(2) Il y a dans les Landes des usages fort curieux qui, malheureusement, semblent disparaître. Lorsque deux jeunes gens se marient, quelques jours avant la cérémonie, leurs familles envoient dans les maisons amies un voisin qui est chargé de faire les invitations. C'est le « casse-can ». Devant les maisons des familles invitées au mariage, il récite, en gascon, une formule qui est fort belle. L'invitation est lancée. Ceux qui l'acceptent donnent au « casse-can » un ruban que l'homme attache à son bâton ferré. A la fin de sa tournée, le « casse-can » se promène avec une canne chargée de rubans multicolores.

(3) Pierre de Lancre. « Tableau de l'inconstance des mauvais anges et démons où il est amplement traité des sorciers et de la sorcellerie ». Paris, 1613.

D'ailleurs, les chefs syndicalistes avaient un but fort précis : ils l'avaient marqué dans le manifeste de Saubrigues : contraindre par tous les moyens les propriétaires à prendre en considération les revendications des métayers. Le moyen proposé en décembre n'avait peut-être pas assez d'efficacité. La « grève » allait sans doute approcher du but.

La semaine de Carnaval, ô ironie, ouvrit la série des violences. Le 16 février, le syndicat de Saubrigues, remarquablement organisé, fier de sa clique de clairons et de tambours que commandait le tambour-major Dutreil, avait convié dans la commune les camarades des alentours. La plupart s'y rendirent à bicyclette, emplissant la campagne de leurs cris. En rangs par quatre, les syndiqués défilèrent chantant, hurlant. Pour la première fois peut-être, ils lancèrent le « pique-tarroc », maladroite contrefaçon des « pique-talos » du docteur Lacoarret, de Salies-de-Béarn, l'auteur distingué de *Chuquette*. Ils chantaient :

*Lou pic sou cot
Lous esclops dèm lou saque ;
Lou cuyoun pleye
Et qu'en testem d'attaque
Ne sabèn pas soques
Estas fenians, nou mille diou biban,
Hardits, hardits, quem lous pique tarrocs
Trabailaidous de terre,
Et si lou ceou nous crèbe pas lous os
Qu'auran toutes bonne herre
Qu'em tilluts
Lous pèluts*

*Da lou fusil, lou dragoum et leus hourques
Que partiran bede aquet mounde
Se soun guarits qu'ous soignerans
Aou mille diou biban (4).*

On but ensuite, car le secrétaire du syndicat est aubergiste-boulangier-épiciier, et l'on décida de se retrouver le lendemain à Sainte-Marie-de-Gosse, où un bal devait être donné.

Ce jour de Carnaval, à 4 heures de l'après-midi, les couples nombreux tournoyaient. Soudain, sur l'invitation des chefs du syndical local, les danseurs se transformèrent en manifestants. Le cortège, précédé des musiciens, s'en vint honorer d'une aubade à sa façon les propriétaires de l'endroit. Il défila sans pousser de cris d'ailleurs ; mais, devant la demeure de Mmes de Casaunau, ce fut un charivari infernal. Pendant une heure, la foule poussa des cris de haine et chanta des hymnes révolutionnaires que les sonneries stridentes des clairons et les roulements du tambour accompagnaient sinistrement. Le crime des dames de Casaunau ? Elles étaient trois vieilles personnes seules et la foule est lâche. Propriétaires de 15 métairies, elles faisaient à leurs colons les conditions les plus douces. De leurs deniers, elles avaient restauré l'église de la paroisse qui menaçait ruine ; elles avaient construit un ouvroir pour les jeunes filles de l'endroit, une crèche pour les enfants. Grâce à elles, un patronage de gar-

(4) Comme l'a justement fait remarquer M. l'abbé Daugé, l'auteur de ces *pique-tarroc* s'est fort peu soucié des règles de la prosodie, encore moins de celles de l'orthographe des mots gascons. Nous avons tenu cependant à reproduire le texte tel qu'il fut distribué dans les campagnes landaises.

cons avait été constitué, et clairons et tambours du patronage servaient au charivari que leur offraient ces énergumènes dont plusieurs étaient les obligés de ces femmes charitables. Mais Viro l'avait dit, ce sont des « buveuses de sueurs ».

En même temps, à Saint-Jean-de-Marsac, à Saint-Martin-de-Seignanx, à Biaudos, à Biarrotte, des désordres semblables se produisirent. A Benesse-Maremne, deux honorables bourgeois, le docteur Ducourneau et M. de Caupenne, ont leurs maisons cernées, et 8 jours durant, gardées à vue par leurs propres métayers. A Tosse, le maire voit son habitation entourée par ses administrés qu'excite un certain Goallard, son garde-forestier, dont la famille depuis un siècle avait vécu à côté de celle de ses maîtres qui l'avaient tirée de la misère et comblée de bienfaits. A Saint-Martin-de-Hinx, les métayers conspuèrent d'honorables habitants ; les cris les assoiffèrent, car ils finirent la journée à l'auberge, dont le propriétaire est ici encore membre influent du syndicat professionnel.

Le vendredi 20 février, jour de marché, 7.000 métayers se réunissaient à Saint-Vincent-de-Tyrosse. Les cheminots étaient en grève et les métallurgistes du Boucau également. Aussi Garrabé, maire socialiste du Boucau, arriva-t-il à Saint-Vincent escorté d'ouvriers chômeurs volontaires. Le marché fut boycotté. Défense fut faite aux voitures de se rendre à Saint-Vincent. Les routes étaient gardées par des postes de métayers. Il était interdit de laisser pénétrer dans la ville le bétail et les denrées alimentaires.

La consigne était formelle : ne fallait-il pas

affamer les bourgeois ? Les non-syndiqués, les jaunes, les renards, furent priés de rentrer chez eux. Les syndicalistes, maîtres de la situation, se promènèrent librement à travers les rues. Le camarade Larrouy les harangua et dit : « On avait dit des Boches qu'ils ne passeront pas. Nous, nous déclarons que rien ne passera au marché, pas plus vendredi prochain qu'aujourd'hui. »

Une nouvelle circulait d'ailleurs, venue d'on ne sait où, mais elle fit rapidement traînée de poudre : le gouvernement se disposait dans l'ombre à réquisitionner le maïs. L'année avait été déficitaire et, pour faire face à ses besoins, l'Etat allait prendre dans le pays la récolte disponible. Le prix de la réquisition serait de 75 francs l'hectolitre. Ce même hectolitre, que le commerce libre payait 100 francs. Or, le mois de février est celui où partent par eau vers Bayonne les gabarres chargées de grains et où les gares du Bas-Adour sont encombrées de sacs de maïs. Les propriétaires avaient été tenus secrètement au courant de ces agissements du gouvernement bourgeois ; leur maïs allait s'évader de leurs greniers, acheté à 100 francs. Quand sonnerait l'heure de la réquisition, le maïs du seul métayer resterait dans le pays. On ferait main basse dessus et lorsque les réserves seraient épuisées, les pouvoirs publics dans leur mansuétude céderaient aux paysans un affreux maïs marocain, dont les animaux ne veulent pas. Les métayers ne toléreraient pas cette nouvelle vexation. Le temps des propriétaires était venu, n'est-il pas vrai, de supporter à leur tour les pertes de la réquisition ? Leur grain ne devait pas partir.

En vain, la préfecture publiait une note : « Les

populations du Bas-Adour, sur des renseignements erronés, croient que la réquisition du maïs est envisagée. Il n'en est rien. Le Ministre du Ravitaillement vient d'en donner l'assurance au Préfet des Landes. Le commerce du maïs est entièrement libre. »

Jour et nuit, car à la faveur des ténèbres, les marchands pourraient s'approcher, une surveillance constante s'organisa. Les gares reçurent des piquets qui y montèrent la garde sans répit ; sur les bords de l'Adour, même vigilance. A Josse, les granges de Mme Dangou étaient gardées et les gabarres avaient ordre de s'en éloigner.

Les voies de communications occupées, cela était insuffisant. Les maisons et les granges des propriétaires furent, elles aussi, confiées à des postes de syndiqués. A Bénesse-Maremne, les greniers du docteur Ducourneau sont occupés par ses propres métayers. Mlle Ducourneau, à Saubrigues, avait quand même vendu son grain. Les métayers s'opposèrent à sa livraison.

Des patrouilles parcouraient routes et chemins. A Port-de-Lannes, les têtes de pont qui séparent le Gosse et l'Orthe étaient barrées. Un paysan, armé d'un drapeau rouge, intimait l'ordre à tout véhicule de s'arrêter. Automobiles et voitures étaient visitées. On se serait cru revenu aux temps lointains du système pourvoyeur (5).

(5) Si l'on nous permettait un rapprochement historique ces préoccupations nous ramèneraient au temps où fleurissait le système pourvoyeur, où la circulation des grains était interdite de province à province, où les intendants s'efforçaient de maintenir leurs bas prix par tous les moyens, plus spécialement les bas prix du blé. C'est le règne de Louis XVI, la légende mensongère du pacte de famine. Pour avoir du pain, les Parisiens allèrent, les 5 et 6 octobre, à Versailles, chercher le boulanger, la boulangère et le petit mitron. Les préoccupations des esprits n'ont pas changé.

Certains voyageurs riaient croyant à une farce de carnaval, mais les métayers leur affirmaient gravement qu'ils ne faisaient qu'exécuter les ordres du soviet de Sainte-Marie-de-Gosse. Ceci se passait, ne n'oublions pas, au moment des grèves de cheminots.

Dans les Lannes, à Rivière, Mées, Angoumé, Saubusse, les mêmes scènes se produisirent. Les lignes téléphoniques reliant à Dax la maison de M. d'Avezac furent plusieurs fois coupées. Pour galvaniser les cœurs chancelants, Larrouy vint organiser dans la région une grande manifestation. Partie de Saubusse, elle traversa Mées et Angoumé. *Internationale, Carmagnole, pique-tarro*c, tout le répertoire révolutionnaire fut entendu. Mais déjà ici les gestes étaient moins violents ; les conditions du métayage étaient telles que les revendications du cahier de Saubrigues n'avaient pas d'objet.

Alors les syndicats firent mieux. Jusqu'ici, les mesures étaient, si l'on peut dire, préventives. Ils s'enhardirent. Certains propriétaires avaient, par huissier, signifié congé à leurs métayers pour le 11 novembre. Cela indisposa contre eux. Le 23 février, à Sainte-Marie-de-Gosse, les boulangeries reçurent des sentinelles ; ordre fut donné aux boulangers de refuser le pain aux quelques rares petits propriétaires, aux sept métayers non syndiqués, ainsi qu'aux grands propriétaires. Durant huit jours et huit nuits, les membres du syndicat suspectés de froideur syndicaliste eurent pour mission, sous peine de fortes amendes, de ne point laisser enfreindre la consigne. Les meneurs, qui ne se compromettaient pas, les surveillaient et les intimidaient. Une femme non syndiquée était-elle parvenue à obtenir

du pain, on lançait des gamins à sa poursuite, ils lacéraient ses vêtements, ils piétinaient son pain.

D'autres allaient chercher à Port-de-Lannes la nourriture qu'on leur refusait dans leur commune. Un jour, une jeune fille repassait l'Adour et rentrait avec son pain. 50 syndicalistes l'attendaient sur la rive de Sainte-Marie pour la cueillir. Au moment où la jeune fille abordait, le père, armé d'une serpe, s'avança : « Je succomberai peut-être, s'écria-t-il, mais avant une tête sera rasée ». On poussa quelques cris et les cinquante poltrons s'éloignèrent... Les meuniers soupçonnés de porter de la farine aux non syndiqués étaient poursuivis et menacés.

Mais que faisaient les autorités ? Quelle était l'attitude du maire de Sainte-Marie ?

La loi lui donnait des pouvoirs de police. Pourquoi n'en usait-il pas ? Le maire de Sainte-Marie, dénommé Marmande, personnage sot et falot, laissait faire. Les fauteurs de troubles étaient ces mêmes électeurs qui, en novembre 1919, l'avaient élu leur magistrat. Il leur en témoignait ainsi sa reconnaissance. Le sous-préfet de Dax, averti par dépêche de cette situation, ne daigna même pas accuser réception du télégramme.

A Saint-Laurent, à Saint-André-de-Seignanx, le boulanger a un piquet que l'on change tous les jours. Il empêche la livraison du pain aux non-syndiqués et aux propriétaires. Les domestiques sont autorisés individuellement à en prendre leur part, mais ils sont taxés à une livre par jour et par tête, et pour être certain qu'ils ne le partagent point, on les menace de les obliger à le manger dans la boulangerie ou dans une auberge. Le domestique de

M. d'Olce, de Biarrotte, est allé à Saint-Martin-de-Hinx prendre le pain nécessaire pour la maison. Les grévistes l'appréhendent, saisissent sa provision, galamment ils lui en remboursent le prix, et le congédient. Le cocher de M. de Castelnau revient d'Urt en voiture. Aux confins de Saint-Laurent, les métayers l'arrêtent, confisquent le précieux aliment, maltraitent le cheval, et le relâchent enfin.

A Sainte-Marie, douze incendies ont été déjà allumés par des mains criminelles, 7 en forêt, une maison, 4 gerbiers de paille. A Saubrigues, 3 gerbiers de paille et de foin sont embrasés dans la même nuit. Le dimanche 23 février, nouvelle manifestation à Saint-Vincent de Tyrosse. Sur la place du foirail, le maire du Boucau, Garrabé, son adjoint, Luc, Viro excitèrent, dans des discours violents, les métayers. Le camarade Lapierre, de la C. G. T., assistait, lui aussi, à ce meeting. Il venait du Congrès de l'Union des Syndicats Confédérés des Landes tenu à Morcenx.

Les autorités allaient-elles se décider à agir ? Le 27 février, le marché de Saint-Vincent fut fermé, les gendarmes en interdirent l'abord aux grévistes qui ne tentèrent même pas de forcer les faibles barrages qu'on leur opposait. Les manifestants se contentèrent de tenir une réunion sur le champ de foot-ball, où leurs orateurs parlèrent. Les femmes et les enfants se mêlaient aux hommes dans l'auditoire. Des drapeaux rouges flottaient avec des bannières où des têtes de porc (ce sont les propriétaires) étaient plus ou moins adroitement dessinées.

Des renforts de troupes arrivèrent. Sainte-Marie, dès le 27 février, reçut des gendarmes à pied. Le

lendemain, 20 gendarmes à cheval, puis 21 hus-sards et 25 hommes d'infanterie qui firent des rondes. A Biaudos, où des incendies s'étaient allumés, 80 gendarmes, un escadron de chasseurs, une compagnie d'infanterie vinrent camper. Gendarmes, cavaliers, fantassins, restèrent à demeure à Saubrigues également. Les chevaux furent abrités dans un vaste hangar du commandant Bayard et, dès la première nuit, la grange fut incendiée, mais les chevaux furent sauvés.

Les désordres allaient-ils prendre fin ? Ils marquaient la volonté des métayers organisés de maintenir leurs revendications, leur désir de s'aboucher avec les propriétaires qui, jusqu'alors, s'étaient refusés à entrer dans cette voie. Les troubles auraient continué malgré la troupe venue pour faire respecter la loi, car si les propriétaires s'organisaient en syndicat, ils ne nommaient pas de délégués chargés de négocier avec les représentants qualifiés des métayers. La situation était sans issue.

Les parlementaires landais, les pouvoirs publics s'appliquèrent à vaincre les résistances des propriétaires. M. le sénateur Cadihon avait pris l'initiative de convoquer à Saint-Vincent-de-Tyrosse tous les propriétaires du Bas-Adour. Dès le 13 février, dans l'après-midi, il les avait invité à s'organiser en syndicat, à nommer des délégués, qui auraient pour mandat d'examiner les revendications des métayers. Il fallait trouver une solution amiable du conflit.

D'autre part, M. le Préfet et M. le Sous-Préfet de Dax engageaient tous les maires des communes à inviter les propriétaires à se rendre à Dax le 24 février. Nombreux furent les présents à la sous-

préfecture ce jour-là. M. Lhommédé tint le même langage que M. le sénateur Cadilhon. Il fallait élire des délégués qui devraient se mettre en contact avec les délégués des syndicats des métayers pour établir un accord. A ce moment, le sieur Marmande pénétra dans la salle des délibérations : des protestations s'élevèrent. Marmande, en effet, avait pris fait et cause pour les métayers. Le sous-préfet fit observer à cet intrus que s'étant rangé d'un côté de la barricade, il ne convenait pas qu'il vînt assister aux délibérations des propriétaires. Marmande répondit : Qu'il était propriétaire de 3 hectares, donc invité de droit ; de plus, ajoutait-il, comme maire de Sainte-Marie, il avait reçu une dépêche de la sous-préfecture le priant de convoquer tous les propriétaires à la réunion de Dax. Il s'était convoqué lui-même. Changeant de ton, Marmande en vint aux insultes les plus basses, qui sont familières dans sa bouche. Le malheureux sous-préfet, qui n'était plus maître chez lui, ne sut pas éconduire ce personnage si mal élevé. Une discussion des plus confuses s'engagea sur la proposition du sous-préfet. Des noms de délégués furent suggérés ; ils furent acceptés par l'assemblée et, d'ailleurs, on ne vota pas. Les syndicats de propriétaires n'étaient pas encore organisés et si beaucoup d'intéressés étaient présents à Dax, beaucoup aussi étaient absents.

Le 27 février 1920, à 10 heures, les délégués nommés de cette manière singulière rencontraient, à la sous-préfecture de Dax, sous la présidence du préfet, une délégation de métayers régulièrement nommée par les syndicats organisés et qui avait reçu un mandat précis. Et quand, à cette séance M. An-

dré Delest, le porte-parole habituel des métayers, demanda aux propriétaires s'ils avaient pleins pouvoirs pour traiter, ceux-ci répondirent négativement. Ils ajoutèrent, d'ailleurs, que des syndicats de propriétaires se constituaient pour que les délégués pussent recevoir confirmation de leur mandat. Cette déclaration fut confirmée à la deuxième réunion qui eut lieu à 4 heures, le même jour, lorsqu'on discuta la question des redevances.

Le lendemain, samedi 28 février, le marché de Dax fut très animé. Des hommes de troupe et des gendarmes circulaient. Les métayers devaient manifester. Il n'en fut rien, d'ailleurs. M. le sénateur Cadilhon réunit à nouveau les propriétaires. A ce sujet, M. Labescat écrivait dans *Le Clairon Républicain* du 6 mars 1920 : « J'ai assisté à la réunion des propriétaires qui s'est tenue le 28 février à la mairie de Dax, à l'instigation et sous la présidence de M. Cadilhon. La discussion fut souvent confuse et la motion qui, finalement, fut votée en faveur de la constitution immédiate d'un groupement, n'emporta peut-être pas l'adhésion réelle de la majorité des auditeurs... Les décisions plus ou moins rapides prises sous la pression d'un danger imminent n'ont pas la valeur et la solidité des résolutions mûrement réfléchies. »

La délégation des propriétaires fut remaniée. Certains des anciens délégués reçurent confirmation de leur mandat et de nouveaux furent nommés. A la séance de la commission mixte du 1^{er} mars 1920, où s'engagea, à proprement parler, la discussion, le préfet était assisté de M. Brancher, directeur de la main-d'œuvre agricole au Ministère de l'Agriculture,

que les députés landais avaient prié le Gouvernement d'envoyer sur les lieux. Le Préfet, en ouvrant la séance, demanda aux délégués s'ils avaient pleins pouvoirs et la réponse fut affirmative. (3^e séance de la commission mixte.)

Le 1^{er} mars, le 3, le 4, le 5 et le 6, des débats très orageux s'engagèrent, prolongés parfois très avant dans la nuit. La lecture des procès-verbaux, d'ailleurs, un peu trop succincts, en fait foi. Les pourparlers menacèrent souvent d'être rompus. L'action conciliatrice de MM. Brancher et Bourienne à laquelle MM. Léglise et Delest rendirent un hommage qu'ils renouvelèrent le 3 mai à la session du Conseil général des Landes, évita cette fâcheuse extrémité.

Le 6 mars, la commission mixte se mit d'accord sur un texte que les deux parties s'engagèrent à faire ratifier par leurs mandants respectifs et le 11 mars les délégués se retrouvèrent pour signer ce qui devint la convention de Dax. La voici :

ACCORD CONCLU ENTRE LES PROPRIÉTAIRES ET LES MÉTAYERS
DU BAS-ADOUR

Entre les soussignés : MM. Léglise, conseiller général du canton de Saint-Martin-de-Seignanx, docteur Violle, Laffitte, René d'Avezac de Casterac, Bayard, Bathurt, Lamblin, délégués des propriétaires, d'une part,

Et MM. Delest, conseiller général de Saint-Vincent-de-Tyrosse, Magouas, Larrouy, Saupin, Dezes, Dicharry, Duhau, délégués des métayers, d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Dans les communes de St-Martin-de-Seignanx, Biarrotte, Biaudos, Saint-Barthélemy, Saint-André-de-Seignanx, Saint-Laurent (canton de St-Martin-de-Seignanx), Benesse, Larane,

Cap-Breton, Josse, Orx, Saubion, Saint-Jean-de-Marsac, Sainte-Marie-de-Gosse, Saint-Vincent-de-Tyrosse, Saubrigues, Saint-Martin-d'Hinx (canton de Saint-Vincent-de-Tyrosse), Angresse, Tosse, Saint-Jour-de-Marenne, Soorts, Seignosse (canton de Soustons), Oritz, Pay (canton de Peyrehorade), Rivière, Mees, Saubusse, Angoumé (canton de Dax), les propriétaires et les métayers représentés à la commission mixte seront tenus à se conformer aux dispositions ci-après :

Article premier. — Baux. — Des baux écrits dans lesquels seront insérées les clauses du présent accord devront être substitués aux contrats verbaux et aux usages locaux qui font actuellement la loi des parties. Ces baux auront au minimum une durée de trois ans, à moins d'entente contraire entre les parties.

Article 2. — Partage des récoltes :

a) Partage des récoltes autres que les blé, avoine, orge et seigle. — Le partage des récoltes aura lieu après leur rentrée à moins de décisions contraires prises d'accord entre les propriétaires et les métayers ; ce partage sera fait avec la plus grande diligence possible. Le dépouillement du maïs est assuré par le métayer, à qui revient la dépouille pour l'alimentation du bétail ;

b) Partage des blé, orge, avoine et seigle. — Ces récoltes seront partagées comme il est dit au paragraphe précédent. Toutefois, leurs pailles seront considérées comme fourrage d'alimentation du cheptel ; dans le cas où il y aurait un excédent, il serait partagé ;

c) Quotité du partage. — Le partage de toute cette récolte aura lieu dans les proportions suivantes : $\frac{3}{5}$ pour le métayer, $\frac{2}{5}$ pour le propriétaire ; le partage à raison de $\frac{2}{3}$ pour le métayer et de $\frac{1}{3}$ pour le propriétaire sera maintenu partout où il existe actuellement. Sur les terres où l'on fait deux récoltes au cours de la même année, la deuxième récolte, si elle ne vient pas à maturité, appartiendra au métayer pour l'alimentation du bétail. Si elle venait à maturité, elle serait partagée dans les mêmes proportions que les autres récoltes.

Art. 3. — Battage. — Les frais de battage sont proportionnés à la quotité du partage des grains. Après entente entre les deux parties, la paille pourra être gardée par le métayer qui, dans ce cas, paiera tous les frais du battage. Dans le cas où le propriétaire battrait à part chez lui, les frais de ce battage seront en entier à sa charge ; le métayer devant contribuer, moyennant rétribution, au travail du battage.

Art. 4. — Partage des vins. — Les vins seront partagés dans les proportions suivantes : $\frac{3}{5}$ pour le métayer, $\frac{2}{5}$ pour le propriétaire. Les frais d'achat de sulfate, soufre, chaux ou autres produits anticryptogamiques seront supportés dans les mêmes proportions. Le pressoir sera fourni par le propriétaire. Les pieux, fils de fer, seront fournis par le propriétaire et la mise en place sera faite par le métayer.

Art. 5. — Fourniture des semences et engrais chimiques. — Les semences seront fournies par le propriétaire et le métayer proportionnellement au partage. Les engrais chimiques employés après entente seront payés dans les mêmes conditions, ainsi que le transport.

Art. 6. — Bétail. — Le capital nécessaire à l'achat du bétail sera fourni après entente entre le propriétaire et le métayer, soit en entier par le propriétaire, soit en participation entre eux, et les bénéfices seront partagés au moment de la vente dans les conditions ci-après : $\frac{3}{5}$ pour le métayer, $\frac{2}{5}$ pour le propriétaire, lorsque le capital sera fourni en entier par ce dernier.

Dans le cas où le métayer participerait à la fourniture du capital, le propriétaire le créditerait à cinq pour cent du montant de sa participation. Les pertes seront partagées entre les parties aux mêmes conditions que les bénéfices. Le bétail pourra être soumis à une expertise en fin d'année, permettant de faire rentrer les bénéfices après entente entre les parties. Les saillies, opérations, frais de vétérinaires, primes d'assurance du bétail seront payés dans les mêmes proportions que celles fixées plus haut pour le partage des bénéfices. Le métayer pourra disposer d'une bête de trait pour son usage personnel, après entente avec le propriétaire sur le choix de l'espèce. Le

métayer devra une indemnité de 20 francs par an au propriétaire. S'il naît un produit, celui-ci fera partie du cheptel et l'indemnité en ce cas sera supprimée. Cette disposition ne vise pas les juments poulinières et les chevaux d'élevage qui sont compris dans le cheptel. Le métayer pourra tenir deux vaches bretonnes pour la consommation familiale du lait. Elles feront partie du cheptel. Le métayer pourra faire des travaux avec ou sans bétail, en dehors de la métairie, moyennant que les travaux de la métairie n'en souffrent pas. Mais le propriétaire pourra s'opposer à l'interprétation abusive de cette autorisation.

Art. 7. — Basse-cour. — Liberté de parcours pour la volaille. Le droit d'Airial et les redevances seront supprimées et remplacées par une indemnité compensatoire de dégâts de 20 à 100 francs après entente entre le propriétaire et le métayer selon l'importance de la métairie, et payable en nature ou en espèce. Le métayer pourra élever à son gré les poules, les canards, les pintades.

Le métayer pourra élever, pour la consommation familiale, vingt oies ou dindes. Au-dessus de ce nombre, les oies ou dindes feront partie du cheptel. Le métayer aura le droit d'élever des porcs pour son compte dans les limites fixées ci-après : deux porcs pour la consommation familiale et une truie pour la reproduction. Ou bien un porc pour la consommation familiale et deux truies ou encore deux porcs pour l'alimentation et un porc pour le commerce. Au-dessus de ces chiffres, les porcs font partie du cheptel. La liberté des champs sera assurée aux jeunes porcs annelés depuis la rentrée des récoltes jusqu'à l'époque où ils pourront causer des dégâts dans les ensemencements. Les porcelets devront être vendus dans les trois mois de leur naissance.

Art. 8. — Le gardiennage des vaches du propriétaire devra être rémunéré

Art. 9. — Les produits des jardins seront la propriété du métayer pour les arbres plantés en verger, lignes ou avenues, leurs fruits seront partagés dans les mêmes proportions que les récoltes.

Art. 10. — Le gemmage sera effectué sur les indications du propriétaire ; en conséquence, le métayer ne pourra entreprendre le résinage des pins autre que ceux martelés ou désignés par les soins du propriétaire. Il devra, en outre, assurer le gemmage des pins confiés par le propriétaire, de préférence à ceux qui lui seraient confiés par d'autres. Le produit de la vente de la résine sera partagé par moitié entre le propriétaire et le métayer résinant. Le transport à l'endroit désigné par le propriétaire sera à la charge du métayer et les frais de vaisselles à la charge du propriétaire.

Art. 11. — Le propriétaire fournira comme bois de chauffage le bois des baradeaux qui clôturent les champs, celui des haies qui clôturent les prairies, plus les branches mortées des pignadars, où le métayer coupe la litière, ainsi que les pins, éclaircissage que fait abattre le propriétaire et qui n'ont pas une valeur marchande. Le tout après entente entre le métayer et le propriétaire, qui n'aura à fournir que du bois périssable.

Art. 12. — La rémunération de l'extraction et du transport de la marne et de la terre sera fixée dans les baux.

Art. 13. — Les corvées sont supprimées, le transport des récoltes au grenier du propriétaire sera à la charge du métayer. Le transport des matériaux nécessaires aux réparations de la métairie sera assuré par le métayer moyennant rémunération et après entente avec le propriétaire. Pour tous autres transports, il y aura lieu à rémunération sur rapport entre les parties.

Art. 14. — Les claies ou barrières seront faites et entretenues par le métayer qui les laissera en bon état d'entretien en quittant la métairie. Le bois sera fourni par le propriétaire.

Art. 15. — Pour les réparations, il y aura lieu de se reporter à l'article 3 de la loi du 18 juillet 1881, concernant les baux à colonat partiaire.

Art. 16. — Les rigoles et les petits canaux d'assèchement desservant les terres labourables et les prairies naturelles seront entretenus aux frais du propriétaire avec le concours rétribué du métayer. Il en sera de même pour les digues de protection

dans le cas où il n'existerait pas de syndicats de protection.

Art. 17. — Les impôts seront payés par le propriétaire.

Art. 18. — Tout congé non accepté donné pour motif syndicaliste sera annulé. Les baux seront passés avec les métayers occupant actuellement les métairies, sauf entente contraire avec les parties.

Art. 19. — Les dispositions ci-dessus entreront en vigueur à partir de ce jour. La régularisation des baux et les opérations consécutives auront lieu avant le 15 mai 1920.

Art. 20. — La présente convention aura une durée minimum de douze ans. Les baux pouvant lui assurer une durée supérieure.

Fait à Dax, à la Sous-Préfecture, le 11 mars 1920.

Ont signé les délégués des propriétaires (suivent les noms)
et les délégués des métayers (suivent les noms).

Le délégué du Ministre

BRANCHER.

Le Préfet

BOURIENNE,

Le Sous-Préfet

LHOMMEDÉ.

Entre ces clauses et les prétentions premières des métayers il y avait loin. On espérait que cette convention, bien que critiquable à plusieurs égards, ramènerait le calme dans le Bas-Adour. Il n'en fut rien. On le verra plus loin.

II. — *Les troubles de l'Orthe, de la Chalosse, des Lannes et du Brassein.*

L'accord du 11 mars 1920 devait s'appliquer à 27 communes. On relevait avec étonnement parmi elles Pey et Orist, qui sont situées sur la rive gauche de l'Adour, dans l'Orthe. Ce pays, adossé à l'Adour, dévale en pente douce vers les gaves. Il a été appelé avec raison le jardin des Landes. Les conditions de

métayage y avaient toujours été plus douces qu'en pays de Gosse et l'irritante question des redevances et des corvées ne se posait pas ici. Mais, dès la première heure, Orist et Pey avaient été soulevés par Larrouy. Originaire de Pey où depuis quatre cents ans sa famille cultivait la même métairie, issu d'excellentes gens, laborieux et estimés, Larrouy n'avait jamais montré un goût particulier pour les travaux des champs. C'était un esprit vif et caustique. Il avait, pendant la guerre, été mobilisé comme marin. C'est ainsi que ce jeune et solide gaillard passa quatre années à Toulon, dans un fort. Désœuvré, il se mit à lire et revint au pays gagné à la cause syndicaliste. Dans les auberges, il avait commencé à chauffer les esprits, et quand Viro entreprit sa campagne, le néophyte l'invita à venir catéchiser son village. Il passa dans toutes les maisons avant la venue de l'ouvrier, exploitant habilement les causes de mécontentement. Quand Viro se présenta, des syndicats furent immédiatement formés. 80 métayers s'inscrivirent à Orist. Un jour, les manifestants vinrent de Saubusse et passèrent à Orist. Il n'y eut pas dans ces localités d'autres incidents.

Le pays d'Orthe était gagné peu à peu aux idées socialistes. Les villages sont, dans la contrée, à proximité les uns des autres. Des métayers de Port-de-Lanne, de Saint-Etienne-d'Orthe avaient déjà manifesté à Pey, un jour où les syndiqués du Gosse y avaient été rassemblés. La réunion s'était tenue dans un site très curieux que l'on appelle la Croisée des Neuf-Chemins. C'est la place de l'Etoile du pays d'Orthe : neuf routes y convergent. Les bicyclettes, décorées de rouge, débouchaient de partout et, sur

le rond-point, une foule compacte s'était groupée. Elle entendit vanter la puissance des organisations syndicales ouvrières, infailible moyen de faire aboutir leurs revendications. Les métayers du Gosse ne venaient-ils pas, en effet, dans l'accord de Dax, de voir s'améliorer sensiblement leur sort ? Si bien que désormais, dans le Gosse, les métayers se trouvaient favorisés par rapport à l'Orthe. L'idée leur vint tout naturellement de bénéficier, eux aussi, des clauses de l'accord. Au reste, des exemplaires de ce contrat avaient été répandus à foison dans les campagnes. Si vous vous syndiquez, voilà ce que vous obtiendrez, semblaient dire ces feuilles et l'offre était tentante, bien qu'elle ne donnât pas de sérieux avantages.

Larrouy, Garrahé, Lucq, Viro, entreprirent, dès mars, une campagne. D'abord, ce furent des conciliabules de jour et de nuit, en cachette, dans les auberges. Puis, des réunions le dimanche, après la grand'messe. Il fallait, d'ailleurs, agir rapidement. Les propriétaires de la région, constitués en syndicats, avaient déjà nommé trois délégués pour procéder d'eux-mêmes à des remaniements du contrat de métayage. Ils voulaient s'entendre avec leurs métayers en dehors de tous syndicats révolutionnaires. La C. G. T. et ses hommes devaient donc se hâter : il fallait à tout prix empêcher cet accord. Des sections furent organisées, mais avec plus de peine déjà. A Cagnotte, le mouvement ne fut même pas tenté et à Belus il échoua. A Saint-Lon, au contraire, il réussit pleinement ; à Saint-Etienne-d'Orthe, le jour des Rameaux, naissait le syndicat. Garrahé et Viro vinrent le créer. A Hastings et Port-de-Lanne, dans toute la vallée du Gave, à Cau-

neille, où les conditions de métayage étaient celles du Seignanx, c'est-à-dire conformes à la loi de 89 (partage de tout par moitié) et pas même puisqu'il y avait encore la dîme, les syndicats naquirent aisément. Les propriétaires reçurent ici aussi la lettre de revendication. Les conditions demandées étaient celles de l'accord de Dax.

Les propriétaires qui s'étaient montrés disposés à entrer en pourparlers avec leurs métayers refusèrent de nommer des délégués pour s'aboucher avec des représentants des syndicats cégétistes, selon la procédure du Bas-Adour. Dans une proclamation qu'ils lancèrent le 2 juillet 1920, ils expliquèrent leur attitude. Le 28 juin, à Peyrehorade, les métayers réunis en congrès décidèrent qu'ils se refuseraient à partager les récoltes à des conditions autres que celles prévues par l'accord de Dax. Leur proclamation fut lancée le 5 juillet. Désarménien soulevait également plusieurs communes des Basses-Pyrénées. 22 villages se révoltaient.

On essayait aussi ici de troubler les marchés. Des cortèges s'organisaient à Peyrehorade, empêchant toute transaction commerciale. Comme l'écrivait Hodé (6), « il s'agissait d'établir un boycottage systématique des marchés de la région ». « En raison de la multitude des touristes et noceurs qui étalent leur sinistre satisfaction à Biarritz et à Saint-Jean-de-Luz, de la nuée de bigots, ignares et superstitieux qui dévalent vers ce centre d'infection permanent qu'est Lourdes, il y avait des chances que l'opinion publi-

(6) *Travailleur de la Terre* (octobre 1920).

que imposât aux pouvoirs publics une intervention qu'ils s'étaient refusés à faire jusqu'alors. Malheureusement, l'étendue géographique du mouvement, les difficultés de faire dans chaque pays un exposé de tactique, ne permirent pas de tirer leur maximum d'effet et l'on dut y renoncer. »

Il s'agissait donc d'imposer, par tous les moyens, aux propriétaires la commission mixte. Ferré, Larrouy et Ricard demandèrent audience au préfet pour qu'il usât de son influence et convainquît le propriétaires, mais ce fut en vain ; ceux-ci refusèrent. Des réunions continuèrent à se tenir à Peyrehorrad le jour de marché, sous la direction de Désarménien, jusqu'au mois de décembre 1920. Un jour, les gendarmes voulurent s'opposer à une manifestation. Désarménien promit qu'elle se ferait dans le calme et il en fut ainsi. Mais l'ardeur des paysans, qui fut grande à l'origine, diminuait insensiblement. Le cœur n'y était plus. Une fois même, un paysan colon se permit d'interrompre un orateur. C'était une grande audace ; il demanda, écrit Jean Rameau dans le *Figaro*, du 18 décembre 1920 : « Combien vous paie-t-on pour dire de telles horreurs ! » La question ne souleva pas l'indignation de l'auditoire.

Malgré tout, la terreur régnait dans le pays. A Saint-Lon, il est question de sonner les cloches à l'arrivée de Larrouy, comme on le faisait jadis au passage de Monseigneur. Les syndicalistes usèrent ici aussi de la violence pour enrôler des adhérents. A Saint-Lon, un métayer de M. Bellegarde vit son voisin le menacer d'incendier sa maison s'il refusait à donner sa signature.

Mais rien de ce qui est violent ne dure. Tout

reentra dans l'ordre peu à peu. La C. G. T. n'avait pas réussi. Les propriétaires s'entendaient directement avec leurs métayers pour modifier les conditions en vigueur. Le but des syndicats révolutionnaires n'était pas atteint.

Tandis que le mouvement syndicaliste avait ainsi remonté les Gaves, dès avril, il remontait également l'Adour. La partie des Lannes non atteinte avant mars, une partie du Brasseinx, la Chalosse, jusqu'à Saint-Sever, devenait le champ d'action de la propagande. Ainsi donc, Tilh, Habas, Donzac, Mouscardès, Labatut, Hagetmau, Dûmes, Saint-Cricq, Horsarieu, Sainte-Eulalie, Montfort, Gamarde, Vicq, Bégaar, Lier, Cassen, Aunard, Gousse, Larrede, Mugron, Préchacq, Saint-Jeours d'Auribat, Poyanne, La Hosse, Larbey, Caupenne, Buglose, Pontonx-sur-l'Adour, Téthieu, Saint-Vincent-de-Paul, Hinx, Narosse, Isosse, Candresse, eurent leur syndicat de métayers.

On peut distinguer deux mouvements : le premier, dont les centres sont : Pontonx-sur-l'Adour, Montfort, Mugron, avec pointes extrêmes sur Hagetmau et Saint-Sever. Le deuxième, à Habas, Tilh, Donzac, concomittant avec celui de l'Orthe.

En avril 1920, à Pontonx-sur-l'Adour, sous la présidence de M. Labeyrie, candidat socialiste aux élections de novembre 1919, une réunion de métayers fut donnée. M. Raboutet, ancien ouvrier mutilé de guerre, présentait le cahier de revendications des agriculteurs de la commune. Un syndicat était organisé. Des alentours étaient venus nombre de curieux intéressés et l'effet ne se fit pas attendre. Des sections de syndicats naquirent dès le 7 avril à

Vicq, Liez, Gousse. Dans la même semaine, Raboutet et Labeyrie allèrent à Aunard. Le camarade Cabannes, avocat, venu tout exprès de Paris, prit la parole et fit à ses auditeurs un cours de socialisme. Il les engagea à nommer des députés révolutionnaires s'ils voulaient voir triompher leurs revendications. Saint-Jeours-d'Auribat, Cassen et Poyanne, à leur tour, se formèrent. Hodee, sur ces entrefaites, arrivait à Baigts, à Laurède et à Caupenne, où il prêchait le ralliement à la C. G. T. Montfort ne voulut pas être en retard. A Gamarde, M. le député Defos du Rau, propriétaire dans le village, ayant voulu prendre la parole au cours d'une réunion du syndicat local, fut pris à part violemment. Un métayer lui dit : « Il faudrait Jouhaux pour vous répondre », et comme Jouhaux n'était pas là pour répliquer, on empêcha M. Defos du Rau de parler sans savoir au reste ce qu'il allait dire. A Hinx, M. le capitaine Labaigt créait un syndicat. Soort, Candresse, Narosse suivirent. Le premier soin des syndicats fut de dresser le cahier des revendications. Le contrat de Dax fut ici encore pris pour modèle. Mais on s'en inspira moins servilement toutefois que dans le pays d'Orthe. Dès le 16 avril, Buglose et Pouy, Téthieu, Candresse et Hinx, adressaient aux propriétaires la fameuse lettre recommandée. Elle arrivait le 22 à Pontonx-sur-l'Adour. Les propriétaires étaient convoqués à se rendre dans les mairies pour discuter avec les délégués du syndicat des nouvelles conditions à appliquer. Cette invitation n'eut aucun effet. On voulut alors ici aussi passer aux actes d'intimidation, manifester comme dans le Bas-Adour, pour terroriser les propriétaires. Le capitaine Labaigt, à Hinx, venait de

composer une *Madelon* syndicale qui devait être le cri de ralliement des Jacques landais. Une manifestation fut annoncée dans le village. La présence de douze gendarmes suffit à l'arrêter. Il n'y avait pas d'enthousiasme.

Certains propriétaires avaient réussi à conclure un accord avec leurs métayers et nos gens n'avaient nulle envie d'user de la force, pour obtenir ce que par voie amiable il leur était plus aisé d'acquérir sans dommages. Les métayers ne furent plus unis de ce fait ; ceux qui avaient conclu un accord ne voulaient plus aider leurs camarades moins heureux qu'eux.

Malgré tout, la lutte était engagée. Le 5 mai, en l'auberge de M. Lucain, trésorier des syndicats de la région de Pontonx-sur-l'Adour fut tenue une séance à laquelle assistaient les délégués de chaque syndicat. Raboulet reçut le titre de secrétaire général de ces sections environnantes. Il fit approuver par les délégués l'idée de nommer une délégation qui serait chargée d'aller présenter au préfet la situation, lui expliquer le refus de la majorité des propriétaires d'entrer dans la voie de la conciliation, de souligner devant lui la volonté farouche des métayers d'aller jusqu'au bout. Les méthodes du Bas-Adour étaient encore mises à l'honneur. La délégation fut reçue en l'absence de M. Bourienne par le sous-préfet de Saint-Sever, qui l'engagea à rester dans le calme, à éviter toute manifestation.

M. le député Vaillant-Couffurier tint à Montfort une réunion politique sous la présidence de M. Dupaya, maire de ce chef-lieu de canton et pharmacien. Durant quatre heures, l'orateur entretint son audi-

toire de la situation générale, mais ne souffla mot des troubles landais qu'assurément il connaissait très mal, bien qu'il eut déjà fait quelques visites dans ce pays, ce dont la C. G. T. s'était émue.

M. Vaillant-Couturier préparait le Congrès socialiste de Dax qui se tint, à quelques jours de là, salle Valentino. Les socialistes landais devaient se prononcer sur le principe de l'adhésion à Moscou. Le rattachement fut rejeté, mais Labeyrie et Rabou-tet, organisateurs du mouvement dans la région chaloissaise, votèrent pour Moscou. Leur attitude au congrès fit avorter le mouvement. Le premier mai avait détruit beaucoup d'espoirs déjà. Comme le disait Murena, secrétaire du syndicat de Lier, « les yeux de tous les aveugles s'ouvrirent ; ils s'aperçurent que leurs chefs avaient surtout des ambitions personnelles ».

A ce moment le camarade Ricard, président du syndicat des typographes landais, tenta de jeter les bases d'une organisation cégétiste dans la région de Hagetmau (un typographe n'est pas, croyons-nous, très préparé par ses obligations professionnelles à discuter des questions agricoles). Les syndicats de Horsarieu, Saint-Cricq, Hagetmau, mal dirigés, n'eurent qu'une brève existence. A Sainte-Eulalie, près de Saint-Sever, un mouvement commençait aussi. Mais Viro fut arrêté pour outrages aux pouvoirs publics au moment où il allait entreprendre une campagne dans cette région. De plus, on était trop loin du Bas-Adour ; la propagande était mal faite, les moyens employés peu habiles.

Dans la région de Tilh, Habas, Labatut, Donzac, Larrouy, Viro, Désarménien et Hodée, organisèrent

en personne la propagande. Ils purent un moment être satisfaits de leurs efforts, car les violences succédèrent aux violences.

Les troubles coïncidèrent ici avec la période des moissons, les syndiqués constamment en éveil négligeaient les travaux des champs ; ils empêchaient même les jaunes de travailler. A la porte des métairies, ils venaient proférer des menaces, les démobilisés surtout se faisaient remarquer par leur outrance. Désarménien fut ici, comme à Peyrehorade et dans les Basses-Pyrénées, aux alentours de Bidache, l'âme du mouvement. Les propriétaires reçurent un cahier de revendications précédé d'un préambule pompeux, bouffon, incompréhensible, auquel ils ne répondirent pas. Les métayers par représailles décidèrent de ne pas partager les récoltes selon les conditions établies par les usages locaux. Ils acceptaient de donner la part qui revenait aux propriétaires selon le cahier des charges qu'ils venaient d'établir, mais celle-là seulement.

Ils engrangèrent toute la récolte et se refusèrent à transporter chez lui la part du maître. Ce que voyant, les propriétaires assignèrent leurs colons en référé, car ils ne voulaient rien changer aux baux en cours. Par ordonnance de référé du 22 juillet 1920, le tribunal de Dax décida de nommer un séquestre pour procéder au partage de la récolte aux conditions établies entre les parties. Il décida, en outre, de faire effectuer le transport de la part revenant au maître, soit les deux cinquièmes, dans tel endroit que le maître jugerait opportun. Cinquante ordonnances suivirent. Par l'organe de M. le Président Fournié, le Juge des Référés décida toujours la mise sous séquestre de

la quotité de récolte du maître, qui lui revenait, calculée sur les bases anciennes, c'est-à-dire selon les règles fixées par les usages locaux. Un séquestre fut nommé qui partagea la récolte entre les parties. Décision incorrecte, toute la récolte eût dû être séquestrée, comme le faisait justement remarquer M. de Laurens. La part de récolte contestée, ne pouvant être placée en mains de tiers, fut déposée chez le propriétaire lui-même. Les métayers refusèrent de se soumettre de gré à l'ordonnance. Elle fut exécutée de force.

Voici en quels termes Hodee relate la résistance des métayers de Tilh :

« Les vautours de Tilh soudoyèrent un membre du syndicat et préparèrent l'embuscade. Le métayer traître fit connaître qu'il effectuerait malgré tout son partage. Alors commencèrent les protestations. Pendant plusieurs jours la garde paysanne veilla tellement que le métayer n'osa pas mettre sa décision à exécution. Appel fut fait à la brigade de gendarmerie de Dax qui arriva à cheval. Le lendemain, plus unanime que jamais, la population était présente, le métayer n'osa pas encore. Alors le capitaine de gendarmerie, ne pouvant agir sur des gens qui ne portaient pas une entrave directe à la prétendue liberté du travail, fit sans sommation et sans raison charger les femmes et les enfants qu'il accula contre un mur où les chevaux les piétinèrent. Deux arrestations furent opérées avec une violence inouïe. »

Hodée, Désarménien, Larrouy d'un côté. Vailant-Couturier de l'autre, prêchaient encore la révolte. Des cortèges en juillet et en août se rendirent de Tilh à Habas, les jours de marché. Les femmes

marchaient en tête ; la plus vieille portait le drapeau rouge, d'autres brandissaient des perches, au bout desquelles étaient suspendues des têtes de porcs. Et, sous un ciel de feu, ces pauvres créatures trouvaient encore l'énergie de chanter le *Ça ira* et la *Carmanole*.

Dans la semaine du 14 juillet 1920, à Tilh, des cortèges se formaient tous les jours ; ils allaient conspuer MM. de Cardenau et Borie. Des cris, des menaces de mort se faisaient entendre à leur endroit. La maison de M. de Cardenau eût été brûlée sans la protection de 30 gendarmes. On entendait des réflexions telles que celle-ci : « On va donner le signal de tuer les riches ». « Je me charge de deux », ajoutait un autre, et une femme aux rubans rouges au corsage, disait en les montrant : « C'est la couleur du sang ; il faut que le sang coule (7). »

A Habas, les jours de marché, les orateurs cégétistes parlaient, parlaient. Vaillant-Couturier aussi. Le 16 juillet, 5.000 manifestants se trouvèrent réunis. « Ils défilèrent, dit Hodée (8), drapeau rouge en tête, porté par les femmes et les enfants. Clairons et tambours sonnaient pour d'autres fins que celles prévues, car ils appartenaient aux anciennes fanfares cléricales. Méthodique, et disciplinée par la parole de Desarménien et de Hodée, la manifestation défila, hurlante, sifflante, dès que l'on passait auprès d'un château. Nombreux étaient les femmes et camarades qui avaient parcouru plus de 40 kilomètres, couverts d'une épaisse couche de poussière ; ils marchaient

(7) *Journal des Débats*, du 7 août 1920.

(8) *Le Travailleur de la Terre* (août-septembre 1920).

cependant d'un pas vigoureux et hardi, où l'on sentait la foi et la volonté de vaincre. »

Un jour le citoyen Hodée fit un discours d'un anticléricalisme tellement grossier que les membres du syndicat, le président en tête, s'empressèrent d'aller faire des excuses à leur curé. Les propriétaires de Habas furent insultés. Le maire, pour avoir fait de louables efforts de conciliation, fut énergiquement conspué.

Les métayers de Pomarez et d'Arsagues suivaient le mouvement avec impatience. Nul doute que, s'il avait réussi, eux aussi seraient entrés dans la danse.

Les troubles durèrent ainsi jusqu'à la mi-septembre. Ils furent terminés dès que le préfet interdit des manifestations publiques qu'il avait d'abord supprimées, puis tolérées à nouveau.

III. — *Suite et fin des troubles dans le Bas-Adour*

L'accord du 11 mars avait mis fin au soulèvement du Bas-Adour ; cependant la troupe séjourna dans le pays quelques jours encore. Il y avait eu des menaces ; les faits récents étaient présents dans toutes les mémoires ; les colères n'étaient pas tombées. Les relations n'avaient pas repris entre anciens collaborateurs.

Le calme revenait peu à peu cependant ; il en fallait profiter pour rendre nette la situation. Le métayage est une association, n'est-il pas vrai. Si l'entente n'existe plus entre collaborateurs, le divorce s'impose. L'huissier avertit donc de nombreux colons qu'à l'époque fixée par la coutume des lieux, la Saint-

Martin en général, il leur faudrait quitter les terres qu'ils cultivaient. Les congés furent lancés dans les délais déterminés par les usages locaux, et que l'accord de Dax n'avait nullement modifiés. Le Code civil laisse libre le propriétaire de disposer de sa chose à son gré ; la Convention du 11 mars posait certaines limitations à ce droit ; mais elle ne pouvait interdire aux maîtres d'expulser une famille avec qui ils se refusaient de passer un bail nouveau. C'eût été la négation du droit de propriété et la convention n'avait pas voulu cela.

En juin, plus de 300 assignations étaient lancées ; allait-on assister, l'hiver prochain, à des spectacles pénibles ? Allait-on voir des maisons désertées, des champs laissés en friche ? Certains congés, parfaitement légaux en soi, n'avaient-ils pas été donnés par dépit, par ressentiment ? Allait-on revenir là-dessus ?

Les parlementaires landais décidèrent de s'entre-mettre. Ils convoquèrent à Dax les propriétaires qui avaient été membres de la commission mixte et les prièrent d'agir auprès de leurs mandants pour les convaincre de retirer les congés. Ils les engagèrent à prêcher eux-mêmes d'exemple. A quelques jours de là, propriétaires et métayers, qui devaient se séparer, furent donc priés de se rendre à Saint-Vincent-de-Tyrosse. Les parlementaires, sous la présidence de M. Bouyssou, formèrent une espèce de tribunal de conciliation devant lequel furent mis en présence successivement ces couples qui ne supportaient plus la vie commune. Plusieurs métayers — ils furent même nombreux — firent à leurs maîtres des excuses ; ils exprimèrent leur regret d'en être venus à des

actes coupables pour faire triompher des revendications qui, en partie, étaient satisfaites et qu'ils persistèrent à trouver parfaitement justifiées. Devant cette attitude, les propriétaires retirèrent leurs congés. D'autres se virent dans l'obligation, pour divers motifs qu'ils exposèrent, de se refuser à cette réconciliation. Des propriétaires, qui avaient déjà trouvé le successeur du métayer qui s'en allait, quelques-uns voulaient essayer des méthodes de faire valoir direct. Enfin, il en fut qui ne voulaient pas pardonner les injures reçues ; leur geste, pensaient-ils, serait interprété comme un geste de faiblesse ; l'amitié de leurs métayers ne leur serait pas acquise pour cela, au contraire ; ils ne reviendraient pas sur leur décision. Et, d'ailleurs, certains colons ne sollicitèrent pas ce raccommodement. Malgré leurs efforts pressants, force fut donc aux députés de s'incliner. Ils suggéraient des conseils que nul n'était tenu de suivre.

La question des congés n'était donc pas définitivement réglée : plusieurs métayers allaient partir. La Fédération des Syndicats du Bas-Adour lança une proclamation ainsi conçue :

AUX CULTIVATEURS ET MÉTAYERS DU BAS-ADOUR

Le Comité intersyndical des syndicats de métayers et cultivateurs du Bas-Adour porte à la connaissance de tous ses adhérents que la Commission mixte des congés, qui comprenait nos délégués et les délégués des propriétaires, n'a pu aboutir. La délégation des propriétaires a, en effet, indiqué qu'elle voulait discuter les congés qui ont été donnés, en violation des contrats du 11 mars 1920 et faire ainsi un triage parmi ces congés. La délégation des métayers a, au contraire, soutenu d'une manière irréductible le double point de vue suivant :

1° L'accord du 11 mars spécifie, article 18, d'abord « que tout congé pour motif syndicaliste doit être annulé », ensuite « que des baux doivent être passés avec les métayers occupant les métairies le 1^{er} mars » ;

2° En donnant des congés et en poursuivant la procédure, les propriétaires auteurs de ces congés, violent de la manière la plus flagrante les engagements qu'ils ont pris et manquent de la façon la plus élémentaire à la parole donnée.

En présence de cette attitude, le Bureau intersyndical indique à tous les intéressés que la situation n'est nullement changée du fait que les propriétaires refusent d'observer leurs engagements et que, ayant le droit et le bon droit pour eux, ils peuvent être tranquilles sur leur maintien dans les métairies qu'ils occupent et vaquer aux travaux habituels des exploitations.

Le Comité intersyndical signale à l'opinion publique l'attitude de ceux qui, dans un but de ressentiment méprisable et de rancune inavouée, n'hésitent pas à maintenir la région dans une agitation à laquelle tous les métayers répugnent profondément, au moment surtout où une production intense est nécessaire pour le relèvement du pays.

Les organisations syndicales du Bas-Adour, dans le calme que leur donne une solidarité intangible, déclinent toute responsabilité et signalent aux pouvoirs publics les suites qu'une pareille attitude est susceptible de provoquer.

Le Bureau du Comité intersyndical.

Les affirmations catégoriques de cette déclaration convainquirent les paysans. Les dirigeants de la Fédération étaient cependant moins assurés qu'ils le paraissaient, d'affirmer la vérité. Sur ces entrefaites, en effet, à Saint-Vincent-de-Tyrosse, les 6 et 7 juin 1920, un congrès rassembla les délégations de tous les syndicats agricoles landais. Des problèmes fort intéressants y furent abordés et nous les signalerons plus loin. Mais la question des congés y

fut soulevée. La Fédération décida de convier propriétaires et métayers entre qui n'avait pu encore s'établir une solution amiable. Les dirigeants cégétistes, Hodée en tête, étaient-ils animés, à ce moment-là, d'un sincère esprit de conciliation, ou doutaient-ils du bien-fondé des revendications proclamées dans leurs affiches ? Les propriétaires convoqués ne vinrent point.

Les congés restaient donc ; mais les métayers se refusaient à croire à leur validité. Ils avaient les assurances de la C. G. T., celles aussi de leur conseiller juridique, M. André Delest. Leur état d'esprit s'expliquait, d'ailleurs, aisément. Dans le cahier des revendications de Saubrigues, on pouvait lire cet article : « Congé : La commission arbitrale du syndicat aura à se prononcer également sur la validité ou la nullité du congé que pourrait donner le propriétaire au métayer ». Lors des pourparlers de Dax, cet article ne fut même pas discuté ; son illégalité ne faisait de doute pour personne, en l'état actuel de notre législation. M. Delest, sur observation de M. Brancher, en convint volontiers. Le texte tombait donc. Le 6 mars, à la 6^e séance, de la commission mixte, lorsque les pourparlers menaçaient d'être rompus, dans la déclaration où les métayers faisaient leurs concessions dernières, il reste de l'idée première ceci : « Les baux seront passés avec les métayers actuellement occupant les métairies, sauf entente contraire entre les parties. Levée de tout congé pour motif syndicaliste ». Ce qui forma l'article 18 de l'accord : « Tout congé donné pour motif syndicaliste sera annulé. Les baux seront passés avec les métayers occupant actuellement les métairies, sauf entente contraire entre les parties. »

On voit tout de suite combien est défectueuse la rédaction de cet article. Son alinéa second signifie littéralement que « les baux sont obligatoirement passés avec le métayer actuel, sauf entente contraire », c'est-à-dire sauf si métayer et propriétaire tombent d'accord et décident de ne pas renouveler le bail. Si cet accord n'existe pas, le propriétaire ne pourrait donc plus expulser de chez lui son métayer, si celui-ci ne voulait pas partir. Inversement, si celui-ci voulait partir, et si son propriétaire manifestait le désir de le retenir, il le pourrait : puisque l'accord des deux volontés, d'après cette singulière théorie, est nécessaire pour refuser de renouveler un contrat. Mais l'accord de Dax ne pouvait signifier cette absurdité.

Dans quel sens faut-il entendre « sauf entente contraire » ? L'expression malheureuse ne peut vouloir énoncer que cette idée : les baux seront passés entre le propriétaire de la métairie et le colon qui vit actuellement sur cette terre, sauf si le propriétaire se refuse à renouveler son bail avec le métayer qu'il a actuellement, même si celui-ci se montre désireux de le renouveler. Cela ne préjuge en rien du problème subsidiaire qui est le suivant : Si le propriétaire prend un nouveau métayer ou garde celui qu'il avait, le bail qu'il passe avec le successeur ou avec celui qui reste, mais qu'il peut expulser, doit-il respecter ou non les clauses du contrat de Dax ? Tel est, évidemment, le sens du second alinéa de l'article 18.

Mais les métayers en étaient restés à leurs conceptions primitives. Ils étaient fermement persuadés que la commission arbitrale de leur syndicat

aurait, seulé, le droit de trancher la question de valider ou d'invalidier les congés. Dans leur pensée, nul doute sur l'attitude qu'auraient leurs camarades membres de la commission. Ils n'entérineraient les congés que si le métayer intéressé voulait s'en aller ; dans le cas contraire, ils le maintiendraient en dépit du propriétaire. Et on les entretenait dans leur erreur. Des malentendus ne tardèrent pas à paraître.

A Sainte-Marie-de-Gosse, M. de Castelnau avait signifié congé à un de ses métayers. En cette occurrence, selon les usages locaux que les accords de Dax ne modifiaient pas et qui produisaient leur plein effet sur ce point, la récolte de foin de l'année devait revenir au métayer rentrant à la Saint-Martin. Le propriétaire la conserve dans ses granges jusqu'à la prise de possession des lieux. Fort de cet usage, M. de Castelnau fit apporter dans ses greniers la récolte de fourrage. Mais au métayer renvoyé, les chefs du syndicat local avaient fait comprendre que, selon la loi nouvelle, « la loi de Dax », il ne quitterait pas l'immeuble, le propriétaire n'avait pas droit de l'en chasser. Le foin devait donc lui revenir et avec une charrette quelques syndicalistes pénétrèrent dans le local de M. de Castelnau, s'emparèrent du foin, malgré les vives protestations du maître. Violation de domicile, bris de clôture, l'affaire était claire. Trois arrestations furent opérées, mais le foin avait été enlevé. La scène se passait en août 1920.

Le 11 novembre arriva. Les métayers quitteraient-ils leur habitation ? Les propriétaires réussiraient-ils à les y forcer ? Les juges de paix dès le mois de juin, saisis de la question, l'avaient résolue catégoriquement : les congés étaient bien valables.

Appel fut fait devant le tribunal de Dax. Par décision du 2 décembre 1920, il confirma les jugements des Juges de Paix. Une jurisprudence constante a consolidé cette première décision. Le procès du 2 décembre, le premier, mettait aux prises Mme Vve Terrier et Jean-Baptiste Larrouy, un des chefs du mouvement, dont nous avons déjà parlé. La famille de Larrouy, depuis quatre cents ans, cultivait ces mêmes terres. Voici la teneur du jugement :

Attendu que Jean-Baptiste Larrouy est appelant d'un jugement de M. le juge de paix du canton de Peyrehorade, en date du 4 avril 1920, qui l'a déclaré non recevable dans l'opposition par lui faite à un jugement de défaut du 23 juin 1920, qui a validé le congé qui lui a été signifié pour le 11 novembre 1920 de la métairie dite de Geloux, sise à Pey ;

Attendu qu'il est de principe que, lorsque, comme dans l'espèce, la durée d'un bail n'a pas été fixée par les parties, et que cette durée n'est pas déterminée par la loi, la partie qui veut le faire cesser doit donner congé à l'autre ; que le congé, c'est-à-dire l'acte par lequel l'une des parties manifeste sa volonté de faire cesser le bail dont la durée n'est pas fixée est donc un acte unilatéral qui n'a pas besoin d'être accepté par la partie à laquelle il est donné et qui, dès lors, est valable lorsqu'il a été porté en temps utile à la connaissance de la partie à laquelle il est donné ; qu'il convient d'observer que l'article 13 de la loi du 19 juillet 1889 rend applicables au bail à colonat partiaire, les dispositions générales du Code Civil, relatives à l'expiration du bail par l'effet du terme et du congé ;

Attendu, il est vrai, que Larrouy oppose à Mme Terrier un accord dont les termes ont été arrêtés par la Commission mixte qui s'est réunie le 11 mars 1920, à la Sous-Préfecture de Dax, en vue de mettre fin par une réglementation des conditions du métayage, au conflit agraire du Bas-Adour, ledit accord intervenu entre les délégués de certains propriétaires et métayers de ladite région, et auquel ne s'applique pas la

loi du 25 mars 1919, relative aux conventions collectives du travail, entre employeurs et employés, que c'est donc à tort que la dame Terrier a opposé un moyen au défaut de dépôt de la convention, au greffe de la justice de paix ;

Attendu que Larrouy a notamment excipé de l'article 1^{er} dudit contrat, qui est ainsi conçu (cf. article 1^{er} de l'accord de Dax) et de l'article 18—Congé (cf. article 18 de l'accord de Dax), qui porte que tout congé non accepté donné pour motif syndicaliste sera annulé et que les baux seront passés avec les métayers occupant actuellement les métairies, sauf entente contraire entre les parties ;

Attendu qu'argumentant de ces articles du contrat, Larrouy prétend qu'ils devraient être interprétés en ce sens que les baux d'une durée minima de trois ans allaient obligatoirement remplacer les baux verbaux déjà existants et que les propriétaires s'engageaient à ne pas donner de congé à leurs métayers à partir du 11 mars 1920 ;

Attendu qu'une telle interprétation ne saurait être admise et qu'il apparaît plutôt que l'intention des parties a été simplement de régler une question de forme pour les baux qui désormais interviendraient entre propriétaires et métayers auxquels le conseil était donné de constater leurs accords dans un écrit auquel, en cas de difficulté, on pourrait se référer, et qui, en effet, allait devenir indispensable puisque les conventions verbales et usages locaux qui, jusqu'à ce jour, avaient fait la loi des parties et auxquels on renonçait, ne pourraient plus être invoqués, en cas de désaccord ; qu'il serait donc exagéré de dire que ce texte (article 1^{er}) signifie que l'obligation a été indistinctement imposée à tous les propriétaires de substituer dans tous les cas des baux écrits d'une durée de trois ans aux baux verbaux actuellement en cours, et de leur enlever ainsi cette faculté de donner congé que la loi leur accorde — ce qui n'aurait pu résulter que d'un texte absolument impératif — que si maintenant on se réfère au procès-verbal officiel des délibérations de la Commission mixte, on lit que M. Delest expose, au nom des métayers, que ceux-ci n'ont nullement la prétention d'empiéter sur le droit de pro-

priété, mais qu'ils veulent se mettre à l'abri des mesures qui pourraient être prises contre eux pour faits de syndicalisme, que ce n'est donc pas une interdiction absolue de donner congé que prévoit l'art. 18 qui, ainsi qu'il le dit très clairement n'a envisagé que le congé donné pour motif syndicaliste ; que n'ayant pas spécifié qu'il ne vise que les congés donnés avant le 11 mars 1920 et s'étant borné à dire « tout congé donné pour motif syndicaliste sera annulé », il faut nécessairement en tirer cette conséquence qu'il n'exclut pas d'une manière complète tous les congés qui pourraient être donnés pour tout autre motif en se conformant à la loi ; que cette interprétation étant seule admissible, on est ainsi amené à dire que la suite de cet article 18 : « les baux sont passés avec les métayers occupant actuellement les métairies », ne peut pas s'appliquer indistinctement à tous les métayers occupant les métairies à la date du 11 mars 1920, mais seulement à ceux qui y seraient maintenus par un accord réciproque en l'absence de tout congé régulièrement donné, et aussi à ceux dont le congé aurait été déclaré nul comme ayant été donné pour un motif reconnu être d'ordre syndicaliste et qu'il semble bien que cette disposition que l'on ne trouve pas dans l'article 1^{er}, a été insérée dans l'article 18, sous la rubrique « Congé », comme devant être, en quelque sorte, la sanction de l'inexécution de la clause qui interdit de donner congé pour une raison syndicaliste ;

Que c'est donc à tort que Larrouy se prévaut du contrat du 11 mars 1920 pour résister au congé qui lui a été donné ;

Attendu que la dame Terrier a donné comme motif dudit congé la diminution notable qui se produisait depuis bien des années dans les revenus de la métairie de Geloux, exploitée par Larrouy, auquel elle reproche aussi de maltraiter les animaux composant le cheptel ; qu'elle a dit aussi que depuis son veuvage, s'étant fixée à Geloux dans une habitation très proche du colon, elle a l'intention, en reprenant cette propriété, de faire divers changements dans les locaux et jardins, et d'instruments de culture ; qu'elle proteste contre toute pensée qu'elle voulait aussi faire un essai de nouvelles méthodes et

d'avoir donné congé à Larrouy pour des motifs d'ordre syndicaliste et que c'est à ce dernier, qui est demandeur dans l'exception, qu'il appartient de rapporter la preuve contraire ; que cette preuve n'étant pas faite, qu'il y a lieu, en conséquence, de le déclarer mal fondé dans son appel, et de confirmer purement et simplement le jugement entrepris ;

Par ces motifs, le Tribunal...

Dit que Larrouy n'a pas rapporté la preuve que le congé qui lui a été donné le 11 mai 1920 de la métairie de Geloux lui a été donné en violation de l'article 18 de l'accord du 11 mars 1920 et que, par suite, la dame Terrier n'était pas dans l'obligation de lui consentir un nouveau bail écrit d'une durée de trois années, le démet en conséquence de son appel ;

Confirme purement et simplement le jugement entrepris, dit qu'il sortira son plein et entier effet.

Mais une question angoissante se posait : certains métayers congédiés et dont le tribunal validerait les congés ne s'étaient pas souciés de chercher un domicile nouveau. On ne pouvait les laisser sans abri ; c'était une question d'humanité. Une ordonnance de référé du 20 novembre 1920 suivie d'une trentaine d'autres, résolut le moins mal qu'elle le put le problème. Le juge des référés accorda un délai de trois mois à partir du 11 novembre 1920 pour vider les lieux, s'il était établi que le propriétaire n'avait pas encore fait de contrat de louage avec un autre métayer devant entrer le 11 novembre 1920 ; mais quand il y eut justification d'un contrat de louage aux termes duquel un métayer nouveau devait entrer dans la métairie le 11 novembre 1920, la demande de délai a été rejetée. Ceux dont la métairie avait un nouvel occupant, métayer ou propriétaire exploitant, devaient quitter leur demeure. Le tribunal disait que le jugement sortirait son plein et

entier effet. La force armée y tiendrait donc la main.

Ce fut, par tout le pays, une immense désillusion. Les paysans se crurent trahis par ceux de leurs chefs qui leur avaient menti, par les tribunaux qui faussaient l'application des lois.

Parmi les congédiés, les uns se soumirent et partirent. Ils trouvèrent, d'ailleurs, des domaines vacants à travailler ; des maisons amies recueillirent ceux qui étaient sans abri. Mais, pour quelques autres, les choses allèrent plus difficilement. Ils étaient tellement convaincus de leur bon droit que rien ne pouvait les ramener à la triste réalité. Ils se refusaient à sortir. Il fallut les y contraindre. Des scènes lamentables se déroulèrent. Nous nous contenterons de citer une de ces expulsions faites *manu militari*.

Une femme Comet, veuve de guerre, dirigeait à Saint-Laurent, avec ses enfants, une métairie ; pour en cultiver les terres assez étendues, tous les bras étaient nécessaires avant la guerre. Depuis la mobilisation, la femme avait assumé, seule, cette lourde tâche : direction intérimaire, espérait-on. Mais la guerre avait tué le mari ; il était évident que, mal secondée par ses enfants jeunes encore, la veuve ne pouvait suffire à la besogne. Son propriétaire le lui fit remarquer et lui offrit des terres moins vastes. Elle y pourrait vivre plus aisément, le travail y serait moins pénible ; quand ses enfants auraient grandi, on aviserait quant aux mesures à prendre. Mais la veuve Comet refusa la proposition qui n'avait rien d'inacceptable cependant. On le voit, l'affaire jusqu'ici n'a pas un lien direct avec les troubles du Bas-Adour. La veuve Comet était-elle syndiquée ?

Nous l'ignorons, mais on lui avait fait entendre qu'une immunité complète la couvrait. Elle resterait donc. Un procès s'ensuivit, elle fut condamnée à quitter les lieux.

Tous les syndiqués de Sainte-Marie-de-Gosse, de Saint-Barthélemy, de Saint-André-de-Seignanx, de Saint-Laurent étaient rassemblés autour de la maison le jour où devait avoir lieu l'expulsion. Durant vingt-quatre heures, ils empêchèrent la force armée de pénétrer dans la demeure où se trouvaient la veuve et sa famille. Au deuxième jour de ce siège, un peloton de gendarmes réussit à s'infiltrer. Femme et enfants furent chassés de leur demeure. Les métayers, devant le fait accompli, s'opposèrent à ce que la police déménageât le pauvre mobilier ; ils le firent eux-mêmes. Les hardes furent mises sur le seuil de la porte ; la récolte, fruit des peines d'une année, fut jetée dans la boue. C'était par une de ces tristes journées de novembre, mornes et grises. La pluie tombait fine et persistante. Un paysan, écœuré, et peut-être aussi excité, s'écria :

— Puisqu'il le faut, le sang sera versé !

Immédiatement arrêté, il fut ensuite condamné à trois ans de prison. Un métayer, témoin de la scène, écrit : « Vraiment, on a beau se dire que la discipline dans un pays doit primer toutes choses, on ne peut s'empêcher d'être ému devant pareil spectacle. Ainsi, ces paysans qui assistaient à ces événements venaient à peine de quitter l'armée où ils avaient combattu de leur mieux pendant près de cinq ans et ils voyaient cette même armée tournée contre eux, alors qu'ils croyaient qu'on devait respecter une signature donnée, surtout en présence de délégués du Gouver-

nement. Ils ont connu l'amère vérité qu'ils garderont longtemps dans leur mémoire ». Cette lettre reflète exactement la mentalité du paysan du Bas-Adour. On lui a fait croire qu'il avait pour lui le bon droit, que ce bon droit avait été reconnu dans un acte solennel passé devant un envoyé du Gouvernement, qu'il était deux fois sacré par conséquent. La réalité lui a ouvert les yeux. Il en a conçu de l'amertume, du dépit, mais il était trop tard. Les causes étaient posées qui allaient développer leurs conséquences. Et, tandis que de pauvres métayers étaient ainsi chassés des lieux qu'ils aimaient, où ils étaient nés, où les leurs avaient, le plus souvent, vécu des années et même des siècles, le principal responsable de ces événements, celui qui, plus que quiconque, avait prêché la résistance, payait sans doute de sa personne ? L'heure de l'épreuve venue, il était au milieu de ceux qu'il avait endoctrinés ? Erreur ! Ce politicien qui avait obtenu le mandat de conseiller général et qui, sans nul doute, espérait mieux encore pour un avenir prochain, cet agitateur avait rallié sans bruit la capitale !

Mais enfin, on conçoit mal que M. André Delest, esprit cultivé, avocat au surplus, et par conséquent versé dans les questions de droit, n'ait point étayé sa thèse par des arguments juridiques. Quelles raisons faisait-il valoir pour affirmer que les congés ne seraient pas valables ? Une seule ; il l'a développée dans un article paru dans *La France de Bordeaux et du Sud-Ouest*, le 10 décembre 1920. Les congés avaient déjà été, à cette époque, confirmés par le tribunal de Dax. « Il ne s'agit pas d'ergoter sur la question de savoir si le droit de congé avait été aliéné

par l'accord, dit-il. Quelle que fût la durée du bail, les propriétaires conservent le droit de donner congé lorsque, contrairement à la loi de 1889, le métayer ne remplissait pas les conditions dans lesquelles doivent être exploitées normalement les métairies. Mais, en dehors de cela, je le dis formellement, et toutes les décisions de justice ne m'empêcheront pas de crier la vérité, il était formellement dans l'esprit de tous les membres de la commission, que des congés de représailles ne seraient pas donnés et l'interprétation judiciaire qui en est donnée aujourd'hui est absolument erronée, contraire à l'équité, contraire à des engagements solennellement pris, car je ne peux m'arrêter au misérable moyen employé consistant à parler des congés pour motif syndicaliste, et à demander la preuve écrite de ce motif ; c'est misérable et c'est odieux. »

Ainsi donc, pour M. Delest : 1° l'accord de Dax laisse intact le droit de donner congé ; mais, 2° aucun congé de représailles ne doit être donné. C'était la pensée unanime des membres de la commission mixte. Une amnistie pleine et entière était décidée ; les seuls congés que légalement les propriétaires pouvaient adresser étaient ceux que justifiait la mauvaise exploitation de la métairie. Les congés du Bas-Adour ont-ils ce caractère ? Non, ce sont des congés de représailles qui n'auraient pas dû être donnés, encore moins validés.

Le raisonnement est spécieux, mais il est faux. M. Delest pose ce principe absolu : Un propriétaire ne peut résilier le bail qui le lie à son métayer que si celui-ci ne remplit pas les obligations qui lui incombent, selon la loi. Ceci est inexact. Le proprié-

taire peut renvoyer son métayer pour cette raison ou pour tout autre dont il est seul juge. Tous les ans, aux jours fixés par les usages locaux, le maître peut avertir son métayer que leur collaboration va cesser ; de même, le métayer peut, à son gré, et dans les formes prescrites, annoncer à son maître qu'il se séparera de lui.

Donc, les congés sont valables quel qu'en soit le motif. L'article 18, fidèle écho de la pensée de M. Delest, puisque lui-même l'a vraisemblablement rédigé, pose une limitation au principe : « Sauf si le motif est un motif syndicaliste ». Ce sont les congés que M. Delest appelle congés de représailles, et l'on n'aperçoit pas le motif pour lequel il y aurait lieu de distinguer les deux termes. L'article 18 ne peut avoir que la signification suivante : « Le propriétaire peut passer sur les bases de l'accord de Dax un bail avec le métayer qui travaille présentement ses terres, mais ce n'est pas une obligation impérative. Car enfin, si le propriétaire doit obligatoirement passer une convention avec son colon actuel, sauf le cas où celui-ci s'y refuse, c'est la négation du droit de propriété, c'est un nouveau servage qui est consacré : le maître ne congédiant que si son métayer veut s'en aller, et réciproquement le métayer ne pouvant quitter la glèbe que si son maître y consent. Puisque le droit de propriété, tel que l'a consacré le Code Civil, subsiste, le maître peut donc refuser de passer un bail avec son métayer, il peut lui signifier congé. Mais il devra donner de sa décision des raisons valables, le motif syndicaliste est inopérant. »

Sans doute, il ne sera pas malaisé, comme l'a fait M. Delest, de soutenir que tous les congés sont

des représailles exercées par les propriétaires contre leurs collaborateurs qui se sont syndiqués. C'est assurément par suite des malentendus nés des troubles fomentés par les organisations des métayers, que les bonnes relations se sont rompues entre eux. La cause profonde du malentendu qui a amené les congés est donc le syndicalisme révolutionnaire, générateur naturel de troubles, puisque l'un de ses principes directeurs est la lutte de classes, l'une de ses armes favorites l'action directe.

Mais dans les jugements, quels motifs invoquent les propriétaires pour se justifier ? Disent-ils qu'ils ne veulent point confier leurs terres à des métayers syndiqués ? Non. Le tribunal aurait annulé ces congés. Leurs raisons sont différentes. Examinons le cas de Jean-Baptiste Larrouy, dont nous avons cité le jugement. Sa propriétaire constate que Larrouy ne travaille pas ses terres, ce qui est indéniable, puisqu'il consacre ses efforts persévérants à la propagande syndicaliste révolutionnaire. Larrouy a rompu le contrat de métayage, il maltraite les animaux de la ferme, il ne cultive plus les champs. Ces raisons sont-elles suffisantes pour justifier l'attitude de Mme Terrier ? Nous le croyons. M. André Delest soutiendra-t-il que ce congé est un congé de représailles ? Les arguments ne lui feront pas défaut. Larrouy, dira-t-il, est un militant influent, il a été frappé comme promoteur du mouvement, les propriétaires se sont vengés sur lui...

M. Delest peut-être n'aura pas complètement tort, mais les motifs donnés par Mme Terrier, qui s'ajoutent aux autres, n'en sont pas moins incontestables et suffisent à faire approuver le jugement du tribunal.

M. d'Avezac de Casterac, à Angoumé, a fait des essais d'exploitation agricole directe sur un terrain uni dont il est propriétaire. Initiative très intéressante justifiant parfaitement les congés qu'il a donnés aux quatre métayers cultivant ses champs. Parmi ces quatre collaborateurs renvoyés, l'un d'eux a été particulièrement excité lors des troubles. Vait-on blâmer M. d'Avezac d'avoir congédié ce métayer-là plutôt que l'un de ceux qui eurent toujours envers lui une attitude correcte?

En résumé, les propriétaires en donnant congé à leurs métayers, ont usé de leur droit le plus strict. Les motifs qu'ils ont donnés de leurs actes sont parfaitement valables. Que leur attitude correcte du point de vue juridique puisse être critiquée ; que l'on considère leur acte comme impolitique, c'est un autre problème ; nous ne l'envisageons pas ici. Qu'il nous soit permis de faire remarquer cependant qu'il y a des moments où le pardon des fautes n'est pas un acte d'humanité, c'est un acte de faiblesse. Il est considéré comme tel. Nous sommes convaincus qu'en l'occurrence ce geste n'eût pas contribué à renouer les liens d'amitié rompus sans lesquels le métayage n'est plus possible.

En décembre et janvier, le tribunal de Dax confirma sa jurisprudence. Des manifestations, à propos des expulsions éclatèrent encore. Jean Rameau signale un meeting animé à Peyrehorade, le 5 décembre 1920 (9). Les dernières étincelles de l'incendie achevaient de s'éteindre.

Qu'est-ce qui l'avait allumé ? Nous allons le voir dans le chapitre suivant.

(9) *Républicain Landais* de janvier 1920.

CHAPITRE II

LES CAUSES DES TROUBLES

Un mouvement qui a groupé à certains moments 7 à 8.000 métayers, qui s'est développé sur un front de 60 kilomètres, qui a entraîné plus ou moins violemment dans son sillage 100 villages, est due, à n'en pas douter, à des causes multiples. Nous ne nous flattons pas de les avoir toutes aperçues, encore moins d'avoir exactement mesuré leur action respective sur les événements. Nous nous bornerons à signaler celles qui sont, à notre avis, les principales.

Elles semblent se classer naturellement en deux groupes :

A. Les causes profondes qui sont à l'origine même de l'agitation ;

B. Les causes occasionnelles qui ont provoqué le déclenchement de ces causes profondes ou qui ont suffi pour faire éclater les troubles, si les causes profondes n'existaient pas.

A. LES CAUSES PROFONDES

Elles sont doubles :

1° Le mécanisme délicat du métayage est depuis longtemps faussé ;

2° La nature humaine n'est pas perfectible ; l'homme est cupide, il restera au cours des siècles ce qu'il a toujours été ; l'ère des conflits sociaux n'est point close.

1. *Le mécanisme du métayage est faussé.*

M. de Garidel, parlant des troubles agraires en Bourgogne, pays de métayage, écrivait en 1913 : « Les plaies dont souffre aujourd'hui le métayage sont plus d'ordre moral que d'ordre matériel. » Nous ignorons, faute de preuves, si cette affirmation reflétait la réalité en Bourgogne. Mais on peut sans hésitation l'appliquer aux troubles agraires landais. Ils s'expliquent au premier chef par des raisons morales. Nombre de propriétaires ont oublié leurs devoirs envers leurs métayers.

En effet, soulignons-le encore, qu'est le métayage ? Une collaboration continue en vue d'un résultat déterminé : l'exploitation d'un bien foncier. C'est donc une affaire menée sous le régime de la collaboration. Une affaire d'abord : deux hommes dans des situations très différentes passent un contrat ; l'un possède un capital foncier, l'autre n'a pour subvenir à ses besoins que ses bras et ceux des siens ; s'il possède le plus souvent un mobilier, des instruments aratoires, il n'a pas la terre où employer ses forces. Il lui faut donc solliciter d'un propriétaire la permission de cultiver ses biens. Pour payer cet avantage, il rémunérera en nature le maître dont il travaille le sol. Cette rémunération sera une quotité déterminée des produits de la ferme. C'est donc une affaire qu'ils concluent. Mais cette affaire est traitée dans des conditions spéciales ; ces deux hommes veillent ensemble à la conduite de l'exploitation. Ils y sont tous deux intéressés ; meilleurs en sont les résultats, meilleur en sera le rendement pour tous les deux. Si le propriétaire n'avait plus à se soucier, la terre une fois mise à la disposition du travailleur,

de la manière dont son bien est utilisé, il aurait droit à une rémunération fixe pour son prêt de capital, mais non pas variable selon la plus ou moins heureuse conduite de l'opération. Or, en réalité, le maître reçoit une rémunération qui varie précisément selon les résultats plus ou moins brillants de l'entreprise. Sans doute, la quotité du partage des produits de la ferme ne varie pas, mais la quantité de ces produits change selon les années. Et il n'est certes pas indifférent pour le maître que la récolte de blé s'élève à 40 ou à 60 sacs dans la métairie. Sa part, calculée aux deux cinquièmes, varie sensiblement. Le propriétaire ne peut donc se contenter de mettre à la disposition de son associé un capital que celui-ci fera fructifier le moins mal possible. Le moins mal possible, en effet, car si parfois le métayer possède les aptitudes nécessaires pour être un parfait agriculteur, le plus souvent le milieu social où il s'est développé n'a pu malheureusement mettre à sa portée les connaissances professionnelles qui lui seraient indispensables. Le propriétaire, issu de condition différente, a acquis cette culture, il pourra l'aider, le soutenir, le guider. Qu'il participe aux charges, tout droit suppose en effet un devoir. Le propriétaire sera digne de recevoir la rémunération de ce travail supplémentaire. Le métayer aura confiance en ses lumières, l'accord règnera. Un lien familial, patriarcal, unira les deux associés...

Maïs ce tableau correspond-il à la réalité? Ne nous transporte-t-il pas aux Iles fortunées? Si aucun propriétaire n'a perdu de vue l'affaire qu'est le métayage, il en est qui ont oublié les devoirs de cette

collaboration. Ils ont considéré la propriété, selon le mot de Renan, « non comme une chose morale, mais comme l'équivalent d'une puissance toujours appréciable en argent » (1). Parmi ceux-là même qui continuaient à y voir une collaboration, certains entendaient leurs obligations à contre-sens. Un métayer nous signalait le cas suggestif d'un propriétaire, brave homme s'il en fût, mais seulement brave homme ; il interdisait parfois à son métayer de vendre à la hausse un bétail engraisé, si telle était son humeur du jour. Le maître est ainsi peu à peu apparu comme un simple capitaliste et même comme un gêneur, puisque ces conseils et ses ordres étaient loin d'être toujours judicieux. Les relations se sont ainsi peu à peu tendues, le fossé s'est creusé lentement. Peu à peu, l'espace qui séparait les deux bords s'est agrandi, le métayer n'a plus vu que des oppositions entre ses intérêts et ceux d'un certain nombre de débiteurs du sol. Des occasions ont fait surgir un conflit : et devant les propriétaires surpris, les métayers se sont dressés.

Tel est le sens de ces troubles agraires. L'observation a une portée générale. Elle ne suffit pas, assurément, à expliquer le mouvement. Il y a encore des propriétaires, nombreux heureusement, qui n'ont pas oublié leurs fonctions : ils sont restés les associés actifs de leurs colons, ils les aidaient dans les instants difficiles, exécutaient les travaux utiles pour développer les richesses communes, parfois même malgré l'opposition du métayer, trop routinier. Des noms se pressent sous notre plume, et pour ne blesser la modestie d'aucun,

(1) Préface aux questions contemporaines.

nous ne les porterons pas à l'ordre du jour du métayage. C'est tel propriétaire de Chalosse, qui fait de ses métairies des modèles; c'est tel maître du Bas-Adour qui fait connaître l'outillage mécanique dans sa région, et qui donne une vive impulsion à l'élevage par de judicieux croisements. Mais, dirait-on, la tempête les a-t-elle épargnés? Nullement, la reconnaissance est une rare vertu, difficile à pratiquer, et la malice des hommes est infinie. Mais s'il est amer de voir ses efforts méconnus ou même oubliés, le devoir ne s'impose-t-il pas, cependant, Nul ne doit s'illusionner sur la nature humaine.

II. *La nature humaine*

Son action malfaisante s'est manifestée au cours des siècles. Elle est imperfectible. Le monde n'est jamais allé bien, a dit Schiller, et sur cette cause nulle emprise n'est possible. Parcourons la littérature grecque et la latine, feuilletons nos classiques français, l'humanité s'y retrouve identique avec ses qualités et ses défauts. Les milieux économiques où l'homme se développe peuvent changer à l'infini, son fond est immuable. A côté de sentiments délicats et élevés, les instincts les plus grossiers; morales, religions ont exalté les uns sans pouvoir réduire les autres. C'est là une constatation pénible. Elle est une objection fondamentale contre la doctrine qui se base sur le dogme de la bonté foncière de l'homme, sur sa perfectibilité, et pense, selon Karl Marx, qu'un milieu économique où la propriété individuelle serait abolie, les moyens de production socialisés, transformerait l'homme, ferait de son égoïsme de l'altruisme, de sa jalousie

de la bienveillance, de sa cupidité de la charité. Les saints et les héros sont rares, et s'ils sont sacrés saints et héros, c'est sans nul doute parce qu'ils se distinguent de leurs contemporains. En un pays qu'ils peuplèrent, une vie sans heurts serait peut-être possible, mais l'homme restera ce qu'il est, le passé est, sur ce point, garant de l'avenir. Et l'homme-paysan sera toujours avide au gain, envieux à l'égard du sort plus brillant d'autrui. Depuis les Gracques, l'histoire s'est peu renouvelée.

Le métayage, qui était d'ailleurs le mode d'exploitation généralement usité dans l'ancienne France, remonte dans les Landes à la conquête romaine. Il s'est perpétué à travers les siècles, en dépit des modifications des institutions juridiques et sociales. Si l'on faisait son histoire, on relèverait les conflits multiples qui n'ont pas manqué d'éclater entre propriétaires et métayers au cours des âges, sur cette double idée : tantôt les propriétaires ont voulu aggraver la condition des travailleurs ; tantôt ceux-ci ont réclamé une amélioration de leur état. Restons au seuil de la Révolution française et ne citons qu'un exemple. (Communiqué par M. l'Abbé Foix, le savant historien des Landes.)

COLONS ET PROPRIÉTAIRES,

Le 8 juin 1752, au quartier du bourg du Château-de-Pouillon, maison Jouandù, MM. Jean Lalanne et Fabien Dinarre, conseillers du roi, Etienne Lacroix, Jean Labarrière, praticien, Bernard Lanusse, avocat, Robert Sarrauton, notaire, Jean Lagor, sieur de Getten, etc., ont dit qu'ayant eu fâcheuse expérience sur la loi injuste que les collonges et faisanriers des biens ont fait aux propriétaires dans des conjonctures de tems pour le partage des fruits qui se récoltent annuellement,

en ce que les collonnes ne donnent aux propriétaires que le quart du froment, du blé d'Inde et du menu grain, et gardent pour eux les trois quarts dans les tems que les propriétaires supportent les réparations des maisons et de la plupart de celles qui se font dans les dits biens qui emportent souvent plus qu'il ne revient de revenu aux propriétaires ; ce qui est d'autant plus insupportable qu'il n'y a que sept à huit paroisses contiguës qui soient dans le cas, quoique les terres des dites paroisses soient aussi fertiles que celles des paroisses limitrophes, où on partage d'une manière différente et bien plus avantageuse pour les propriétaires en ce que les collonnes donnent aux propriétaires le tiers du froment et du blé d'Inde, de même que de sortes de menus grains, il y a même dans certaines paroisses voisines, où il y a des plaines, où l'on donne la moitié du froment, telles sont celles de Habas, Mission, Labatut, Cauncille et autres et comme il n'est pas juste que les propriétaires de Pouillon restent plus longtemps dans la souffrance et exposés à une loy aussi injuste de la part de leurs collonnes, et à un partage aussy inégal des fruits de leurs héritages, sans entendre forcer les collonnes qui y sont d'y rester autant qu'ils le voudront, que de les faire travailler aux conditions que les propriétaires le trouveront à propos, et qui seront acceptées par les collonnes, ne voulant que des choses justes et leur intention étant de faire aux collonnes qui y sont s'ils veulent y rester ou à d'autres qu'ils appelleront et y resteront, des conditions qui leur seront aussy avantageuses, ils ont unanimement délibéré de ne laisser la colonie de leurs biens aux collonnes qui les travaillent s'ils veulent continuer, qu'aux conditions suivantes :

Que les fruits qui se récolteront à l'avenir seront partagés : savoir, le tiers du froment, du blé d'Inde, et de toutes sortes de grains, tant gros que menus pour les propriétaires, et les deux tiers pour les collonnes et faisanduriers, et que lorsqu'on viendra labourer les prairies et y faire du grain, les propriétaires en auront la moitié.

A l'égard des autres fruits, ils seront partagés suivant l'usage ordinaire du lieu, savoir : le vin, foin, châtaignes,

pommes et autres fruits de quelle espèce que ce soit, par moitié et que les colonnes et faisanduriers seront, en outre, tenus de rendre les devoirs qu'il convient à leurs maîtres suivant l'usage ordinaire et de leur donner les présents accoutumés qui sont une paire de chapons et deux douzaines d'œufs au premier de l'an ; deux paires de poulets aux fêtes de Pâques de chaque année, le tiers du lin, le tiers des oyes, la moitié à la réparation de l'église. Sous pareille peine contre vaches et brebis si les propriétaires fournissent la moitié à l'achat, sinon les propriétaires n'auront que le quart des dits cochons et truyes, ainsy que le quart du produit des vaches et brebis ; et que les dits colons et faisanduriers seront tenus de payer suivant l'usage du lieu les charges ordinaires et extraordinaires dont les biens seront assujettis ;

Et d'autant que l'union des dits propriétaires et leur uniformité dans les conditions des colonnes est nécessaire pour le maintien de la présente délibération, il a été convenu que ceux qui contreviendront paieront chacun 200 livres applicables, savoir la moitié aux pauvres de Pouillon, et l'autre moitié à la réparation de l'église. Sous pareille peine contre les contrevenants, l'un propriétaire ne pourra prendre la colone de l'autre propriétaire sans son congé.

Puis ils nomment les sieurs Lalanne et Dinarre pour leurs syndics ou députés pour tâcher de provoquer une Assemblée générale avec d'autres paroisses et généraliser une délibération que l'on demande au Parlement de Bordeaux d'homologuer.

(Extrait des papiers de la famille de Laborde-Montfort.)

Les moyens en faveur en 1735 ont été appliqués en 1920. Cette fois, ce sont les métayers qui les ont utilisés. Ils estimaient qu'ils donnaient trop aux maîtres, que l'union de tous dans le Syndicat était nécessaire pour faire triompher leurs revendications ; ils ont frappé d'interdit et d'amendes certains récalcitrants. *Nil novi sub sole*. La nature humaine n'a pas changé et il y a longtemps qu'Ho-

race a dit : *Nemo contentus sua sorte*. Tant que des hommes existeront, des conflits sociaux s'élèveront entre eux, les occasions ne manqueront certes pas.

B. LES CAUSES OCCASIONNELLES

Nous venons de souligner les raisons profondes de la crise agraire de 1920. Elles auraient suffi à déclencher un mouvement. Mais en 1919-1920, de nombreuses circonstances favorables étaient réalisées qui en ont précipité l'action. C'est ce que nous appellerons les causes occasionnelles. Pour qu'un incendie se déclare, la matière inflammable ne suffit pas ; il faut encore une étincelle ; elles ont produit l'étincelle. Parfois, d'ailleurs, elles seules expliqueront le mouvement. Il y a des villages de la zone agricole où elles ont suffi à faire naître des troubles. Il y a inversement des contrées où les causes occasionnelles n'ayant pas joué, l'organisme social ne s'est pas trouvé affecté.

Ces causes occasionnelles peuvent se partager en six groupes :

1° La guerre qui a bouleversé la mentalité du paysan ;

2° Les imperfections du contrat de métayage : les abus réels, les abus fortuits ;

3° Les causes politiques : agissements de certains parlementaires, agissements de certains politiques locaux ;

4° Causes politico-sociales : le rôle de la C. G. T., le rôle des partis révolutionnaires ;

5° La crédulité du paysan et le rôle des ouvriers des forges du Boucau ;

6° L'attitude des pouvoirs publics.

I. *La guerre a bouleversé la mentalité du paysan.*

S'il est une famille qui a donné généreusement ses enfants au pays durant ces quatre années de combats, c'est assurément la grande famille des laboureurs. Deux millions huit cent mille arrachés à leur pacifique labeur ont, pour la première fois dans l'histoire des peuples, quitté leur charrue pour prendre le fusil. Comme le dit Joseph de Pesquidoux (2) :

« La terre jusqu'ici avait gardé les siens. Les tribus nomades exceptées qui se battent et qui sèment mais ne cultivent pas, tous les peuples comptaient leurs soldats et leurs laboureurs. Ceux qui fertilisaient le sol, ceux qui le défendaient. Deux groupes distincts se coudoyaient dans la nation. Et la protection du soldat était acquise au paysan et le labeur du tâcheron acquis au combattant. Quand les feux s'allumaient de sommet en sommet, le soir, quand le cor sonnait au matin, ils appelaient à la fois les pasteurs et les serfs, à l'abri des remparts de boue sèche ou de granit, et les cavaliers sur la ligne de l'horizon. En revanche, le tumulte apaisé, le paysan pourvoyait de nouveau aux besoins de l'homme d'armes. Les guerres modernes même ne mêlaient pas les vies, la province ou la nation n'y prenait part que par ses craintes et par ses vœux, le sort se fixait sans qu'elle aidât de sa population à l'arrêter. Et si un moment, quelques lustres d'histoire révolutionnaire ou impériale, l'Europe plia sous la France ruée et puis la France sous l'Europe conjurée, les deux groupes ne tardèrent pas à repa-

(2) Dans son livre : *Sur la Glèbe*, page, 123.

raître. Ici l'homme des camps et là l'homme des champs. Mais à ce coup, tous les clochers de France s'ébranlèrent pour le tocsin ; toutes les portes s'ouvrirent devant ses fils se hâtant... »

Plus que quiconque, les paysans-soldats ont souffert pour l'*Alma parens*. Cinq ans, ils sont restés sous les armes, et se sont fait tuer. Pas d'usines pour eux qui offraient à leurs ouvriers sécurité d'abord, salaires rémunérateurs ensuite. Aux heures d'angoisse, le paysan méditait : le métayer landais réfléchissait à son sort. Pourquoi avait-il quitté ces riantes vallées, pourquoi ses yeux cherchaient-ils en vain, le soir, à l'horizon, ces cimes pyrénéennes qui forment la toile de fond de cette scène où il menait une existence douce et paisible ? Pourquoi se battait-il ? Assurément pour défendre les siens qui tiraient de la terre leur pain quotidien. Mais cette terre qu'ils cultivaient n'était pas la leur. A leur retour du front, le métayer aurait droit à la récompense promise aux guerriers victorieux : une amélioration de son sort lui serait la plus sensible des faveurs. Le maître, d'ailleurs, la lui accorderait, la camaraderie des tranchées porterait ses fruits.

Dès 1915, M. Alfred de Gorostarzu, maire de Saint-Vincent de Tyrosse, recevait une lettre d'un paysan qui développait sur un ton fort courtois et sans amertume ces considérations. En manière de conclusion, il signalait à son correspondant les réformes précises du métayage que les maîtres, dont il n'avait nul motif de se plaindre, ajoutait-il, devraient réaliser.

Ce ton, cette mesure, le poilu ne les gardait

pas toujours. Et ceci s'explique aisément ; dans la tranchée, le cafard guettait sournoisement sa proie. Le désœuvrement, l'ennui, l'abêtissement, la peur de la mort, la souffrance, tout le poussait à la révolte ; révolte sourde qui restait intérieure, mais qui, parfois, devenait ouverte et se tournait contre tous. C'est un métayer de Jean Rameau, à Cauneille, qui, dès 1915 aussi, donnait ces conseils à sa femme : « Ne travaille pas, vis de ton allocation ; pourquoi cultiver les champs, élever du bétail ? Il ne faut pas que des sacs de grain aillent emplir les greniers du maître », et un soir de *despourguère* (3) où les hasards d'une permission l'avaient amené, il avait déclaré devant un auditoire étonné : « Si le maître veut sa part de grain, j'ai un fusil pour l'en empêcher ; la guerre m'a appris à en user. »

La guerre a beaucoup appris, en effet, au paysan : aux heures de repos, à l'arrière, entre deux séjours aux tranchées, son esprit curieux l'avait amené à étudier les régions agricoles où il cantonnait, et de l'Yser à Verdun il avait parcouru des zones variées. Il avait vu les riches plaines du Nord ; territorial, il les avait peut-être cultivées. Il avait

(3) Durant les longues soirées de novembre, un usage fort ancien veut que dans les métairies se fasse la « despourguère » : on dépouille les épis de maïs de l'enveloppe qui recouvre les grains et qui, jusqu'alors, n'a pas été arrachée. Ce travail se fait à la main ; l'opération risquerait d'être fort longue et nécessiterait de nombreuses veillées si le métayer et sa famille étaient seuls pour la faire. Aussi les soirs de « despourguère », les voisins viennent en renfort. C'est une petite fête qui rassemble de 20 à 25 personnes, fête joyeuse, on y fait assaut d'esprit, pas toujours du meilleur, mais le paysan landais n'oublie jamais qu'il est gascon. La soirée se termine par un frugal repas : le menu en est fixé selon la tradition ; sardine et haricots blancs.

vécu dans ces grosses fermes. Les paysans « connaissent des méthodes de culture plus rapides et plus complètes, des ensemencements plus économiques, des sélections variées, des assolements constants, par conséquent, des rendements élevés. Ils restaient « jaloux » devant 40 hectolitres de blé, 60 d'avoine obtenus à l'hectare, parfois davantage. Et les fournées de betteraves enfouies dans les silos, les charretées et les charretées de légumineuses transportées, qui permettaient la stabulation d'hiver, les emplissait de curiosité. On leur disait que plus au Nord encore, en Hollande, en Danemark, dans cette Allemagne qu'ils voulaient réduire, l'enfantement du sol devenait par endroits merveilleux... Donc, ils sont revenus avec plus d'amour, mais plus d'ambitions aussi pour la terre. Ils la trouvent pauvre à présent, comme avare, comme rentrée en elle-même. Ils ne disent pas ingrate, ils ont compris qu'ils avaient manqué de méthode, de science, d'assiduité, de soins (4). » Ils en ont conclu : tout cela doit changer. L'esprit réformiste les gagnait ; sur ce point, d'ailleurs, la chose était excellente.

Mais ils n'en restaient pas là. Les paysans n'étaient point seuls en ligne. Ce n'était que justice. Toutes les professions étaient représentées aux armées. Toutes les professions et toutes les opinions. Croyants, indifférents, athées, réactionnaires, socialistes. Cinq ans d'enfer ont fait réfléchir ces intelligences. Pourquoi la folie des hommes est-elle si grande qu'ils règlent leurs différends internationaux par des procédés aussi abominables que la guerre ? Pour résoudre les difficultés qui s'élèvent

(4) Pesquidoux, *op. cit.*, p. 131-132.

entre eux, d'autres moyens ne suffisent-ils donc pas ? Ainsi donc, des millions d'hommes doivent mourir, le monde doit être périodiquement bouleversé par ce monstre ? Quel nouvel Hercule en délivrera la terre ? Il faut mener guerre à la guerre. Justement, une doctrine s'offre pour atteindre ce but généreux. Elle dit : Abattons les frontières, supprimons les patries, combattons l'esprit nationaliste, détruisons les bornes qui séparent les peuples : entre les hommes de bonne volonté, la paix doit régner. *Homo homini frater* (5). Voilà la formule bien vieille, mais que nul n'osa encore appliquer. Si elle triomphe, la guerre aura vécu. Mais une puissance empêche son avènement : c'est le capitalisme, semeur de haine ; il faut l'anéantir. L'union fera notre force, car il faut opposer la force à la force. Pour cela, l'union des prolétaires est nécessaire. Abattons le capitalisme par l'organisation syndicale. Nous éviterons ainsi d'être pressurés par les puissants, nous améliorerons notre sort, dans les cadres économiques actuels, nous préparerons l'avènement du socialisme.

L'esprit positif du paysan n'accueillait avec faveur qu'une de ces idées : les bienfaits de l'organisation syndicale. Il sentait obscurément que ce moyen serait une arme efficace pour améliorer sa situation. D'ailleurs, tous les travailleurs de la terre n'avaient point gagné les tranchées. Leur âge, l'appui d'un personnage influent, avaient permis à quelques-uns de passer des années de guerre dans

(5) L'expression est, croyons-nous, de Romain Rolland.

les usines de l'arrière, aux forges du Boucau, à Tarbes, à Dax. Ils avaient vécu plusieurs mois la vie de l'ouvrier, fait partie de leurs organisations syndicales, en avaient mieux compris la force, la puissance. Ils avaient réfléchi, la semence avait germé. La haine de celui qui possède, leur exploitateur, était née dans leur cœur. Que de fois, depuis, avons-nous entendu cette réflexion, de la bouche du secrétaire d'un syndicat révolutionnaire, glorieux soldat, mobilisé ensuite à la poudrerie de Saint-Denis, par exemple : « Les propriétaires nous ont caché soigneusement l'existence de cette arme qu'est le Syndicat. Ils craignaient qu'entre nos mains, elle ne se retournât contre eux. Nous avons appris à nous en servir malgré eux. »

Nous avons déjà fait remarquer que, dans le Bas-Adour surtout, le nombre des inscrits maritimes est élevé. Les marins ont passé de longs mois dans l'inactivité absolue. Ils ont flâné dans les ports, dans les forts de nos côtes. A Cherbourg, à Toulon, près des arsenaux, centres ouvriers. C'est à Toulon, nous a-t-on dit, que Jean-Baptiste Larrouy a trouvé son chemin de Damas. Enfin, certains marins de la Mer Noire ou prétendus tels sont rentrés dans leurs foyers particulièrement exaltés, pleins d'admiration pour l'épopée bolcheviste, dont sans nul doute ils eussent été embarrassés de parler.

Où donc était en 1919 le paysan calme et paisible de la mobilisation ? Il est rentré transformé. La constatation est générale d'ailleurs. M. le professeur Jacques Bardoux a relevé les mêmes symp-

tômes chez les paysans de Bourgogne (6). L'après-guerre et ses déceptions ne sont pas faites pour améliorer cet état d'esprit.

II. *Les imperfections du contrat de métayage.*

De 1914 à 1919, femmes, enfants, vieillards, avaient vaqué seuls aux travaux des champs. Des propriétaires, pour encourager cet admirable effort qu'on ne saurait trop souligner, avaient, de leur propre mouvement, adouci les conditions de métayage. Ainsi, dans le Marsan, à Hontanx, dîme et corvées furent supprimées, sans qu'aucune revendication eût été présentée. Mais, en règle commune, les conditions demeuraient, en 1919, telles qu'en 1914. Impossible d'en faire le tableau exact. Les coutumes varient, en effet, selon les pays ; dans le Seignanx et sur les rives des gaves, elles ne sont pas exactement celles du Gosse voisin. Le Maremne a les siennes propres, les Lannes et la Chalosse, le Marsan et le Tursan aussi. Non seulement chaque contrée a ses conventions, mais encore, dans une même zone, chaque village conserve les siennes particulières. On peut dire sans exagération que toute métairie a son code rural. Inutile de songer à reproduire les dessins compliqués de cette mosaïque. Il faudrait pour cela dresser un coutumier immense dont la lecture fastidieuse ne serait du reste que la photographie des précis d'usage locaux dressés il y

(6) Cf. *L'Eclair* de novembre-décembre 1922.

a vingt ans par les Juges de Paix des divers cantons du département (7).

Pour nous faire une idée du métayage dans cette zone, nous allons cependant dresser les conditions-limite, les cas-limite, entre lesquels de multiples combinaisons jouent. Nous allons donner d'un côté les conditions les plus rigoureuses, de l'autre les plus douces, en usage avant les troubles dans la région agricole.

Les conditions les plus dures se trouvent dans les Barthes, parfois dans le Gosse, certains coins de la Chalosse, du Tursan et du Marsan. Dans ces contrées, on peut définir le métayage en disant qu'il était plus dur que celui de la loi de 1889. Le maître y percevait en effet plus de la moitié des produits de la ferme. Parcourons les différents articles du bail à colonat partiaire.

Redevances : Le maître prélève la moitié des oies, des canards achetés jeunes à frais communs, plusieurs paires de volailles, poulets, poulardes, chapons lui sont dues, quatre ou cinq douzaines d'œufs également. Il achète à frais communs des porcelets, il a droit à la moitié de leur prix de vente quand ils sont arrivés à l'état adulte.

Corvées : Six journées gratuites sont dues par le métayer. Des journées supplémentaires peuvent lui être imposées en sus. Dans ce cas, il touchera 2 francs par jour et sera nourri.

(7) Remarquons que tous les cantons n'ont pas fait cet utile travail de codification. Utile, puisqu'en cas de contestation entre les parties, les usages ont force de loi devant la justice. Ceci est surtout vrai pour la zone agricole. Il y a aussi des codes cantonaux introuvables : une nouvelle rédaction s'imposerait.

Le métayer n'a pas le droit de faire des charrois pour son compte, sauf pour aider ses voisins.

Le métayer entretient gratuitement les canaux et les rigoles de la propriété. Sans la permission de son maître, il ne peut tenir un attelage. Si la bête de trait est femelle, et s'il naît un produit, la moitié en revient au maître. Le colon paie l'impôt des portes et fenêtres (remplacé par l'impôt sur les bénéfices agricoles).

Pour le bétail, le colon le nourrit sur sa part de récolte, il ne le vend que sur l'ordre du maître. Les pertes et les bénéfices se partagent à moitié lorsque le capital appartient au maître. Le métayer peut être obligé de fournir la moitié du capital nécessaire pour acquérir le cheptel. S'il ne dispose pas de l'argent nécessaire, le propriétaire le lui avance. Il récupérera cette avance sur les ventes, c'est-à-dire que le colon ne touchera sa part de bénéfices que lorsque les bénéfices réalisés sur le bétail auront été tels qu'ils auront dépassé, défalcation faite au préalable de la part du maître, la somme due par le métayer. A ce moment-là seulement, celui-ci aura droit à prélever la moitié des bénéfices et la moitié du capital-cheptel sera à lui. (Clause surtout appliquée à Rivière et dans les environs.)

Tel est le contrat-type le plus onéreux pour le métayer dans les Landes. Nous ne savons s'il se trouvait de nombreuses métairies soumises à ce régime, mais il y en avait certainement encore en 1919 avant les troubles.

A l'inverse, voyons maintenant le contrat-type aux clauses les plus douces. Et c'est assurément dans le Maremne que nous allons le rencontrer.

Mais il importe de souligner, comme nous l'avons déjà fait en décrivant la région agricole, que le Maremne est mi-agricole et mi-forestier. La principale ressource du propriétaire est la résine. Il peut donc consentir plus aisément que le propriétaire de la zone purement agricole des conditions meilleures à son métayer.

La différence est immense, qui sépare ces deux cas-limites.

En effet, regardons-en seulement les grandes lignes :

De la récolte du maïs, des haricots et des pommes de terre, le maître prélève seulement le tiers, les $\frac{2}{5}$ du seigle et du blé, dont la paille reste toute entière au métayer. Quant au bétail, certains colons se voient imposer le partage des bénéfices, car le capital appartient au maître. Mais la plupart ont le droit de tenir tout le bétail qu'ils désirent à leurs risques et périls, moyennant une redevance de 70 francs par an donnée aux maîtres.

Tels sont les contrats extrêmes de colonat partiaire. La plupart des baux dans la région agricole tiennent le milieu entre ces limites et ont plutôt tendance à se rapprocher des conditions du Maremne. Des précisions sont très difficiles à donner sur ce point.

Mais ces différences de conditions s'expliquent-elles d'abord, se justifient-elles ensuite? On l'a prétendu non sans raison bien souvent. On a fait valoir que la fertilité du sol était très distincte selon les régions. Les villages que baignent les gaves, par exemple, sont d'une extraordinaire richesse. Pareils au Nil fécond, les gaves, en temps d'inondation,

recouvrent les terres d'un limon vivifiant plus nourrissant que les engrais chimiques les meilleurs. Dès lors on conçoit fort bien que dans ces fermes les conditions imposées soient moins favorables aux métayers, que sur les coteaux voisins où la culture des terres est plus pénible. On a invoqué encore la superficie, l'agencement varié des métairies ; qu'ont de commun la métairie de Chalosse et celle du Bas-Adour ? Rien. L'une est peu étendue, elle a de 8 à 10 hectares, presque tous en terres labourables, en vignes, peu de prairies, et encore artificielles ; l'autre est vaste, de 18 à 20 hectares, elle a des prairies naturelles étendues pour l'élevage, des barthes et des bois de chênes : oies, canards, cochons, pouliches y vivent en grand nombre, le maître a droit à une part de ce bétail : oies, canards, cochons ne sont plus ici des redevances. Enfin, il s'est trouvé des propriétaires très fortunés qui ont été moins rigoureux que d'autres ou des hommes qui briguaient telles ou telles charges publiques, et qui, dans ce but, soignaient leur popularité.

Toutes ces explications ne manquent pas de justesse, mais elles ne suffisent pas. Que tendraient-elles à démontrer ? Que selon les régions, les conditions doivent varier. Que dans une même région elles doivent être encore différentes en se basant sur ces trois facteurs : fertilité du sol, étendue et agencement de la métairie.

La réalité des choses ne se modèle pas sur ces principes. Dans une même région, pour des fermes semblables, les conditions sont parfois très différentes. Inversement, elles sont identiques pour des métairies différentes. Et pour des régions différen-

tes, alors que les contrats devraient refléter nettement ces inégalités, les conditions sont les mêmes. Amou, Castel-Sarrazin ont le partage à moitié, comme dans les barthes du Bas-Adour, et sont cependant en Chalosse.

Il y a donc des similitudes et des différences de conditions injustifiables. En 1920, les métayers ont protesté. Ils ont réclamé des conditions plus justes. A ce sujet, une remarque s'impose. Dans un système de liberté des contrats et de propriété individuelle, la loi de l'offre et de la demande joue et le métayer en entrant dans la ferme connaît ses obligations. Il ne peut donc crier à l'injustice, il sait à quoi il s'engage ; mais, comme le dit Emile Guillaumin : « Hélas ! on sait ce qu'est la liberté du prolétaire qui n'a que ses bras pour toute fortune ». C'est la carte forcée qu'il joue, il opte en acceptant de travailler à ces conditions entre le droit de gagner sa vie et celui de mourir de faim. *Primum vivere*. Il peut donc du bout des lèvres accepter ce qu'il considère en son for intérieur comme une injustice.

Mais où est le critérium d'une condition de métayage juste ou injuste ? Sans doute pour la justifier ou la condamner, on fait valoir telle ou telle raison. Elle sera jugée valable selon l'esprit qui porte le jugement. On s'engagerait dans une impasse si l'on recherchait la solution du problème agraire en essayant d'établir des conditions justes. La justice n'existe point dans l'absolu ici. Elle varie selon la mentalité. Sans doute, il y a des cas extrêmes où le sens commun n'hésitera pas se prononcer, à dire ceci est bien, et ceci est inique. Mais on chercherait en

vain un principe rigoureux et scientifique pour faire le départ exact entre le juste et l'injuste.

En 1919, il y avait donc des conditions injustifiables, des abus. Mais, si les abus qu'ont alors voulu faire disparaître les métayers étaient bien en partie des conditions qu'ils avaient toujours subies de mauvais gré, il faut s'empressez d'ajouter qu'en 1920 les métayers ont aussi demandé la modification des conditions que jusque-là ils avaient reçues sans difficulté. Mais, en 1920, elles devenaient de lourdes charges pour eux, la cherté subite et prodigieuse des produits de la ferme en était la cause.

Il y a donc lieu de distinguer les abus réels et ceux qui sont dus à la cherté subite des produits agricoles, les abus fortuits.

I. — LES ABUS RÉELS

Entre les principaux usages sur lesquels devraient porter les réformes, nous nous permettons de signaler la dîme, le partage à moitié, les redevances trop lourdes.

Trois soulèvements avant la guerre avaient déjà éclaté et les métayers, avec une fortune inégale d'ailleurs, en avaient demandé déjà la suppression. Nous voulons parler des troubles de Pomarez en 1904, de Saubusse en 1906, des Barthes en 1907.

Pomarez en 1904 vivait sous le régime de la dîme, du partage à moitié. Donzacq, village voisin, était aux deux cinquièmes ; entre les deux villages, la différence de traitement ne s'expliquait pas. Un socialiste, boucher de profession, M. Lussan, engagea une campagne contre les redevances, surtout contre la dîme et le partage à moitié des céréales.

Jules Guesde et Marcel Cachin, alors adjoint au maire de Bordeaux (Marcel Cachin, qui depuis...) se rendirent à Pomarez, où ils firent des conférences. A quelque temps de là, Jules Guesde revint à Pomarez assister à une nouvelle réunion. Il n'y prit pas la parole, nous dirons plus loin pourquoi (8). Le mouvement des paysans réussit. La dîme fut supprimée, les conditions de partage modifiées. Il faut d'ailleurs dire que, même à Pomarez, les conditions n'étaient pas uniformément dures et qu'une autre cause explique cette campagne : en 1904 pour la première fois le parti socialiste eut un candidat dans chaque circonscription aux élections législatives. Il fallait, même dans les Landes, créer un peu d'agitation pour préparer le succès des candidats socialistes. Ils échouèrent lamentablement d'ailleurs. C'est l'époque où Aristide Briand venait à Dax faire lui aussi du prosélytisme.

Mouvement plus strictement politique, celui que M. le docteur Elozu dirigea dans les Barthes en 1906. Mais, en 1907, Saint-Martin-de-Seignanx, Saint-André-de-Saignanx, Saint-Laurent, Saint-Barthélemy s'agitèrent plus sérieusement. Un jeune métayer à l'esprit ouvert, Roumatet, qui lisait beaucoup, paraît-il, engagea une campagne pour la suppression de la dîme, l'allègement des lourdes redevances, l'amélioration du partage des céréales. Roumatet réunit un jour dans un champ les métayers de ces villages ; il parla fort éloquemment et voulut poser les bases d'une organisation syndicale. Le mouvement échoua et Roumatet en fut très déprimé. A quelque temps de là, il devenait fou.

(8) Cf. p. 179.

En 1910, le député Loustalot agita, par manœuvre politique, plus ou moins ouvertement, la question dans sa campagne électorale. Quelques remous se produisirent encore.

Quant à Saubusse, en 1908, un Syndicat y avait été créé pour obtenir l'amélioration des conditions très spéciales en vigueur dans cette commune qui possède d'immenses plaines. Mais les propriétaires avaient étouffé rapidement cette organisation.

On le voit, toutes ces protestations produites sur des points bien différents nous prouvent que certaines conditions ont toujours été considérées comme excessives et que le grand mouvement de 1920 n'a rien d'une génération spontanée. Cette situation très ancienne allait être aggravée par les perturbations économiques d'après-guerre et soulever plus de 100 villages landais.

II. — LES ABUS FORTUITS

Lorsque survinrent les années de guerre, plus encore celles de l'immédiate après-guerre, le mouvement de hausse générale engloba les produits agricoles. Ils atteignirent de très gros prix ; la paire de poulets qui, en 1914, se vendait 6 francs, valut 25 francs. Les oies grasses passèrent de 30 à 120 fr. Les journées de prestations, toujours rémunérées 2 francs, valaient dans le commerce 50 francs. Cette hausse fortuite dont n'étaient cause ni propriétaires, ni colons, profitait à tous deux. Mais le métayer, sans tenir compte des charges croissantes qui lui incombaient, a calculé le revenu qu'au taux du jour le maître retirait de la ferme. Il l'a jugé fort élevé, trop même, et ainsi les agriculteurs qui, jusqu'en 1919 n'avaient jamais protesté contre leur

sort, avaient accepté les clauses de leur bail, se sont refusés à les respecter désormais. Tout était très cher, ils préféraient se louer l'hiver pour des charrois à des industriels leur offrant 50 francs par jour que de continuer à travailler pour le maître au taux de 2 francs. Ils ne voulaient plus donner des redevances aussi fortes qui, en pays de Gosse, atteignaient quelquefois 2.000 francs. Ils demandaient une réadaptation aux conditions économiques nouvelles, et la réclamaient avec d'autant plus d'énergie qu'ils étaient dans une situation plus aisée.

Les métayers les plus riches ont mené en effet le combat : ce qui semble paradoxal de prime abord. Mais, en premier lieu, cette constatation est une riposte directe aux arguments employés par une presse mal informée : des journalistes ont écrit que la misère avait poussé le métayer à la révolte. M. Compère-Morel, lui-même (9), écrit (page 70) : « Il ne faut donc pas s'étonner si, à certains moments, il passe dans les Landes comme un souffle de révolte et s'il éclate des grèves ainsi que des mouvements insurrectionnels qu'on ne connaissait pas auparavant. C'est la misère extrême dont sont frappés ces malheureux, c'est parce que les métayers sont surexcités en voyant le luxe insolent des propriétaires dont les châteaux s'élèvent au milieu des métairies délabrées, dont on ne voudrait pas dans les grandes fermes capitalistes pour loger les animaux, qu'on entend parfois murmurer des menaces de jacquerie nouvelle. Ce n'est

(9) Dans un livre : *La Question agraire et le Socialisme en France*.

pas seulement dans l'Allier, ce n'est pas seulement dans les Landes, c'est encore dans le Beaujolais, par exemple, que les souffrances torturent les métayers ! » Mais peut-on parler de misère à propos de colons qui, congédiés par leurs propriétaires, ont acheté des domaines de 30, 40 et 50.000 francs ? Ces cas, sans être nombreux, ne sont pourtant pas rares. C'est, tout au contraire, la richesse qui a poussé à des actes déplorables les métayers. Comme l'a écrit Lucien Romier, dans une chronique de *l'Opinion* du 22 septembre 1922 : « Prétendre que la richesse détourne les campagnes des idées avancées, c'est aller contre l'évidence », et, nous le répétons, les métayers se sont montrés d'autant plus arrogants que leur situation était plus aisée.

Pourquoi en est-il ainsi ? Plus les récoltes étaient abondantes, plus les bénéfices de l'élevage étaient élevés, et plus la part du maître s'accroissait ; les revenus du métayer d'ailleurs s'élevaient dans la même proportion. C'est la loi même du métayage. Il est donc rigoureusement juste de soutenir cette proposition : « Plus le métayer donnait, et plus il s'enrichissait lui-même ». Mais celui qui ne possède rien n'est pas cupide, et le conte de la chemise de l'homme heureux est profondément vrai. Celui qui fait des économies, s'enrichit, n'a qu'un dessein : les augmenter, faire boule de neige. Dès lors, il entasse, il thésaurise. Dans quel but le paysan agit-il ainsi ? Pour acquérir cette terre qu'il souhaite ardemment posséder et, plus il approche du but, plus il sent immédiat l'instant où son rêve va se réaliser, plus il augmentera ses convoitises. Il amassera de plus en plus. Or, un moyen s'offre à

lui d'augmenter ces revenus. C'est de diminuer ceux qu'il donne au propriétaire.

Un médecin fort distingué du pays de Gosse, qui a passé sa vie à faire le bien dans les milieux ruraux, nous a proposé une autre explication fort ingénieuse de ce phénomène : Selon lui, métayers et propriétaires sont dans la situation respective de créanciers et de débiteurs ; le débiteur insolvable qui sollicite l'appui d'un créancier l'obtient à des conditions d'autant plus rigoureuses que les garanties présentées par lui sont moindres. Heureux le débiteur qui se voit en présence d'un créancier humain. Mais, le jour où ce débiteur verra sa condition s'améliorer, il deviendra indépendant. Sa reconnaissance diminuera vis-à-vis de son obligé, il lui dira. « Je vous ai payé jusqu'alors un taux d'intérêt élevé ; ma situation s'est éclaircie, je puis vous remettre le capital prêté. Si vous le laissez entre mes mains, un intérêt beaucoup moindre vous sera servi ». Cette opération de conversion, le métayer l'a sollicitée. Dans les années de misère, il y a trente ans, le propriétaire a engagé un homme pauvre sur son exploitation. Celui-ci a supporté des conditions déterminées sans protester, mais aujourd'hui, il est riche, et ses charges, il veut les voir diminuer. L'aisance lui a donné l'indépendance.

Au surplus, de tous temps, le jour où le débiteur a dû aller payer sa créance a été jour néfaste. Si la créance est payable en argent, chose impersonnelle par nature, l'observation est déjà vraie. Mais, que dire si la créance se matérialise en une part de récolte obtenue avec tant de peine, au prix de quelles sueurs, en un quart de ce porc à la chair exquise

élevé par la fermière avec les plus grands soins. C'est une partie de lui-même qu'on semble arracher au colon. Ce sacrifice devenait plus dur si la chose donnée, sans coûter plus de peine, valait toutefois plus d'argent.

La condition mal supportée apparaissait aux yeux du paysan un abus. Enfin, la richesse venant, les paysans trouvent leur labeur plus rude, leur vie plus médiocre.

Mais il est certaines régions où ces causes de mécontentement n'existaient pas. Le mouvement s'y est dessiné cependant très violent. A Gamarde, par exemple, les métayers réclamaient dans leurs cahiers de revendications des conditions qui déjà leur étaient appliquées ; ils les réclamaient énergiquement ; leurs esprits étaient chauffés. Pourquoi ? Les pages qui suivent nous l'expliqueront.

III. — LES CAUSES POLITIQUES

1° *Agissements de certains parlementaires.*

2° *Agissements de certains politiciens locaux.*

Il s'est trouvé en effet des hommes habiles qui ont utilisé à leur profit ce mouvement. Ils ont protesté contre certains usages critiquables et demandé leur abolition, mais ils ont voulu surtout se servir du mécontentement qui se dessinait pour se créer de la popularité utile. Ils ont alors flatté les instincts du paysan et il n'y a pas d'exemple que de tels courtisans n'aient été favorablement accueillis.

1° Et d'abord il ne fait de doute pour personne qu'une liste radicale-socialiste s'est appuyée, en

novembre 1919, sur le mouvement du Bas-Adour. Son chef de file a commencé sa fortune politique dans la grande Lande, lors des grèves de *résiniers*, qui réussirent d'ailleurs. Il avait su gagner la confiance des organisations ouvrières, leur avait fait des promesses qui furent partiellement tenues. Les syndicats de gemmiers avaient depuis lors assuré sa réélection constante. Le scrutin d'arrondissement ayant vécu, le département devenant une circonscription unique, il fallait solliciter l'appui du corps électoral landais tout entier. Par une coïncidence étrange, un mouvement se dessinait en même temps dans la zone agricole landaise. Les syndicats de métayers ne pourraient-ils pas remplir en Châlosse le même rôle que les groupes de résiniers dans la grande lande ? L'occasion était tentante. Durant sa campagne électorale. M. Léon Bouyssou appuya ouvertement les revendications des métayers. Il seconda les efforts de M. André Delest, conseiller général de Saint-Vincent-de-Tyrosse. M. Eugène Lautier, journaliste très distingué, et directeur de *l'Homme libre*, candidat lui aussi sur la liste radicale, lui apporta sa collaboration précieuse. Une thèse n'est pas un réquisitoire et nous n'insisterons pas. M. Hodée, secrétaire général de la Fédération des Travailleurs de l'Agriculture (C. G. T.), a donné sur leur action des renseignements fort intéressants. Nous y renvoyons nos lecteurs (10). Depuis lors, l'attention de MM. Bouyssou et Delest ne s'est pas détournée de ces mouvements sociaux. Le jour de l'inauguration du monument aux morts de Saubrigues, M. Bouyssou, si l'on en croit M. Hodée, aurait

(10) Cf. les numéros du *Travailleur de la Terre* 1920-1921.

dit : « Nous, parlementaires landais, nous ferons respecter votre convention et, s'il le faut, nous porterons à la tête de vos démonstrations, le drapeau rouge de la révolte. » Ces paroles haineuses sont étranges, prononcées devant une population qui s'est réunie pour célébrer le sacrifice de tous ses enfants et qui, au moins un jour, veut oublier les luttes présentes pour se recueillir dans la pensée de ceux qui ont donné leur sang pour la patrie.

M. André Delest a essayé, en 1920, de jeter les bases d'une fédération régionale des syndicats de métayers non rattachée à la C. G. T. L'emprise de plus en plus nette du syndicalisme révolutionnaire sur les organisations landaises inquiétait en effet le conseiller général. Il se souvenait de la parole de Jouhaux à Saint-Vincent-de-Tyrosse. S'adressant aux métayers, alors que les troubles étaient terminés, le secrétaire général de la C. G. T. leur avait dit : « Vous avez contre vous la loi, le gouvernement, l'armée, la justice ; métayers, tenez-vous tranquilles. Mais, dans trois ans, nommez des députés socialistes, il n'y aura plus de bourgeois et vous serez les maîtres. » Les métayers n'éliraient donc plus des députés radicaux ? Il ne fallait pas perdre sa clientèle. Une fédération régionale non cégétiste parerait peut-être au danger. La tentative de M. Delest a échoué. La fédération landaise n'est pas née et M. Delest a même perdu son mandat de conseiller général. Désormais, ses soucis de capitaliste l'absorberont tout entier. M. Delest, en effet, gros propriétaire foncier, a vendu ses terres avant de se lancer dans le mouvement agraire.

2° Les agissements de certains politiciens

locaux. Au-dessous des personnages politiques dont nous venons de caractériser le rôle, des coqs de village s'agitèrent aussi. Il y a toujours eu des hommes dont l'innocente ambition a été de briguer les fonctions honorifiques. Sous l'ancien régime, le fisc flattait cette douce manie, et dans les moments difficiles il créait des charges publiques qui se payaient fort cher et cependant parfaitement inutiles. On les achetait malgré tout, car certaines gens ont un besoin naturel de parader. Le Français est facilement cocardier. Le maire, le conseiller municipal, sont des personnages dans le village. Autour de l'écharpe se livrent parfois des luttes épiques dont les uns se divertissent, à propos desquelles les autres se querellent. La plupart de ces magistrats, au reste, sont de fort braves gens, qui remplissent consciencieusement leur devoir. Parmi eux, se trouvent aussi de nombreuses personnalités, sans autre ambition que celle de rendre service.

Mais, en 1919, des villages agités ont nommé pour remplir ces fonctions, non les plus capables, mais les plus violents, ceux qui se faisaient remarquer au sein des syndicats naissants comme de beaux parleurs.

Ces magistrats n'ont naturellement pas sévi au cours des troubles de février 1920. Leur attitude n'a pas été très propre à ramener le calme, ils n'ont pas mis un zèle héroïque à faire respecter les lois. Ils ont une part de responsabilité dans les troubles qui se sont produits. Ils n'ont pas fait grand'chose pour en atténuer la violence. Encore une fois, une thèse n'est pas un pamphlet ; mais, pour appuyer nos dires, montrons cependant en exemple Joseph

Marmande, maire de Sainte-Marie-de-Gosse, conseiller d'arrondissement : M. Marmande a eu les professions les plus diverses. Successivement, carrier, marchand de bois, aubergiste et gabarrier, M. Marmande, qui n'a pas fait la guerre, est devenu combatif depuis l'armistice. Il a été un des orateurs les plus avancés des métayers. Il a fait insérer les mesures les plus excessives dans le cahier des revendications. M. Marmande, maire de Sainte-Marie, a laissé cerner les boulangeries ; il n'a pas réprimé les manifestations séditeuses, au contraire. Au demeurant, c'est un prétentieux peu apte à discuter des idées ; à court d'arguments dans la discussion, il a recours aux truculences les moins élégantes, pérore intarissablement, dans les auberges où il fréquente volontiers. M. Marmande fut un des lieutenants de M. André Delest.

IV. — CAUSES POLITICO-SOCIALES

Un mouvement tel que celui du Bas-Adour en 1919 ne pouvait laisser indifférentes les organisations révolutionnaires de notre pays. Elles y virent l'occasion d'infuser dans les campagnes la doctrine socialiste que les agriculteurs jusqu'alors avaient si mal reçue. Sans l'aide des paysans, en effet, toute révolution est vouée à l'échec. Elle pourra se réaliser mais non se maintenir : le souvenir de la Commune n'est pas encore très lointain. Le terrain d'expérience paraissait fort bien choisi dans les Landes, région de grande propriété et de métayage. Les prolétaires du sol se convertiraient sans doute plus aisément que les petits possédants. Les ouvriers des forges du Boucau appuieraient la

propagande et réaliseraient l'union tant souhaitée des deux prolétariats qu'un antagonisme irréfléchi avait divisés jusque-là.

D'aucuns ont prétendu, sans en fournir la preuve, que la C. G. T. avait fomenté à l'origine ce mouvement. Nous ne le croyons pas pour notre part. L'imagination populaire aime à voir les choses simplement, à fixer des responsabilités nettes. Mais il est certain que ce mouvement provoqué par d'autres raisons que nous avons dites, a été développé, intensifié, par les encouragements de la C. G. T., du Parti Socialiste S. F. I. O. et du Parti Communiste. Les partis révolutionnaires purement politiques ont montré un zèle moindre que la C. G. T. en l'occurrence. Leurs délégués sont venus assez rarement et c'étaient des personnages de second plan. Les camarades députés Chaussy et Chauny organisèrent une réunion à Sainte-Marie. Le camarade Cabannes parla à Aunard. Paul Vaillant-Couturier ira à Montfort et à Habas et entamera une campagne que la C. G. T., désavouera dans son journal agricole. Tout cela, au reste, est assez insignifiant.

Mais, dès novembre 1919, la C. G. T. s'occupa activement du mouvement agraire. N'étaient-ce point les germes d'un revirement de la psychologie paysanne ? Il fallait prendre soin de les développer. La C. G. T. n'y manqua point. Sa section agricole, nouvellement réformée, délégua, dès le mois de décembre 1919, le camarade Hodée à Saubrigues. Il prit la parole à la réunion du 23 décembre et les ouvriers métayers délégués des syndicats landais votèrent la confiance à la C. G. T., « expression du travail organisé », pour soutenir

les syndicats locaux dans leur lutte contre les propriétaires. A partir de ce moment, les métayers landais suivront le mot d'ordre venu de Paris. Jamais ils ne deviendront socialistes, mais ils s'appuieront sur la C. G. T. qui, seule, les aidait pour faire aboutir leurs revendications.

Dans l'ordre du jour du 23 décembre, on lit : « A la date du 18 janvier 1920, une assemblée générale des syndicats aura lieu à Saint-Vincent-de-Tyrosse où seront prises les décisions définitives nécessaires pour réaliser les revendications présentées ». Or, le 18 janvier 1920, à Paris, se tenait le Conseil national de la C. G. T. Parmi les décisions qui y furent prises, on relève celle de faire une active propagande dans les Landes. Quelques jours plus tard, la « grève » est votée dans les organisations syndicales landaises. La grève aux champs ? Elle est impossible. Jusque dans les termes employés par les syndicats, dans leurs manifestes, on sentira désormais la main encore inexperte de la section agricole de la C. G. T. : elle transposera trop servilement sur un terrain nouveau des principes de lutte qui ont fait leurs preuves dans l'industrie. Désormais, Hodé conduira en partie le mouvement ; il aura sous ses ordres Larrouy et Viro comme délégués régionaux, Désarménien et peut-être aussi Raboutet. Quelque temps encore Delest partagera la direction. Après l'accord de Dax, la C. G. T. restera maîtresse absolue. Les procédés de lutte de classes qui ont fleuri dans les Landes, c'est elle qui les y a transportés. Au reste, non seulement Hodé et Dumercq parcourront les campagnes, mais Lapierre et Jouhaux en personne viendront enflam-

mer le zèle des métayers à Saint-Vincent-de-Tyrosse.

La C. G. T. a donc joué un grand rôle dans ces événements. Comment expliquer la grande popularité qu'elle a dès l'abord acquise dans les milieux paysans ? Est-ce sa doctrine agraire qui les a séduits ? Ses idées ont-elles été acceptées par nos paysans landais, ou tout au moins par les chefs des syndicats ? Nullement. Le cultivateur a fait confiance à la C. G. T. pour cette unique raison qu'il a vu en elle une force capable de faire aboutir ses revendications. Au reste, comment aurait-il admis les idées agraires de la C. G. T., du parti socialiste et du parti communiste qui, pour une fois, ont marché avec elle la main dans la main. Ces idées lui ont été soigneusement cachées. Le paysan landais eut vu sans cela l'étrange discordance qui règne au sein de ces partis sur le programme agraire à adopter. La C. G. T. n'a pas la même attitude que le parti socialiste ni que le parti communiste.

On pourrait, avec profit, écrire l'histoire des variations de la doctrine socialiste. Depuis plus de 50 ans, à travers les délibérations des congrès du Parti ou de la C. G. T., nous voyons la doctrine agraire ballottée entre deux tendances : tantôt les congrès reconnaissent la nécessité de convertir au communisme le paysan, de faire de lui un électeur de députés socialistes pour assurer le succès de la révolution. Il faut donc lui prêcher un marxisme édulcoré et alors dans les congrès triomphent les partis paysans. On reconnaîtra la petite propriété, elle sera maintenue dans la cité future, puisque la loi de concentration n'est pas vérifiée. Seule, la grande propriété sera supprimée, et exploitée

par des procédés communistes. C'est tout ce qui est sacrifié à l'idée de socialisation des moyens de production. Les deux régimes subsisteront côte à côte et mis en parallèle avec le système de propriété individuelle, le système communiste montrera aux paysans son indiscutable supériorité. Spontanément, l'agriculteur y adhérera et se dépouillera volontairement de ses biens pour les réunir à la masse commune, les exploiter d'après les principes nouveaux.

Mais, lorsqu'après des efforts répétés, la propagande socialiste, s'est heurtée à un échec dans les campagnes, les congrès reviennent à l'intransigeance doctrinale. Ils réclament l'application des stricts principes du marxisme, la suppression de la propriété individuelle quelle qu'elle soit, même dans l'agriculture où la concentration ne s'opère pas : on fera la révolution contre le paysan pour assurer son bonheur malgré lui. L'histoire des congrès socialistes et cégétistes est celle de la lutte constante entre ces deux tendances.

C'est dire que la doctrine agraire change selon les temps et aussi selon les hommes. Les hommes politiques du parti, spécialistes des questions agraires modifient également leurs idées. Le système de M. Compère-Morel n'est pas, en 1920, ce qu'il était il y a vingt ans. Prenons le dernier état de sa pensée dans *La Voix Paysanne* ou dans son livre « *Le Socialisme agraire* » (11). Lisons ses discours à la Chambre des députés. C'est du radicalisme agraire. Où est son intransigeance doctrinale d'autan ! M. Compère-Morel est hanté par l'idée de séduire à

(11) 2^e partie, p. 1109 et suivantes : « *L'exploitation agricole en régime socialiste.* »

tout prix les paysans et pour cela il tourne les principes, admet la petite propriété, ne parle plus nettement de nationaliser la grande ; il prétend que le parti socialiste est le défenseur-né de la petite propriété.

Quant au parti communiste qui, lui aussi, a besoin d'électeurs, il en est venu aux mêmes conceptions. Lorsqu'en 1920, *La Voix Paysanne* est passée aux mains de la fraction majoritaire, son nouveau directeur a maintenu à cette revue la tendance que lui avait imprimée M. Compère-Morel. Les idées de M. le député Renaud sont celles de M. Compère-Morel, à l'heure présente tout au moins. Il les a développées dans deux brochures : « *Le communisme et les paysans* » et « *Entre paysans* ».

La C. G. T. qui professe un profond mépris pour les politiciens et qui se soucie moins des résultats immédiats, en prend moins à son aise avec les principes socialistes. Elle veut nationaliser le sol. Cependant depuis 1920, le marxisme est moins en honneur chez elle, Proudhon a repris une singulière importance dans ses programmes. Les rapports de Hodée au Congrès de Limoges et de Launat au Conseil National de la C. G. T. marquent un réel effort de réalisation positive des idées socialistes sur le terrain agraire. Il serait intéressant de les discuter, mais nous nous exposerions à une longue digression, puisque, encore une fois, la doctrine exposée au paysan landais a été tout autre.

Socialistes, communistes, cégétistes, oublieux de leurs principes ont tous uniformément prêché aux paysans la doctrine suivante : la terre à celui qui la travaille. Affirmation assez vague qui se prête à

tous les commentaires, puisqu'on ne fixe pas le mode d'appropriation des moyens de production. Mais les orateurs n'ont jamais manqué de préciser leur pensée. Ils ont ajouté : la métairie aux métayers qui la cultivent en propriété individuelle. C'est de l'appropriationisme, c'est-à-dire la négation formelle de tout socialisme. Négation formelle en effet, car le partageisme aboutit, comme le faisait remarquer M. le Professeur Deschamps, à une multiplication de la petite propriété, c'est donc un crime de lèse-socialisme puisqu'on retarde l'effet inéluctable, selon les socialistes, de la loi de concentration. On retarde donc le triomphe de la révolution et ceci prouve, une fois de plus, que les lois économiques ne sont pas fatales, qu'il y a contre elles une réaction possible et efficace des efforts de l'homme.

Or, ce partageisme a été exposé aux laboureurs. On leur a dit que la révolution les rendrait propriétaires en personne des biens qu'ils cultivaient. Cette promesse, l'appui prêté pour faire triompher leurs desiderata plus immédiats, tel est le secret de l'immense popularité de la C. G. T. en 1920 dans les Landes. Nous ne nous arrêterons pas à discuter, après tant d'autres, l'inanité de cette doctrine. M. le Professeur Labescat en a fait justice une fois de plus dans « *Le Clairon Républicain* » des 24 et 31 janvier 1920.

Au reste, comme le remarquait déjà M. le Professeur Souchon, parlant des troubles agraires en Bourgogne et dans le Cher, les idées générales n'embarrassent pas les dirigeants du syndicalisme local. Nos compatriotes s'en sont encore moins souciés que les autres. Ils eussent été bien surpris si on leur

leur avait demandé de définir le système économique qui avait leurs préférences.

C'est dire quel étrange chaos régnait dans l'esprit des chefs du mouvement landais. Une action suivie ne peut être ainsi menée à bonne fin. Les syndicalistes landais n'ont visé qu'un but : réaliser leurs revendications. La C. G. T. s'est offerte pour les y aider. Ils se sont enrôlés en foule dans les syndicats.

V. — LA CRÉDULITÉ DU PAYSAN

Une autre cause explique le succès des syndicats révolutionnaires : on a abusé de la naïveté du paysan, agi auprès de lui par la terreur. Le paysan français, né malin, roué, méfiant, à qui l'on n'en remontre pas aisément, est, par moments, étonnamment crédule. Il redoute la puissance occulte mais terrible de certains personnages, croit aux revenants et aux sorcières, à l'esprit malin qui lance des sorts. Il a l'admiration béate de l'« étranger », parfois aussi la phobie. M. Lautier l'a éprouvé à ses dépens. Et si cet étranger flatte ses instincts, il acquiert sa confiance.

C'est ainsi que les ouvriers du Boucau, Viro, Garrabé, Luc, se sont accrédités facilement auprès du paysan. Ils lui ont été représentés comme les envoyés du prolétariat industriel, qui venaient aider fraternellement le prolétariat agricole pour faire la révolution. Le paysan a été de suite convaincu. Les ouvriers cégétistes étaient reçus en triomphateurs : Garrabé, maire du Boucau et secrétaire du Syndicat, parcourait le pays durant les grèves des ouvriers métallurgistes, en camionnette, et les paysans lui

donnaient des légumes pour venir en aide aux frères du Boucau luttant contre le capitalisme. On raconte que Garrabé vendait aux ouvriers les légumes que les paysans lui avaient donnés. Le bétail du pays de Gosse était réquisitionné par les syndicats locaux à des prix inférieurs à ceux du commerce et le paysan, très près de ses intérêts cependant, ne protestait pas. Il envoyait de bon cœur à ses camarades grévistes leur subsistance, car il fallait continuer la grève et la terminer victorieusement. Au jour prochain de la révolte, les métayers seraient secourus à leur tour.

Or, quels étaient ces Viro, ces Garrabé, ces sauveurs à qui se fiaient nos paysans et qui aidaient si efficacement la C. G. T. dans ses entreprises ? Des convaincus, des sincères ? Nous ne le croyons pas. Nous avons déjà fait le portrait de Viro. Il nous faut le compléter. Cet Italien rusé, qui jouissait d'un immense prestige auprès des agriculteurs comme des ouvriers du Boucau, était fort suspect de vénalité. L'adroit gréviculteur avait compris que, dans la lutte contre les bourgeois, un filon inépuisable était à exploiter. La campagne le comblait de présents ; la C. G. T. lui payait, sans doute, de fortes mensualités. M. le Procureur général de Pau a affirmé que des subsides arrivaient directement de Moscou au Boucau pour fomentier les grèves et les soutenir. Les convictions de Viro étaient peu profondes. Un jour, les 300 ouvriers d'une importante maison de Bayonne que nous ne nommerons pas, se mettent en grève. C'est Viro qui les a engagés à protester contre un geste de leur directeur. Depuis un an, ces scènes se renouvelaient fréquemment dans

la Maison. L'industriel, lassé, fit mander Viro et lui dit : « Mon cher ami, il faut cesser vos visites dans mon usine ; pour travailler, le calme et la tranquillité y sont nécessaires. Depuis un an, je ne les ai plus. Ne pourrait-on s'arranger ? » — « C'est évident », répondit Viro. L'industriel, qui porte un nom connu, donna quelques deniers au gréviculteur qui les accepta. Il fit immédiatement appeler les ouvriers qui avaient cessé le travail ; il les tança vertement, et les engagea à secouer leur fainéantise et à reprendre le travail. Il n'y eut plus désormais de grève dans l'usine (12).

Garrabé, maire communiste du Boucau, secrétaire du Syndicat des Métallurgistes, est encore moins sympathique. Durant six mois, de mai à novembre 1920, il a exercé sur le personnel des Forges un empire absolu. Il a manié à son gré les ouvriers dont l'esprit est ouvert cependant, organisé la cessation du travail sans motif aucun, il a prolongé les grèves autant qu'il lui a plu. Garrabé, très mauvais ouvrier, était devenu secrétaire du syndicat avec de belles mensualités. Il organisait des réunions publiques pour entretenir la flamme de ses troupes. Son éloquence avait le don d'exciter les applaudissements particulièrement enthousiastes des femmes. Il conduisait les manifestations, et les gestes de ce petit bonhomme malingre et chétif étaient ponctuellement suivis par le bataillon. Durant la première grève, il partit dans l'Orthe et le Bas-Adour. Nous avons déjà dit qu'il vendait à ses chers administrés les présents

(12) Des témoignages les plus dignes de foi garantissent l'authenticité des faits que nous venons d'avancer.

que les paysans lui avaient offerts. La coopérative de boucherie du Syndicat était alimentée par les paysans qui avaient reçu mission de remplir cet office ; ils l'exécutaient scrupuleusement ; l'union des deux prolétariats, Garrabé l'avait réalisée. Lorsque se termina la seconde grève des Forges du Boucau, en 1920, Garrabé dut rendre compte de la gestion de la coopérative et de la caisse de chômage. Or, un déficit de 7.000 francs s'accusait. Garrabé n'a jamais pu l'expliquer et la veille du jour où le maire du Boucau devait exposer cette situation paradoxale, un incendie mystérieux détruisit les archives de la coopérative de consommation.

Un troisième ouvrier du Boucau s'est occupé de propagande syndicaliste dans le pays d'Orthe et des Basses-Pyrénées. C'est le 3^e auxiliaire que la C. G. T. a tiré du Boucau. Désarméniens, dans sa jeunesse, fut un catholique fervent. Avec cela, très franc, très droit, excellent ouvrier, il travaillait le soir, sa journée finie, et venait assidûment dans un cercle d'études s'instruire des questions sociales. La guerre fit de lui un soldat admirable. Deux magnifiques citations l'attestent. Mobilisé au Boucau ensuite, il fut insensiblement endoctriné et devint un militant décidé, plein de flamme, de générosité. Délégué de la C. G. T., rémunéré par elle, il fut candidat malheureux à la députation dans les Basses-Pyrénées.

Un instant, l'idole du Boucau, depuis un an, il vit retiré à Bayonne, tandis que Viro, expulsé de France, demeure, en ce moment, à Irun, et Lucq et Garrabé, honnis par les ouvriers qui les avaient adorés, ont dû se démettre leurs fonctions municipales.

Tels furent les auxiliaires de la C. G. T. Viro, Garrabé, Marmande, Désarméniens. Le moins que l'on puisse dire, à l'exception de Désarméniens, c'est que la C. G. T. choisit un peu à la légère ses amis.

Ils ont tous prêché la révolution prochaine. Le jour où les métayers syndiqués seraient tout naturellement propriétaires de leurs champs, arrivait. Et d'ailleurs on le leur avait affirmé, ce ne serait que l'achèvement d'une expropriation déjà commencée. Ils étaient déjà en partie les possesseurs du sol qu'ils cultivaient. Auguste Lavielle, métayer à Sainte-Marie, se refusait à partager les produits de son exploitation avec son maître. Devant son attitude, sa propriétaire qui n'était qu'usufruitière du bien, résilia ses droits, et passa la métairie au nu-propriétaire. Voici la lettre que lui adressa Auguste Lavielle :

« Madame, depuis le temps que la même famille occupe la métairie, c'est-à-dire depuis plus d'un siècle passé, l'héritier que je connais au comte, c'est moi. Mais encore, en dehors de cela, Madame, je veux vous désintéresser non plus qu'à votre héritière, je veux vous payer la métairie. Mais Madame, à partir de maintenant, si je travaille la terre, je veux en être le bénéficiaire, alors, Madame, il faut que vous me vendiez la métairie, parce que, comme je vous le dis, si je travaille, je ne veux plus donner rien du tout, parce que je sais absolument que ça me revient... Maintenant, je veux travailler mon capital et passer le restant de ma vie un peu à mon aise et éclairer l'avenir des miens. »

Ce brave Lavielle se déclare co-propriétaire ; il a des scrupules cependant, mais il veut devenir maître absolu de ses champs en donnant une indem-

mité. Tous les métayers en étaient convaincus, d'ailleurs.

Cette illusion est vieille, même dans les Landes. Le 27 janvier 1710, Jean de Moras, laboureur, habitant Hinx, est invité par Jean Dupoy, prêtre, à venir avec lui en la maison de Laborde, de Hinx ; ils y trouvent « Jeanne de Moras qui avertit que l'abbé Dupoy arrivait, lequel demande à la femme du tenancier (de la métairie) la part des grains de la dernière récolte et quelques oysons qu'il avait donné ordre d'engraisser, à quoy elle répartit qu'elle avoit vendu le grain pour payer la taille et capitation en décharge des biens, ce qu'elle luy alléguait de même au sujet des oysons, mais puisqu'il se disait maître pour percevoir la part des dits fruits il pouvoit bien, à l'exemple d'autres propriétaires, souffrir qu'on vendît pour décharger ledit bien, lesdites denrées et qu'il estoit heureux qu'on n'en exigeât pas davantage pour faire les avances desdits fraix, mais que la récolte prochaine promettant beaucoup, il ne devait pas s'en fâcher puisqu'il pouvoit se rembourser et dédommager de tout ce qui avait esté vendu. Toutes ces raysons et allégations ne purent empêcher le sieur Dupoy de s'émouvoir et entrer dans une colère assez vive, faisant mine de lever sa canne pour lui en lâcher quelques coups, mais il en fut retenu par le déposant (Jean de Moras). Cependant avecq la même, comme il la poussa vers la porte et avec des efforts auxquels elle résistoit pour ne pas sortir hors la maison, il la conduisit jusque sur le seuil de ladite porte ». Arrive alors ledit Laugar, mari de ladite Claverie, « avecq un sermeau et un fais d'ozier ». Il crie à Dupoy « qui pouvait le

porter à maltraiter ainsy sa femme et dans ce moment courut sur luy lâchant un coup de sermeau... qui ne porta qu'entre la porte et le meur ». On lui arrache le sermeau. « Alors Laugar prent au col Dupoy le serrant de la main et ledit Dupoy prent ledit Laugar aux cheveux, mais ils feurent d'abord séparés ». Le collet de Dupoy fut déchiré. Jeanne de Moras, habitant Hinx, 25 ans, ajoute : « Dupoy se mit en colère, disant qu'il voulait le mettre dehors puisqu'on ne le recognossait pas pour maître et qu'ils dispoisoient à leur gré de sa part des fruits sans son consentement ». Catherine Bidalle, dite Duprat, 40 ans, ajoute : « Ladite de Claverie luy soutint qu'elle estait maîtresse, qu'elle ne sortirait pas et que ce n'estoit pas luy quy l'avoit mise dans ledit lieu et qu'en luy payant l'intérêt il n'y avoit rien à voir... Ledit Dupoy crioit aussy biahore (?), appelant des témoins et aperçut que ledit Dupoy ramassait sa perruque et son chapeau à terre. Marie de Faurès, 60 ans, habitant Hinx, entendit Dupoy crier « au meurtre, on m'assassine ». On décréta Laugar de prise de corps. »

Le monde n'a pas changé. M. Du Poy possède à OEyre-Luy plusieurs métairies. Lorsque le camarade Larrouy vint dans la commune faire sa propagande syndicaliste, M. Du Poy répondit à ses arguments ; le syndicat de OEyre-Luy eut peu de succès ; un tailleur en devint président cependant, mais les membres étaient peu nombreux. Les métayers avaient ici des conditions aussi bonnes que celles que Larrouy leur proposait ; ils n'avaient donc pas de motif de se mettre en mouvement. A quelques jours de là, M. Du Poy reçut la visite d'un de ses

métayers qui lui tint à peu près ce langage. On était au mois de février 1920 : « Maître, j'ai une faveur à vous demander ; j'ai toujours eu d'excellentes relations avec vous et ne voudrais pas qu'elles cessent. Je désire m'inscrire au syndicat, je désire « m'en mettre ». Vous avez assuré à vos métayers que vous ne verrez dans cet acte aucun signe d'hostilité à votre égard. Mais vous leur appliquerez les conditions de métayage que demande le syndicat. Or, si les choses se passaient ainsi, je serais désavantagé par rapport à ma situation actuelle. Je ne me syndique donc pas en haine de vous ni pour voir ma condition de métayer s'améliorer. Mais vous le savez sans doute, le 1^{er} mai prochain, la grande révolution se fera. Le paysan deviendra propriétaire de ses champs, à une condition toutefois : c'est qu'il fasse partie d'un syndicat cégétiste. Sans cela, il sera chassé de son domaine et un ouvrier de la ville ou un autre paysan viendra prendre sa place. C'est pour devenir propriétaire de ces biens que je me syndique. Vous en serez, de toute façon, exproprié, et je suis convaincu que vous aimerez mieux voir vos champs passer entre les mains de ma famille que vous estimez, qu'en celles d'un inconnu. Nos rapports excellents me permettent de penser que vous ne me refuserez pas ce service. »

M. Du Poy engagea son métayer à se syndiquer ; ils se donnèrent rendez-vous pour le 1^{er} mai. Ce jour-là, rien ne se passa. M. Du Poy revit son métayer qui se contenta de lui dire : « Ah ! comme ils m'ont trompé »

Jacques Bainville (13) a écrit : « Vraie ou non,

(13) Page 8 de la préface au livre de Pietro Gorgolini, « *Le Facisme* » (traduction française : Eugène Marsan).

elle est symbolique l'histoire de ces paysans des Pouilles ou de Sicile qui, parmi leurs médailles bénites, portaient celle de San Lénino, le saint qui partage les terres. » On n'est pas allé jusque-là dans les Landes, mais la bonne foi du paysan a été surprise, on l'a dupé pour l'attirer dans les syndicats révolutionnaires.

A défaut de persuasion, la violence a été employée, la terreur aussi pour enrôler les métayers. Il a suffi de quelques excités dans chaque village — et il y a toujours des mécontents — pour que les timorés se rallient autour d'eux. Les statuts des syndicats portaient tous l'article suivant : « Tout cultivateur ou similaire ou tout membre de sa famille allant travailler ou porter un secours de quelque nature que ce soit au bénéfice d'un cultivateur ou similaire non syndiqué sera passible d'une amende qui sera de 15 francs pour les hommes, 10 francs pour les femmes, jusqu'à concurrence d'une journée de travail. L'amende pour travaux et secours d'attelage sera de 50 fr. et dans les mêmes conditions. » Nulle aide pour les jaunes ou les renards...

C'était rendre les travaux impossibles aux non syndiqués puisqu'à certaines occasions l'entr'aide est nécessaire à la campagne. Or, en cas de contravention aux règlements du syndicat, les amendes auraient plu, car la discipline était implacable. Aussi, dans les rangs du syndicat, tout villageois, quelle que soit sa profession, est tenu d'entrer : l'interdit pèse sur lui sans cela ; défense de lui vendre lait, beurre, poulets, défense de faire pour lui le moindre charroi. Maçons, menuisiers, tailleurs, forgerons, cordonniers se sont donc syndiqués ; une fois ou l'autre, ils ont

besoin des bras, des denrées, des bestiaux des syndiqués. En avril, à Saubrigues, un décret du syndicat défendit à tous ses membres de ne rien acheter, de ne rien boire chez un épicier ou un aubergiste non syndiqués. Mais le tambour-major du syndicat est aubergiste : chez lui, descendent les orateurs du Boucau et de la C. G. T. et il a profité de l'ukase.

Si quelqu'un est malade et non syndiqué, défense d'aller le voir. S'il meurt, défense de creuser sa tombe ; si l'on est son voisin, défense de transporter son corps au cimetière, défense même d'assister à son enterrement. La fraternité socialiste est une douce chose.

On a menacé les non syndiqués de brûler leurs récoltes, d'incendier leurs maisons, de les mettre à mort. Dans son livre sur le *Facisme* (14), Pietro Gorgolini écrit : « On sait que le paysan qui n'obéissait pas au syndicat en était puni. On lui tuait ses bêtes, on lui brûlait son foin, on insultait sa femme, on battait ses enfants, on lui interdisait la porte du pharmacien et celle du médecin, même dans les cas de maladie grave. Il résulte de certains procès-verbaux saisis par les Facistes que plusieurs fermiers ont dû verser des milliers de francs pour mettre fin à cette persécution. On cite même à Cavarzere un paysan soumis à l'impôt socialiste pour avoir empêché sa sœur de se laisser courtiser par un chef de syndicat ». Les Italiens étaient plus énergiques que les Landais et cependant ceux-ci étaient bien décidés.

En mars 1920, à Saint-Lon, la grève des métayers battait son plein. Un syndicat local venait

;(14) Traduction française, p. 83.

de se créer. M. Bellegarde a, dans un quartier de la commune, trois métayers voisins des dirigeants du syndicat rouge. Malgré des instances pressantes, ils ne se sont point syndiqués jusque-là. Quelques jours plus tard, l'un des métayers, Zacharie, se présenta chez son maître pour régler avec lui un compte de cheptel. M. Bellegarde lui demanda des nouvelles du mouvement. « Maître, lui répondit son métayer, c'est bien pénible d'être menacé comme nous le sommes depuis quelques jours. Dimanche dernier, mon voisin Lamarque m'a dit : « Si tu persistes à ne pas te syndiquer, j'incendierai ta maison. J'en ai le droit, d'ailleurs. Le préfet a déjà permis de mettre le feu à un château ». Le camarade syndiqué était, sans aucun doute, de bonne foi, mais la menace d'incendie était claire (15).

(15) A ce sujet, qu'il nous soit permis de citer la discussion qui eut lieu à la séance du matin, le lundi 5 avril 1920, au Congrès de Limoges, à propos d'un rapport sur « l'organisation intérieure du syndicat ». Ce savoureux dialogue s'est engagé :

GROCC. — Camarades, il me semble qu'il vient d'être dit que, dans la vie syndicale, il ne doit y avoir ni amendes ni contraintes. Nous autres, nous venons de nous constituer en syndicat et je suis certain que si nous n'appliquions pas un règlement strict dans notre organisation elle ne marcherait pas. Et la conclusion de ceci, c'est qu'il doit y avoir des sanctions, des amendes pour tous les adhérents qui n'observent pas les règlements.

HODÉE. — C'est là le point de vue d'un métayer. La situation qui est faite aux métayers est tout à fait spéciale. Ces camarades ont mené une action des plus intéressantes. Et c'est grâce à la pression qu'ils ont exercée autour d'eux qu'ils ont réussi. Ils ont même mis des adhésions à 100 francs et ils ont contraint les camarades à s'y soumettre. C'est une affaire de milieu. En principe, nous ne pouvons admettre que dans un syndicat il y ait une obligation quelconque. Quand on ne veut pas satisfaire à une obligation d'après sa conscience, on se retire du syndicat, et c'est tout. Je ne veux pas discuter le point de vue des métayers, mais je l'admets dans leur milieu, puisqu'il leur a réussi. Dans les organisations où ce procédé

Bon gré, mal gré, il fallait donc marcher.

Nous avons démêlé, aussi bien que nous avons pu, l'écheveau serré des causes des troubles. Nous persistons à penser que, malgré leur multiplicité, leur gravité, aucun désordre sérieux n'eût été à déplorer si les pouvoirs publics avaient accompli tout leur devoir.

VI. — L'ATTITUDE DES POUVOIRS PUBLICS

Les pouvoirs publics ont, en effet, des devoirs impérieux à remplir : faire régner l'ordre d'abord, et veiller à l'application des lois existantes ensuite. L'ordre a cessé de régner dans la région agricole landaise pendant plusieurs mois ; les lois existantes : inviolabilité du domicile, respect de la propriété individuelle, liberté du travail, ont été foulées aux pieds, sans que les représentants du gouvernement, préfet, sous-préfet, aient fait les efforts nécessaires pour les rappeler au respect de tous. Pierre Benoît a dit, par ironie, dans un de ses romans, que le lycée de notre département était le plus déshérité de France. La Préfecture des Landes doit avoir semblable réputation. C'est un poste de début, ou un poste de disgrâce, sans doute, et l'on devine l'état d'esprit d'un

sera efficace, il faut l'employer, mais je crois qu'il n'y a pas lieu de généraliser de façon formelle.

SOURBÉ. — Camarades, ce que vient de dire Grocq est exact. En ce qui concerne les gemmeurs des Landes, si nous n'avions pas d'amendes, les syndiqués ne viendraient plus aux réunions. Lorsqu'un mouvement de grève s'établit, il faut agir par contrainte. Nous avons établi des amendes de 25 à 35 fr. et si on ne les appliquait pas, c'en serait fini chez les gemmeurs des syndiqués et des syndicats. Toutefois, je suis partisan de laisser à chaque organisation le soin de régler son service intérieur.

préfet. Il ne désire ardemment qu'une chose : quitter ce pays, en sortir, mais en sortir grandi, pour mériter de l'avancement. M. le préfet Bourrienne est arrivé à ses fins. On lit dans ses notes au ministère de l'Intérieur : « ... s'est dépensé sans compter, au milieu des désordres occasionnés par des propriétaires cupides ; par son tact, a ramené le calme dans une contrée très troublée ». Il a quitté les Landes pour gagner l'Aisne. Son séjour n'y a, d'ailleurs, pas été de longue durée.

Nous ne voulons pas mettre en cause la bonne volonté de M. Bourrienne. Il a essayé, par les moyens qui lui semblaient le plus appropriés, de mettre fin aux troubles en faisant conclure dans le Bas-Adour une convention qui mettait d'accord propriétaires et métayers. Mais, outre que l'accord s'est fait dans les autres parties de la zone agricole par une procédure différente, le Préfet n'eut jamais dû oublier, même au plus fort des désordres, que nul n'est au-dessus des lois. Pourquoi, averti télégraphiquement qu'à Sainte-Marie-de-Gosse le pain était refusé aux propriétaires et aux métayers non syndiqués, n'a-t-il pas agi ? Pourquoi, averti que pareils désordres se passaient à Saint-Laurent, a-t-il conservé sa prudente réserve ? Pourquoi n'a-t-il pas fait remarquer l'illégalité évidente des statuts des syndicats révolutionnaires dont nous avons cité l'article incriminé ? Pourquoi avoir toujours eu une attitude hésitante, avoir interdit les cortèges à Tilh, les avoir tolérés ensuite, pour les interdire une seconde fois ? Pourquoi n'avoir pas pris une attitude nette contre les auteurs de désordres ? Nul besoin, pour cela, de préjuger de la légitimité des revendications des vrais

travailleurs : si bien que le bruit circulait, sans nul fondement, nous le voulons bien, mais non sans apparente vraisemblance, parmi les milieux syndicaux, que « le préfet était avec eux ». L'affaire Bellegarde nous l'a fait voir. A vrai dire, le préfet semble avoir subi l'influence des parlementaires et il n'a vu les événements que derrière leur écran. Pourquoi n'est-il pas allé sur place se rendre compte de la réalité des choses ? Son autorité eut singulièrement été grandie, sa compétence en ces matières aussi. Et M. Bourrienne ignorait tout des Landes. Pourquoi ne pas avoir agi contre Viro, sujet italien, âgé de 35 ans, déserteur, nous a-t-on dit, de l'armée italienne, et qui, par une étrange immunité, n'a jamais cependant été inquiété.

Quant à M. le sous-préfet de Dax, c'était un poète délicat, un érudit. On aime évoquer cet administrateur à épée de nacre, qui semble surgir des contes d'Alphonse Daudet. Mais les contes et la réalité diffèrent. On exige autre chose des détenteurs de la force publique. M. Lhommede a été le pâle reflet de la préfecture. Et cependant, lui aussi, connaissait exactement les troubles. Il n'agissait pas. On se rappelle sa lamentable attitude devant Marmande. On se rappelle aussi que, venu à Saint-Vincent-de-Tyrosse, où les grévistes occupaient la gare, il n'eut pas l'énergie de la faire évacuer. Il faudrait savoir prendre ses responsabilités. Les charges publiques engagent à des devoirs périlleux.

Les syndicalistes ont durement reproché leur attitude au préfet, au sous-préfet, protecteurs des propriétaires, selon eux. Les propriétaires, de leur côté, ne les ont pas moins incriminés de favoriser

les métayers. La question n'est pas là. Libre au préfet d'avoir ses préférences personnelles, mais il y a des lois. Le rôle des pouvoirs publics est de veiller à leur application. Nous avons le regret de constater qu'ils ont failli à leur tâche. Qu'au surplus, les pouvoirs publics s'entremettent entre les parties en présence afin de tenter de les accorder, nous y applaudirons. Mais il ne faut point prétendre subordonner l'application des lois à cette médiation et dire avec M. le Professeur Labescat (15) que, « dès le moment qu'on sollicite la protection des pouvoirs publics, on accepte leur patronage et leur arbitrage », c'est une singulière théorie de droit public. L'application des lois est une chose, la médiation des pouvoirs publics une autre.

CHAPITRE III

LA SITUATION ACTUELLE

Dès les premiers mois de 1921, la tranquillité est revenue dans les Landes. Plus de manifestations tapageuses, plus d'attroupements : les syndicats cégétistes sont tombés dans une inaction absolue, la plupart même sont dissous. Tant il est malheureusement vrai qu'ils n'étaient que des instruments de lutte. Des chefs du mouvement, Viro a été expulsé, Garrabé et Lucq vivent dans l'oubli, Raboutet a cessé sa propagande. Seuls, Marmande, Larrouy, Miremont, Delest demeurent ; mais Delest et la C. G. T. ont eu des polémiques très violentes ; Marmande semble s'être retiré sous sa tente et n'être

(15) *Clairon Républicain* du 13 mars 1920.

plus en communion d'idées qu'avec Delest. Les présidents des syndicats locaux se désintéressent, du moins momentanément, de leur œuvre. C'est le calme après la tempête. Mais, si la surface des eaux n'est plus agitée, le vent peut souffler encore et des vagues furieuses se lèveront.

Il ne faut pas s'y tromper, en effet, une profonde cassure s'est opérée. Propriétaires et colons n'ont pas repris leurs relations amicales. On se rappelle ; la C. G. T. y veille. Son délégué, Larrouy, s'emploie activement à la propagande. Hodée rend de fréquentes visites à Saint-Vincent-de-Tyrosse. Le député communiste Renaud Jean a présidé, en août dernier, le banquet des syndiqués de Biaudos et a parlé à Saint-Vincent-de-Tyrosse. Or, le but des uns et des autres est précis : c'est la révolution sociale. Il faut regrouper, pour cela, les forces un moment dispersées. Comme le dit justement Larrouy, dans le *Travailleur de la Terre* de juillet : « 1923 sera-t-il pareillement une année de lâcheté et d'égoïsme ; ne verrons-nous pas se regrouper les énergies, se manifester un renouveau d'action... A l'œuvre ! 1923 doit voir renaître la vie syndicale autour de notre coopérative qui, cette fois enfin, arrachée des mains des intrigants, sera une de nos meilleures armes pour la conquête du bien-être en attendant que nous ayons renversé le moyenâgeux métayage, symbole de toutes les servitudes ».

Depuis deux ans, en effet, la C. G. T. n'est pas restée inactive. Elle a limité son champ d'action au Bas-Adour, il est vrai, au lieu de l'étendre dans toute la zone agricole. Au milieu des pires difficultés, elle a édifié courageusement, il faut le dire, une

coopérative de consommation à Saint-Vincent-de-Tyrosse. Un dépôt d'engrais, de machines agricoles, une Maison du Peuple, ont été construits également. Le Congrès de Saint-Vincent, des 6 et 7 juin 1920, l'avait décidé. On y avait aussi envisagé la création de Mutuelles d'assurances pour la mortalité du bétail, ce qui, au reste, existe dans tous les villages. On avait étudié également l'organisation de groupements pour l'achat en commun de certains instruments aratoires. Ensemble de mesures excellentes, mais qui étaient un moyen, non une fin. « C'est en arrachant à la réaction capitaliste son autorité dans les œuvres agricoles, en complétant notre action revendicatrice d'une action économique nouvelle que nous supprimerons les artificielles divergences que l'on a créées entre le monde ouvrier et le monde paysan », écrit-on dans le *Travailleur de la Terre* (1). Il s'agit donc d'attirer à soi le paysan, faire des organisations économiques, des centres de propagande syndicaliste révolutionnaire. Il faut pénétrer le paysan de l'idée de lutte de classes. Larrouy, délégué de la C. G. T., est devenu directeur de la coopérative.

Le calme actuel n'est donc qu'apparent. On sème le vent pour récolter à nouveau la tempête. On la fera souffler en temps opportun. Selon les conseils de Jouhaux, lors des prochaines élections législatives, et ceci se passera aisément. Les motifs de mécontentement ne manqueront pas dans la zone agricole tout entière. Les griefs des paysans sont nombreux et ils ne sont pas tous injustifiés.

(1) Décembre 1922.

Etudions successivement la situation actuelle :

1° Dans le Bas-Adour, où les troubles étaient terminés en mars 1920 par l'accord de Dax qui satisfaisait les revendications des métayers ;

2° Dans le reste de la zone agricole, où les désordres avaient pris fin par ententes particulières entre chaque propriétaire et leurs colons.

1° La situation actuelle dans la région du Bas-Adour

Deux jours après la signature de l'accord du 11 mars, M. le Professeur Labescat écrivait : « Pour que le pacte de Dax soit plus et mieux qu'une trêve, il ne suffit pas qu'il soit consigné sur un papier officiel et strictement observé dans sa lettre. Il faut que s'effacent dans les cœurs les préventions et les colères de la veille ». La convention de Dax faisait donc naître de grandes espérances. Les paysans y voyaient la loi nouvelle, la loi de Dax, selon leur expression, qui bouleverserait le droit coutumier, qui le remplacerait et donnait pleine satisfaction à leurs désirs. La paix était donc scellée sur ces bases. On allait tout oublier. L'union se referait.

Il n'en fut malheureusement rien. En avril-mai 1920, le pays tout entier, et Paris en particulier, furent troublés par de violentes secousses révolutionnaires. Elles eurent leur contre-coup dans les Landes lointaines. Un état d'esprit de haine persistait. L'affaire des congés vint le surexciter. Quand on traverse le pays, que l'on questionne les paysans, il est aisé de lire sur le visage de certains d'entre eux, des chefs écoutés et obéis, une irritation contenue mais profonde. La haine est restée au fond des cœurs.

L'accord de Dax, facteur de paix, a été, au contraire, la source inépuisable d'où jaillissent sans fin, les malentendus. Ce mauvais instrument a manqué son but, il faut le reconnaître franchement et en chercher les raisons. Elles sont multiples. L'accord de Dax est un simple compromis, trop hâtivement rédigé ; certaines de ses solutions sont peu réalistes, en régression parfois sur l'état de choses ancien ; l'accord n'est pas applicable à tous les propriétaires ; parmi ceux auxquels il s'impose, certain ne l'observent pas ou ne l'observent plus, et les métayers contribuent eux-mêmes à cet état de fait.

1° *L'accord est un simple compromis.* — Lorsque deux prétentions sont opposées et que les parties sont en présence, elles diminuent l'une et l'autre leurs exigences premières afin d'aboutir à un accord. C'est ce que l'on appelle un compromis. A Dax, les métayers ont singulièrement modéré les revendications consignées dans la lettre de Miremont, base des discussions de la commission mixte. Pour avoir peu, les métayers ont-ils demandé beaucoup ? Est-ce habileté de tactique ? Peut-être. Néanmoins, les délégués des paysans se sont résignés à regret à pareille composition. Le 6 mars 1920, Larrouy, devant une réponse peu catégorique des propriétaires, déclarait que « les métayers ne se considèrent plus comme liés vis-à-vis des propriétaires par les concessions qu'ils ont faites une heure avant et maintiennent leurs revendications premières ». Les propriétaires, de leur côté, ont dû, à plusieurs reprises, faire d'importantes concessions. Il y a loin de la proposition présentée par M. d'Avezac, dans la soirée du 4 mars,

à la convention définitive. De plus, les propriétaires ont mal accepté de se voir arracher les nouvelles conditions. Ils déclarent avoir été contraints à les signer et il en coûte toujours davantage de céder par nécessité ce qu'on eut pu donner de bon gré. Telle est, d'ailleurs, la destinée des compromis. Ils ne satisfont personne. Les uns regrettent d'avoir trop peu obtenu, les autres d'avoir trop peu résisté.

2° *L'accord de Dax a été trop hâtivement établi.*

— En six séances, longues il est vrai, dont quelques-unes se prolongèrent très avant dans la nuit, la commission mixte a modifié profondément le coutumier du métayage. Travail singulièrement délicat que le sien. Il exige du discernement, du tact, de la mesure. Or les délégués n'ont pas assez mûri leur œuvre. Il eut fallu étudier, en toute sérénité, les problèmes qui se présentaient, et l'on a simplement cherché des solutions pour mettre fin rapidement aux troubles de plus en plus graves qui éclataient. Nul n'avait la liberté d'esprit qui eût été si nécessaire. On a mal posé les questions et partant on les a mal résolues. Dans leur désir de modifier à tout prix les conditions anciennes, les délégués n'ont pas assez tenu compte des traditions locales, fruit de l'expérience des siècles passés. Ainsi l'article 19 de la convention porte : « Les dispositions ci-dessus entreront en vigueur à partir de ce jour (11 mars). La régularisation des baux et les opérations consécutives auront lieu avant le 15 mai 1920 ». C'est une pure stupidité. L'année agricole part, le plus souvent, du 11 novembre. Pourquoi ? Parce qu'à cette époque, l'hiver arrive et le cycle de la production est révolu. C'est le point de transition, le moment

où, avec le moins de heurts, on peut proposer des bases d'actions nouvelles. Mais, appliquer des conventions au 15 mai, en pleins travaux des champs, en pleine période d'élevage, c'est vouloir modifier le mécanisme d'une machine non lorsqu'elle est au repos, mais pendant son travail. Avec Larrouy, nous dirons que cette œuvre est donc « de médiocre valeur » (2), médiocre jusque dans la rédaction des articles. Le sens en est confus le plus souvent. L'art. 18 et les discussions violentes qu'il a soulevées en est la preuve. Et cependant, c'est un juriste, M. Delest, qui fut, selon l'expression même de M. Hodée (3), « le rédacteur moral de ces clauses ».

3° *Certaines des clauses sont regrettables* : les unes sont peu réalistes, d'autres marquent une véritable régression sur les conditions anciennes.

Telle est l'unification des conditions de métayage pour des régions différentes et pour toutes les métairies d'une même région. M. le Professeur Labescat (4), cherchant un principe de conciliation entre les droits du capital et les revendications du travail, disait : « Ce principe, nous avons pensé le trouver dans la coïncidence des demandes formulées par les syndicats et les concessions déjà consenties dans les régions voisines ». Cette unification des conditions sur les bases des contrats les plus favorables est, selon nous, impossible : le partage au tiers, aisément admis dans le Maremne, pays mixte, à la fois forestier et agricole, ne peut convenir en Gosse, pays essentiellement agricole et cependant voisin. On peut

(2) *Travailleur de la Terre*, septembre-octobre 1921.

(3) *Travailleur de la terre*, mars-avril 1921.

(4) *Clairon Républicain* du 17 janvier 1920.

invoquer l'exemple d'une concession accordée dans des métairies d'une région semblable, en tirer argument, mais on ne peut comparer deux régions différentes quant à leur production. Aucune commune mesure entre elles. Aucune assimilation n'est donc possible. D'ailleurs, les délégués l'ont compris, L'unification n'a pas été complète. L'accord a consacré pour le Maremne le partage des céréales au tiers ; pour le Gosse, les Lannes, la cinquette a triomphé ; mais on a unifié les conditions du Gosse, du Seignanx et des Lannes. C'est encore une faute. Ces régions, très apparentées, ont entre elles de sensibles différences. Il eut fallu mouler les conditions sur l'exacte connaissance des divers pays et par des conditions identiques, marquer leur ressemblance comme par des variantes, marquer aussi les différences qui les séparent. C'est ce qu'avait parfaitement compris M. d'Avezac de Castera. Le 4 mars, il avait présenté, devant la commission mixte, un plan détaillé des sous-divisions qu'il y avait lieu d'établir dans le Bas-Adour. Pour chacune d'elles, il suggérait un contrat de métayage calqué sur les réalités économiques. Les délégués des métayers, esprits positifs, avaient accepté ces propositions basées sur l'exacte connaissance des choses. Mais M. André Delest opposa une fin de non-recevoir. Il regroupa, d'ailleurs, autour de lui, l'unanimité de la délégation paysanne. Le chef de la délégation avait craint probablement que les métayers, n'ayant plus les mêmes intérêts, ne fussent plus unis dans leur action. Crainte peu fondée, car si les paysans n'obtenaient pas tous les mêmes conditions, tous voyaient leur sort s'améliorer cependant.

Au lieu que l'unification des baux à colonat partiaire si peu logique a créé les pires inégalités et a conduit à des conséquences parfois déplorables. Voyons l'article 7 de la convention. Le métayer a droit de tenir trois porcs ; au-dessus de ce chiffre, ces doux animaux feront partie du cheptel ; donc, ils seront partagés aux deux cinquièmes. Les nombreux métayers qui, avant 1920, avaient 7 et 8 cochons, de qui le maître n'exigeait qu'un jambon, seront contraints, à l'avenir, à partager avec lui les $\frac{2}{5}$ au-dessus de trois têtes. Ils donneront plus qu'avant et alors ils n'ont plus intérêt à faire de l'élevage intensif. Au lieu de huit têtes, ils n'en conserveront que trois. Le marché sera moins bien approvisionné.

Dans le Maremne, les bénéfices du bétail étaient la propriété du métayer. Le maître n'y avait, en général, aucun droit. Désormais, les $\frac{2}{5}$ des bénéfices lui sont dus. Singulière conséquence, n'est-il pas vrai ? Cette clause aboutit ainsi à une régression par rapport aux conditions anciennes. Ce n'était point là le désir des métayers.

4° *L'accord n'est pas applicable à tous les propriétaires.* Nous avons exposé les conditions obscures et confuses dans lesquelles furent nommés les délégués des propriétaires. L'intention des pouvoirs publics était excellente : constituer des syndicats communaux qui réuniraient tous les propriétaires de la localité, les inviter ensuite à nommer des délégués pour les représenter aux délibérations de la commission mixte. La procédure adoptée semblait logique.

Les syndicats ont été créés, mais ils n'ont

pas englobé tous les propriétaires. Au surplus, les délégués à la commission mixte n'ont pas tous eu la précaution d'exiger une procuration écrite des propriétaires qu'ils représentaient. Vis-à-vis des non syndiqués ou de ceux qui n'ont pas ratifié la convention entre le 6 et le 11 mars en approuvant l'attitude de leurs mandataires, l'accord de Dax est nul et non avenue. Les métayers peuvent demander les bénéfices de cette nouvelle convention, mais elle ne s'impose pas juridiquement à leurs maîtres. Ceux-ci peuvent leur répondre : « Nous ne sommes nullement décidés à modifier les clauses des baux. Nous n'avons donné à personne mandat de nous représenter ; nous n'avons pas ratifié la convention. Nous avons, par conséquent, le droit de fixer telles conditions qu'il nous plaît. Notre titre de propriétaire nous y autorise ; libre au preneur, d'ailleurs, de les accepter ou de les rejeter ». Le métayer syndiqué, qui espérait voir les conditions nouvelles s'appliquer automatiquement, ne l'a pas entendu ainsi. Il a crié à l'infamie ; il a parlé de chiffon de papier, de reniement de signature. Mais le cas était net cependant. Le papier n'a pas été signé, le propriétaire n'a pas eu à le déchirer, ni à renier un paraphe que jamais il n'avait donné. Le tribunal de Dax, devant lequel pareilles affaires ont été portées, a déclaré qu'en l'espèce, l'accord de Dax ne s'appliquait point. Voici, par exemple, le jugement rendu le 25 novembre 1920 :

« Attendu que Dominger occupe, en qualité de colon la métairie de Lucq qui appartient à Laborde et qu'il n'est pas contesté qu'aux termes des conventions qui existaient entre

parties, le partage du vin en récolte sur la métairie s'était toujours fait par moitié.

« Attendu que, pour la récolte de 1920, Dominger se basant sur un accord intervenu le 11 mars 1920 entre les délégués de certains propriétaires et métayers, on a fait le partage dans les proportions suivantes : $\frac{2}{5}$ pour le propriétaire ; $\frac{3}{5}$ pour le métayer ;

« Attendu que Laborde alléguant qu'il n'a pas été partie dans cette convention du 11 mars 1920 et qu'elle ne lui est pas opposable, a assigné Dominger devant ce tribunal en paiement de 5.000 francs à titre de dommages-intérêts pour inexécution des conventions intervenues entre parties ;

« Attendu que l'absence de toute preuve ou commencement de preuve par écrit établissant que Laborde fait partie du Syndicat des propriétaires qui ont souscrit l'accord du 11 mars 1920, il y a lieu de dire que le partage de la récolte du vin sera fait, pour l'année 1920, dans les mêmes conditions que dans le passé, c'est-à-dire par moitié ;

« Par ces motifs, le Tribunal.... dit que le partage sera fait par moitié. »

Ce raisonnement est irréfutable du point de vue juridique. La C. G. T. a vigoureusement protesté contre ces jugements. Elle en a contesté la valeur, d'abord, mais depuis 1920 son opinion semble s'être modifiée sur ce point (5). M. Hodée a écrit (à propos de M. Delest) :

« Lui, avocat et homme d'affaires, fut le rédacteur moral des clauses et c'est au procès-verbal des réunions de la commission, aux déclarations de Delest, que le tribunal s'est référé pour donner tort au métayer. Le 19 janvier, provoqué par un témoin, et devant le tribunal réuni, le président déclara : « Votre convention est nulle, parce que vous n'avez

(5) Page 2 du *Travailleur de la Terre*, de mars-avril 1920.

pas fait valoir les clauses en temps et lieu. La faute vous en incombe ; si vous n'aviez pas eu un politicien dans votre sein, il n'en serait pas ainsi ». En effet, et de multiples procès-verbaux, actuellement au dossier, en font foi : Delest a systématiquement reculé les décisions prises par les syndicats, et qui consistaient à faire signer, avant le 18 mai, des baux écrits de trois ans. Le délai passa, les congés se mirent à pleuvoir (6). »

Nous lisons encore :

« Les métayers du Lot-et-Garonne, récemment révoltés, ont pris leurs précautions dans leur cahier de revendications et dans la procédure adoptée pour les faire aboutir, pour que tous les propriétaires s'engagent ». Et plus loin : « Nous ne voulons pas être dupes de quelques délégués propriétaires signant pour l'ensemble des syndiqués qui se récuseraient au moment de l'application. »

Sans doute, la leçon des Landes a porté ses fruits. Une législation qui oblige à de telles précautions, qui consacre un droit de propriété individuelle aussi absolu, aussi complet, est-elle critiquable ? Les propriétaires récalcitrants ne devraient-ils pas être obligés de se soumettre ? Voilà le problème. Nous l'examinerons plus loin.

5° *Certains propriétaires qui devraient respecter les clauses de l'accord ne l'ont jamais appliqué ou ont cessé de le faire.* Si certains propriétaires fonciers n'étaient pas tenus d'appliquer les clauses de la convention de Dax, plus nombreux étaient ceux qu'elle liait. Tous les délégués, tant des propriétaires

(6) Dans le *Travailleur de la Terre* de septembre-octobre 1921.

que des métayers, avaient reçu de leurs commettants pleins pouvoirs pour négocier un accord. Bien plus, le 6 mars, la commission mixte, très prudente, avait voté à l'unanimité l'ordre du jour suivant :

« La commission mixte des propriétaires et des métayers a adopté les conditions proposées par la délégation des métayers sous réserve de leur ratification par les mandants des deux parties dans un délai expirant le 11 mars, à 14 heures, à la sous-préfecture. »

On organisait donc un referendum et, du 6 au 11 mars, tous les délégués eurent les loisirs d'exposer à leurs mandants les résultats de leur mission. Ils demandèrent pleins pouvoirs pour sceller définitivement l'accord, ce qui leur fut donné par écrit. La convention du 11 mars liait donc mandatés et mandants. Ils étaient libres d'y souscrire ou de se récuser. Mais leur signature une fois posée, ils s'engageaient à suivre les clauses du pacte. Les métayers acceptaient avec joie la chose. De sérieux avantages en résultaient malgré tout pour eux : conditions plus favorables du partage des céréales, plus grande part sur les bénéfices du cheptel, suppression des redevances et des corvées. Les semences seraient fournies pour partie désormais par les propriétaires. Une bête de trait devenait maintenant propriété exclusive du cultivateur. Toutes ces clauses nouvelles étaient des avantages. Les propriétaires se résignaient à regret peut-être à conclure des baux sur ces bases, mais les contrats étaient librement consentis et nulle cause n'en venait vicier la validité. Selon les prescriptions de l'article 19, les baux devaient être passés avant le 15 mai sur ces bases nouvelles.

L'article premier disait : « Des baux écrits dans lesquels seront insérées les clauses du présent accord devront être substituées aux contrats verbaux et aux usages locaux qui font actuellement la loi des parties. Ces baux auront au minimum une durée de trois ans, à moins d'entente contraire entre les parties. »

Et cependant, des signataires de l'accord, des délégués des propriétaires même, se sont catégoriquement refusés à tenir leur parole. Le danger passé, le calme rétabli dans le pays, ils ont prétendu que ces concessions leur furent arrachées par la force. Que leur consentement n'était pas libre et que la théorie des actes juridiques avait lieu de s'appliquer ici. Au surplus, ajoutaient-ils, le droit de propriété n'est-il pas absolu ? Ne peut-on pas disposer de son bien comme on l'entend ?

Ces raisons sont extrêmement faibles. Certes, la législation française, respectueuse des principes contenus dans la Déclaration des Droits de l'Homme, attribue un droit de propriété complet au possesseur légitime d'une chose. Mais, si le propriétaire de la chose consent librement à ne disposer de sa chose pendant douze années qu'avec certaines restrictions qu'il s'impose, son engagement est valable. Le droit absolu se mitige par sa propre volonté. Et par sa volonté libre, car nul ne soutiendra sérieusement que l'intimidation dont arguent certains propriétaires fut si grande qu'elle rendait nuls les engagements pris.

Les métayers, à notre sens, auraient été fondés en droit à contraindre même judiciairement leurs maîtres à respecter l'accord. Les paysans n'ont pas agi cependant ; ils ont craint que les propriétaires

ne se vengent en leur signifiant congé, sauf à prendre un autre colon, qui, malgré ses droits certains, eut accepté les anciens usages que le propriétaire voulait maintenir. Un ancien haut magistrat, auteur d'un ouvrage de droit public très savant, a soutenu la thèse de la nullité de l'accord de Dax avec d'autres arguments :

« L'obligation pour le propriétaire d'un fonds de ne le donner à bail que sous la condition de certaines redevances, de certaines abstentions, de certaines limitations, au profit d'une catégorie de personnes, constitue au préjudice de ce fonds une altération un démembrement du droit de propriété et, par conséquent, une servitude personnelle. Il en existait beaucoup de telles dans l'ancien droit, telle propriété devait, quel qu'en fût le détenteur, fournir tant de boisseaux de blé au monastère voisin ou au représentant d'une famille d'anciens propriétaires ; ou bien le propriétaire était tenu à quelques obligations de faire ou de ne pas faire... Les lois de la période intermédiaire suivies par le Code civil ont aboli les servitudes personnelles, c'est-à-dire sur un fonds au profit d'une personne. Les servitudes ne peuvent exister aujourd'hui que sur un fonds au profit d'un autre fonds. Ces principes posés, si, liés par le pacte du 11 mars 1920, je ne puis, moi ou mes ayants cause à un titre quelconque, donner ma terre à bail à métayage que sous certaines réserves, si, par exemple, je ne puis augmenter la part qui me revient en nature, si je ne puis me faire remettre le nombre de volailles qu'il me plaira ou partager les porcs, etc., etc., il est bien certain que je n'ai plus sur ma terre qu'un droit de propriété amoindri, diminué, démembré. En un mot, elle est grevée d'une certitude personnelle, ce qui est contraire au droit civil. »

Il n'est point douteux que l'accord de Dax semble ressusciter les servitudes personnelles. Mais, ces servitudes ont-elles jamais cessé d'exister dans les

Landes ? En droit, oui, mais en fait ? Nous ne le croyons pas. Quand un propriétaire foncier passe un bail avec un métayer, impose-t-il des conditions arbitraires au preneur de son fonds ? Théoriquement, il le peut, à la condition que l'autre partie les accepte. Mais, en réalité, le maître respecte les usages locaux, et suit les conditions que la coutume a consacrées. Ces conditions qu'il peut transgresser théoriquement s'imposent à lui et il les applique. L'accord de Dax n'a eu d'autre but que de réformer les conditions des coutumes locales régissant le métayage. Ils les a adoucies, il les a modifiées, il n'a rien fait de plus. Déjà, avant lui, le droit du propriétaire foncier landais n'était pas absolu. Il était limité par les bornes que fixaient les coutumes locales. Ces bornes, l'accord de Dax les a resserrées.

Et, d'ailleurs, les servitudes personnelles seraient-elles rétablies théoriquement, le droit de propriété subirait-il cette mutilation, contraire au droit civil, sans doute, mais qui arriverait après bien d'autres, depuis cent ans, que nous y applaudirions. La limitation du droit de propriété augmenterait les prérogatives du métayer. La théorie du double domaine serait rétablie jouant en sens inverse, donnant au métayer des droits sur le bien du maître, et ce serait excellent.

Les propriétaires qui avaient envoyé des délégués à la conférence de Dax auraient dû appliquer l'accord du 11 mars. Juridiquement, ils y étaient tenus. Leur attitude est, au surplus, peu habile. Faire des concessions quand l'orage gronde, ne plus se rappeler qu'on les a consenties lorsqu'est revenu le soleil, c'est souhaiter de voir les nuages s'amonceler de nouveau.

Très nombreux encore sont les propriétaires qui, après avoir, durant trois ans, respecté les clauses de Dax, semblaient vouloir, dès le 11 novembre dernier, rétablir les anciens usages. Le métayer, ici encore, n'a qu'à s'incliner. S'il se refusait à accepter l'état de choses nouveau, le propriétaire, usant de sa prérogative indiscutable, lui donnerait congé ; il n'aurait qu'à quitter sa terre. Le maître trouverait pour cultiver ce bien, surtout si la métairie est bonne, un colon qui accepterait ses volontés.

Mais les propriétaires ont prétendu agir ainsi sans nullement fausser l'interprétation des lois. L'article premier de l'accord le leur permet, prétendent-ils (cf. l'article premier). Des baux ont été passés pour une période de trois ans, ce temps révolu, en revenant aux vieux usages, n'usent-ils pas de leur liberté d'action, du droit de disposer de leur bien comme ils l'entendent. L'accord de Dax ne les paralyse plus...

L'argument est sans portée. L'art. 20, qui complète l'article premier, s'exprime ainsi, en effet : « La présente convention aura une durée minimum de 12 ans, les baux pouvant lui assurer une durée supérieure. » Ce qui signifie donc : des baux écrits seront passés entre les contractants qui, jusqu'alors, étaient liés par des contrats verbaux et ces accords respectant les bases posées à Dax, auront une durée d'application de trois ans au moins. A ce terme, ils devront être renouvelés et, pendant neuf ans encore, les propriétaires ne pourront enfreindre les conditions sur lesquelles s'était faite, en 1920, l'unanimité dans les délégations de la Commission mixte. Nous ignorons si, le 11 novembre dernier, les propriétaires dont nous parlons ont exécuté leurs intentions.

Il serait intéressant de savoir si les tribunaux acceptent cette interprétation de l'accord de Dax.

Si telle est la situation, les colons y ont, au reste, leur lourde part de responsabilité.

5° *Certains métayers ont violé aussi l'accord de Dax.* Ils l'avaient accueilli avec faveur ; c'était à leurs yeux une loi intangible, elle devenait une sorte de Déclaration des droits des métayers du Bas-Adour. L'abolition des anciens usages venait d'être consacrée, on se réveillait d'un cauchemar, une ère nouvelle s'ouvrait.

Nous avons déjà montré les défauts de ce pacte, les circonstances les aggravèrent. Des clauses se tournaient contre l'intérêt des paysans. L'alinéa 3 de l'article 7 décide que si, dans une ferme, le troupeau d'oies, de dindes, se compose de plus de vingt têtes, au-dessus de ce chiffre, le troupeau sera du cheptel. Nous ne savons jusqu'à quel point les habitants de Saubusse, de Rivière acceptent avec satisfaction cet état de choses. Dans les immenses communaux de ces villages, chaque ferme entretient de nombreux troupeaux : au lieu de donner comme redevance quelques têtes d'oies, les voici donc tenus à céder les 2/5 de la partie du cheptel du troupeau.

L'article 6 a été la cause de graves mécomptes également ; il a suscité des difficultés insurmontables. Avant 1920, les baux à cheptel étaient de deux sortes principalement. Dans la région du Maremne, le métayer était propriétaire de son bétail et en disposait comme il l'entendait ; ses bénéfices étaient pour lui seul ; il supportait seul les pertes ; le maître percevait une indemnité de 70 francs par an. Ailleurs, c'était le bail à cheptel

simple (art. 1804 Civil). Parfois, mais rarement, l'article 1818 trouvait son application. L'article 6 est venu dire : « Le capital nécessaire à l'achat du bétail sera fourni, après entente, entre le propriétaire et le métayer, soit en entier par le propriétaire, soit en participation entre eux, et les bénéfices seront partagés, au moment de la vente, dans les conditions ci-après : $\frac{3}{5}$ pour le métayer, $\frac{2}{5}$ pour le propriétaire lorsque le capital sera fourni en entier par ce dernier. Dans le cas où le métayer participerait à la fourniture du capital, le propriétaire le créditerait de l'intérêt à 5 % du montant de sa participation, les pertes seront partagées entre les parties dans les mêmes proportions que les bénéfices. Le bétail pourra être soumis à une expertise en fin d'année, permettant de faire rentrer les bénéfices après entente entre les parties. Les saillies, opérations, frais de vétérinaires, primes d'assurances-bétail, etc., seront payées dans les mêmes proportions que celles fixées plus haut pour le partage des bénéfices. Le métayer pourra disposer d'une bête de trait pour son usage personnel... Le métayer pourra faire les travaux avec ou sans bétail en dehors de la métairie moyennant que les travaux de la métairie n'en souffrent pas, etc... »

La condition du métayer du Maremne est-elle changée par l'accord ? Va-t-il être obligé de faire participer le maître à l'achat du bétail et va-t-il partager les bénéfices avec lui ? Première difficulté. Pour le métayer lié jusqu'alors par le bail à cheptel simple ou le bail à moitié, tout semblait être bénéfice dans le nouveau système. En effet, l'alinéa 3 dit que le colon dont l'argent se trouvera investi dans

le capital-cheptel recevra désormais pour cela un intérêt qu'il ne touchait point encore. Sa part des bénéfices sera augmentée. Le métayer que régissait, avant 1920, l'article 1804, demandera l'expertise pour toucher sa part de bénéfices sur l'augmentation de capital subie par le cheptel depuis le jour où il est entré dans la métairie.

Supposons que, en 1900, le jour où il a pris possession de la terre et de l'étable, le maître lui ait confié un cheptel d'une valeur de 1.000 fr. ; le 11 mars 1920, l'estimation évalue à 11.000 fr. la valeur de ce capital-cheptel. Il y a donc 10.000 fr. de bénéfices à partager, 5.000 iront au métayer puisqu'on liquide l'ancien bail pour repartir sur d'autres bases ; le propriétaire peut ou rembourser les 5.000 fr. au métayer ou lui permettre de laisser cette somme sur le bétail ; pour cela, il lui en versera l'intérêt, soit 250 francs. Le métayer a gagné dans ce cas. De même, s'il est co-propriétaire du bétail, il recevra désormais intérêt de son argent.

Et pour l'avenir, les bénéfices vont se partager aux $\frac{3}{5}$: la part du métayer augmente donc encore. Mais l'accord de Dax, l'article 6 principalement, reposait sur une fragile hypothèse : l'espoir d'une hausse constante de la valeur du bétail. Il supposait que ce serait toujours des bénéfices que l'on partagerait, que jamais des pertes ne seraient enregistrées. Or, 1920 marque la hausse extrême des cours des produits agricoles ; depuis lors, la baisse a été constante, en sorte que ce ne sont pas des bénéfices qu'il a fallu se partager, mais un déficit qu'il a fallu subir. Sur quelles bases ? L'alinéa 4 de l'article 6 nous renseigne là-dessus : « Dans les mêmes pro-

portions que les bénéfices », soit $\frac{3}{5}$. Reprenons donc notre exemple. Le 11 mars 1921, le propriétaire, en payant les 250 francs échus, fait procéder à une nouvelle estimation du bétail pour savoir si la valeur du cheptel a augmenté ou diminué depuis l'année passée. Nous savons que c'est d'une diminution qu'il faut parler. Supposons que la valeur du cheptel soit tombée à 6.000 francs ; le propriétaire perd donc 2.000 francs, le métayer 3.000 francs. Le colon perd 3.000 sur les 5.000 qu'il avait : le propriétaire ne doit plus que 100 francs de rente. L'année suivante, nouvelle estimation, le 11 mars 1922, le métayer veut quitter la métairie ; on constate une diminution nouvelle de 2.000 francs, le propriétaire perd 800 fr., le métayer 1.200. L'étable vaut 4.000 francs et le propriétaire, versant 800 francs au métayer, se rend maître de tout le bétail. Qui a gagné au nouvel état de choses ? Avec l'ancien régime, le capital initial étant de 1.000 francs, l'estimation, en 1922, donnant 4.000 francs, il y avait 3.000 francs de bénéfices, soit 1.500 pour le métayer. Avec le nouveau système, le métayer reçoit 250 fr., rente de la première année ; 100 francs, rente de la deuxième année et 800 francs ensuite, soit au total 1.150 francs, c'est-à-dire 350 francs de déficit par rapport aux 1.500 francs qu'il eut reçus selon la coutume locale.

Il convient de remarquer aussi que, si les bénéfices se partageaient aux $\frac{3}{5}$, la charge des propriétaires devenait trop lourde, vu la hausse croissante des produits agricoles. En effet, soit une paire de bœufs valant 1.000 francs en 1914 ; le métayer les vend 3.000 francs en 1916, ce qui lui donne 1.000 fr.

de bénéfice ; il reste 2.000 francs pour le maître. Mais pour acheter une nouvelle paire de bœufs, le patron devra les payer 3.000 francs au moins, il doit donc déboursier 1.000 francs. Avec ce système et en supposant qu'une hausse persistante dure plusieurs années, le propriétaire irait droit à sa ruine.

De leur côté, les métayers ont parfaitement vu les conséquences de l'article 6. L'accord tournant à leur désavantage, qu'ont-ils fait ? Ils ont tout simplement renié à leur tour leur signature et ont prié leurs collaborateurs de revenir aux anciennes coutumes. Ils ont donc déchiré eux-mêmes un accord qu'ils voulaient, quelques mois avant, imposer par tous les moyens aux propriétaires récalcitrants.

Mais il y a mieux encore. Sur plusieurs points, l'accord de Dax apportait une amélioration certaine au sort du métayer. L'article 2, par exemple, offrait un avantage évident : quelle que soit la quantité de grain récoltée, la part qui revenait au colon était désormais au moins égale à celle qu'il prélevait auparavant et souvent plus grande. Des métayers y ont renoncé volontairement. Ces cultivateurs exploitaient des terres exiguës, ils ont envié des fermes plus vastes. A condition égale, des champs plus grands leur rapporteraient davantage : pour en évincer les occupants, ils sont allés clandestinement proposer au propriétaire de travailler les biens aux conditions du coutumier ancien. Les propriétaires sont des hommes ; ils sont intéressés et n'ont pas hésité à donner congé à leurs colons qui exploitaient aux termes de l'accord de Dax, pour accueillir des paysans qui consentaient à supporter, au moins momentanément, ces anciens usages. Le fait s'est

produit fréquemment : à Sainte-Marie-de-Gosse, un membre influent du syndicat cégétiste vient un jour trouver un colon qui cultivait une excellente métairie. Son propriétaire se refusait à accepter la convention du 11 mars. « Tiens bon, lui dit-il, le syndicat est incorruptible ; ses membres sont solidaires. Menace le maître de t'en aller et si, par malheur, il voulait te congédier, dis-lui que la ferme resterait vide. » Le métayer, confiant et naïf, se rend chez son maître et lui expose qu'il ne travaillera plus qu'en respectant l'accord de Dax. « Au reste, lui dit-il, aucun syndiqué de la commune n'acceptera des baux passés sur d'autres bases. » Et, ravi, le brave homme, devant son conseiller, va faire le récit de sa démarche. Celui-ci, aussitôt, revêt son costume des jours de fête et court se présenter au propriétaire en lui disant : « Un tel refuse vos conditions, moi je les accepte. »

Nous ignorons s'il y a, à l'heure présente, une seule métairie du Bas-Adour où soit strictement respectée la convention de Dax.

2^e Région. — *Chalosse, Brassinx, Lannes, Orthe, Marsan, Tursan.*

Dans cette zone, des accords collectifs n'ont pas été passés. Les propriétaires se sont refusés à s'engager dans la procédure des commissions mixtes. Au lieu de s'aboucher avec les syndicats cégétistes, ils se sont directement entendus avec leurs métayers respectifs, pour modifier les contrats du colonat partiaire. Beaucoup ont maintenu leurs conditions antérieures. La dîme existe encore dans certains villages de Chalosse ; aussi le partage par moitié, les lourdes

redevances, dans le Marsan, dans les cantons de Grenade, Villeneuve-de-Marsan. Le mécontentement couve donc là encore. Il explosera. Comme le dit le *Travailleur de la Terre* de juin 1920 dans son appel aux métayers : « L'action syndicale n'a cependant pas rayonné sur toute l'étendue de la région landaise, où les métayers courbent l'échine sous l'oppression des maîtres du sol ; le but que nous poursuivons n'est pas encore atteint, le triomphe du prolétariat n'est pas encore réalisé. » La cordialité dans les rapports a cessé de régner ; là où les troubles ont été violents, la haine n'est pas tombée ; ailleurs, elle se rallumera. A quel moment ? Lors des élections législatives prochaines si, comme il apparaît, une liste électorale se forme sur la base des revendications paysannes. Des troubles sont donc à craindre de nouveau, plus violents, étendus sur une plus vaste échelle. Le problème reste entier. Il faut porter des remèdes à la situation et, s'il est possible, en supprimer les causes ou en prévenir les effets.

Nous allons examiner maintenant les remèdes suggérés.

CHAPITRE IV

SOLUTION DU PROBLÈME AGRAIRE. — LES REMÈDES PROPOSÉS.

Les remèdes à la situation présente sont de deux sortes. Les uns consistent à transformer la situation du métayer : il peut devenir petit propriétaire, fermier ou simple ouvrier agricole. Ces diverses conditions seraient-elles pour lui plus ou moins favorables que celle qu'il occupe actuellement et dans quelle mesure simplifieraient-elles le problème des rapports entre maîtres et anciens colons ? Pour des raisons que nous exposerons, aucun de ces moyens ne résout la délicate question du double point de vue des intérêts des propriétaires et des colons. Force est donc de maintenir le colonat partiaire : restauré, amélioré, il peut, croyons-nous, assurer au paysan une situation sinon parfaite, du moins acceptable. Nous aurons répondu ainsi positivement à l'angoissante question.

Nous allons étudier successivement :

1° Si l'accession à la petite propriété résoudrait le problème agraire ;

2° Si le métayer, devenu fermier, aurait de meilleurs rapports avec son bailleur ;

3° Que doit attendre le métayer du faire-valoir direct qui ferait de lui un simple ouvrier agricole ? Nous soulignerons également les conséquences qui résulteraient pour le propriétaire du nouvel état de choses. Est-il acceptable pour lui et dans quelle

mesure ses rapports avec son ancien colon en seraient améliorés ?

1° Dans quelle mesure l'accession à la petite propriété résoudrait-elle le problème agraire landais ?

Le mouvement de 1919-1920 a marqué, dans une certaine mesure, une phase nouvelle de la question agraire au sens classique du mot. Le paysan landais s'est vu près de devenir propriétaire de sa métairie sans bourse délier, mais la révolution espérée n'est pas survenue. Sa faim de la terre n'a pas été apaisée. Au reste, à cette époque, assez nombreux ont été les colons fortunés qui, sans attendre l'événement libérateur, n'hésitèrent point à acheter contre argent comptant ce que le triomphe du prolétariat devait leur fournir gratuitement : de gros propriétaires, en effet, las de voir leurs relations tendues avec leurs collaborateurs, ont vendu leurs biens ; les métayers, souvent ceux qui cultivaient ces champs, les ont achetés. Dans la plupart des communes, pareil phénomène s'est produit et même répété depuis la guerre. M. Daniel Zolla, au cours d'un article de la *Revue Politique et Parlementaire*, dont la date nous échappe, a relevé dans la France entière les mêmes symptômes. Les notaires de notre département ont constaté que, dans les ventes immobilières récentes, le plus souvent un métayer se portait acquéreur à n'importe quel prix. Le billet de banqué est pour lui *res vilis*, Quelle que soit sa valeur, il lui préfère un morceau de solide terre. Dans le canton de Pouillon, aux dires de personnes averties, la plupart des métayers

seraient en mesure d'acquérir les terres qu'ils cultivent si elles étaient un jour mises aux enchères publiques.

Cette accession à la propriété d'une nouvelle couche sociale entraîne-t-elle toujours un résultat heureux ? Est-elle la solution rêvée du problème étudié, et faut-il tendre ses efforts les plus persévérants dans cette direction ? La réponse, dès l'abord, semble ne pas faire de doute. Solution excellente, élégante même. Un moyen radical d'éviter tout froissement, entre maîtres et colons, n'est-il pas de supprimer un des termes du rapport ? Le problème ne se poserait plus. L'ancien métayer rassemblerait désormais les deux qualités de propriétaire et de travailleur du sol : plus d'antagonisme, les intérêts de l'un étant forcément ceux de l'autre. Il faut bien le dire, ce résultat serait satisfaisant, mais dans tous les cas, ses effets ne se retrouvent pas.

Plusieurs conditions, à notre sens, doivent être réunies pour que la propriété apporte une solution définitive au problème. Il faut d'abord que la terre achetée par le métayer soit d'une étendue telle qu'elle permette au cultivateur de vivre, lui et sa famille, en la travaillant. Sans cela, plusieurs enfants seront obligés d'aller chercher ailleurs, dès leur jeune âge, la nourriture que leurs parents ne sont pas en mesure de leur donner. Ce qui est désastreux, moralement surtout.

Ensuite, le néo-propriétaire, le prix de son bien acquitté devra encore disposer de capitaux suffisants pour entretenir la bonne marche de la métairie. Un fonds de roulement sera constitué dans ce but.

Au surplus, s'il a plusieurs enfants et sil veut

éviter la vente ou le morcellement de son bien, les terribles effets de l'article 832 du Code civil, il devra indemniser ceux de ses enfants exclus du partage du bien foncier qui est laissé entre les mains du plus digne ou du plus capable. Ce qui nécessite une seconde réserve de capitaux.

Et encore, cette propriété, que vaudra-t-elle ? Le cultivateur, faute d'instruction, s'enfermera dans sa routine, il sera fermé à tous les progrès agronomiques. Travaillant beaucoup, il produira peu malgré l'aiguillon que sera pour lui l'intérêt personnel qu'il comprendra mal. Le Tursan est là pour attester la vérité de ces observations.

Enfin, on a coutume de dire, et M. le Professeur Souchon y tenait essentiellement, que la petite propriété est le rempart de l'ordre social actuel ; le paysan est farouchement attaché à sa terre ; il est donc l'ennemi déclaré de l'idéal communiste, qui suppose la suppression de la propriété privée et la socialisation des moyens de production en vue de réaliser l'égalité des conditions. Mais il n'est pas anti-partageux. Il n'est nullement anti-appropriationniste. La formule « la terre à celui qui la travaille », il l'a fait sienne, et c'est ce qui explique l'attitude des petits propriétaires lors des troubles de 1920. Le rempart dont on aime à parler s'est révélé peu résistant. Les petits propriétaires ont, en général, en 1920, adhéré aux syndicats cégétistes. Beaucoup étaient présidents du syndicat local. Sans doute, on a agi sur eux par la terreur. On les a menacés de leur refuser aide et secours dans leurs travaux. Sans doute aussi, la jalousie que garde en son cœur le petit propriétaire contre le gros expli-

que-t-elle qu'il ait saisi non sans malice l'occasion d'ennuyer plus fortuné que soi. Certains ont ajouté qu'il fallait voir dans le fait que les petits propriétaires étaient les dirigeants du syndicat local une manœuvre de la C. G. T., qui les choisissait en raison de leur indépendance plus grande vis-à-vis des propriétaires. Ces explications sont justes, mais le fait reste patent : les petits propriétaires ont accordé leur appui dévoué aux syndicats révolutionnaires.

Ainsi donc, même dans les conditions les plus favorables, la petite propriété offre de sérieux inconvénients économiques et sociaux.

Mais parfois, elle se rencontre dans des conditions beaucoup moins avantageuses. La petite propriété manque alors son but et place le paysan dans une condition pire que son état antérieur. Karl Kautsky, dans sa controverse avec Bernstein, l'a fait valoir avec force et ses arguments sont irréfutables. Ils justifient la haine des socialistes contre la petite propriété (1).

Le néo-propriétaire, en effet, a acquis souvent un terrain trop exigü. Ce n'est pas la véritable petite propriété qu'il a créée : elle est nettement insuffisante pour subvenir aux besoins de toute une famille. Le paysan n'avait point en réserve les capitaux nécessaires pour acquérir une ferme plus grande. Il s'est contenté de celle-là, où il vivra chichement.

Souvent aussi, ses champs ont été achetés à feu d'argent. Alors, le métayer n'a plus la somme qu'il

(1) Pour voir l'argumentation de Kautsky et sa thèse de la prolétarianisation paysanne, cf. son livre « *La question agraire* ». Traduction Milhaud et Polack (pages 250 et suivantes).

lui faudrait pour aménager convenablement le logement qu'il va habiter. Son outillage sera mauvais, sa production déficitaire malgré un labeur acharné. Très souvent aussi, le néo-propiétaire qui va rentrer sur ses terres, ne dispose même pas des capitaux qui lui permettraient d'acheter, sans emprunter, une métairie. Il achète quand même, emprunte pour cela et, en devenant propriétaire, il devient maître d'un bien hypothéqué. Une hypothèque sur son bien est son don de joyeux avènement. Les anciens propriétaires avaient réussi pendant la guerre à lever ces charges qui pesaient sur eux. Mais, les néo-propiétaires de l'après-guerre, à cause de la cherté du sol, ont dû emprunter. Ils ont à solder de lourdes créances que leur bien garantit. Le plus clair des revenus de leur travail passe en paiement d'intérêts.

La plupart du temps enfin, le métayer n'a réussi à amasser la somme nécessaire pour acquérir un bien foncier qu'au bout de sa vie. Il n'est pas propriétaire avant soixante ans. Au bout de dix ans, son bien sera donc à partager entre ses enfants, qui le vendront pour en retirer chacun sa part. Alors, la propriété a disparu, l'effort de l'aïeul n'a servi à rien. Un instant, il avait réussi à sortir de sa condition de métayer, les enfants y retomberont. A moins qu'ils n'acceptent l'indivision, mais l'art. 815 du Code civil dit : « nul ne peut être contraint à rester dans l'indivision », et à la première querelle entre frères et sœurs, elle sera demandée. « Le titre des successions du Code civil qui ordonne le partage des biens, c'est le pilon qui, décomposant sans recomposer jamais, finira par tuer la France », a dit Balzac. Mais c'est celui qui nous régit. Le paysan, obscuré-

ment le sait. Il sent que sa terre s'en va « lambeaux par lambeaux ». Joseph de Pesquidoux raconte : « Un cultivateur, dont le bien est destiné au partage, me confiait : « Monsieur, il me semble que l'on va m'enterrer deux fois ». C'est-à-dire, non seulement en son corps, mais aussi en ses sueurs, ses labeurs, ses projets, ses gains, son œuvre enfin, et en cet espoir de survie, de se continuer tout entier là où il s'est affermi, en ces choses disjointes de la personnalité profonde vouée à la dispersion légale. Ceux-là qui vivent sur un bien de famille petit ou grand rassemblé au cours des générations par vastes tranches ou par morceaux, qui, dans toute occasion, retrouvent un effort du passé ; sur chaque pierre, la trace paternelle ; dans chaque pièce, les habitudes de la race ; à qui, pas une porte battant, pas une tuile tintant sous la pluie et jusqu'au silence alentour, n'est sans rappeler des émotions éprouvées déjà par les hommes de leur sang ; ceux-là comprendront l'amertume de cette parole. Je connais un père de fille unique, lentement sorti du sol, qui préfère les charges d'une culture livrée à des mercenaires, plus onéreuse que l'éducation d'autres enfants, et les difficultés sinon la rupture probable, prévue avec un gendre à la perspective d'un partage de sa terre. Ah ! sa terre et lui sont mêlés à ce point que morceler l'une est déchirer l'autre !... »

Pour éviter ce morcellement, le paysan aura un seul enfant, et c'est un danger de dépopulation non moins inquiétant qui apparaît. D'ailleurs, aidé d'un seul enfant, le métayer parviendra-t-il à devenir propriétaire ? Dans « *Sur la glèbe* », ces Géorgiques du Sud-Ouest, Joseph de Pesquidoux a raconté

l'histoire de l'*Aroumic* : l'auteur décrit un cas d'accession paysanne à la propriété et il termine sur ces lignes triomphantes : « Je dédie ces lignes à tous les déracinés qui battent les grandes villes. »

Nous ne savons pas jusqu'à quel point la lecture de ces pages, écrites en une magnifique langue, convaincront les déracinés. M. de Pesquidoux a vendu un bien à un ouvrier agricole qui, à force de travail, veut en acquitter la valeur. Sans la clémence et la générosité de son créancier, il n'y arriverait point et retomberait dans son état antérieur. Et tous les créanciers ne sont pas généreux ; il y a aussi les usuriers, qui n'auraient pas hésité à reprendre au paysan le bien impayé qu'il soldera dans un avenir plus ou moins lointain.

Non, non, l'accession à la petite propriété ne résout pas d'une manière absolue le problème étudié. Parfois, le néopropriétaire est plus malheureux que l'ancien métayer. Et ses enfants seront obligés d'être métayers à leur tour. Le problème des rapports entre propriétaires et métayers, un instant ajourné, se repose donc à nouveau.

Nous avons dit, cependant, qu'en certains cas, l'accession à la petite propriété était excellente. Mais nous avons signalé la situation du canton de Pouillon. Des métayers très riches, pour qui la petite propriété ne serait pas un danger, ne trouvent pas de terres à acquérir. Il vaudrait mieux, assurément, qu'ils placent leur argent sur des biens fonciers que sur des titres de rente, car ils connaissent mal les opérations de bourse. Alors, surgit une nouvelle difficulté. Ceux qui détiennent les terres ne songent pas à s'en débarrasser ; ils considèrent que c'est un

excellent placement de capitaux. Que faire ? Peut-on contraindre un gros propriétaire à se défaire de ses biens ? Ce serait la négation même du droit de propriété. Pourrait-on alors, pour les ventes futures, organiser un système où, seuls, les agriculteurs non propriétaires seraient admis à concourir pour l'achat de ces biens immobiliers ? D'aucuns l'ont pensé. M. Labaigt a imaginé, après bien d'autres, un système complet qui pourrait tenir dans la formule suivante :

ARTICLE PREMIER. — Seuls sont autorisés à acheter les propriétés agricoles ceux qui les exploitent ou qui s'engagent à les exploiter eux-mêmes.

ART. 2. — La diffusion de la propriété sera déclarée d'utilité publique. Conséquemment, tout citoyen qui s'engagera à la travailler lui-même pourra faire exproprier à son profit toute ferme ou métairie appartenant à un non-exploitant.

ART. 3. — Pour hâter la libération du travailleur, l'Etat au besoin avancera en totalité ou en partie la somme nécessaire au paiement de la propriété ainsi acquise.

« Ainsi, ajoutait M. Labaigt (2), les travailleurs de la terre n'auront plus à se disputer qu'entre frères de misère, à coups de billets bleus, les parcelles sur lesquelles ils auront jeté leur dévolu. S'il n'y a pas de terres à vendre, on forcera les propriétaires non exploitants à vendre et si les travailleurs n'ont pas de quoi payer, l'Etat les aidera. »

Nous voyons bien ce qu'a d'élévé pareille proposition : mais elle sape à sa base les principes même de notre organisation sociale ; elle nie le droit de

(2) Dans le *Clairon Républicain* du 24 janvier 1920.

propriété, qui est celui de disposer d'une chose comme on l'entend, de disposer de ses capitaux, dans tel sens qui plaît. Comme le disait M. le professeur Labescat (3) : « Cela revient à dire que, pour M. Labaigt, le travail personnel légitime seul la propriété, qu'il n'y a d'autre travail que le travail manuel, que l'outil doit appartenir à qui le fait valoir ». Ce n'est plus une conception limitative du droit de propriété, c'en est la négation. Or, si nous voulons un mieux-être social, nous croyons, pour notre part, qu'il faut chercher sur les bases actuelles le moyen de l'atteindre.

Enfin, si beaucoup de métayers peuvent disposer de capitaux pour devenir propriétaires, ils n'en constituent pas moins une élite, la majorité des métayers n'a pas les moyens financiers d'accéder à la propriété. Pour elle, quelle solution adopter ? Faut-il les transformer en fermiers ?

2° *Le Fermage*

Le fermage est un système d'exploitation du sol dans lequel le propriétaire concède pour un temps défini la jouissance de la métairie à une famille d'agriculteurs moyennant une rétribution forfaitaire payée en espèces, prévue lors de la conclusion du bail. Comme le dit Gide, « c'est un contrat par lequel le propriétaire cède tous droits sur le produit de la ferme, moyennant le paiement annuel d'une somme d'argent fixée pour toute la durée du contrat » (4). Dans le métayage, le propriétaire

(3) *Clairon Républicain*, du 31 janvier 1920.

(4) Gide : *Economie politique*, 5^e édition, t. II, pages 221 et suivantes.

reçoit en paiement en nature qui est une quotité déterminée des produits du sol. Il reçoit peu, si l'année est mauvaise, beaucoup si elle est bonne. Ici, le propriétaire, qui n'a aucun droit de direction, aucune participation à l'entreprise, perçoit une indemnité forfaitaire. Le cultivateur la lui paie, quels que soient les résultats, heureux ou malheureux, de l'exploitation.

Les paysans landais sont favorables au fermage. Ceux qui sont fermiers désirent le rester, les métayers veulent le devenir. C'est leur idéal immédiat. Dans la commune d'Orist, des troubles agraires se sont produits parce qu'un propriétaire a mis à la part des anciens fermiers. Larrouy, au Congrès de Limoges, le 6 avril 1920, se faisant le porte-parole du métayer, disait : « Nous voudrionss passer du métayage au fermage, parce que le métayage est une exploitation éhontée ». Ce à quoi, Hodée répondait d'ailleurs : « Nous voulons vous faire comprendre que vos formes d'exploitation, métayage et fermage, sont absolument sur le même plan, et assujetties aux mêmes méthodes de travail. Vous devez comprendre que les conséquences sociales, économiques, en sont les mêmes, et que ce n'est pas seulement de la forme du métayage au fermage qu'il vous faut passer, mais du métayage à la forme collective ou communiste ». Ces principes posés, il ajoutait : « Si vous considérez que le fermage est plus avantageux que le métayage, vous êtes libres de passer par là ». Et comme Sourbé disait : « Je ne crois pas à l'ardeur syndicale du fermier ; aussi, me plaçant au point de vue syndicaliste, je dirai aux camarades du Bas-Adour : Si vous voulez activer

l'action syndicale, restez métayers ; le fermage est tout à fait contraire à l'action syndicale », Larrouy s'écriait : « Alors, il faut rester dans la misère ! »

Aux yeux des métayers landais, le fermage a donc de grandes vertus. Ils s'en sont expliqués souvent devant nous. Un syndiqué de Sainte-Marie-de-Gosse, Villenave, au Ballen, nous les a exposées avec une grande clarté. Nous résumons son opinion :

1° Les métayers devenus fermiers seront plus indépendants ; ils n'auront plus à subir les ordres du maître, à suivre ses conseils plus ou moins autorisés. Ils cultiveront ce qu'il leur plaira et comme il leur plaira. Nulle redevance ne sera plus due, aucune journée de corvée, aucun heurt avec les propriétaires ;

2° Les causes de mésintelligence avec les propriétaires étant supprimées, la vie serait plus facile ;

3° Désormais, ils travailleront pour eux seuls, les récoltes ni les bénéfices de l'élevage ne seront partagés ; ils se mettront à l'ouvrage avec plus de cœur, car ce qu'ils gagneront sera bien pour eux ;

4° Enfin, les fermiers paient, en général, un prix de ferme dérisoire. Nombreux étaient ceux qui, durant les hostilités, donnaient quatre et cinq cents francs. Ils se sont enrichis considérablement, ont amassé les billets de banque qui leur permettent de devenir propriétaires. Le fermage est l'antichambre de la propriété.

Mais une objection se présente : Quel taux de fermage le métayer consentira-t-il à payer ? Sera-ce le taux légal à 5 % du capital représenté par la métairie, estimée par les experts ? La proposition,

dans ce cas, devient intéressante. Mais, à une condition : que le métayer prenne à sa charge les frais d'exploitation, réparations d'immeubles, impôts. Sans cela, la somme perçue par le propriétaire serait insuffisante pour couvrir les frais qui lui incomberaient.

Et sur quelles bases les experts évalueront-ils la valeur de la métairie ? D'après sa valeur vénale ? Non. D'après son rendement en nature et en calculant ensuite pour une période assez courte le prix moyen de la part des produits de la métairie qui reviendraient au maître si le bail à colonat partiaire était maintenu. Mais ce calcul devrait porter sur un laps de temps très court. Pour éviter des erreurs trop fortes d'évaluation des prix, et partant, de la somme forfaitaire à donner au maître qui, dans les années à venir et selon les fluctuations du marché seraient ou trop faibles ou trop fortes. Mais, si le bail à ferme est établi pour une durée relativement courte, nous tombons dans un autre danger : Que le fermier épuise la terre dans les dernières années d'exploitation. Comme le dit Charles Gide, cette séparation des rôles de propriétaire et de cultivateur est funeste aux intérêts de la culture. Pour éviter ces difficultés, il faudrait fixer un forfait variant selon les fluctuations annuelles du marché. Ce réajustement perpétuel du forfait serait l'occasion de contestations à propos de la fixation du chiffre de l'indemnité à payer. Ce système serait plus complexe encore que le métayage. Selon la remarque de Gide, le fermage établit entre le propriétaire et le fermier un antagonisme ; le métayage, au contraire, une solidarité d'intérêts.

Mais, le paysan landais ne veut aucunement payer un taux de fermage calculé sur ces bases. Dans les périodes florissantes, il y consentirait ; dans les années mauvaises, il s'y refuserait. Pour le métayer landais, le fermier est le cultivateur qui paie à son maître une somme dérisoire pour obtenir le droit d'exploiter un champ. Les gros propriétaires fonciers, les seuls qui, avant la guerre, appliquaient le fermage, se contentaient de ce prix dérisoire de location, parce qu'ils avaient d'autre part des sources de revenus importantes. Certains l'ont maintenu, même dans l'après-guerre. C'est le cas de Saint-Barthélemy notamment. Les paysans landais voudraient voir généraliser ce système. Les propriétaires fonciers pour la plupart, ne le peuvent accepter : les impôts sont trop élevés, les réparations, les constructions d'immeubles trop chères. Beaucoup de ceux qui appliquaient, avant 1914, le fermage, ont dû l'abolir.

D'ailleurs, « la pratique du fermage exige un esprit d'initiative d'entreprise, l'acceptation des risques aussi bien que des chances favorables de l'exploitation ». Le métayer n'a pas assez d'esprit de décision. Il lui faut aide et conseil et, fermier, ces conseils ne lui seraient pas donnés. Une catégorie de propriétaires fonciers, réservoir des professions libérales et des grandes carrières, a ici un rôle important à jouer et ce rôle est maintenant plus utile que jamais.

Le fermage ne se conçoit que pour les propriétaires absentéistes. « Beaucoup de propriétaires, par profession ou pour tout autre cause, sont éloignés de leurs terres et ne les peuvent faire cultiver qu'ainsi. Mais, comme le dit Charles Gide, s'ils ne veulent

pas supporter les devoirs du propriétaire, qu'ils se démettent de leurs droits. »

Le fermage n'offre donc pas à notre sens la solution la plus simple du problème. Trop de conditions sont nécessaires pour qu'il donne de bons résultats dans notre région tout au moins.

3° *Le faire-valoir direct*

Les propriétaires fonciers en viendront-ils donc à pratiquer le faire-valoir direct, c'est-à-dire, les propriétaires feront-ils cultiver pour leur compte leurs anciennes métairies par des ouvriers agricoles qui seront leurs salariés ? Dirigeront-ils l'élevage, dirigeront-ils l'exploitation des champs ? Tel est le troisième remède au problème qui se présente maintenant. Disons-le tout net, il ne résiste pas au plus sommaire des examens. Le faire-valoir direct, tel que nous l'avons défini ne peut être appliqué dans les Landes (5).

L'exploitation directe suppose l'existence de grands espaces, de centaines d'hectares d'un seul tenant. L'habitation se trouve au centre de ces terres, véritable petit hameau. Pour le bon rendement du travail, l'outillage le plus perfectionné est nécessaire. Il est avantageux de l'acquérir, car on peut l'utiliser avec profit. L'étendue des champs s'y prête, d'abord, les capitaux engagés dans l'entreprise justifient l'emploi d'un fonds de roulement important. En Beauce, dans l'Aisne, ce genre d'exploita-

(5) Le faire-valoir, au sens véritable du mot, est : « L'exploitation directe des biens par le propriétaire ». (Colson, tome III, page 97, édition 1903). Nous nous sommes permis de donner, dans notre travail, un autre sens au mot.

tion donne d'excellents résultats. Mais, dans les Landes, le faire-valoir ne se rencontre pas. Il est impossible à pratiquer. La région agricole landaise est pays de grosse propriété dans une certaine mesure. Mais de propriété morcelée cependant. Un grand propriétaire foncier a un bien composé de multiples métairies éloignées le plus souvent les unes des autres. Ce qui rend impossible la grande exploitation. Il faudrait pour cela que les propriétaires voisins acceptent ou le remembrement ou l'unité d'exploitation. Le remembrement est peu réalisable, l'unité d'exploitation difficile ; car, si de nombreux petits propriétaires ont un carré de champ, ils en font un jardin potager ; ils en tirent aussi le fourrage pour les animaux qu'ils élèvent, leurs cultures sont donc nécessairement variées et ils n'ont pas gros intérêt à voir leurs terres englobées, par exemple, dans un immense champ de blé. A supposer que cette unité d'exploitation soit acceptée, les difficultés ne seraient pas toutes surmontées. Les propriétés sont séparées les unes des autres par des fossés, des routes, des haies, comment vaincre ces obstacles ?

Et puis, que donnerait ce système dans les Landes, où il est inconnu et où, au contraire, le métayage remonte à la plus haute antiquité (6). Le faire-valoir n'est pas implanté dans nos mœurs landaises. Un travail d'adaptation lent serait à faire. Le métayer devenu ouvrier agricole accepterait mal la transition. Au reste, ce changement de situation serait-il souhaitable pour lui ? A coup sûr, non. Il descendrait dans l'échelle sociale, il deviendrait un salarié

(6) Cf. le livre de M. André de Laborde-Lassale : « *En Chalosse* ».

pur et simple, un ouvrier, un prolétaire et cette dégradation serait un mal.

Il y a cependant un village landais où le faire-valoir vient d'être essayé.

C'est à Angoumé. Les conditions sont ici exceptionnelles et ne se rencontrent pas ordinairement. La famille d'Avezac est propriétaire indivise de toutes les terres de la commune. Elles sont, sans doute, divisées en métairies, mais certaines ne sont séparées entre elles par aucun obstacle naturel. Il a donc été facile à MM. d'Avezac d'opérer la transformation dans le mode de culture. Des 32 métairies, quatre ont été supprimées : leurs terres sont désormais exploitées par des ouvriers agricoles. A vrai dire, c'est surtout un champ d'expérience qui est ainsi créé, un petit institut agronomique, qui étudiera les méthodes les meilleures d'élevage, l'emploi le plus efficace des engrais pour les terres du village ; les métayers voisins tireront profit de ces expériences.

Cette initiative est intéressante, mais ne répond peut-être pas exactement à la question que nous cherchons à élucider ; à savoir si les relations entre propriétaires et métayers devenus ouvriers agricoles seront devenues plus faciles, et les rendements obtenus plus satisfaisants.

Les propriétaires n'ont pu encore faire à ce dernier point de vue des comparaisons utiles. Le rendement semblerait devoir être supérieur. L'emploi des machines, des procédés scientifiques, porterait à le croire. Nous hésitons à former un jugement cependant, car ici l'intérêt personnel, levier des actions humaines, ne guide plus le labeur de l'ouvrier. Il poursuit celui du seul propriétaire en tra-

vaillant. Et cette perspective ne le paralyse-t-elle pas ?

A Orx, les 60 métairies de la région des marais ont été achetées par un capitaliste du Nord. Il a voulu établir, dans ce grand domaine, le système du faire-valoir. Comme l'ouvrier agricole landais, s'il n'est pas intéressé au travail, c'est-à-dire s'il n'est pas métayer, ne rend pas, le nouveau propriétaire a amené des ouvriers du nord de la France pour cultiver le terrain. Ces hommes étaient dirigés par des contremaîtres, des ingénieurs agronomes. L'expérience se faisait donc dans des conditions techniques excellentes. Son échec a été si complet que le domaine a été vendu, et passé dans d'autres mains, le métayage y a été rétabli. Le rendement de ces 60 métairies ainsi exploitées était inférieur à celui obtenu par le système du métayage.

Un petit propriétaire d'Orx, voisin de l'exploitation, avait un champ d'avoine. Le jour de la récolte arrivé, il vint trouver les ouvriers agricoles qui venaient de finir leur travail et leur dit : « Je vous apporte la croûte et la goutte. Prenez chacun une faucille et ma pièce d'avoine sera fauchée avant le coucher du soleil ». Les ouvriers acceptèrent, en une heure le travail était terminé. Le petit propriétaire qui avait suivi le travail de l'équipe pendant la journée, constata qu'elle avait rendu autant dans une heure que dans huit heures chez le gros propriétaire. Au mois d'octobre de la même année, au moment de la récolte du maïs, des comparaisons nouvelles l'amènèrent à cette constatation : chaque ouvrier agricole ramassait six corbeilles de maïs par

jour, alors qu'un métayer en ramasse normalement de 20 à 30 dans le même temps (7).

4° *Le métayage*

Nous avons fait ainsi le tour des solutions qui s'offrent à l'esprit pour résoudre, en dehors du métayage, le problème agraire. Aucune d'elles ne nous a satisfait. Force nous est donc de revenir au métayage et de lui demander la solution. Ce métayage, si décrié, traité avec mépris par les économistes comme par les colons eux-mêmes.

Arthur Yung, de Tracy, Jean-Baptiste Say, Turgot s'étaient prononcés contre lui.

Arthur Yung écrivait (8) : « Il n'y a pas un mot à dire en faveur du métayage pour mille objections qu'on peut y faire. Il n'a d'excuse que la nécessité. Le fermier est si pauvre qu'il n'a pas les moyens d'acheter du bétail. »

Colson (9), après avoir signalé ses réels mérites, déclare que « l'esprit d'indépendance qui se répand de plus en plus lui est contraire » et qu'« il paraît appelé à disparaître avec les traditions patriarcales qu'il supposait, sans qu'il y ait lieu de le regretter. »

Larrouy, délégué de la C. G. T., envoie à la sous-préfecture de Dax un cahier de doléances où il a consigné les conditions de colonat partiaire pratiquées à Pey. Il intitule ces notes : *Conditions de*

(7) Ces renseignements nous ont été fournis par une personnalité du pays de Gosse, qui n'en garantit pas l'absolue exactitude ; ils paraissent vraisemblables.

(8) *Voyages en France*, traduction Lesage, tome II, p. 203.

(9) *Cours d'Economie politique*, tome III, p. 102 à 104.

servage de Pey. Et le mot « servage » indique à ses yeux que le métayage est une forme d'exploitation surannée, vestige de temps barbares et cruels, que l'on doit faire disparaître.

Louis Poustis, secrétaire du syndicat de Habas, publie, dans le *Travailleur de la Terre* de juin 1920, un long article intitulé « *Le serf moderne* ». On y lit : « Le métayer a toujours été le paria de la société ; ses ancêtres étaient des serfs ; il a toujours cru que son maître était son deuxième Dieu. Et ce dernier a si bien compris son inconscience qu'il l'a toujours tenu sous le talon de sa botte, le surchargeant de corvées et d'impôts, de façon à lui laisser un peu trop pour ne pas mourir de faim, mais pas assez pour vivre. »

Le métayage mérite-t-il d'être si déconsidéré ? Certes, cette institution, comme toute institution humaine, a de graves défauts, mais le discrédit dont elle est l'objet n'est pas justifié. Nous allons essayer de le démontrer.

Notre chapitre se divisera en 3 paragraphes :

1° Nous indiquerons les avantages du métayage en général ;

2° Nous soulignerons les mérites du métayage landais en particulier ;

3° Nous marquerons ses défauts et nous étudierons les moyens d'y parer.

I. — LES AVANTAGES DU MÉTAYAGE

M. Ratouis de Limay, dans son rapport sur une enquête relative au métayage (10), disait que les

(10) Ouverté par la Société des Agriculteurs de France en 1912.

vives attaques dirigées contre le bail à colonat partiaire n'étaient nullement fondées. Sans aller aussi loin, nous pouvons dire que si ce mode d'exploitation du sol a de réels inconvénients, les avantages qu'il comporte sont très sérieux.

a) « Cette convention est extrêmement souple : d'abord, elle s'adapte aux nécessités de chaque lieu, de chaque domaine, aux circonstances les plus diverses ; elle se prête aux mille combinaisons selon les personnes et les qualités des personnes qui y participent » (11). Souplesse si grande que nous avons en même à déplorer plus haut la trop grande variété des contrats dans les Landes.

b) C'est une association pacifique du travail et du capital (12), puisque l'un met à la disposition de l'autre un capital qu'il exploite moyennant un partage des fruits en nature et en argent (12 bis). Mieux qu'une association, c'est une combinaison^o : le propriétaire foncier, le capitaliste, est en même temps travailleur, puisqu'il dirige l'exploitation. Le métayer, d'autre part, travailleur, est aussi capitaliste puisque l'outillage, le mobilier, parfois le cheptel lui appartiennent. Et l'on n'a jamais aussi bien saisi

(11) R. de Limay.

(12) Quelle est la nature juridique du contrat de métayage ? Est-ce un contrat de louage ou une société ? MM. Lyon-Caen et Renault (12^e édition de leur *Traité de Droit commercial élémentaire*, page 97), écrivent : « Entre le bailleur d'un fonds rural et le métayer ou colon partiaire qui lui remet à titre de fermage une part de la récolte, il y a louage et non société ». La loi de 1889, qui réglemeute le colonat partiaire, a ôté tout intérêt pratique à cette observation. Cf. Planiol (*Traité élémentaire de Droit civil*, livre II, 7^e édition, n^o 1.785). Le Conseil d'Etat, sur appel d'un arrêt en date du 8 juillet 1911 du Conseil de Préfecture de l'Allier, a déclaré, en août 1913, que le métayage est non un contrat de louage mais un contrat de société. Cf. R. de Limay.

qu'à propos du métayage tout ce que le dogme marxiste de lutte de classe avait de choquant et de faux. Le métayer est à un autre point de vue encore, un véritable capitaliste. Dans la plupart des domaines, il y a des domestiques engagés à l'année, employés par le métayer lui-même, de sorte que même du point de vue socialiste, protecteur ou prétendu tel de la petite propriété, le colon landais serait considéré comme capitaliste puisqu'il exploite ses terres avec l'aide d'un ou plusieurs salariés ; d'où il résulte que, même en prenant les théories de Compère-Morel, de Launat ou du communiste Renaud Jean, c'est-à-dire si les théories socialistes les plus favorables à la petite propriété triomphaient, les métayers, petits propriétaires, seraient expropriés et les métayers non propriétaires travailleraient pour l'Etat-patron lointain et peu bienveillant.

c) Le métayage supprime le problème de la main-d'œuvre agricole, cette délicate question sur laquelle le professeur Souchon écrivit une belle étude. Les enfants sont, pour le métayer, non une charge mais une richesse. Ils l'aideront dans les travaux agricoles et plus nombreuse sera sa famille, plus nombreux seront ses aides ; de la sorte, la famille pourra exploiter une vaste métairie, la richesse arrivera plus vite au foyer. Ainsi, le salariat disparaît, l'imprévoyance aussi, la famille est plus à l'abri de la misère, il y a pour elle plus de sécurité en cas de maladie, et d'accidents.

d) Le métayage résout semblablement le problème du crédit agricole en mettant à la disposition des exploitants des terres, des capitaux sous forme de bétail et de matériel de culture.

e) Le métayage, qui suppose le partage des produits en nature, Colson le fait justement remarquer, a l'avantage de rendre les années mauvaises moins lourdes pour le cultivateur. Il n'a pas de prix forfaitaire à payer au propriétaire qui se contente de partager la maigre récolte. C'est une participation aux pertes ; parfois même, si l'année est trop mauvaise, si la grêle ou un autre fléau ont ravagé les champs, le propriétaire refusera de prendre sa part.

f) Le métayage peut donc être l'étape par laquelle le pauvre peut accéder à la richesse, à la petite propriété, telle que nous l'avons comprise. Il ne donne jamais qu'une part de ce qu'il a. Ses besoins satisfaits, il pourra faire des économies et, peu à peu, s'enrichir. Nous en avons cité des exemples au cours de notre travail.

g) Enfin, le métayer a un don précieux : la libre disposition de son temps. Le salarié reçoit une rémunération pour sa journée de travail, selon le nombre d'heures qu'il fournit régulièrement. Le métayer, lui, ne fait pas de journée fixe, il a des loisirs nombreux en hiver, et, au plus fort de ses travaux, il ne manquera pas d'aller au marché des alentours. Emmanuel Delbousquet l'a finement noté dans son livre « *L'Ecarteur* » : Le paysan landais, au moins dans la zone agricole, manquera à contre-cœur les marchés où il est accoutumé de se rendre. On parle, on boit, on voit les amis, on vend quelques légumes, quelques volailles que la ménagère a eu soin de porter ; on se tient au courant des cours des denrées, parfois on conclut même des affaires sérieuses. Ce besoin de suivre les marchés, les paysans landais l'ont toujours éprouvé. La ville de Dax,

en 1729, adressait un mémoire à la ville de Bayonne concernant le commerce dans le pays des Landes. Il envisageait la nécessité de supprimer plusieurs marchés. On y lit, en effet : « Ces païsans et ces artisans ainsy déplacés courent tous les jours les marchés et laissent leurs familles sans un chef qui les conduise et les anime au travail par leur exemple... A la place des aïeux estimables par leur assiduité au travail des mains, on voit naître des libertins qui troublent la société publique et tombent dans les derniers excès. On a cru que la multiplicité des marchés est en partie cause de ces désordres. Les villes de Bayonne, Dax, Orthez, ne sont éloignées que de 6 à 7 lieues l'une de l'autre ; cependant, dans cette étendue de pays, il y a 17 marchés pendant la semaine » (13), et le mémoire les cite. Il convient de remarquer que tous ont été maintenus.

h) On a prétendu que le métayage était un mode d'exploitation peu productif. Drouyn de Lhuys, le définissait « une association sur un sol pauvre du travail lent et du capital timide ». Définition assez obscure, d'ailleurs. « Le métayage, dit Colson, a un vice capital : celui de reposer sur le partage du produit brut. Ce mode de partage entraîne des inconvénients... Il détourne l'exploitant de toute amélioration... C'est la moindre augmentation des frais de culture qui devient onéreuse pour le cultivateur. Pour accroître le rendement des terres, il faut faire des labours plus profonds, employer plus largement les engrais et les amendements. Le métayer n'a intérêt à faire effort dans ce sens, que s'il peut en

(13) Cité par Paul Cuzac dans son livre : « *Les Grandes Landes de Gascogne, études historiques et géographiques*. »

espérer une augmentation du produit brut au moins double de celle de ses frais. Or, dans l'industrie agricole comme dans toutes les autres, les augmentations de 100 % des bénéfices nets sont infiniment rares. Celles même qui rendent 50 % le sont extrêmement et l'on s'estime heureux quand on en découvre qui rapportent 20 %. Pour le métayer, dépenser 100 fr. pour augmenter la récolte des produits valant 150 fr. dont 75 fr. iront au propriétaire, c'est perdre 25 fr. Il est évident que, dans ces conditions, toute initiative dans le sens de progrès lui est interdite ». Le métayage, ainsi, serait routinier et improductif. Mais, pour parer à cela, un moyen s'offre tout naturellement. Colson, d'ailleurs, l'indique lui-même : « Ce régime n'est donc susceptible de donner des résultats satisfaisants que si le propriétaire suit de très près la culture et s'associe aux dépenses des opérations profitables. »

C'est très exactement ce qui se passe dans les Landes : non seulement, les propriétaires s'associent aux dépenses, mais parfois, pour convaincre les métayers qu'il y a des économies ruineuses, ils assument seuls les charges jusqu'à ce que l'évidence du résultat ait convaincu leurs colons.

Et ainsi, par ce procédé, le métayage doit être agent de progrès, de production. Charles Gide écrit : « S'il n'y avait eu d'autres vificulteurs dans le Midi que les paysans, il est probable qu'ils n'auraient pas réussi à vaincre le phylloxéra. Ils n'ont fait que suivre, et après combien de résistances, l'initiative des grands propriétaires ». Si, dans les Landes, de grands propriétaires avaient hésité à faire des sacrifices pécuniaires pour étudier de plus près les

ressources qu'on pouvait retirer de l'élevage, de l'emploi des engrais, jamais l'élevage n'eût été amélioré, ni les engrais n'auraient fertilisé le sol.

i) Le métayage, ainsi donc, joint les avantages de la grande propriété, puisqu'il suppose un propriétaire instruit et versé dans les questions agronomiques qui dirige l'exploitation, à ceux de la petite puisque les colons sont intéressés aux résultats de l'entreprise.

j) Enfin, on a soutenu que le métayage était fait pour les régions pauvres. C'est fort possible, et ce n'est pas là un mince éloge qu'on puisse lui faire. Il sert, en effet, à tirer de la misère des familles nécessiteuses. L'exemple des Landes nous le prouve. Mais est-ce à dire, pour cela, qu'il n'est pas praticable dans les pays riches ! Les Landes, dans leur partie agricole, arrivées à la prospérité, doivent-elles rejeter comme impossible à pratiquer cette institution ? Nous ne le croyons pas. M. de Garridel écrivait, après avoir analysé les conditions dans lesquelles le métayage est impraticable : « Mais là où le métayage a toujours existé, où il existe encore, s'il est établi sur une bonne organisation et sur ces deux bases fondamentales, partage des produits et direction supérieure du propriétaire, de manière à constituer une belle et solide association, ayant une tête et des capitaux dans la personne du propriétaire des biens, et le travail dans celle du métayer, sur des terrains de fertilité moyenne, où le bétail et la culture des céréales forment à peu près pour égale part les deux éléments agricoles (et c'est bien là le cas de la zone agricole landaise), il est incontestablement le mode d'exploitation qui assume le meilleur revenu domai-

nial et il doit être conservé avec le plus grand soin tant qu'il pourra l'être ».

Ainsi donc, malgré les avantages qu'il lui reconnaît, M. de Garidel semble cependant douter des chances de survie du métayage. Il faut en convenir, en effet, ce mode d'exploitation a tendance à disparaître. Arthur Yung, à la veille de la Révolution, signalait sa prédominance. Guizot, dans son « *Histoire de la Civilisation* » (15) dit que le colonat fut la situation habituelle des cultivateurs dans l'ancienne France. Or, les statistiques agricoles de 1892 établissent que la surface cultivée par les métayers ne dépasse plus guère le quart de celle qui est affermée. (16).

Il y a dix-huit départements français où le nombre des métayers dépasse celui des fermiers, et d'autres dans lesquels on compte un nombre important de colons. Les Landes viennent en tête des 18 départements avec leurs 19.000 métayers (17). Dans notre département, le métayage jusqu'alors n'a subi aucun recul, au contraire (18). Il est, d'ailleurs, très supérieur à celui des autres contrées.

(15) Tome IV, page 9.

(16) Statistiques agricoles de la France, publiées par le Ministère de l'Agriculture, enquête décennale de 1892, publiée en 1897.

(17) Chiffre pris page 57 du livre de Compère-Morel « *La question agraire et le socialisme en France* ».

(18) M. le vicaire général Beaurredon a écrit un livre fort intéressant que nous avons déjà cité plus haut. Il n'est malheureusement pas dans le commerce, mais l'auteur a eu l'obligeance de vouloir bien nous le faire tenir.

Comme il le dit à la fin de son livre, M. le Curé de Saubrigues a « essayé de faire apparaître l'âme et la vie de nos aïeux » dans le Gosse, Marcmne, Seignanx, à la fin du XVIII^e siècle. Il a donné sa contribution à l'histoire sociale des Landes. Dans un chapitre intitulé : « Le nombre des pro-

II. — LES AVANTAGES DU MÉTAYAGE LANDAIS EN PARTICULIER

Le métayage est essentiellement régi par le droit coutumier. Dans toutes les provinces où on le rencontre, les usages locaux le réglementent. La coutume a force légale pour les détails que le Code civil ou la loi de 89 ont omis de signaler, et encore, la loi s'incline devant la coutume lorsque toutes deux ont prévu et réglé la même question. Le métayage landais, lui aussi, s'en réfère au droit coutumier.

Cette coutume n'est pas rigide. Elle varie selon les temps. Une rapide étude comparée des conditions en vigueur au XVIII^e et au XX^e siècles, nous prou-

priétaires », il s'exprime ainsi : « Et maintenant, on peut se demander si ces biens, libres ou non, se trouvaient en beaucoup de mains ; en d'autres termes, si l'on comptait alors beaucoup de propriétaires ; y en avait-il alors autant qu'aujourd'hui ? Plusieurs peut-être se prononceront pour la négative, s'imaginant que les seigneurs d'alors, les De La-Lande, D'Olce, et les autres absorbaient presque tout. L'étude des archives ne justifie pas cette persuasion. Elle nous montre dans toutes les paroisses des propriétaires nombreux, plus nombreux même qu'ils ne le sont de nos jours. Beaucoup de biens gérés jadis par leurs propres maîtres, sont aujourd'hui des métairies. En réalité, le nombre des métayers s'est accru ; c'est donc l'état de liberté individuelle qui a subi un mouvement sensible de recul. Pour s'en convaincre, il suffit d'un coup d'œil jeté sur les assemblées capitulaires ou sur les actes de vente ou d'achat. Dans les procès-verbaux de ces assemblées, il est marqué formellement que ceux qui y prenaient part, et on les nomme, étaient tous propriétaires. Or, pour qui connaît le pays, il n'y est pas difficile de constater que plusieurs des biens qu'ils possédaient sont englobés présentement par une propriété plus grande. Ils sont tombés à l'état de métairies, ce qui, socialement, est plutôt regrettable, car le métayer est un nomade à la merci du maître ». Ainsi donc, dans les Landes, il serait hardi de vouloir établir que la Révolution a été, comme l'a voulu démontrer Taine, pour la France entière, une faiseuse de petite propriété foncière.

verait que, depuis deux siècles, le sort des métayers a une tendance très nette à s'aggraver dans le Gosse, le Maremne et le Seignanx. Dans les Lannes, la Chalosse, le Marsan, la remarque a moins de rigueur, mais subsiste cependant (19).

Nous avons noté, plus haut, les conditions en usage à Pouillon. Elles se sont légèrement aggravées depuis lors dans ce canton. A Tilh, en 1658, « les colonnes et faisanduriers des terres marnées et grasses rendent la tierce partie du lin et fruit qui croissent des terres aux maistres. Pour les terres qu'on appelle mortes.... on rend à son maistre la tierce partie du lin et fruicts... » Mais d'autres assurent « qu'on ne rend que la quarte communément aux terres mortes » (20).

Le 3 juillet 1660, Arnaud Saint-Jean, laboureur à Lahosse, « a prins en culture et faisandure de Bernard Vincens, maistre chirurgien à Dax, les biens appelés au Crestiau pour trois années » ; il est tenu « d'entretenir ladite maison, biens et vignes en bon ménager et père de famille, délivrer en la saison la moitié du vin, le tiers de toutes sortes de grains, porté et rendu à Dax, paier les tailles ordinaires et extraordinaires pour la quote-part des dits biens à la réserve que ledit Vincens a promis de payer les dites tailles et autres impositions qui seront cotisées sur les biens pour la première année seulement » (21).

Le 21 juin 1741, Don Lucien de Bats, religieux

(19) Nos conclusions se basent sur l'étude de baux communiqués par MM. les abbés Foix, Borredon, Daugé et M. Edmond Destouesse.

(20) Archives du Tribunal de Dax, Sénéchaussée civile, Abbé Foix.

(21) Communiqué par l'abbé Foix.

Barnabite de Dax, et Jean de Seps passent un bail au sujet de la métairie du Sergent, à Hinx. « Le preneur donnera moitié du vin, le tiers du grain, un jambon du cochon nourri à la porte, le quart de tous les autres bestiaux, le quart des cochons qu'il nourrira au delà de celui de la porte, une paire de chapons, deux paires de poulets, une paire d'oies maigres, s'il en nourrit au moins huit. Le bailleur devra fournir 3 cusses de foin ». Nous avons sous les yeux les conditions actuellement en vigueur dans cette même métairie. Le colon de 1923 a des conditions moins douces que Jean de Seps (22).

L'abbé Beuredon, dans l'ouvrage que nous avons déjà signalé, écrit (page 184) : « Soit en Maremne, soit en Gosse, les conventions entre propriétaires et futurs métayers étaient presque toujours conclues devant notaire et pour plusieurs années ». Aujourd'hui, les contrats sont verbaux, et établis pour un an, ce qui crée en droit une instabilité très grande pour le métayer. Après avoir étudié quelques baux dans le pays de Maremne, le savant auteur conclut :

« Comme on le voit par les exemples sus-mentionnés, en Maremne, le colon n'avait pas à se procurer son outillage : ni charrettes, ni charrues, ni jougs, ni liens, pour les bœufs. C'est le maître qui fournissait tout cela. Il fournissait pour assurer la fumure des terres un troupeau ou de vaches ou de chèvres ou de brebis. Les résines étaient partagées à moitié quand elles n'étaient pas expressément réservées au maître ou au colon. Quant aux redevances pour les cochons, le principe en était reconnu dans

(22) Edmond Destouesse (communiqué par M^e).

tous les baux, mais avec d'assez grandes différences dans l'application. Ils étaient achetés tantôt par le maître, tantôt par le colon. Celui-ci était toujours libre d'en tenir à ses frais et en aussi grand nombre qu'il voulait, pourvu qu'il remit au maître le quart de l'un d'entre eux... Les impositions, tant royales que seigneuriales étaient à la charge du colon, sinon toujours entièrement, du moins pour les $\frac{2}{3}$. »

Comparant le Gosse et le Maremne, l'abbé Beauredon dit : « Les conditions de colonage différaient assez sensiblement entre le pays de Maremne et celui de Gosse. La principale différence portait sur la manière de partager les grains. Dans le Maremne, c'était habituellement au tiers pour la récolte d'été, au quart pour celle d'hiver. Dans le Gosse, le partage se faisait au tiers pour tous les grains sans exception. Le partage aux $\frac{2}{3}$ ne nous est apparu qu'une fois, quoique ce soit celui qui est devenu universel. Dans le pays de Gosse, la dîme sur les grains au profit du maître existait également. »

Ce n'est que sous la Révolution, dans un bail du 2 fructidor an III (Cf. plus haut), qu'apparurent les conventions nouvelles pour le partage des grains et les redevances qui ont prévalu dans le pays et qui sont plus dures.

Quoi qu'il en soit, il est aisé, si on compare le métayage landais, tel qu'il existe à l'heure actuelle, et celui qui est appliqué dans les autres parties de la France, de se rendre compte que, malgré tout, notre métayage est encore très supérieur.

Hodée écrit dans *Le Travailleur de la Terre* (23) :

« M. Brancher nous déclarait, un jour, connaître tous les contrats de métayage, mais n'en avoir jamais vu de semblables à ceux du Bas-Adour et des Landes en général. » Si cela signifie n'avoir jamais vu des contrats plus durs, M. Brancher se trompait.

En Bourbonnais, en Limousin, et plus près de nous, dans le Gers, en Dordogne, les produits de la métairie sont tous partagés. Le colon donne une part de la récolte des arbres fruitiers, le lait des vaches revient en partie au maître, des têtes d'animaux de basse-cour, la moitié est pour lui également (24).

En notre pays, au contraire, le métayer possède en propre le jardin qui est vaste ; il n'est pas soumis au partage, les laitages non plus. Il consomme et vend tout le lait qu'il lui plaît. Au lieu de partager par moitié les animaux de basse-cour, il donne, sous le nom de redevances, une part forfaitaire qui n'en est pas le dixième (25).

(24) A propos du partage des laitages, l'art. 1828 du Code civil, relatif au cheptel donné aux colons partiaires, dit, en effet, que le bailleur a droit de stipuler « qu'il aura la moitié des laitages et une part plus grande du profit ».

(25) Cf. brochure de M. le Président Lousteau « *Socialisme et Métayage* ».

(25) M. Compère-Morel, dans son livre sur « *La question agraire* », confond toutes les régions de métayage et critique pêle-mêle tous les contrats ; il y voit une longue suite d'abus scandaleux. Son procédé de discussion est très simplifié de la sorte. Il cite, par exemple, de longs extraits d'une brochure « *Socialisme et Métayage* », dont l'auteur est, nous le pouvons dire sans froisser sa modestie, M. le Président Lousteau. L'auteur analyse précisément le contrat de métayage landais et le compare à celui qui est en vigueur dans le reste de la France pour en montrer tous les avantages. Sa citation terminée, M. Compère-Morel ajoutait : « Non, cette conception du métayage est loin d'être la vraie. La vérité est tout autre ». Et plus loin, il disait : « Du reste, comme nous n'entendons affirmer que sur la foi des documents sérieux et indiscutables, voici un bail passé... en Haute-Vienne ». On parle des Landes, l'auteur répond Haute-Vienne.

Dans ces mêmes régions, le partage des produits de la métairie se fait à moitié, quotité prévue par la loi de 1889, article 2. (Le métayer, *mediaturus* en bas latin, est celui qui partage à moitié.) Nous avons vu qu'en nos Landes, la division aux 2/5 pour le maître était le plus généralement adoptée.

Il est des points où les coutumes locales dépassent en rigueur la loi de 1889. Elles prévoient des charges supplémentaires dont le législateur n'avait pas parlé. Nous faisons allusion à l'impôt colonique, plaie du métayage en Bourgogne, en Limousin, en Berry, en Poitou, et dans une partie de la Gascogne.

L'impôt colonique est une retenue sur la part des bénéfices du métayer. Les propriétaires estiment, écrit Emile Guillaumin (26), « qu'il serait dangereux de permettre au métayer d'économiser ; celui-ci doit être laborieux et soumis, tourner toujours dans le même cercle, vivre la même vie toujours médiocre, simple machine à travailler. Et, conséquemment, les conditions deviennent plus dures à mesure que s'accroît le rendement, à seule fin qu'il y ait toujours néant au chapitre de ses bénéfices nets ». C'est un odieux impôt sur la plus-value, c'est la condamnation du métayer, une *capitis demnutio*. Ainsi donc, jamais le colon n'économisera pour devenir propriétaire et sortir de sa situation. Il ne travaillera pas de bon cœur, puisque le supplément de bénéfices que son labeur amènera passerait directement dans la poche de son maître.

Dans un roman « *La vie d'un simple, Mémoires d'un métayer* », dont Daniel Halévy a dit, dans sa

(26) Dans la *Revue Hebdomadaire* du 8 octobre 1910.

« *Visite aux paysans du Centre* », que c'était un beau livre classique, Emile Guillaumin, parlant de l'impôt colonique, s'exprime ainsi : « Et les affaires du maître continuant de n'aller pas trop mal, j'espérais me voir bientôt en possession d'une somme équivalente à celle que j'avais perdue. Mais voilà que Roubaud, certain jour, vint, tout penaud, me dire : « Le maître veut 300 francs d'augmentation à partir de la Saint-Martin prochaine ». Cette nouvelle m'abasourdit. J'avais accepté, sans trop récriminer, dix ans auparavant, une augmentation de 200 francs que justifiait un peu la hausse du bétail. Mais je ne voyais nul motif à cette surcharge nouvelle qui eût porté à 900 francs le chiffre de mon impôt colonique annuel, c'est-à-dire que le maître, outre sa moitié de produits, voulait encore 900 francs sur ma part, indépendamment des redevances en nature. Les cours n'étaient pas supérieurs à ceux de l'autre décade. Les bénéfices n'augmentaient qu'en raison des frais faits en commun et en proportion aussi de nos peines et de nos sueurs. Je fis serment, par Dieu et par le diable, que je n'accepterais aucune augmentation. « Réfléchissez, me dit Roubaud, vous n'êtes pas tenu à donner aujourd'hui une réponse définitive ». « C'est tout réfléchi », répartis-je. Et je me renouvelai le serment. Cette injustice me faisait trop mal au cœur. Pourtant, après en avoir délibéré avec ma femme et les garçons, j'offris un appoint de 100 francs. Roubaud transmit ma réponse au bourgeois qui se trouvait à Paris ; mais lui, bien loin de vouloir transiger, signifia un jour que ceux des métayers qui n'avaient pas encore adhéré aux conditions nouvelles aient à se placer ailleurs... Je n'au-

rais jamais cru que le maigre et remuant Lavallée cachât, sous des dehors affables, une telle dose de perfidie. Roubaud, plus tard, me rapporta de lui cette phrase : « Les métayers sont comme les domestiques ; avec le temps, ils prennent trop de hardiesse, il est nécessaire de les changer de loin en loin. »

Cet impôt colonique, odieux, les propriétaires landais eussent pu s'en servir. Ils auraient ainsi maintenu dans une nécessité voisine de la misère les paysans qui seraient demeurés dociles ; mais ces précautions ils ne les ont jamais prises. Il convient de les en féliciter hautement, elles eussent été leur opprobre. Comme l'a écrit l'un d'eux : « il est préférable de supporter le poids d'un malheur que de l'éviter par le déshonneur. »

Un autre chancre ronge le métayage : c'est le système des fermiers généraux. En Bourgogne, en particulier, les propriétaires ne résident pas dans les campagnes. Ils commettent le soin de surveiller l'exploitation de leurs domaines à des fermiers généraux. Ceux-ci cherchent à faire leur fortune par tous les moyens en pressurant le métayer, en volant le maître. « Et beaucoup d'entre eux se sont montrés des hommes d'iniquité, exempts de tous scrupules, trompant propriétaire et exploitant », écrit Emile Guillaumin. Il a cité plusieurs faits typiques (27). « Une année de sécheresse, où la pénurie de fourrages se fait cruellement sentir, un fermier va se plaindre au propriétaire ; il déclare que les métayers ne consentiront jamais à acheter la

quantité de fourrage qui serait nécessaire pour l'hivernage des animaux, qu'il va falloir dépeupler les étables, etc.. Bref, il sait si bien s'y prendre que le propriétaire consent à payer de ses deniers 50.000 kg. de fourrages. Or, il est d'usage que le fermier, au long de l'année, encaisse l'argent des ventes et solde tous les achats communs ; lui et les métayers tiennent registre des recettes et des dépenses et règlent en fin d'année. Notre homme s'empresse donc de répartir entre les métayers au compte des dépenses communes le foin payé par le propriétaire. Les malheureux n'y virent que du feu, et pour lui ce fut tout profit, puisqu'il s'offrit à leurs dépens la moitié du prix d'une marchandise qu'il n'avait pas payée.

Les fermiers abusent donc de leur pouvoir d'une manière cynique. « Un fermier interdisait par bail à ses métayers de vendre soit du lait soit du beurre. La chose est fréquente et s'explique ainsi : le lait, le beurre et les œufs demeurent, en général, le bénéfice du seul métayer, sauf une quantité fixe de ces deux derniers produits à fournir comme redevance ; mais chaque vache élevant son veau, le lait est, en principe, toujours rare et suffisant seulement pour la consommation de la maisonnée. L'interdiction de la vente a donc pour but d'empêcher les femmes de prélever une trop grosse part sur la tétée des veaux, ce qui nuirait à la croissance de ceux-ci, Le fermier en question avait stipulé que tout métayer convaincu d'avoir passé outre à la défense serait passible d'une amende de 50 francs.

« Or, par un jour de grande chaleur en septembre, il chassait dans la propriété en compagnie de

son beau-frère, son hôte du moment. Voici que ce dernier se plaint d'avoir soif et dit avoir grande envie d'un bol de lait. Les bâtiments d'une des fermes sont en vue. Il s'y rend sur les conseils précis de son parent, qui l'attend à l'ombre d'un arbre, non loin. La métayère se fait tirer l'oreille : « Pas le droit.... Si le maître apprendrait cela ? » Mais l'autre alors de s'exclamer : « Ah ! bien, elle est bonne ! Je suis le beau-frère de votre maître, et c'est lui-même qui m'envoie. » Bref, il insista tant que la bonne femme se laissa convaincre et fournit le bol de lait demandé, mais elle refusa de le faire payer. Il y avait là un bambin, fils ou petit-fils de la métayère ; l'homme, reconnaissant, lui donna deux sous, remercia et s'en fut. Or, trois mois après, au règlement de comptes, le maître déclara au métayer qu'il lui infligeait une retenue de 50 francs parce que sa femme avait vendu du lait, et il lui rappela ironiquement dans quelles circonstances. Le paysan subit passivement cette injustice monstrueuse. Cependant, après quelques mois, la nouvelle ayant transpiré, le tyranneau devant la réprobation unanime du public et de ses pairs eux-mêmes restitua les 50 francs. »

Enfin, les fermiers généraux poussent à l'extrême le défaut habituel des contremaîtres.

Mais les Landes ignorent ce système de fermiers généraux. Il y a dans notre pays, malheureusement, des propriétaires absentéistes. Ils ont, pour les suppléer, des régisseurs. Mais ces régisseurs sont, la plupart du temps, parfaitement honnêtes. Ce sont de petits propriétaires de la localité qui remplissent ces fonctions délicates, le plus souvent avec tact. Parfois

même, le régisseur est un des métayers du propriétaire apparenté à ceux qu'il est chargé de contrôler : tel était, nous semble-t-il, le cas de Jean-Baptiste Miremont. Et jamais des scandales n'ont été signalés ; jamais les métayers n'ont protesté contre l'attitude de ces régisseurs. Nous sommes bien loin du système des fermiers généraux.

Le métayer landais est donc nettement favorisé. La preuve est évidente, il s'est enrichi, il a amassé une petite fortune. Nombre d'entre eux sont devenus propriétaires. André Rebsomen (28) écrit : « Des métayers de Lubbon, dans le Gabardan, ont acquis des métairies qu'ils font exploiter. Ils ne quittent point Lubbon. Des métayers qui restent métayers sont donc propriétaires. »

Ce fait, qui n'est pas rare, est un témoignage éloquent en faveur du métayage. Comme si la terre du maître était une source inépuisable de richesses, d'où le colon tirerait toujours davantage.

III. — LES DÉFAUTS DU MÉTAYAGE COMMENT Y PARER

On va nous accuser d'entonner, en faveur du métayage, un péan. Est-ce à dire que nous oublions les critiques que nous lui avons adressées ? S'il a des avantages, ce mode d'exploitation du sol n'est pas sans défauts, en effet. Nous en avons déjà montré quelques-uns : conditions trop rigoureuses, particulièrement dans le Bas-Adour, le Marsan et le Tursan ; maintien de la dîme, nombreuses journées de corvées. Nous avons déploré l'absentéisme de certains

(28) Page 88 de « *La Crise agraire dans les Landes*. »

propriétaires, bourgeois qui passent une partie de l'année en ville et qui, lorsqu'ils sont à la campagne, se soucient fort peu de leurs devoirs. Ils ne sont pas convaincus de la justesse de cette idée que si la propriété est un droit, elle est aussi une fonction sociale. Ils privent les laboureurs d'une aide, d'une direction éclairée qui leur serait si utile et que par position sociale, ils pourraient aisément donner. Nous avons déploré le manque d'éducation technique de ceux que la fortune a favorisés et qui pourraient, dans leurs loisirs, l'acquérir.

Or, le métayage s'offre seul pour résoudre la situation actuelle. Ses inconvénients sont évidents, et il s'impose cependant. Que faire alors ? Il faut réformer le métayage. Il faut l'amender, le consolider. Il ne faut, certes, innover qu'avec tremblement, selon la parole forte de Joseph de Maistre, mais ici les méfaits sont patents, il faut les corriger.

1° Il faut amender le métayage. Pour cela, on doit le redresser. Pénétrer le propriétaire de ses obligations. La loi de 1889, art. 5, lui réserve des devoirs de direction. Il est lié, c'est une obligation légale qu'il a à remplir, que le métayer devrait pouvoir le contraindre à remplir. Il devra une collaboration éclairée, et pour cela être instruit des choses de sa profession. Il devra résider ; les campagnes souffrent de l'absentéisme. Si les propriétaires n'ont pas les forces ni les aptitudes nécessaires pour accomplir leur mission, s'ils ne veulent se soumettre, qu'ils se démettent.

Assurément, ce sont des vœux ardents que nous formulons. L'humaine nature étant ce qu'elle est, mauvaise, il faut pouvoir agir légalement sur

l'homme, le contraindre, le maintenir dans cette voie. Mais l'Etat ne peut, malheureusement, faire un laborieux d'un fainéant, obliger à résider sur ses terres celui qui n'y veut pas rester, l'amener à vendre ses biens, s'il ne veut y consentir. L'Etat n'est pas un garde-chiourme, on ne peut retirer la propriété à celui qui la possède et l'expropriation pour cause d'utilité publique mise en œuvre dans le cas présent, serait purement et simplement la négation du droit de propriété individuelle. Dans cette direction, nous avons donc peu à attendre.

Il est au contraire certains points sur lesquels la coercition légale peut s'exercer efficacement, aider à faire passer dans la réalité les vœux que nous formulons.

Nous avons déjà dit qu'il nous semblait opportun de remanier, de mettre à jour le contrat de métayage. Nous avons vivement critiqué là où nous la rencontrons la survivance de la dîme, le maintien des corvées. Nous avons trouvé excessives certaines conditions de colonat partiaire actuellement en vigueur. Précisons maintenant notre pensée, étudions successivement chacun de ces points. Et d'abord les redevances et les corvées :

Les corvées « consistent, dans un certain nombre de journées de travail avec (ou sans) l'attelage, que le métayer fournit au propriétaire en échange de la nourriture pour toute rémunération ». Le transport de la part de récolte du propriétaire dans ses greniers, le transport des matériaux nécessaires pour les réparations ordinaires des bâtiments de la métairie, sont assurés gratuitement par le métayer-locataire. Sont-ce des corvées ? Oui, au sens strict

du mot, mais ces corvées sont inhérentes au métayage. Il ne peut être question de les supprimer et jamais les métayers n'ont protesté contre elles. Mais il faut limiter à un chiffre précis et restreint le nombre de ces journées gratuites. Le métayer sera taxé à 5 ou 6 par an. Quant aux journées supplémentaires, elles doivent être rigoureusement supprimées. S'il les réclame à son colon, le maître doit les rémunérer au prix courant.

Nous avons noté que les redevances, « ce tribut payé par le métayer au maître en sus de la part de récolte principale et qui porte sur les différents produits de la basse-cour, volailles et porcs », varient selon les régions. Nous avons dit qu'elles étaient établies selon l'importance des métairies, mais que parfois aussi elles l'étaient arbitrairement. Elles sont lourdes pour les uns, légères pour les autres. Elles ont donné lieu à des abus. Aussi sont-elles exécrées. Leur principe est très légitime cependant. Nous l'avons, croyons-nous, établi. Il faut donc le maintenir, mais en modifier l'application. Désormais, les redevances seront calquées sur la valeur exacte de la basse-cour, sur la valeur locative reconnue du logement, sur les facilités de parcours que le domaine donne aux animaux, etc. Et comme le paysan exècre, par-dessus tout, de donner en nature ce qu'il doit, pourquoi ne pas transformer sa dette en une somme d'argent ? Il est moins pénible au colon, à valeur égale, de donner 100 francs plutôt qu'un jambon. Pourquoi ne pas accéder à son désir ? On fixera périodiquement, pour tenir compte des fluctuations des cours des produits agricoles, la somme à donner par le métayer représentant exac-

tement les redevances anciennes. Beaucoup de propriétaires ont déjà mis en pratique cette sage méthode.

Quant aux conditions de métayage, elles devront être revisées et établies sur des bases plus rationnelles. Elles devront être fixées selon les diverses zones économiques landaises, qui sont de fertilité diverse, qui offrent aux exploitations agencées de manières différentes et de superficie variable. Dans chaque région économique, nous proposons de classer les métairies en trois catégories. Cette classification est empirique, mais elle est d'une exactitude suffisante et a tout au moins une valeur d'indication (29).

Les métairies d'une même zone économique seront réparties en trois groupes :

c) Petites métairies, sans élevage : le colon ne peut faire sur le bétail aucun commerce fructueux ;

b) Métairies à élevage moyen : telles sont celles où le colon élève deux paires de bœufs, l'une de labour, l'autre pour la boucherie, où il y a plusieurs vaches bretonnes ;

c) Enfin, les métairies à élevage complet, qui comptent 12 têtes de bétail et même davantage.

Pour chacun de ces groupes et selon les régions, il serait sage d'établir des conditions déterminées et

(29) Nous en sommes redevables à M. André Poudenx, notre grand-père. Il est toujours délicat de rendre justice à quelqu'un qui vous est cher, cela semble facilement déplacé. Nous croyons pouvoir dire, sans dépasser les limites de la bienséance, que les idées de notre grand-père, et d'ailleurs aussi de notre père, où nous avons largement puisé au cours de notre grand-père. Il est toujours délicat de rendre justice à notre travail, sont le fruit d'une longue expérience, d'une connaissance approfondie de la question.

précises pour le partage des récoltes ; celui des bénéfices sur le cheptel, pour la somme à fournir en place des redevances, etc. Comme, malgré tout, entre les diverses métairies landaises d'une même zone, la différence, réelle, n'est pas très grande cependant, il serait bon d'établir des conditions communes à toutes les catégories de métairies, et des conditions propres à chacune d'entre elles.

Qui peut entreprendre ces réformes ? A notre sens, seuls les pouvoirs publics. Mais le Parlement est radicalement incompétent pour étudier pareille question. Le coutumier local, il ne le connaît pas. Il le bouleverserait sans y rien entendre. L'objection vaut également à l'encontre du pouvoir central. Il serait judicieux de faire ici œuvre décentralisatrice. Il faudrait, s'il se peut, confier cette tâche aux pouvoirs publics régionaux (30).

Tâche lourde, périlleuse, mais combien nécessaire. Un préfet des Landes qui s'y attacherait se montrerait le digne successeur d'un d'Haussez. Qu'il convoque pour la rédaction et la réformation des coutumes locales des petits états généraux du métayage. Que propriétaires, métayers, tous ceux qui, à un degré quelconque, sont agents de la production

(30) Et voilà donc ainsi posé tout le grave problème de la décentralisation politique, administrative, législative, etc.

Cf. Charles Maurras : « *L'idée de décentralisation* ».

« *Un nouveau débat sur la République et la décentralisation* » (Paul Boncour, Joseph Reinach, Clemenceau, Clémentel, Varenne, Maurras).

Cf. aussi le cours professé à la Faculté de Paris en 1921-1922 par M. le Prof. Olivier Martin : « *Centralisation et décentralisation en France à la fin de l'ancien régime* », surtout les conclusions générales.

Cf. Paul Deschanel : « *La décentralisation* ».

Jean Destieux : « *L'évolution régionaliste* », etc., etc...

agricole, intéressés à cette réorganisation, y envoient des députés. Que, dans le calme et la méditation, des hommes compétents travaillent aux réformes que nous avons signalées. Qu'ils discutent, qu'ils concilient les intérêts parfois opposés. Qu'ils concluent des accords. Qu'ils refondent le métayage landais. Dans les circonstances extraordinaires, il faut savoir recourir à des moyens extraordinaires.

Cette refonte du métayage landais opérée, tout ne sera pas terminé. Nous vivons sous un régime de liberté des contrats, sous un régime individualiste. Le droit de propriété y est presque absolu. La loi de l'offre et de la demande joue. Ses causes pourraient réduire à néant l'œuvre accomplie par les états généraux du métayage. Il faudra y veiller. Nous nous expliquons.

Peut-on, en l'état actuel de notre législation, imposer à un propriétaire foncier de ne donner sa terre à bail qu'à certaines conditions qu'aura fixées une assemblée extraordinaire ? Non. Notre Code civil admet les servitudes réelles, servitudes frappant un fonds servant au profit d'un fonds dominant. Mais les servitudes personnelles liant un fonds par rapport à des personnes, la nuit du 4 Août et les lois qui en sont sorties les ont abolies. Ainsi donc, si le propriétaire foncier se dérobaît, les décisions des états généraux du métayage ne le lieraient point. Il serait libre de disposer de sa ferme à telles conditions qu'il lui plairait de remplir en dehors de celles que les députés aux Etats auraient laborieusement établies. Mais sur ce point le mal n'est pas sans remède. La loi sur le remembrement des terres oblige le quart des propriétaires récalcitrants à

remembrer leurs terres si les trois quarts des propriétaires de la commune y consentent. La loi sur les incendies, actuellement en discussion, édicte de semblables mesures. On pourrait obliger pareillement les propriétaires récalcitrants à se soumettre aux décisions prises aux Etats généraux.

Admettons donc que les propriétaires aient accepté le nouveau statut du métayage landais. Désormais, les colons ont de nouvelles conditions. Supposons qu'elles soient, en général, meilleures que celles qu'ils avaient jusqu'alors. Que va-t-il advenir ? Ce qui s'est déjà produit en 1920 à propos de l'accord de Dax. Des fermiers, convoitant des exploitations meilleures que celles qu'ils cultivent, iront faire aux propriétaires fonciers des offres de service. Ils s'engageront à passer un bail moins avantageux pour eux si le propriétaire consent à les prendre. Ce marchandage se produira à coup sûr à propos des exploitations importantes. Il est vrai que les campagnes se dépeuplent. Dans les Landes, jusqu'à l'heure présente, le péril n'est pas aigu. Si les jeunes partent, les vieux restent. Mais les difficultés naîtront demain, la génération actuelle une fois disparue. Les métayers qui demeureront dans la contrée seront donc moins nombreux par rapport aux métairies à exploiter. Ils n'auront plus désormais qu'un désir : quitter la petite exploitation sur laquelle ont vécu leurs parents pour en prendre une plus grande. Avec des conditions plus rigoureuses que celles qu'ils subissaient dans leur ancienne demeure, leur sort sera meilleur. De telle manière que cette course à la grande métairie fera que, pour cette catégorie-là, les clauses seront les plus dures jus-

qu'à la limite où, plus graves, les colons n'auraient plus intérêt à quitter leur petite exploitation. Mais, jusqu'à cette limite-là, par rapport aux conditions stipulées dans chaque région, et pour cette catégorie-là, la loi de l'offre et de la demande jouera. Et le propriétaire sollicité de violer la nouvelle coutume le fera ; le propriétaire n'est pas un ange, l'intérêt personnel le guide, on peut s'en féliciter ou le déplorer, il en est ainsi. Comment éviter ce danger ? En faisant revivre délibérément les servitudes personnelles. Ce sera l'ancien droit ressuscité ? Sans doute, et l'ancien droit retourné, car la servitude personnelle sera établie sur le sol au profit du métayer et par rapport à tout propriétaire quel qu'il soit. Ce sera une mutilation du droit de propriété individuelle ? Oui. Désormais, en effet, la loi de l'offre et de la demande ne jouera plus, puisque la liberté des contrats sera supprimée. Le propriétaire n'aura plus intérêt à changer de métayer, s'il ne vise en cela qu'à obtenir à son profit des conditions plus avantageuses. Le propriétaire saurait, en effet, que le métayer, une fois installé, renierait ses engagements et demanderait l'application de la loi, qui obligerait le propriétaire à lui consentir les clauses stipulées par les Etats généraux. La loi aurait donc soutenu contre l'intérêt particulier l'intérêt général.

Au reste, cette conception restrictive du droit de propriété, les métayers landais l'ont demandée inconsciemment dans plusieurs articles de leur cahier de revendications. (Cf. l'article sur l'expertise des métairies, les réparations, le cas de non exploitation et les pouvoirs qu'ils donnaient à la Commission arbitrale du syndicat.) Ils ont compris confusément

ce que le droit de propriété trop absolu avait de choquant. C'est entre les mains du propriétaire foncier une arme trop puissante que lui a donné la Révolution de 1789, surtout dans un système d'organisation de la production individualiste qui livre sans défense le métayer à sa merci ;

2° Il faut renforcer et consolider le métayage.

Nous avons jusqu'ici cherché par quels moyens on pouvait efficacement apporter des modifications au contrat de métayage. En améliorant la situation matérielle du colon, en faisant droit, dans une certaine mesure, à ses revendications, on ne résoud pas entièrement le problème qui se pose. Il ne faudrait pas s'illusionner, la solution a deux faces : améliorer les conditions c'est chose nécessaire et excellente. Mais insuffisante. Nous l'avons déjà fait remarquer, le phénomène social est intimement lié au phénomène moral. Comme l'a dit Maurice Bourguin (31), « la question sociale est une question morale ». Il faut donc réagir contre la crise morale qui menace de rendre impraticable le métayage. Il faut refaire un état d'esprit, travailler à ressusciter la confiance mutuelle qui doit régner entre le propriétaire et son collaborateur. Si les préventions ne tombent pas, si l'hostilité persiste, jamais les métayers ne seront satisfaits de leur sort, pour privilégiés qu'ils soient. Dans les modifications, les améliorations du contrat de métayage, ils verront uniquement des concessions arrachées à leurs exploitants et ces concessions les inciteront à en exiger d'autres. C'est la guerre, la lutte ouverte, et sans issue, ins-

(31) Dans son livre *Les Systèmes socialistes et l'évolution économique*.

tallée dans nos Landes. Il faut donc reforger la mentalité du propriétaire et du paysan.

Comment y parvenir ? Le professeur Souchon a dit : « On ne reconstruit pas en quelques années ce que plus d'un siècle a détruit. Une rénovation morale ne se fait pas par révolutions. Il y faut de longs efforts de toutes les heures et une foi inlassable » (32). Mais quels moyens utiliser pour que le temps travaille dans la direction que nous voulons lui imprimer ? A notre avis, un seul : c'est l'organisation corporative, l'organiastion syndicale.

Le syndicat ! C'est, pour les métayers landais, un mot magique. Après les troubles de 1920, il éveille en leur esprit l'idée d'une force mystérieuse, omnipotente, redoutable, à qui rien ne saurait résister. Les syndicalistes révolutionnaires le lui ont représenté comme une arme de guerre, une arme invincible d'ailleurs, tournée contre leurs maîtres, leurs ennemis : les capitalistes. Et cette arme sur qui naïvement, ils fondèrent des espérances démesurées, s'est brisée entre leurs mains. Elle a fait des ravages très profonds, elle n'a rien créé de nouveau. La cité socialiste n'est pas née. Le syndicalisme révolutionnaire repose, à notre sens, sur des principes faux. Souvent déjà on a montré l'inexactitude des dogmes marxistes (33). La cité future qu'ils voudraient fonder est irréalisable. Serait-elle possible, la nôtre, avec ses défauts, ses imperfections et ses vilenies, lui serait préférable encore. On s'explique mal, en logique, la force des principes marxistes. Ils ont cependant une grande attirance. Comme le di-

(32) Introduction à la *Crise de la main-d'œuvre agricole*.

(33) Cf. le cours de M. le professeur Auguste Deschamps.

sait le professeur Souchon, Marx, en prenant la lutte de classes, faisait œuvre de profond psychologue. Il dressait l'un contre l'autre maître et colon, à qui l'on avait déjà enseigné que l'ennemi c'était le maître.

Mais ce n'est pas par le raisonnement que l'on détruit une doctrine. Le syndicat ne doit pas être une arme de guerre, mais un instrument de paix sociale. Sans doute doit-il défendre les intérêts corporatifs, mais les améliorations qu'il poursuivra, il doit les chercher et les trouver dans le cadre d'un régime économique où règne la propriété individuelle, non la propriété collective. Le syndicat ne doit pas être un instrument de lutte de classes. Car la lutte de classes n'existe pas. Georges Valois, dans son *Economie nouvelle*, a fort bien montré que les luttes du xix^e siècle, où Marx voit des luttes de classes, ne sont, en réalité, que des luttes de partis :

« Marx croit voir, dans les mouvements politiques du xix^e siècle, les signes des luttes que se livrent successivement les classes sociales : L'aristocratie financière, menée par Laffitte, triomphe aux trois Glorieuses ; la bourgeoisie industrielle s'affirma par la campagne des banquets ; la petite bourgeoisie se révèle en 1848. Le prolétariat s'annonce de février à juin 1848. Toutes les fractions de la bourgeoisie s'unissent après juin 1848 pour former le parti de l'ordre ou grand parti bourgeois dont Louis-Napoléon Bonaparte devient le syndic. Luttes sociales, ces accidents historiques ? Luttes résultant d'antagonismes de classes ? Antagonismes économiques s'exprimant par des luttes politiques ? C'est être singulièrement dupe de grossières apparences que

d'en donner une telle interprétation. Ces luttes sont strictement politiques et résultent du jeu normal de la vie démocratique. Ces prétendues luttes de classes sont des luttes de partis démocratiques dont la démonstration est d'une extrême simplicité. Les partis jouant les uns contre les autres dans un régime où le pouvoir est conquis à l'aide du plus grand nombre de voix se chassent les uns les autres en s'appuyant électoralement sur la fraction la plus nombreuse du pays, l'objet étant d'exploiter l'Etat ou la fraction la plus riche du pays. Contre le parti qui gouverne en s'appuyant sur l'aristocratie financière et foncière, un parti fait appel aux ressources et aux passions de la bourgeoisie industrielle ; un autre vient qui utilise la petite bourgeoisie, et ainsi de suite. A chaque groupe, chaque parti promet une large satisfaction apparente de ses convoitises immédiates. Aux industriels et aux commerçants, les partis donnent la liberté du commerce et de l'industrie ; au prolétariat, les partis promettent les biens de la bourgeoisie. Nominalelement, les partis font toujours triompher « le plus grand nombre ». En fait, le triomphe est celui des partis au bénéfice momentané d'une fraction de classe sociale quelconque, toujours aux dépens de l'Etat. Ainsi les luttes observées par Marx au xix^e siècle sont-elles de fausses luttes de classes. Ce ne sont que des luttes de clans et de partis où l'on ne voit d'intérêts de classes que lorsque les chefs de partis jugent utile de les faire surgir pour le bénéfice de leurs luttes politiques...

Il faudrait dire plus. Au-dessus des partis démocratiques ou à côté d'eux, on trouve toujours une

force ploutocratique. Marx rappelle, à propos de juillet 1830, le mot de Laffitte : « Maintenant le règne des banquiers va commencer. » Le règne ouvert en 1830 n'a jamais cessé. Depuis près de cent ans, les partis au pouvoir ont presque toujours eu partie liée avec les groupes financiers, c'est-à-dire avec ceux qui, disposant toujours de capitaux importants, sont toujours en état d'alimenter les caisses des partis. Il ne faut même pas dire la finance ou la haute banque. Ce sont des groupes qui agissent, groupes de financiers et groupes de partis politiques, alliés ou ennemis, se faisant chanter les uns les autres. Toujours unis pour piper les voix du peuple sous le couvert d'une doctrine, quelle qu'elle soit, pourvu qu'elle assure la majorité, et pour rassembler l'épargne du peuple et les capitaux de la petite, de la moyenne et de la haute bourgeoisie. Ces groupes fonderaient le parti des mendigots si ceux-ci étaient assez nombreux en France pour constituer une majorité électorale ; ils patronnent indifféremment les opportunistes et les socialistes. Briand lancé par les Pereires, le journal de Jaurès fondé avec l'argent d'une dizaine de financiers, la propagande révolutionnaire alimentée par des banquiers, quelle lumière sur l'histoire de notre temps. Ce n'est pas la lutte des classes qui fait notre histoire, c'est la lutte des partis, dont nous sommes tous victimes, nobles, bourgeois et ouvriers, et, avec nous, l'Etat, la nation et la civilisation elle-même. »

Et, page 249, Valois ajoute :

« Ni collaboration, ni lutte de classes, mais accord technique entre les divers éléments de la pro-

duction, c'est la loi de demain. La production n'est pas divisée en classes, elle est répartie en des groupes économiques. Les uns vivent du charbon, les autres des tissus, les autres du livre. Qu'ils soient patrons, ingénieurs, contremaîtres ou ouvriers, les membres du groupe ont pour premier intérêt la prospérité du livre, du tissu, du charbon. Si leur production tombe, c'est la ruine pour le patron, c'est le chômage pour l'ouvrier. L'intérêt premier, fondamental, économique, est propre à une catégorie donnée de la production. Ensuite, mais ensuite seulement, les intérêts se différencient : il y a des intérêts propres aux ouvriers du tissu, comme il y a des intérêts propres aux ingénieurs, aux patrons du tissu. Voilà les faits qu'il s'agit de reconnaître si l'on veut donner à ce pays une organisation qui tienne. Nier les divergences d'intérêts à l'intérieur d'une profession ou nier l'intérêt commun des membres d'une même profession, c'est nier l'évidence. »

Propriétaires fonciers et colons, tous deux producteurs, ont plus d'intérêts communs que d'intérêts opposés. Qu'ils s'unissent en une organisation corporative, unique. Ils ont des intérêts opposés : qu'au sein de leur syndicat une commission mixte statue sur les difficultés, s'efforce de les prévenir, de les aplanir.

L'organisation que nous proposons semble résoudre la question par la question. Pour être réalisable, ne suppose-t-elle pas une situation morale qui est presque celle qu'il s'agit de recréer précisément ? Ne sommes-nous pas enfermé dans « le rouet » ? Pas tout à fait. D'abord, le paysan landais n'est pas révolutionnaire. Ce n'est que par un habile camou-

flage de leurs théories que les syndicalistes cégétistes, les politiciens socialistes et communistes ont pu les entraîner dans leur sillage. Ensuite, tous les paysans landais n'ont pas répondu à leur appel. Avec ceux-ci, un mouvement peut être amorcé. Dans les villages où les troubles n'ont pas éclaté, on renforcera les liens d'amitié qui allaient se briser ; « on travaillera à les renouer dans les zones qui, en 1920, virent des désordres.

Cette organisation corporative aura plusieurs fins. Une fin corporative d'abord, qui est l'organisation de la production. Que les métayers et les propriétaires se préoccupent de l'achat en commun et en gros des engrais qui sont nécessaires à leurs champs ; qu'ils fassent analyser leurs terres pour en trouver une meilleure utilisation ; qu'ils étudient entre eux et librement les moyens les plus aptes à améliorer leur élevage, à rendre plus productive la culture de la vigne qui se fait sur une vaste échelle sur les coteaux de Chalosse. Que les syndicats achètent en commun les machines agricoles nécessaires, car la main-d'œuvre est défaillante ; qu'ils organisent des consorces, subventionnent celles qui existent déjà. Ces organisations locales, reliées entre elles, se défendront pour la vente, dans les meilleures conditions, des produits du sol. Des bureaux de vente pourront être créés. Le système du libéralisme économique a fait son temps. Une nouvelle organisation de la production doit lui succéder. Le règne des cartels et des trusts semble venu (34).

(34) Cf. Allix, cours professé à la Faculté de Droit de Paris, 1921-22.

Cf. René Bonnard : *Histoire des Doctrines économiques*, tome III. *Déclin de l'Ecole libérale*.

Mais les syndicats doivent poursuivre un autre but. Ils seront un noyau autour duquel viendront adhérer des institutions sociales qui se développeront par l'union de tous : la condition sociale du métayer sera ainsi améliorée. C'est le problème des retraites paysannes qui sera abordé, l'étude d'une loi sur les accidents du travail agricole. Il faut obliger les propriétaires à loger convenablement leurs colons. Fait assez curieux à remarquer, jamais les cultivateurs landais, qui pourtant auraient eu parfois de justes motifs de se plaindre, n'ont fait dans leurs revendications la moindre allusion au problème du logement. La question est très délicate évidemment. Les constructions atteignent des prix très élevés, les propriétaires les mieux disposés ne peuvent faire réédifier des maisons en mauvais état parce que le capital engagé serait trop fort. Plusieurs habitations sont ainsi condamnées à disparaître, ceux qui s'y abritaient quitteront les terres transformées en prés et s'en iront à la ville. Il faudrait étudier un système pratique d'habitations à bon marché. Car, ainsi que l'a écrit le professeur Souchon (35) : « Tous les hommes qui connaissent bien les choses de l'agriculture française sont d'accord pour reconnaître que la question du logement y est une des plus graves aux heures actuelles. »

Les lois sociales existantes qui ne sont pas appliquées dans les Landes, ainsi que Jean Rameau le faisait remarquer, devront être désormais respectées.

La plupart des réformes que M. Compère-Morel demande (36) et qui n'ont rien de spécifiquement

(35) Page 399 de son livre sur « *La Crise de la main-d'œuvre agricole* ».

(36) Cf. son livre « *Le Socialisme agraire* ».

socialiste, puisque M. Victor Boret (37) les réclame lui aussi, devront être adoptées. Développement des services techniques agricoles communaux et départementaux, travaux publics de drainage, d'irrigation, d'assèchement ; remembrement des terres, enseignement agricole, essais de moto-culture, nous les demandons nous aussi (sauf que M. Compère-Morel donne à ses réformes une tendance étatiste que nous rejetons).

Pour que ces lois soient votées, un temps assez long est nécessaire. Les syndicats locaux peuvent élaborer, en attendant, sur tous ces points des accords particuliers. Le régionalisme économique doit trouver ici son application.

Mais, entre maîtres et colons, les intérêts, souvent communs, sont parfois opposés et se heurtent. Les deux partis organisés les discuteront à l'inférieur du syndicat. On résoudra ainsi, pacifiquement, les conflits en germes. Les conditions de métavage que les États Généraux de la zone agricole auront établies pourront être modifiées, modelées sur les faits nouveaux (hausse ou baisse des produits du sol). Les métayers unis, groupés, pourront faire valoir plus fortement leurs points de vue et ainsi les solutions auxquelles on aboutira seront plus équitables. Si les métayers avaient été unis, nous n'aurions pas vu les conditions des baux s'aggraver au XIX^e siècle ; la loi de concurrence n'eût pas joué contre eux.

Des chefs sont nécessaires pour entreprendre et mener à bien ce travail. Jusqu'alors, ils ne s'étaient

(37) *Pour et par la terre.*

point levés. L'ancienne noblesse terrienne restait inerte ; le régime politique de son choix disparu, elle semblait s'être renfermée, le plus souvent, dans le souvenir des siècles passés. Elle renonçait à rendre les services qu'elle doit aux populations rurales qui continuent à l'entourer de sympathie et de respect. Plus on est haut placé, plus on a, non des droits, mais des obligations plus lourdes. Souhaitons que les nombreux représentants de la bourgeoisie qui, depuis 40 ans, ont renforcé les rangs de l'ancienne noblesse, lui infusent une vitalité nouvelle qu'elle semblait avoir perdue et la ramènent à l'exacte compréhension de son rôle dans la production. La bourgeoisie donnera, elle aussi, des hommes instruits et parfaitement décidés à conduire ce labeur ardu, à donner l'immense effort nécessaire pour secouer le régime économique routinier et stagnant dans lequel se traîne l'agriculture landaise. Ces chefs que nous réclamons se sont déjà dressés. Ils comprennent les maux dont souffre leur petite patrie. Nos vœux et nos sympathies les accompagnent dans leur labeur.

A ces chefs, il faut des troupes. Les propriétaires fonciers, grands et petits, qui sentent le mal et comprennent la difficulté du problème se doivent de les encourager, de les seconder.

Les colons attendent de leurs collaborateurs les réformes. Qu'elles se fassent en parfaite union. Que tous y travaillent. L'estime, la sympathie mutuelles renaîtront. Les miasmes qui rendaient irrespirable l'atmosphère se dissiperont ; une brise douce et légère les chassera. La tempête qui avait déferlé avec rage sur les coteaux landais s'apaisera. On relèvera les ruines qu'elle avait faites.

Au prix de cet effort délicat de longue haleine est la solution du problème. Elle aboutira. Chez tous se manifeste une même bonne volonté. Non, le paysan ne considère pas son maître comme un tyran. Il sait que c'est son collaborateur, qu'il doit vivre en parfaite intimité avec lui. Ce maître, c'est celui qui, naguère encore, l'accueillait chez lui, au Jour de l'An, qui lui réservait une place à la table familiale en ce jour solennel, comme pour placer l'année qui venait sous l'égide de l'amitié. C'est à son maître qu'il faisait les honneurs de sa maison quand celui-ci venait le visiter. Il partageait toutes les joies de la famille de son collaborateur, comme le propriétaire prenait part aux siennes.

Propriétaires et colons mènent, côte à côte, dans leurs villages, la vie austère et rude qu'ont chantée et célébrée les poètes, les plus grands comme ceux ferroir, un Isidore Salles, un Marcel Callède.

Leur existence se déroule le long d'une route creusée d'ornières, bordée de précipices, coupée de dures côtes. Pour supporter ce calvaire — la vie est faite, hélas ! de plus de peines que de joies — ils se doivent un mutuel réconfort. Qu'ils soient l'un pour l'autre de sûrs compagnons de voyage. Qu'ils se consolent de leurs peines, se réjouissent de leurs joies communes. Et, lorsqu'arrivés au bout du chemin de la vie, ils auront droit au repos qui ne finit pas, ils pourront s'endormir avec la satisfaction du devoir accompli.

Il faut que l'union de jadis se renoue et se continue. Nous le croyons, sur ces bases on y pourra parvenir.

DEUXIEME PARTIE

LA RÉGION FORESTIÈRE DES LANDES

CHAPITRE PREMIER

Son histoire. — Description.

M. le Professeur Olivier Martin, dans son cours sur « *l'organisation administrative de l'ancienne France* », disait, à propos des réformes qu'opéra la Révolution, que l'Assemblée Constituante tint compte, pour former les départements, des habitudes locales. Il ajoutait avec raison, que sa besogne fut complexe et qu'il y eut des erreurs. Mais, selon lui, dans l'ensemble, la tâche fut faite consciencieusement et avec un souci réaliste. Nous ne doutons pas de l'excellence des intentions des Constituants. Leur souci réaliste n'apparaît par toujours. En particulier, quand on étudie la structure du département des Landes.

Il est composé de deux régions si distinctes, qu'il nous a fallu les étudier séparément. Un pays agricole identique au Béarn voisin, s'est trouvé accolé en 89 à une zone de marais qui se poursuivait en Gironde, où on la joignait à des vignobles, en Lot-et-Garonne, où on la rattachait à des terres de culture. Il serait intéressant, à ce propos, de faire selon les méthodes d'Auguste Longnon un peu de géographie historique. On rechercherait les raisons qui, en 89, poussèrent les Constituants à nous don-

ner les cadres territoriaux que nous avons gardés depuis. Le dépouillement des archives du comité de Constitution qui devint, sous la Législative et la Convention, comité de division, nous les révélerait peut-être. Mais cette étude, peut-être fort longue, risquerait de nous faire perdre de vue l'essentiel de notre tâche (1).

Nous soulignerons seulement que les vœux des populations exprimés dans leurs cahiers de doléances ont été, en l'occurrence, fort peu écoutés.

Dans le cahier de la paroisse de Saint-Geours-de-Maremne (sénéchaussée de Tartas), nous lisons (2) : « Les habitants se sont joints à ceux des autres paroisses de la Maremne pour manifester d'une manière légale et authentique leurs vœux sur la nécessité et l'utilité réelle de la restauration des états des pays de Lannes indépendants de ceux de la Guyenne, vœu unanime et pour ainsi dire général aujourd'hui. En y persistant, ils réclament de la justice et de la bonté de leur Roi cette restauration, et la fixation de leur tenue à Dax, principale ville des pays des Lannes. Les rapports intimes, l'égalité du sol, et le rapprochement des lieux, procureront aux habitants de cette vaste sénéchaussée de Tartas, et particulièrement à ceux des pays de Maremne, la facilité assurée et peu dispendieuse de faire connaître leur situation, la faible et vraie production du sol, les

(1) Ceux qui voudraient approfondir la question trouveront dans le livre de Ch. Schmidt, « *Les sources de l'histoire de France aux archives* », un guide précieux dans leurs travaux.

(2) Cf. Cahiers de doléances des paroisses de la Sénéchaussée de Tartas, en 1889, publié par MM. Maurice de Chaumont et François Abadie.

assujétions et inconvénients naturels et locaux et de parvenir enfin à n'être plus surchargés comme ils le sont actuellement. »

Dans les doléances pour les paroisses de Pissos et le Liposthey « les exposants accablés par l'extension des prétendus droits seigneuriaux demanderont : « ...5° Que la France soit divisée en Etats généraux (c'est provinciaux qu'ils voulaient dire, sans doute), que la paroisse et la juridiction de Pissos soient comprises dans les Etats de la province de Guyenne et non ceux des pays de Lannes, comme étant plus à portée et relatives en nature du sol et en production avec une grande partie de la province de Guyenne. »

Les révolutionnaires ont néanmoins séparé en plusieurs tronçons et joint à d'autres régions économiques les 700.000 hectares de sables et de marais qui s'étendaient de Bordeaux à Bayonne. On pouvait difficilement en former, d'ailleurs, une seule région économique. Leur aspect n'était, certes, pas séduisant. En 1772, M. Flamichon, ingénieur géographe, fut envoyé dans les Basses-Pyrénées et les pays adjacents, dit Paul Cuzac, pour en relever la carte géographique.

Dans son livre intitulé : « *Théories de la terre* », on trouve, page 20, la description suivante de notre pays :

« C'est en entrant dans ces vastes déserts que l'œil, étonné d'une uniformité d'aspects inattendus, est tout surpris d'apercevoir, quoique à 50 lieues de distance, la petite pointe des Pyrénées dont la cime altière va bientôt se perdre dans les nues. Le tableau des Pyrénées, vu des Landes de Bordeaux, présente

un contraste d'autant plus frappant que si l'on excepte quelques dunes ambulantes au gré des vents, le spectateur n'aperçoit pas la plus petite inégalité du sol dans la vaste étendue de pays dont il est environné de toutes parts. Il ne voit que lui seul au centre d'un vaste univers dépouillé de tout. Il aperçoit quelques bouquets de pinadas jetés éperdus, çà et là, dans la vaste étendue de l'horizon, et il semble que la nature et l'art se soient disputé le droit, malgré la saillie des pinadas, d'égaliser le sol et d'en aplanir la surface, au point que le tout seul semble dressé à la règle et au cordeau. Aussi, rien n'est plus insipide à l'œil que l'aspect des Landes de Bordeaux. Le ciel seul y circonscrit le point de vue. Les monts pyrénéens, aperçus dans le lointain du Midi, font, il est vrai, un superbe contraste au tableau... Le défaut d'abri contre les injures du temps, le défaut de couvert pendant la nuit, et celui de subsistance pour la vie animale peuvent être mis au rang des maux les plus ordinaires qu'on doit y redouter : la nature ingrate se refuse aux productions. Les hommes les plus sauvages ne sauraient y fixer leur habitation. »

Et plus loin, Cuzac dit encore : « L'abbé espagnol, don José de Viera, donne aussi une description peu flatteuse des Landes : « Terre pour laquelle la nature n'a été qu'une marâtre, puisqu'elle lui a refusé toutes ses grâces, toutes ses richesses et tous ses dons. »

L'abbé poursuivait : « M. de Bomaré dirait que les Landes, avant la fameuse inclinaison de l'axe de la planète que nous habitons, à cette époque reculée des siècles dont la date nous est inconnue, formaient

le fond du lac Styx, par lequel juraient les Dieux et que maintenant c'est un vaste désert de sablonnière calcinée, offrant partout un centre et une circonférence nulle part. Les arbres de ces Landes sont de tristes pins. Ses plantes, le stramonium vénéneux et la fougère ; ses oiseaux, la pie ; ses habitants, quelques Français sauvages parlant un incompréhensible patois ; les villages y sont gîtes de lièvres ; pour marcher, les hommes sont pourvus d'échasses et les femmes dépourvues de souliers. Il n'y a ni élévations de terrains, ni chemins, en cette Lybie ou Arabie, de sorte que la meilleure façon de cheminer est d'essayer de passer par où l'on n'a point passé encore. La boussole est aussi nécessaire ici pour s'orienter que sur l'océan. »

Néanmoins, ces déserts avaient leur charme : les pâtres le disaient, un poète landais les a chantés en de magnifiques pages qui nous en garderont le souvenir (3).

Les déserts ont disparu. « Là où les sables miroitaient à l'infini sous les feux du soleil, où se récoltaient toutes les variétés de la fièvre, le pin maritime s'est élevé puissant et superbe. Ses flancs se sont ouverts en sources d'inépuisables richesses ; ses rameaux ont formé, sur des milliers et des milliers d'hectares, un immense berceau de verdure où s'abritent le pin et la bruyère. La steppe brûlante est devenue la forêt aux senteurs balsamiques, aux émanations salutaires. Et dans ces lieux où régnaient

(3) Félix Arnaudin : « *Chants de la Grande Lande* », et « *Choses de l'ancienne Grande Lande* » (1^{re} série),

la Misère, la Fortune campe désormais, radieuse et triomphante (4).

Voltaire, qui savait tout et ironisait sur tout, disait : « Vous vous plaignez des landes de Bordeaux, mais sachez donc qu'on va les défricher et que même une compagnie s'y est déjà ruinée ». Des hommes ont dépensé, en effet, des efforts inouïs pour mener à bien cette révolution. Elle a été accomplie en un siècle. Les hommes d'action ont eu raison contre le railleur de génie. Dans cette lutte contre les sables envahisseurs, plusieurs armes ont été essayées en vain. On a voulu faire des Landes un pays de pâture. On a tenté aux alentours de la Teste de faire des rizières. Le préfet Lajonkaire voulait y implanter le navet. Le vicomte d'Izam, la betterave, tout cela sans aucun succès.

Mais, en 1776, Desbiey, entrepreneur et receveur des fermes du roi à la Teste, avait adressé à l'Académie royale de Bordeaux, un « mémoire sur la meilleure manière de tirer parti des Landes de Bordeaux ». Ce mémoire indiquait les solutions qui ont prévalu pour l'utilisation et l'exploitation des sables : la plantation des pins maritimes. Desbiey, secondé par son frère, l'abbé Desbiey, planta des pins. Les Landais, déjà méfiants, n'étaient point convaincus. Au même moment, le problème de la fixation des sables mouvants attirait l'attention des pouvoirs publics. Les dunes du littoral s'avançaient sans cesse à l'intérieur du pays (5).

(4) Ricard : « *Au pays landais* ».

(5) Montaigne, dans ses *Essais*, signalait déjà ce phénomène. — Cf. Widiam Martin, thèse de doctorat : « *Le pin maritime et l'évolution des Landes de Gascogne* », p. 11.

Sous l'action du vent, « ces dunes capricieuses, violentes, insaisissables, acharnées comme la mer à détruire l'œuvre des hommes, enveloppaient, dans un même linceul blond, les arbres, les maisons, les églises » (6). Plusieurs villages étaient submergés.

Le baron Charlevoix de Villers, envoyé par Louis XVI à Arcachon, trouva le système pour fixer les dunes. L'ingénieur Brémontier et Peychan appliquèrent ses idées. Les dunes fixées, le pin fut planté. A l'intérieur des terres, que Chambrelent, par un ingénieux système d'irrigation des eaux, assainissait, la forêt naquit. C'est à cette phalange d'hommes qu'avaient précédés Amahieu de Ruhat, l'abbé Bauréin, Caule, d'Entomas, Darmantieu, Béran, que les Landais doivent une infinie reconnaissance.

Ils la doivent. Nous devrions écrire, hélas ! ils la devraient. Les habitants de la forêt ignorent, en effet, les noms de leurs bienfaiteurs. Ils savent vaguement qu'il y a 80 ans à peine le pays était dans la misère et la gêne. Ils savent que des hommes ont travaillé pour l'en tirer. Mais lesquels ? Et dans quelles circonstances ? Parlez à un Landais d'un rang social un peu élevé, parlez-lui de Charlevoix de Villers, de Chambrelant, peut-être connaîtra-t-il leurs noms. Mais leur œuvre, nullement. Cependant, Brémontier jouit d'un étrange privilège. A la Teste de Buch, une stèle modeste et sans originalité, sur une place d'Arcachon, un bronze fruste ceinturé de troènes, rappellent son rôle dans la lutte pour la fixation des dunes. Enfin, à la Bouheyre, un buste aux traits défigurés a remplacé sur une colonne l'aigle qui y planait sous le second Empire. Double péché :

(6) *Intransigeant*, 17 janvier 1923.

d'ingratitude d'abord, puisqu'on répudie le souvenir de Napoléon dans une localité que le souverain a personnellement aidée à tirer de la misère, péché contre l'esthétique ensuite : en haut d'une colonne de fonte, de 5 à 6 mètres de hauteur, on n'a pas coutume de placer un buste minuscule. Quant à Villers, à Desbiey, à Chambrelent, rien n'évoque leur souvenir. Pas même, croyons-nous, les noms de rues dans les villes de la région. A Pasteur, qui fit des études sur la levure de bière, les brasseurs du Nord vouent une reconnaissance éternelle. Les Landais n'en usent pas de même avec leurs bienfaiteurs. Il est pénible de devoir le rappeler.

Nos observations ne porteront désormais que sur la région forestière enserrée dans le département des Landes. Il est fâcheux qu'une partie des grandes Landes soit en Gironde et en Lot-et-Garonne, mais notre étude restera dans le cadre que nous nous sommes tracé.

Il ne faudrait pas croire, d'ailleurs, que les 600.000 hectares de pignadars des Landes soient uniformes. Leur apparente monotonie cache une réelle variété. Il y a des zones où la sylviculture et l'agriculture s'équilibrent : telle partie du Marsan, du Maremne, des Lannes, du Brasseinix, nous le prouvent. Néanmoins, ces différences n'influent pas sur le mode d'exploitation pour qu'il y ait lieu d'en tenir compte dans une étude d'ensemble.

La région forestière est un pays de grande propriété. A Sabres, sur 89 familles, 25 sont propriétaires et, parmi ces 25, deux ont plus de 2.000 hectares, plusieurs en ont 1.000, quatre ou cinq plus de 500 ; les quelques autres sont de petits propriétaires.

A l'ordinaire, cette propriété est morcelée, mais dans cette localité on relevait, il y a un an à peine, une famille qui avait encore ses 2.000 hectares d'un seul tenant (7).

La forêt landaise n'est pas continue ; des champs immenses la coupent. Ils sont travaillés par des métayers, comme les pignadars le sont par des résiniers. Nous allons successivement étudier la situation des uns et des autres et leur rapport avec les propriétaires fonciers.

(7) Lors de la concession des marais aux particuliers qui s'engageaient à les assainir en 1859 et même avant, certaines familles de la Lande n'ont pas eu scrupule à s'approprier plus d'hectares que de droit. Elles ont, au surplus, eu soin de choisir les terrains les meilleurs et les mieux situés. On étonnerait nombre de fort honnêtes gens si on leur racontait par le menu la manière dont leurs grands-pères ou leurs arrière-grands-pères ont acquis leur fortune. Nous ne croyons dévoiler aucun secret en disant que Félix Arnaudin excellait à ce petit jeu, mais en l'absence des intéressés.

CHAPITRE II

LE MÉTAYAGE DANS LA RÉGION FORESTIÈRE

Il a suivi une évolution très curieuse à retracer. Elle prouve l'extrême souplesse de ce mode d'exploitation du sol. En même temps que les lagunes disparaissaient et que la forêt naissante chassait des troupeaux de chèvres et de moutons, l'aspect de la métairie s'est modifié. Il y a moins d'un siècle encore, on distinguait avec raison, trois catégories de métayers dans la Lande : le *bourdilé*, le *brassé*, le *pasteur*.

Le *bourdilé*, ou métayer principal, avait un attelage, soit en propriété, soit en compte à demi avec son maître ; c'était une paire de bœufs, de mules ou seulement de vaches, car l'argent était rare alors. Il disposait d'une maison et d'un champ qu'il cultivait avec ses animaux et partageait avec son propriétaire au tiers, parfois au quart, les produits agricoles.

On rencontrait aussi des métayers moins importants, que, dans les cantons de Sabres, Pissos, Sore, on appelle *brassés*. Ceux-ci avaient des terres, mais non pas d'attelage pour les labourer. Le *bourdilé*, spécialement rémunéré pour cela, venait les travailler. Sur la récolte du *brassé*, le maître prélevait la moitié des seigles, le tiers des autres céréales.

Enfin, les Landes offraient des pâturages immenses sinon excellents. Les *pasteurs*, également métayers, y vivaient nombreux. S'ils avaient un attelage, les conditions du *bourdilé* leur étaient appli-

quées. Dans le cas contraire, celles du *brassé*. Pour la surveillance des troupeaux, une rémunération spéciale en nature leur était accordée : ainsi dix sacs de seigle.

Souvent, ces trois métayers cohabitaient sur le même domaine. Chacun avait, en sus de ses obligations précipitées, des redevances et des corvées. Cette distinction tri-partite, nous la trouvons encore dans les plus récents coutumiers dressés dans certains cantons et aussi dans de nombreux baux de métayage. C'est un rappel du passé, mais d'un passé bien mort. La classification est périmée et ne se retrouve pas dans les faits. Elle ne correspond plus en rien au nouvel état de choses. Les Landes ne méritent plus leur nom. Le pin a chassé les troupeaux. Plus de moutons ni de chèvres, partant plus de *pasteurs*. D'autre part, le *bourdilé* n'a plus voulu assurer le travail de l'attelage nécessaire aux besoins du *brassé*. Force a donc été à ce dernier de travailler son champ. Les animaux de trait sont chers. Il s'est contenté d'une mule, jugée suffisante, et ainsi la distinction entre *bourdilé* et *brassé* n'a plus de sens.

A côté de ces catégories, le métayer résinier existait depuis longtemps dans les Landes. Certaines petites propriétés n'avaient qu'un métayer avec attelage, mais il était résinier. Déjà au dix-huitième siècle, en effet, la gomme était distillée dans notre pays. On envoyait les brais et les colophanes par charrois à Bordeaux. Et Desbicy, dans son projet d'ensemencement des Landes, voulait précisément faire transporter par les voitures qui rentraient à vide de Bordeaux les matériaux nécessaires à la construction des routes landaises. C'est dire que la pro-

duction était importante, les métayers résiniers donc relativement nombreux.

Dans les Landes nouvelles, non seulement cette espèce de colons a survécu, mais elle s'est généralisée et multipliée. On trouve cependant encore, dans les cantons de Sore, de Pissos, Sabres, Morcenx, Mimizan, Parentis, des *brassés*, des *bourdilés*, des *pasteurs*. C'est assez rare. Et les *pasteurs* sont devenus de simples domestiques à gages. La situation du métayer résinier s'est maintenue, au contraire, jusqu'en 1906, ce qu'elle avait été à travers les siècles.

Au reste, le travail des champs est fort secondaire pour le métayer gemmier. Il a ainsi un logement gratuit, les aliments nécessaires pour l'entretien de son bétail et de sa basse-cour, mais ses ressources principales, il les tire de la forêt, de la cueillette de la gomme à des taux rémunérateurs. Car, à l'heure présente, si tous les résiniers landais ne sont pas métayers, dans la zone forestière tous les métayers sont résiniers. Il ne faudrait cependant pas exagérer. Il existe des métayers, dans le Marsan surtout, à Maillerès en particulier, qui sont fort peu résiniers et à qui la gomme ne donne qu'un complément de subsistance. Mais c'est l'exception.

Les clauses du bail à colonat partiaire sont régies encore ici par des usages locaux. Dans la plupart des cantons, à la différence de la zone agricole, ils ont été codifiés. (1).

(1) Canton de Souston (Defos du Rau) ; Tartas ouest et Tartas est (Dèche) ; Roquefort (Lambert) ; Labrit (Brouqueyre, qui a été l'animateur du mouvement que ses collègues ont suivi) ; Sabres, Morceinx (Boulbert) ; Mimizan, Parentis (Emm. Delest).

Mais les usages sont très variables, sans qu'on puisse, la plupart du temps, en saisir les raisons. Ainsi, les cantons de Pissos et de Sabres, Sore, partagent à moitié la récolte du seigle, au tiers les autres produits. Dans certains villages du Marsan et du Marensin, les terres sont plus fertiles. Le travail des champs est moins pénible et plus fructueux, et cependant la part du maître diminue sensiblement par rapport à la quotité exigée dans les grandes Landes. Puisque le propriétaire ne considère, en général, ses ressources agricoles que comme subsidiaires, puisque la gemme lui fournit le plus clair de ses revenus, nous comprendrions beaucoup mieux que les clauses du bail soient d'autant plus dures pour le métayer que les conditions de mise en valeur du sol sont moins rigoureuses. Il semble évident qu'un propriétaire de Sore devrait exiger de son colon qui a peine à tirer d'un sol maigre quelques sacs de seigle, moins que tel propriétaire du Maranzin ou du Marsan dont le métayer retire une abondante récolte de la terre sans dépenser autant de peine. Si le système actuel est maintenu, on découragera les métayers. Ils délaisseront leurs champs pour ne s'adonner qu'au gemmage. Ce serait un malheur pour tous. Les métairies au milieu des pignadars sont des garanties contre l'incendie ainsi que nous le fit judicieusement remarquer M. Armand Clavé. D'abord les champs sont de véritables pare-feux. Les coupes de bruyères que fait le colon pour ses fumiers, les fougères, les ajoncs que broufent les animaux nettoient les sous-bois qui sont plus propres et les risques de voir en quelques heures se consumer des centaines d'hectares boisés, subsistance de

toute une population sont d'autant diminués. Malheureusement, il semble que depuis deux siècles, le nombre des habitations en forêt se soit réduit. Nous avons eu entre les mains un contrat concernant une métairie de Sabres aujourd'hui inconnue. Plusieurs faits du même ordre nous ont été signalés. Cette tendance, si elle s'accroissait, serait inquiétante.

On devrait donc remanier les coutumiers, établir entre eux plus de concordance, régulariser les usages pour éviter des embarras. En voici un exemple : en quittant les lieux, le métayer de Lesgoor doit laisser le fourrage récolté dans l'année. Inversement, à Laluque, village voisin, le colon sortant peut transporter son foin. Supposons, et l'hypothèse n'est pas gratuite, qu'à la Saint-Martin, entre Laluque et Lesgoor s'opère un échange de familles d'agriculteurs résiniers. Tandis que l'une aura à Lesgoor une double provision de fourrages dans ses greniers, l'autre ne pourra subvenir à l'alimentation de son bétail. Certes, ces questions jouent un rôle secondaire dans la zone des forêts mais il serait prudent de supprimer ces anomalies. Des causes de conflits, sans doute bénignes, s'évanouiraient ainsi et parfois de petites causes peuvent amener de grands effets.

En suivant la procédure que nous avons proposée dans la première partie de notre travail, on travaillerait utilement selon nous, à maintenir la bonne harmonie dans les rapports entre propriétaires et exploitants du sol.

J.-H. Ricard à ce propos, dans son livre « *Au pays landais* », s'exprimait ainsi : « Les rapports

entre le propriétaire et le colon sont ceux de maître à serviteur. Il n'existe nullement entre eux cette confraternité qu'on a cru établie par le métayage ». Que la confraternité n'existe pas telle qu'on la souhaiterait, c'est malheureusement possible. Comme le dit Isidore Salles, « au houns dou co fin qui pot hède », mais les rapports entre propriétaires et exploitants ne sont pas ceux que le futur ministre de l'agriculture voulait bien dire. Non les colons ne sont pas en obédience. Ils sont si peu des serviteurs qu'ils savent demander énergiquement des améliorations à leur condition. Lorsque en 1906-7-9, les résiniers landais ont réclamé la modification des contrats de gemmage, ils ont profité de l'occasion pour demander subsidiairement (la plupart des résiniers étant métayers), le remaniement du bail à colonat partiaire. Celui-ci était demeuré à peu près intact depuis des siècles, malgré la révolution économique qui s'était opérée dans la contrée.

Des conventions nouvelles furent signées à Mezos, à Lesperon, Mimizan, Escource au début de 1906. Au premier congrès tenu par la Fédération des syndicats de Gemmeurs du Sud-Ouest, le 21 et 22 décembre 1906 à Morcenx, une commission fixe les clauses du bail à cheptel et du colonat que la jeune fédération voulait voir désormais appliquées. Mais ces vœux, les résiniers, à notre connaissance, n'ont jamais tenté de les réaliser.

Pendant la guerre, les colons ont, en quelques endroits, demandé l'allègement des redevances et le paiement des journées de corvée à un taux convenable. A Sabres, la suppression du quartier de porc a été réclamée, les propriétaires ont fait droit à cette

demande et désormais une somme de 25 francs remplace l'ancienne redevance en nature. Les journées de prestation payées jusqu'alors de 0 fr. 50 à 1 fr. 50 seront payées à l'avenir à un taux allant de 5 à 8 fr.

Une œuvre utile serait donc faite si les organisations corporatives étaient mises au point. On discuterait les intérêts communs, on résoudrait les difficultés pendantes, la question des engrais, celle de l'amendement de ces terres très pauvres pour la culture seraient étudiées. Egalemeut l'application de l'outillage mécanique dans ces vastes champs. Les caisses de retraite, les mutuelles-incendie, les mutuelles-bétail, seraient renforcées. Le métayer prendrait goût aux travaux agricoles qui seraient d'un plus grand rendement. L'amélioration du logement du paysan ferait l'objet d'une sollicitude spéciale. Il ne faut plus supporter que des propriétaires construisent des bâtiments où étables et habitations ne sont pas séparées. L'« embucage » doit être supprimé. Le pittoresque y perdra ce que l'hygiène y gagnera. Un vaste champ d'action s'ouvre à l'activité des propriétaires et des métayers.

Surtout, il faut travailler à nouer ou à maintenir les bonnes relations entre propriétaires et résiniers. L'accord entre métayers et propriétaires viendra par surcroît.

CHAPITRE III

LES RESINIERES LANDAIS

LEURS RAPPORTS AVEC LES PROPRIÉTAIRES

Les champs que cultivent les métayers découpent, nous l'avons dit, dans les immenses espaces qu'englobent les pignadas, de petites étendues. Le pin maritime a submergé les Landes. Cet arbre généreux que Théophile Gautier et Isidore Salles ont tour à tour célébré, est en effet la ressource du pays.

Il donne des revenus sous des formes multiples : abattu de 20 à 40 ans, il est vendu comme poteau de mine ; à sa maturité, les marchands de bois en tirent des planches, des pavés pour les artères principales des grandes villes ; du bois de charpente même. Et, dès 18 à 20 ans, pendant toute sa croissance, le pin donne la gemme. Cette gemme « amassée » en barriques, fait la richesse des Landes. Or, dans ce pays à domaine latifundiaire, les propriétaires ne procèdent pas eux-mêmes 7 fois l'an à la cueillette de la résine. C'est le travail du résinier (1).

Le résinier dénommé aussi gemmeur ou gemmier joue donc un rôle de premier plan. Il est le principal agent de la production (2).

(1) Pour les détails techniques sur l'exploitation de la forêt et le résinage, cf. les traités d'usages locaux, les thèses de Paul Roumégoux, « *Les résiniers landais* » (pages 14 à 17), et de Robert Desbordes, « *Les syndicats résiniers dans les Landes* » (pages 30 à 62).

(2) On a longtemps disputé et la querelle n'est pas close pour savoir quel était le terme qui devait prévaloir pour désigner l'ouvrier qui prépare le pin pour le résinage et ramasse

Aussi tous les métayers sont résiniers. Ils tirent de cette partie de leurs travaux qui leur prennent le meilleur de leur temps, leurs bénéfices les plus clairs. Certains Landais uniquement gemmeurs professionnels n'ont pour vivre de février-mars à octobre que la rémunération de leur travail en forêt (3).

Besogne fatigante et pénible. Il y faut déployer des qualités d'agilité, de souplesse et d'endurance physique qui font honneur à la race gasconne. Durant les longues journées du printemps et de l'été, au plus fort des chaleurs, le résinier de l'aurore à la tombée de la nuit parcourt les pignadas. Il va d'un pin à l'autre, leur fait une blessure mesurée ou ramasse la résine qui de cette plaie a coulé dans un pot fixé aux flancs de l'arbre. Durant tout le jour, il

la résine. J.-H. Ricard (page 75 de son livre) tient pour gemmeur. Il en donne les raisons. D'autres optent pour gemmier. Tels sont nos savants compatriotes, érudits et fins lettrés : MM. l'abbé Daugé et Xavier de Cardaillac. M. de Cardaillac pose en principe que les vocables terminés en « or » en latin donnent « ou » en gascon et « eur » en français. *Labrador* : lauradou, laboureur. Tandis que les vocables terminés en « arius » ou « erius » en latin et bas-latin, donnent « e » final en gascon et « ier » en français : *pomarius*, poumé, pommier, et *gemmarius* (inexistant) donne gemmé (gascon) et gemmier (français). Selon lui et l'abbé Daugé, qui est du même avis, gemmeur est un barbarisme. Nous nous rangeons à leur opinion hautement qualifiée. Nous noterons seulement que la pratique courante a consacré résinier. Il est curieux de signaler d'uit en français par « les résiniers ». Pour éviter, au cours de notre travail, de trop nombreuses répétitions de termes, nous emploierons également les 3 formes.

(3) Entre le résinier professionnel et le résinier-métayer, la différence est la suivante : le métayer a, le plus souvent, droit par le fait qu'il travaille tel domaine d'un propriétaire foncier, à se voir attribuer le résinage des pièces de pin appartenant à son maître. Au contraire, le contrat qui lie propriétaires et résiniers professionnels est annuel et tous les ans, en fin de campagne, l'une des parties peut le dénoncer. Le propriétaire de préférence attribuera des lots de pins à son métayer et sacrifiera, si besoin est, le résinier professionnel.

est seul, accompagné de son chien fidèle, dans la fournaise. Les durs rayons du soleil ont, en effet, percé la nappe du feuillage vert qui eut pu mettre le travailleur à l'abri du chaud. Nul passant, nul bruit pour le détourner de son monotone labeur, si ce n'est le chant assourdissant des cigales qui rythme sa démarche cadencée et rapide (4).

Tel est le résinier landais. Etudions successivement : 1° les rapports des résiniers et des propriétaires et la question de leur rémunération ; 2° les rapports des résiniers et des propriétaires et la question des coopératives de production.

1° Tout travail mérite salaire. Le gemmier est rémunéré de son labeur si spécial d'une manière non moins singulière. Il est peu aisé d'en définir le caractère. La gomme est, on le sait, la matière première dont se sert une industrie locale fort importante, l'industrie des résineux, qui la transforme en brais, colophane, essence de thérébenthine. Les industriels, les fabricants comme on dit en Gascogne, achètent aux propriétaires les barriques qu'ils produisent. Durant la campagne, chacun des fabricants fixe un cours qui est pour chaque semaine le prix auquel il achètera la matière première. (Ce prix est fonction des cours des essences, colophanes, brais, fixés le lundi à Bordeaux et surtout le samedi à Dax). Le propriétaire livre sa marchandise à telle fabrique qui lui convient, soit que les prix offerts sont supérieurs à ceux des concurrents, soit que l'atelier est situé à proximité des pignadas. Du prix

(4) M. l'abbé Daugé a composé à la gloire du gemmier une magnifique poésie que nous excusons de ne pas pouvoir donner, car elle compte cinq strophes.

de la barrique, ainsi déterminé, le résinier touche la moitié, sauf légère retenue variant de 3 à 10 francs. Le gemmeur reçoit donc une somme d'argent dont la quotité est fixée par les us et coutumes locaux, mais dont le montant varie selon les fluctuations des cours des marchandises payées par les fabricants. Tel est le système pratiqué dans toute la région forestière du Sud-Ouest (5).

Cependant, si à l'heure présente le résinier touche la moitié du prix de la barrique de résine, il n'en a pas été toujours ainsi. Au reste, même actuellement, ce mode de rémunération est loin d'être uniformément pratiqué.

Le principe du partage du prix de la gemme à moitié, fut longtemps unanimement reconnu dans toute la forêt ; lorsque les cours de la résine ne dépassaient pas 60 francs ou étaient même très inférieurs, les propriétaires fonciers divisaient sans difficulté en deux parts égales le produit de leurs pins. Il en fut ainsi jusqu'à la guerre de Sécession. A cette date les produits résineux atteignirent de hauts prix. Et les propriétaires continuèrent à donner 28 et 30 francs à leurs résiniers, alors que le produit recueilli par les soins de ce dernier montait à 250 fr. Des troubles éclatèrent dans la grande Lande, à Sabres en particulier et les résiniers obtinrent le retour au principe de la moitié du prix de la gemme

(5) Cet ouvrier est-il un salarié, un associé, et quel associé ? La question est troublante. Les conséquences de telle ou telle solution adoptée peuvent être fort graves. Nous nous proposons d'envisager ce problème sous toutes ses faces dans une étude particulière qui pourrait prendre la forme d'une thèse de doctorat juridique, car le sujet est du domaine du droit pur et nous n'avons pas à en connaître ici.

quel qu'il soit. Les colons résiniers du canton de Castets adressaient le 8 mai 1862 une pétition au préfet des Landes : « Nous voulons, disaient-ils, qu'il y ait une règle pour que chaque propriétaire ne fasse pas sa loi, ni les colons non plus aux résiniers. Nous demandons une paix entre les deux classes durable et lointaine. Pour le moment, nous supportons des choses très fâcheuses. Le prix est de 225 francs chaque baril. On nous donne 20 à 25 fr. Ils ont encore 200 francs sur notre barrique. M. le Préfet, nous en sommes fatigués. Si nos prières ne portent pas fruit pour la justice et le bien-être, notre pays est menacé de tous côtés par des accidents bien déplorables. La ruine sera après la fortune (6). »

La moitié ne leur fut pas accordée cependant. Au reste, la guerre civile terminée en Amérique, les cours des résineux tombèrent à des taux très bas, mais aux alentours de 1900, les prix se relevèrent à nouveau : et les propriétaires continuaient à donner 20 à 25 francs par barrique à leurs résiniers. Dans la Grande Lande, une partie du Born cependant, ils avaient respecté l'esprit des conventions et divisaient en deux parts égales les bénéfices de l'exploitation pour élevés qu'ils soient. Dans le Marensin, le Brassenx, les Lannes, des syndicats se formèrent pour exiger le respect des usages locaux : partage par moitié. L'histoire des grèves de 1906-7-9 a été déjà écrite; nous ne la redirons pas. Le résultat fut pleinement réalisé. Les propriétaires firent droit aux revendications des résiniers (7).

(6) Document communiqué par M. l'abbé Foix.

(7) Les belles thèses de Robert Desbordes et Paul Roupinon hautement qualifiée. Nous noterons seulement que la

Il restait cependant, en 1920, plusieurs villages du Marensin et des Lannes où le but n'était pas encore atteint : c'étaient Magesq, Herm, Taller, Linxë, Vielle-Saint-Girons, Messanges, Rion-des-Landes, Saint-Michel-Escalus. Lors des grèves dernières, des conventions collectives avaient été passées entre les parties qui amélioraient le système de rétribution alors en vigueur sans, pour cela, retourner à la pratique de la moitié pure et simple.

En février 1920, le syndicat des gemmiers de Magesq, dont la convention était arrivée à expiration, refusa de renouveler sur les bases anciennes l'accord révolu. Depuis 1909, sur le prix de la gemme, la part du résinier était ainsi calculée : moitié jusqu'à 100, le quart en sus. Le syndicat exigeait désormais la moitié du prix de la barrique et invitait d'ailleurs les propriétaires à venir en discuter devant le bureau syndical. Ceux-ci, surpris, cherchèrent à gagner du temps; une entrevue eut lieu, enfin, dans une salle de la mairie du village. Les résiniers s'assirent sur la tribune et laissèrent au pied de l'estrade les délégués des propriétaires. Ils auraient dû se rappeler, comme le dit M. Xavier de Cardaillac que : « Les blessures de l'amour-propre sont les plus lentes à se cicatriser ». Les résiniers demandèrent la moitié du prix de la résine et cela uniformément (8).

Or, à Magesq, et dans ce coin des Lannes et du Marensin, la situation du résinier est assez particulière. Les gemmiers sont, pour la plupart, fermiers. Depuis longtemps déjà, le métayage avait été ici abandonné. Devenus fermiers, les anciens métayers

(8) Les documents sur les grèves de Magesq nous ont été transmis par M. de Cardaillac.

payaient une somme dérisoire variant de 200 à 400 francs par an : prix établis alors que les produits agricoles étaient d'une valeur infime dans cette zone où la terre est extrêmement fertile et procure de sérieux bénéfices à qui la cultive. A côté des résiniers-fermiers, restaient quelques résiniers-métayers qui respectaient le coutumier local du métayage et les résiniers professionnels.

Les propriétaires acceptaient de donner, à ces deux dernières catégories, la moitié jusqu'à 100 fr. et les $\frac{2}{5}$ en sus. Quant aux fermiers, ils s'engageaient à leur offrir la même situation s'ils consentaient, soit à voir majorer leur prix de ferme, soit à redevenir métayers.

Les délégués des résiniers rejetèrent ces propositions ; ils exigeaient la moitié pure et simple et pour toutes les catégories de travailleurs. Quelques propriétaires, la Commune en particulier, acceptèrent ce nouveau mode de règlement de comptes. La majorité s'y refusa. Le juge de paix du canton fut sollicité pour concilier les deux parties, mais ce fut en vain. Le syndicat proclama alors la suspension du travail dans les forêts des propriétaires dissidents. 80 gemmeurs furent ainsi en grève et 60 seulement commencèrent la campagne nouvelle. La première amasse fut perdue pour les autres ainsi que pour leurs patrons. Et la résine atteignit à ce moment 1.200 francs la barrique. Des centaines de milliers de francs étaient perdus.

Les choses en étaient là lorsque le lundi 12 avril, dans 5 communes avoisinantes, la grève générale fut déclarée par les résiniers. Leurs syndicats se solidarisaient avec celui de Magesq, réclamaient

eux aussi le retour pur et simple à la moitié. Sans raison, à Magesq, les 60 ouvriers non grévistes cessaient à leur tour le travail ; mais dès le 27 avril ils le reprenaient pour la deuxième amasse avec l'assentiment de leurs camarades grévistes des 6 communes. Les 60 ouvriers s'engagèrent à verser sur leurs salaires de la première amasse 50 francs par barrique ; pour celle à venir, ils prélèveraient 100 francs par pré-ciput sur leur part. La moitié du reste de leur argent irait à la caisse de secours pour soutenir le mouvement. Magnifique exemple de discipline et de désintéressement qu'ont donné là les gemmeurs de Magesq. Le samedi 24 avril, à la sous-préfecture de Dax, le Préfet des Landes réunit les délégués des 2 parties des 5 communes entrées en grève le 12 avril. Les représentants des propriétaires firent valoir que leurs ouvriers avaient ramassé la première amasse aux conditions établies depuis 1909. Cela signifiait donc qu'ils avaient accepté le mode de salaire établi en 1909 par une convention collective qui n'expirait d'ailleurs qu'en 1921. Elle liait donc les deux parties pour l'année en cours. Dans ces conditions, les résiniers violaient leurs engagements, ils devaient les tenir pour la campagne de 1920. Les propriétaires se refusaient à modifier le contrat présent. Les délégués des gemmeurs décidèrent de reprendre le travail à la double condition que les propriétaires entre-paraissent avec les syndicats et qu'en cas d'échec de conciliation, les deux groupements nommeraient chacun un arbitre, qu'un sur-arbitre nommé par le Président du Tribunal de Dax départagerait, si besoin en était. Le lundi 26 avril, les grévistes des cinq villages refusèrent de ratifier la pro-

position de leurs mandants. La préfecture proposa l'arbitrage d'un délégué du ministère de l'agriculture, ce qui ne fut pas accepté.

Le 29 avril, en la sous-préfecture de Dax, devait avoir lieu également une entrevue entre les délégués des résiniers de Magesq et des propriétaires dissidents. Mais dans la nuit du 27 au 28 avril à Linxe, un dément essaya de mettre le feu dans une usine de produits résineux de M. André Dupuy, propriétaire à Magesq, qui s'employait activement à tenter une conciliation. Le sinistre fut heureusement conjuré, mais l'incident irrita les esprits, et la réunion du 29 ne se tint pas. Divers actes de sabotage étaient par ailleurs commis. Un bouquet de platanes de M. Labat fut rasé par des mains mystérieuses. Des pointes furent plantées dans les pins des propriétaires adhérents aux nouvelles conditions du syndicat pour en empêcher le gemmage.

Devant l'attitude énergique des propriétaires du canton de Castets, qui avaient le bon droit pour eux, les ouvriers s'inclinèrent. Mais à Magesq le travail ne reprit pas. Les gemmeurs, pour aboutir, avaient recours au tapage et à l'intimidation. Des gens de bonne volonté leur conseillèrent le calme. La tranquillité renaquit, mais la grève continuait toujours. Cependant, un compromis régularisa la situation du syndicat vis-à-vis des propriétaires adhérents : deux arbitres conclurent un accord par lequel le prix des gemmes se partagerait désormais par moitié, sauf une légère retenue. Les résiniers fermiers redeviendraient métayers, et les usages locaux de métayage leur seraient appliqués. Ils perdaient ainsi le béné-

fice du prix de ferme qu'ils rattrapaient d'ailleurs et au-delà par l'augmentation de leurs salaires.

Il fallait aussi amener une détente dans les rapports entre le syndicat et les propriétaires dissidents. Deux amasses étaient déjà perdues, qui furent payées à des prix dont on peut dire, sans vaticiner, qu'ils ne se reverront jamais. Allait-on continuer à perdre beaucoup d'argent. La farce jusqu'alors coûtait 5 ou 600.000 francs. Il fallait donc négocier un accord. M. Coyola, maire d'Herm et propriétaire à Magesq, président d'un groupe important de propriétaires prit l'engagement « d'examiner avec la plus large bienveillance, les demandes des résiniers qui lui seraient faites en fin d'année à condition que le travail reprît immédiatement ». Le syndicat, de son côté, votait en assemblée générale par 78 voix contre 42, la résolution suivante : « Le syndicat, maintenant ses revendications, et décidé à les soutenir pour la campagne 1921, autorise ses membres à traiter avec les propriétaires pour cette fin de campagne 1920 au mieux des intérêts de chaque syndiqué. »

Le travail reprit dans les pignadas. L'année s'acheva dans le calme. Nous ne savons pas si en 1921 la modification des conditions de gemmage a été discutée. On est demeuré sur le *statu quo* ; les déclarations si nettes ont été de part et d'autre oubliées. Les Landais sont en général ennemis des solutions claires. Des conflits surgiront, amenés par les mêmes causes. Que n'a-t-on eu la sagesse de les supprimer.

Pour les six ou sept villages dont nous avons parlé, les bases d'un accord pourraient, selon nous, être aisément trouvées. Il faut donner la moitié du prix de la gemme. On se conformera ainsi à l'esprit

des usages de toute la Lande. Les résiniers professionnels et les résiniers-métayers ne sont pas à Magesq plus favorisés que ceux de Pissos ou de Sore, quant à leur condition générale. Pour le travail des pins (et le gemmage est partout semblable), ils touchent un salaire inégal. Pour les résiniers-fermiers, s'ils exigent à leur tour la moitié, ils doivent accepter de devenir métayers ou payer un prix de ferme correspondant à la valeur de leurs métairies. Ils y ont intérêt, car ils rattraperont d'un côté beaucoup plus qu'ils ne perdront de l'autre.

Il est encore certains points des Landes où le système du partage à moitié prix de la barrique de gemme n'a pas triomphé complètement. A Rioms-des-Landes, en 1920, les résiniers l'ont réclamé. Pendant 8 jours, ils ont manifesté évoluant dans les rues en colonne par 4. Un accord est très vite intervenu. la commune, par l'organe de M. Louis Poudenx, adjoint, a accepté le principe de la moitié. Les particuliers aussi. A Messanges, la même résolution a été prise.

La convention du 11 mars, celle de Dax, art. 10, impose le respect des mêmes bases dans le Bas-Adour, en particulier dans le Maremne. Nous ne savons pas ce qu'il est advenu de l'application de cet article. Jusque-là, selon les usages locaux du canton de Saint-Martin-de-Seignanx (établis par M. le Juge de Paix Laporte), l'ouvrier prélevait la moitié jusqu'à 60 francs, rien au delà. Lorsqu'en 1920, la barrique était à 1.200 francs, certains propriétaires de Bénesse-Maremne (le dixième aux dires du syndicat cégétiste local) s'en tenaient à ces conditions...

Il faut régulariser dans tout le département la

pratique de la moitié. Certains esprits chagrins estiment que le résinier touche, de la sorte, beaucoup trop d'argent. Pourquoi la moitié, plutôt que les trois quarts, disent-ils ? Il est assez difficile d'expliquer comment on en est venu à user de ce mode de rémunération envers les résiniers. Ne serait-ce pas qu'on a voulu calquer le métayage ? En transposer les formes pour le travail dans la forêt ? Quoi qu'il en soit, pourquoi vouloir changer cette organisation ? D'après les prix auxquels se tient la gemme depuis 20 ans, les propriétaires peuvent accepter sans récriminer ce système. Leur part est suffisante pour qu'ils retrouvent un fort intérêt de leur capital. Pourquoi donc hésiter à donner la moitié ? Les bénéfices seront un peu moindres pour les uns, mais les revendications des résiniers seront, sur ce point, complètement satisfaites, et ce sera fort bien ainsi (9).

2° Les coopératives de résineux. Le danger qu'elles sont pour la cordialité des relations entre propriétaires et résiniers.

250 usines environ groupent toute l'industrie résinière du Sud-Ouest. 111 ateliers (10) sont situés dans le département des Landes. Le plus souvent, ils appartiennent à des particuliers de la localité où ils sont établis. Aucun lien, aucun cartel entre eux. Parfois, cependant, des ententes passagères se forment. Il y a 23 ans, à la Teste, des fabricants de la région s'étaient organisés pour acheter aux prix les

(9) Cf. les belles thèses de Robert Desbordes et Paul Roumégoux.

(10) Cf. page 109, de l'enquête sur la reprise et le développement de la vie industrielle dans la région landaise, menée par la 18^e région militaire.

plus bas la matière première ; pour réagir contre ce commencement de trust, le docteur Lalanne fonda la première coopérative de production. Depuis lors, le nombre s'en est accru, lentement jusqu'en 1914, avec rapidité ensuite.

Ce mouvement prendra peut-être une certaine importance. Or, le système des coopératives de production pose de sérieux problèmes qui risquent d'amener des perturbations et des troubles dans les rapports entre propriétaires et résiniers. Il convient donc de s'y arrêter.

La coopérative, qu'elle soit de production ou de consommation, a un but déterminé : supprimer les intermédiaires dans l'échelle de la production ou de la consommation. Des maisons de gros, les marchandises sont rapprochées, par étapes successives, du consommateur. Le coût de la denrée est de la sorte augmenté d'une somme qui constitue précisément le bénéfice des détaillants. La coopérative de consommation supprime ces degrés. La marchandise transmise directement du magasin de gros est offerte aux clients à meilleur marché.

La question se pose en un sens de la même manière pour les coopératives de résineux. Les propriétaires (et nous savons que, pour la plupart, ce sont de gros propriétaires) apportent leurs 100, 200 barriques de gomme par an ou davantage à un particulier. Celui-ci les transforme en brais, essence de thérébentine, colophane. Il ne fait pas gratuitement l'opération. Son bénéfice consiste dans l'écart entre les cours auxquels il vend les produits tirés de la résine et ceux auxquels il a acheté sa matière première. Pourquoi les propriétaires ne seraient-ils pas

eux-mêmes leurs fabricants ? Pourquoi ne se réserveraient-ils pas ce bénéfice supplémentaire ?

Mais l'idée de bénéfice a pour corrélatif l'idée de perte. Parfois, le commerçant se trompe dans ses prévisions. S'il fait de mauvaises affaires, lui seul en subit les conséquences. En cela, le problème des coopératives de production diffère de celui des coopératives de consommation où l'acheteur gagne, de façon certaine. Les propriétaires fabricants ont donc un risque à courir.

Est-il grand ? Si l'on examine les cours des résineux depuis un quart de siècle, on constate facilement que ces produits ont eu une tendance constante à la hausse. Il y a de nombreux sauts, mais la courbe générale est ascendante. L'aléa de ce commerce n'est donc pas très sérieux et le fait est qu'en comparant, pour une période déterminée, les prix donnés aux propriétaires par la fabrique privée et ceux obtenus par les coopératives (à Biscarosse, par exemple, à la Teste également), on trouve, en fin de compte, un avantage assez net en faveur des coopératives. Ce supplément correspond aux bénéfices des fabricants que les propriétaires se sont ici réservés. La perspective d'un accroissement du bien explique cette floraison de coopératives de production. Cependant, ce système qui, de prime abord, ne semble avoir que des avantages, a des inconvénients tels que nous n'hésitons pas à le condamner.

Comment se présente une coopérative de ce genre ? C'est une assemblée de propriétaires qui vendent en commun les essences, les brais, les colophanes, tirés de leurs barriques de gemme. Lorsqu'en fin d'année, les produits sont écoulés, le bilan

est dressé ; les frais généraux étant soustraits, il reste un chiffre net. Divisé par le nombre de barriques apportées à l'établissement, il donne un quotient qui établit le prix auquel sera payé, à chaque propriétaire, la barrique. Chacun a droit à autant de fois ce quotient qu'il a apporté de barriques. Sur ce prix, le résinier a droit à la moitié. Les bénéfices de la fabrication doivent, dans une véritable coopérative, lui revenir dans cette proportion, en effet, puisque le prix de la barrique qu'il a amassé n'est fixé que selon les cours auxquels ont été vendus les produits tirés de cette matière première.

Le gemmier qui a apporté la résine à la fabrique privée est payé, lui, sur le cours de la gemme établi par le fabricant. Il ne court pas les risques du commerçant. Si l'année est bonne, seul le fabricant participera aux bénéfices. Dans la coopérative, au contraire, le résinier y prend part pour moitié. Si l'année est déficitaire, le résinier de la fabrique privée reçoit de son propriétaire la moitié de la somme fixée par le barème de l'usine le jour où il a apporté la gemme à l'atelier, sans se soucier, en aucune manière, de savoir si le fabricant a pu vendre les matières tirées de la gemme à un prix tel qu'il est au moins rentré dans ses débours. Le résinier de la coopérative a participé, lui, aux risques. Ils diminuent d'autant le prix de la barrique par rapport à ce que la fabrique privée l'a payée. Or, parfois, les différences entre les revenus sont très fortes. Ainsi, en 1921, elles se chiffraient, à La Teste, entre 100 et 150 francs par barrique de 237 litres ; à Biscarosse, la somme montait à 253 francs. Ainsi donc, par rapport à leurs camarades résiniers privés, les coopé-

rateurs résiniers avaient un manque à gagner de 7.614 francs s'ils avaient récolté 30 barriques dans l'année. L'écart était si grand que les propriétaires de Biscarosse, afin d'éviter des troubles, ont préféré supporter eux-mêmes un surcroît de manque à gagner et ont relevé d'autant la part qui, normalement, devait échoir à leurs employés.

La coopérative est donc construite sur un postulat : à savoir que, sur une période déterminée, il y a, au total, plus de bénéfices que de pertes dans l'industrie des résineux et que les années de pertes ne sont ni fréquentes ni lourdes. Dans le cas contraire, si plusieurs années mauvaises se suivaient, les résiniers seraient amenés à conclure que les déficits s'expliquent par une raison fort simple : l'incapacité des administrateurs de la coopérative qui ne savent pas écouler les produits au moment propice. Ils en viendraient, logiquement, à exiger le partage en nature de la gemme. Ils diront à leurs employeurs : « Donnez-nous, en nature, notre part de résine, nous fonderons une coopérative que nous dirigerons plus habilement que vous ». Et cette question du partage en nature est délicate. Dans le système des fabriques privées, les usages locaux établissent nettement que la gemme est chose du seul maître. Le résinier est probablement un salarié, mais nullement un associé, un co-propriétaire. En est-il de même dans la nouvelle organisation ? Le taux du travail du résinier n'est plus soumis aux fluctuations des cours des fabricants, mais il varie selon les risques et les profits de la distillation des produits. Ce n'est plus sur le prix de la gemme qu'est calculé son salaire, c'est sur le fruit de la vente des produits

tirés de la résine. Jusqu'à quel point l'ouvrier n'est-il pas un associé ? Dans quelle mesure, cette association n'implique-t-elle pas une co-propriété ? Les prétentions du résinier coopérateur ne sont-elles pas fondées ? Voilà un problème troublant. Il est permis d'hésiter pour en indiquer la solution, mais alors les usages locaux menacent d'être bouleversés, cette brèche une fois pratiquée. Des germes de dissension apparaissent que des hommes ambitieux et habiles sauront exploiter.

Devant ces difficultés, et pour les éviter, des coopératives se sont fondées sur des bases différentes et telles que le nom de coopérative leur est, selon nous, attribué à tort. Des propriétaires ont un atelier, ils courent, seuls, les chances de la distillation. Leurs résiniers sont rémunérés selon un taux fictif calculé de la manière suivante : Les résines communales sont vendues à l'adjudication. Le prix auquel elles sont achetées constitue le cours auquel est taxée la barrique des propriétaires coopérateurs lorsqu'elle entre dans l'usine. Sur cette somme les usiniers prélèvent la moitié. Ils ne courent pas les risques de la transformation ; ils n'en ont pas les chances, non plus.

Supposons que la coopérative fasse une excellente campagne. Qu'advient-il ? Les maîtres s'adjugent seuls le bénéfice ; de telle sorte que, calculée sur le nombre des barriques apportées par chacun, la part qui leur revient en fin de l'exercice est supérieure à celle que les résiniers ont touchée. Or, nous le savons, les années mauvaises sont plus rares que les autres et les bénéfices, au total, supérieurs aux pertes. Qu'arrivera-t-il ? Les gemmiers, enchantés de ne pas participer aux pertes dans les temps

difficiles, exigeront leur quote-part de bénéfice aux jours de prospérité. Ils demanderont à être traités comme des associés ; des troubles surgiront.

L'hypothèse n'est pas purement gratuite. Elle s'est réalisée en 1922, à Mimizan. Depuis les grèves de 1907, les usages donnent aux résiniers la moitié de la valeur argent des litres de gomme qu'ils ont récoltés. Or, en 1921, une coopérative du 2^e type a été créée dans ce village. La plupart des ouvriers ont été rémunérés, durant la campagne, selon les cours des adjudications communales, sans qu'aucune protestation se soit élevée de leur part. Les résultats financiers de cette première année furent connus en mai 1922. C'était l'époque où le canton élisait son conseiller général. Le président de la coopérative était candidat. Pour s'assurer des voix, sans doute (c'est là péché mignon pour qui brigue les charges publiques), il annonça, dans des réunions, que la coopérative avait réalisé un prix moyen de 60 francs supérieur à celui des adjudications. Cette déclaration mit le feu aux poudres. Le syndicat des résiniers se réunit d'urgence. Il exigea, pour ses membres, la moitié de ce surplus. Propriétaires, adjudicataires de lots de forêts domaniales n'accédèrent pas à ce désir. Les gemmeurs ne peuvent profiter des avantages s'ils n'encourent les risques de l'entreprise. Des interventions d'hommes politiques, du préfet, se sont produites pour dénouer le conflit. Les résiniers ont retiré leurs prétentions, dont on ne peut, d'ailleurs, pas dire (article 21 des statuts de la Coopérative de Mimizan) qu'elles sont sans fondement.

Le mieux est quelquefois l'ennemi du bien. De cette analyse rapide, il nous est permis de tirer deux

conclusions : 1° l'extrême danger des coopératives de résineux, génératrices permanentes de troubles sociaux ; 2° la nécessité d'une étude complète de la condition juridique du résinier landais. Elle évitera, si elle aboutit à des conclusions nettes, la multiplication de fâcheux incidents (11).

(11) Les jeunes et très sympathiques notaires d'Onesse-Laharie et de Pontenx-les-Forges, Mes Jean Gaston et Roger Dupin, nous ont été d'une aide fort précieuse pour rédiger ce chapitre. Qu'ils veuillent bien trouver ici l'expression de nos vifs remerciements.

CHAPITRE IV

LA MISE EN RÉGIE DES FORÊTS DOMANIALES ET LE MÉTAYAGE D'ÉTAT (1)

Lors de la mise en valeur des marécages du Sud-Ouest, une loi du 19 juin 1857 vint décider que les marais communaux des Landes et de la Gironde seraient assainis aux frais des villages propriétaires. Si ceux-ci ne pouvaient en supporter les charges ou s'y dérobaient, des dispositions légales prévoyaient que l'Etat ferait à leur place les travaux d'assainissement et de plantation. Sur les ressources tirées par les communes de l'exploitation de la future forêt, l'Etat rentrerait dans ses débours. Les communes n'étaient, au reste, nullement tenues à le désintéresser. En ce cas, il resterait propriétaire des hectares qu'il aurait mis en culture.

(1) Sur le problème même de la mise en régie, cf. un rapport excellent et très complet de M. le député Defos du Rau, rédigé au nom de la Commission des Finances et déposé sur le Bureau de la Chambre, le 12 janvier 1921.

Cf. Emmanuel Delest : « *Partie d'un programme économique landais* ».

Cf. le Congrès de la Fédération Nationale des Travailleurs de l'Agriculture. Limoges, avril 1920, p. 278 à 282.

Cf. les procès-verbaux des Congrès de la Fédération des gemmeurs du Sud-Ouest, depuis sa fondation.

Cf. *Le Travailleur de la Terre*, janvier-février 1921, mars-avril, septembre-octobre et novembre-décembre (en particulier, les trois articles de M. Pédemay).

Nous nous permettons de dire à M. Paul Brouqueyre notre reconnaissance pour les suggestions dont il a bien voulu nous faire part. Suggestions autorisées, puisqu'elles viennent d'une personnalité joignant à une forte culture juridique une grande expérience des choses de la terre et de la forêt.

A M^e Jean Gaston, dont nous ne pourrions exposer, dans notre très bref résumé, les ingénieuses propositions, nous remercions notre gratitude.

Le gouvernement, aussitôt, commença les travaux. Plusieurs communes ne comprirent pas la richesse que ces pignadars offriraient plus tard. Elles ne remboursèrent pas l'Etat. Celui-ci est ainsi devenu propriétaire de 50.000 hectares le long du littoral de la Côte d'Argent. De ces hectares, 26.000 sont dans les Landes, le reste se trouve en Gironde.

L'Administration des Eaux et Forêts a donc la direction d'une vaste étendue boisée. Dès 1885, de graves difficultés se sont posées devant elle. Il fallait organiser le gemmage des pins. Elle se décida d'y pourvoir par le procédé de l'adjudication : des particuliers, moyennant un prix établi aux enchères publiques, se chargeraient de ce soin. Ils loueraient des lots que des résiniers à leur service gemmeraient. Ce mode d'exploitation de la forêt, d'abord, ce mode de gemmage ensuite, avaient de multiples défauts. Quand on comparait l'exploitation privée et celle de l'Etat, on se rendait aisément compte des résultats désastreux obtenus. L'incompétence de l'administration était évidente..

On perdait du bois, et aussi beaucoup de résine. Pourquoi, par exemple, entre l'Etat et les résiniers intercalait-on un intermédiaire inutile ? Cette critique, quant au mode de gemmage, était très justifiée, surtout jusqu'en 1914 où un nouveau conservateur, M. de Lapasse, vint s'installer dans le pays. Aussi, dès leur formation, les syndicats de résiniers demandèrent-ils la vente des forêts aux particuliers ou, tout au moins, leur mise en régie. Le projet de mise en régie, après 14 ans d'attente, sembla sur le point d'aboutir en 1920. Pour diverses raisons, il a une fois de plus échoué. Un jour ou l'autre, nous en

sommes convaincu, il sera voté, en raison de ses multiples avantages et, dès lors, l'Etat fera procéder lui-même au résinage de ses arbres, il prendra des résiniers à sa solde.

Nous ne pouvons, dans le cadre de cette thèse, étudier, sous ses aspects techniques, ce problème. Nous voulons seulement en signaler un côté qui nous paraît intéressant. La mise en régie va poser une question nouvelle : celle des rapports entre l'Etat propriétaire et les résiniers. Quels seront ces rapports ? Les projets de loi semblent ne s'être pas suffisamment arrêtés sur ce point. Ils n'ont pas mesuré les conséquences pratiques de la nouvelle organisation forestière. Et cela est bien fâcheux.

D'abord les résiniers de l'Etat ne seront pas des fonctionnaires : ils accomplissent un travail sur le domaine privé, non sur le domaine public de l'Etat. Les principes du droit public n'entrent donc pas en jeu. Les rapports sont réglés par les lois ordinaires entre employeurs et employés.

Mais l'Etat propriétaire privé est aussi puissance publique. De plus, nous vivons sous le régime parlementaire. Qui nous dit qu'un député du parti au pouvoir, quelle que soit, d'ailleurs, la nuance de ce parti, ne pourra, en vue d'assurer sa réélection, solliciter avec succès du Ministère de l'Agriculture, où il sera bien en cour, des conditions très favorables pour ses gemmiers électeurs. En distribuant cette manne électorale, il conservera son siège : assurément, cela nous importe peu ; d'autre part, le sort des travailleurs sera amélioré et nous y applaudissons. Mais, par contre-coup, quelles seront les répercussions sur les rapports entre résiniers et pro-

priétaires privés, des mesures prises dans la forêt domaniale ? Des largesses que l'Etat peut supporter, car son budget est élastique, souvent les particuliers ne les pourront faire. Or, les résiniers privés ne voudront pas, si nous pouvons dire, faire figure de parents pauvres à côté de leurs camarades gemmeurs de l'Etat. Ils exigeront la parité, l'identité absolue de situation, puisque le travail est le même pour tous. Des conflits pourront s'ensuivre. En voit-on l'issue ?

D'autre part, en sens inverse, supposons que, pour un motif quelconque, les résiniers de l'Etat entrent en conflit avec leur propriétaire. Imaginons qu'une grève éclate, que des actes de sabotage se produisent, l'Etat se souviendra qu'en tant que puissance publique, il dispose de la force. Il sévira durement contre les auteurs de désordres. S'il le veut, il pourra aussi résister d'un cœur léger aux revendications de ses ouvriers. Une agitation prolongée secouera le pays. Peut-on en mesurer les conséquences ?

Ces objections que nous formulons ne sont pas, croyons-nous, insurmontables. Dans un pays où fleurit le système parlementaire, elles ont beaucoup de force cependant. Les auteurs de projets de lois auraient dû apercevoir le danger que nous signalons et chercher les moyens d'y parer.

Sourbé, au Congrès de Limoges, Pédemay délégué régional de la C. G. T., parlant de la mise en régie, l'ont dénommée : « le métayage d'Etat ». L'expression est incorrecte : un résinier n'est pas métayer, en tant que résinier. L'idée de métayage suppose essentiellement l'idée de partage en nature d'un produit. Or, la gemme n'est point partagée en nature entre le propriétaire et l'ouvrier. Non pas pour

des raisons de commodité, comme on le dit à tort bien souvent, mais parce que les usages locaux consacrent unanimement la propriété exclusive du maître sur la barrique de gemme.

Qu'advient-il du projet de mise en régie ? Sera-t-il appliqué ? Sous quelle forme ? Nous souhaitons le voir aboutir. Il est, somme toute, en dépit des diverses critiques qu'on peut lui adresser, préférable à celui qui est en vigueur présentement. Il est vrai que, depuis deux ans, les résiniers landais semblent se désintéresser de la question. Dans leur dernier Congrès, tenu à Facture, les délégués des syndicats ont, à huis clos, paraît-il, enterré le projet. Il est, de fait, que nul ne semble plus s'en soucier à l'heure actuelle. Seule, la C. G. T. l'a repris, mais le pose en des termes fort différents, dans un esprit collectiviste que, pour notre part, nous n'acceptons pas.

CHAPITRE V

DES MOYENS A EMPLOYER POUR RESSERRER LES LIENS UNISSANT PROPRIÉTAIRES, RÉSINIERS ET MÉTAYERS DANS LA RÉGION FORESTIÈRE

Nous avons eu l'occasion de signaler déjà le rôle de la Fédération des Syndicats de fermiers, métayers, résiniers et parties similaires du Sud-Ouest. Lors des grèves de 1906, en effet, un syndicalisme ouvrier est né dans le pays. Il a englobé les métayers et les résiniers de la région forestière, mais ses préoccupations ont à peu près exclusivement porté sur la défense des intérêts des résiniers. A l'encontre de ce qui advint dans le Bas-Adour, ces organisations n'ont pas disparu, la période de troubles une fois close et les revendications satisfaites. Les 32 ou 35 syndicats créés vivent toujours. Ils montrent une certaine activité professionnelle : tous les ans, un Congrès réunit ceux d'entre eux qui en 1907 adhèrent à la Fédération organisée pour les relier.

Il eut été intéressant d'étudier en détail les tendances de ce syndicalisme ouvrier. Pour cela, les procès-verbaux des réunions tenues depuis quinze ans nous étaient nécessaires et nous n'avons pu, malgré la bonne volonté du secrétaire du syndicat de Pontoux-sur-l'Adour, Seps, nous procurer tous les documents. Nous parlerons donc de ce mouvement syndical d'après la lecture des pièces incomplètes que nous avons pu parcourir et brièvement nous analyserons ses tendances.

Le syndicalisme ouvrier du Sud-Ouest n'est pas révolutionnaire. Les représentants les plus qualifiés de la Fédération ne sont, à aucun degré, marxistes ; ils ignorent le dogme de la lutte de classes. Les Ducamin, les Lafitte, pour ne citer que ces noms, ne sont pas des théoriciens de la révolution. Au reste, ils se soucient fort peu d'avoir une doctrine sociale d'ensemble et cherchent surtout des réalisations immédiates, des améliorations positives du sort de leurs camarades. Ils semblent vouloir maintenir la jeune organisation sur le plan corporatif.

Cependant, au sein des Congrès, des syndicats plus turbulents ont toujours reproché durement aux membres du Bureau fédéral leur courtoisie vis-à-vis des propriétaires et des fabricants. Ils ont demandé le rattachement du groupement à la C. G. T. Au premier Congrès de Morcenx, en 1906, trois syndicats fédérés étaient, d'autre part, adhérents à la C. G. T. (Ce fut le premier essai de noyautage.) Ils réclamèrent, sans succès, le ralliement de la Fédération. Un an après, en décembre 1907, dix-sept voix se prononçaient en ce sens, tandis qu'un nombre égal de suffrages rejetait la proposition. Enfin, le 24 décembre 1919, à Saint-Julien-en-Born, la dissolution de la Fédération autonome fut votée, ainsi que l'adhésion des syndicats landais à la Fédération Nationale des Travailleurs de l'agriculture. Au Congrès de Limoges, une douzaine d'organisations landaises envoyèrent des délégués. Dans son rapport « sur l'action chez les gemmeurs landais », Sourbé, de Castets-des-Landes, disait : « Peu nombreux encore sont les syndicats qui ont compris l'importance de cette adhésion, mais le jour n'est

pas loin où toutes les organisations des gemmeurs rejoindront la grande famille des exploités du sol. »

C'est ce que l'on pourrait appeler, jusqu'à cette heure, du moins, une prophétie à rebours. Non seulement, l'exemple des douze syndicats n'a pas été suivi par d'autres, mais certains d'entre eux se sont retirés de la C. G. T. Sourbé lui-même, et aussi Grocq, de Saint-Jours-de-Maremmes, ont donné leur démission de secrétaires dans leurs syndicats respectifs, qui se sont, croyons-nous, retirés de la lice. Au reste, la Fédération du Sud-Ouest n'est pas morte. Elle tenait, l'an dernier, un Congrès à la Teste et tous les syndicats cégétistes ou non-cégétistes y étaient encore représentés. La lutte pour le rattachement à la C. G. T. a donc échoué. Le même esprit de collaboration, le même désir d'entente persistent et se retrouvent même chez ceux qui ne cachent nullement leur sympathie pour la C. G. T. En 1922, à la Teste, les résiniers ont voté une subvention pour l'Institut du Pin, geste qui honore leur clairvoyance et leur intelligence (1).

On pourrait, par contre, critiquer davantage et déplorer la facilité avec laquelle la Fédération sort parfois du terrain professionnel. Ses membres se complaisent trop, semble-t-il, à jouer le rôle de cory-

(1) L'Institut du Pin a été créé à la Faculté des Sciences de Bordeaux, sous la direction de M. le professeur Dupont, pour rechercher les améliorations à apporter aux procédés de distillation de la gomme et aussi pour découvrir des méthodes pratiques pour le traitement des sous-produits résineux. Cet Institut est donc appelé à rendre d'immenses services à la région landaise. Des subventions devraient lui être accordées par tous les propriétaires et tous les fabricants soucieux de l'avenir du pays. En réalité, quatre fabricants sur les 250 que compte la région, ont, seuls, daigné accorder leur obole. Aucun propriétaire n'a versé un centime.

phées de certain personnage politique. A l'égard de certain parlementaire, les résiniers landais, qu'ils soient ou non cégétistes, ont des tendresses infinies. Ce sont des agents électoraux modèles. Que les syndicats de résiniers remercient celui qui se fait, au Parlement, leur porte-parole (et nous nous empressons d'ajouter que ses collègues, à quelque parti qu'ils appartiennent, défendent avec autant d'ardeur que lui les résiniers), qu'ils lui en expriment leur reconnaissance, la chose est fort naturelle. Que les résiniers, en tant que citoyens, accordent leurs suffrages à tel homme politique de leur choix, nous y souscrivons. Mais que les syndicats de résiniers, comme tels, deviennent des foyers de propagande en faveur d'un candidat aux élections législatives, cela est fort regrettable et plein de dangers pour l'avenir de la Fédération. Des discordes pourront éclater à ce propos au sein des organisations ouvrières, des causes de froissements surgir dans les rapports avec les propriétaires et les fabricants.

Et ces rapports sont restés, jusqu'à cette heure, en dépit des grèves passées, excellents. Il faudrait les rendre meilleurs encore. Comment ? En organisant sur d'autres bases la production.

En effet, à côté des syndicats des résiniers-métayers, se dressent (c'est le mot) des syndicats de propriétaires, des syndicats de fabricants. Nul lien entre eux, ils ne montrent leur vitalité que pour se heurter et défendre leurs intérêts lorsqu'ils se trouvent en conflit. Jamais ils ne s'entraident pour soutenir un effort commun. Or, que sont les propriétaires, les résiniers, les fabricants ? Tous des agents de la production, à des degrés divers, dans l'industrie des

résineux. Qu'il y ait même des colophanes, des brais, de l'essence de térébenthine, c'est pour les fabricants la faillite mais aussi la gêne pour les métayers et les propriétaires. Que les forêts de pins soient incendiées, c'est le travail de l'ouvrier, le revenu du propriétaire, la matière première du fabricant qui se consomment. Ainsi donc, pourquoi ne pas unir dans une même organisation, ces différents groupes. Si des cartels de fabricants étaient organisés, si les propriétaires ainsi que les résiniers les soutenaient, les crises deviendraient moins nombreuses dans l'industrie des résineux, le marché ne serait plus à la merci de trois ou quatre hommes habiles qui profitent de la situation. Si des syndicats étaient organisés pour la lutte contre l'incendie (2), les pins seraient moins souvent en danger. Si des œuvres sociales subventionnées par les propriétaires et les fabricants existaient pour améliorer encore davantage la situation du résinier, les risques du malentendus en seraient d'autant diminués (3).

(2) La Chambre des Députés a discuté et voté, ces jours derniers, un projet de loi fort intéressant à ce propos. Cf. les discours de MM. Bouyssou, Defos du Rau, Lalanne, A. Pissos, M. Paul Roumégoux a jeté les bases d'un syndicat de propriétaires qui peut donner les meilleurs résultats dans la lutte contre l'incendie. Mais ici encore se pose une question : Peut-on obliger un propriétaire à se syndiquer, c'est-à-dire à s'engager à tenir ses pignadars dans un état de propreté suffisant pour réduire à néant les risques d'incendie.

(3) Parmi les œuvres sociales nous signalons, au premier rang, ce que l'on a improprement appelé les « syndicats mixtes », tels que celui qu'un grand industriel landais, M. Antoine Duboscq a organisé à Onesse-Laharie. (Cf. Paul Roumégoux, p. 94 à 96, de sa thèse : Robert Desbordes et J.-H. Ricard). C'est exactement une caisse de retraites ouvrières basée sur un très ingénieux système. Les propriétaires versent au compte de leurs résiniers une somme prélevée sur la part qui leur revient à eux, propriétaires, de la barrique de résine. Dans cette commune, jamais aucun trouble n'a éclaté. Ce

Qu'il y ait donc une organisation unique pour ces agents d'une même industrie. Organisation qui n'est plus basée sur une fausse idée de classes, mais sur une exacte compréhension des intérêts unissant les divers groupes de producteurs dans une même branche d'industrie.

Est-ce à dire pour cela que résiniers, propriétaires, fabricants, devront être réunis pêle-mêle sur un même échelon ? Nullement. Chaque catégorie gardera sa place propre. Si des intérêts communs relient entre eux ces divers agents de la production, des intérêts différents les opposent, mais des intérêts subsidiaires, par rapport à l'essentiel qui est la prospérité de la branche de l'industrie où ils travaillent. Les fabricants cherchent à acheter la gemme au plus bas prix possible. Les ouvriers et les propriétaires veulent, au contraire, en retirer les meilleurs profits. Les divers groupes, solidement organisés, feront bien mieux respecter leurs droits respectifs et les compositions auxquelles on aboutira risqueront moins de léser une partie au détriment de l'autre. Les résiniers veulent exiger un salaire uniforme dans toute la Lande. Ils l'obtiendront plus aisément si une même organisation les enveloppe et les soutient les uns les autres dans leurs revendications.

Voilà, selon nous, les cadres de l'avenir, surtout si les Landes s'industrialisent et si l'on peut enfin arracher à l'Allemagne le monopole de fait qu'elle garde encore pour le traitement des sous-produits de

résultat se passe de commentaires. On reste stupéfait à la pensée que nul n'a songé ailleurs à imiter l'initiative de M. Duboscq.

la gemme, matière première qu'elle ne produit pas et dont les Landes l'alimentent.

La réalisation de « ce grand dessein » suppose la disparition de l'individualisme économique et une réorganisation du cadre de la production, la mutilation du droit trop absolu de propriété individuelle. Ces problèmes seront-ils résolus et dans quel sens ? L'avenir le dira.

Nous voici arrivé au terme de notre travail.

Certes, nous l'avions entrepris avec appréhension. Des obstacles nombreux n'ont pas manqué de se dresser sur notre chemin. Nous ne les avons pas tous franchis, assurément. Le moins mal que nous avons pu, nous avons posé les termes du problème très complexe des relations entre propriétaires et exploitants du sol. Les points de friction, les plaies, une fois relevés, nous avons cherché les remèdes qui nous ont paru les plus efficaces pour les panser. Nous nous sommes efforcé de remonter à des principes généraux dont la stricte observance résoudrait peut-être le problème posé.

Est-ce à dire pour cela que nous sommes convaincu d'avoir trouvé la pierre philosophale qui éviterait entre propriétaires, résiniers et métayers, les moindres heurts. Non. Nous avons seulement voulu essayer de diminuer la peine de ceux qui travaillent, dans un pays qui nous est cher.

« C'est en tâtonnant qu'on avance, c'est en agissant avec de grands espoirs que l'on obtient de petits résultats », a écrit Emile Guillaumin. Nous avons foi d'obtenir des résultats.

« Je songe qu'aucun but ne vaut aucun effort », disait Paul Bourget, il y a longtemps, longtemps, à peu près au même moment que Jules Laforgue se voulait laver les mains de la vie. Le critique, devenu romancier illustre, renierait sans doute ses paroles de jeunesse. Il y a des buts qu'il est noble et glorieux de poursuivre avec toute son ardeur pour tenter de les atteindre. La cause de ces paysans gallo-romains et gentilshommes, comme le chantait Mistral, en pensant à ceux de Provence, est grande et belle. Durant neuf mois, nous avons réfléchi et médité avec passion pour trouver les moyens propres à la gagner. Puisse notre effort porter quelques fruits. Il nous serait agréable de les voir s'épanouir, et, si minces soient-ils, ils seront notre plus douce récompense.

(12 bis) Nous avons signalé plus haut (p. 105) que Jules Guesde vint à Pomarez, en 1904, faire une conférence sur le métayage. Après son discours l'orateur socialiste fut reçu chez un Landais, écrivain distingué, M. de L. d'A., qu'il avait connu à Paris. Guesde avoua à son hôte qu'il ne connaissait rien au métayage landais ; il lui demanda de le renseigner, ce que fit M. de L. d'A. aussitôt. Guesde, attentivement, écoutait, et quand M. de L. se tut, il dit : « Eh bien ! on ne m'y reprendra plus, car vous réalisez en ce pays la plus heureuse alliance du capital et du travail. »

Voilà notre métayage jugé par une des plus fortes têtes, une des plus nobles figures du Parti.

Vu : Le Doyen,

H. BERTHÉLEMY

Vu : Le Président de Thèse

HITIER.

Vu et permis d'imprimer

Le Recteur de l'Académie

P. APPELL

BIBLIOGRAPHIE

JOURNAUX ET PERIODIQUES DIVERS

I

- Le Gaulois*. (12 décembre 1920). (Armand Vilette).
Le Figaro. (18 décembre 1920). (Jean Rameau).
Le Journal des Débats. (7 et 14 septembre 1920). (Président Lousteau).
Le Peuple. (6 et 8 janvier 1920).
L'Eclair. (novembre-décembre 1921, janvier 1922. (Jacques Bardoux).
L'Intransigeant. (17 janvier 1923). (Pierre Castex).
La France de Bordeaux et du Sud-Ouest. (10 décembre 1920). (André Delest).
La Liberté du Sud-Ouest. (17 mars-28 mai 1920). (Un Landais).
Le Clairon Républicain. (Toute la collection de novembre 1919 à juin 1920).
Le Républicain landais. (14 janvier 1922). (Article de Jean Rameau).
La Revue Hebdomadaire. (8 octobre 1910). (Emile Guillaumin).
L'Opinion. (22 septembre 1920). (Lucien Romier).
Le Travailleur de la Terre, organe officiel de la Fédération nationale des Travailleurs de l'Agriculture (toute la collection de 1919 à 1923).
La Voix paysanne, organe agricole du parti socialiste, du parti communiste unifié, après la scission à Tours.

II

- Procès-verbaux des séances de la Commission mixte du Bas-Adour réunie à Dax. (Communiqués par M. d'Auzac de Castera).
Décision prise par le Syndicat des métayers, ouvriers, agriculteurs et similaires en vue de l'application des conditions entre métayers et propriétaires, à compter du 11 novembre 1919. (Document communiqué par M. le Dr Bichas).
Compte rendu de la réunion tenue à Saubrigues le 23 décembre 1919. (Publié par la Fédération Nationale des Travailleurs de l'Agriculture).
Comptes rendus des Congrès de la Fédération des Syndicats des gemmeurs du Sud-Ouest.
Accord conclu à Dax le 11 mars 1920 entre métayers et propriétaires du Bas-Adour. (Le texte se trouve à la préfecture des Landes, et dans l'ouvrage d'André Rebsomen).
Proclamation du Bureau du Comité intersyndical (juin 1920. Question des congés).

- Lettre d'un paysan de Gosse (question des congés). (Communiqué par M. Duballet à M. Ch. Pussacq).
- Statistiques agricoles de la France publiées par le Ministère de l'Agriculture. (Enquête décennale de 1892).
- Contrats de métayage antérieurs à la Révolution. (Communiqués par : MM. les abbés Beauredon, Foix, Daugé, M. Edmond Destouesse).
- Enquête de la Société des Agriculteurs de France, relation du métayage (1912). (Rapport de M. Ratonis de Limay).
- Congrès de la Fédération nationale des Travailleurs de l'Agriculture. (Limoges, 4, 5, 6 avril 1920).
- Notes de MM. Armand Clavé, Bronqueyre, Jean Gaston, Roger Dupin, Dourthe, Bombaut, Romignoux, Cadillon... etc...
- Cours de MM. les professeurs Deschamps, Olivier Martin, Allix, Souchon. (Paris, 1921-22.)

III. OUVRAGES

- Joseph de PESQUIDOUX. — *Sur la Glèbe ; Chez nous.* (1^{re} et 2^e séries).
- Ernest RENAN. — *Préface aux Questions Contemporaines.*
- VOLTAIRE. — *Supplément du discours aux Welches. Facéties.*
- COMPÈRE-MOREL. — *La question agraire et le socialisme en France ; Le socialisme agraire.* Egalement les nombreux articles publiés dans *La Voix paysanne*, dont il est demeuré directeur jusqu'à la scission de Tours (1920).
- RENAUD Jean. — *Le Communisme et les paysans ; Entre paysans.*
- Pietro GORGOLINI. — (Traduction : Eugène Marsan) : *Le fascisme.*
- Karl KAUTSKY. — *La question agraire.*
- Auguste SOUCHON. — *La crise de la main-d'œuvre agricole en France.* ..
- Charles GIDE. — *Economie Politique*, tome 2.
- COLSON. — *Cours d'économie politique*, tome 3.
- ARTHUR YOUNG. — *Voyage en France*, tome 2.
- Socialisme et métayage*, dont l'auteur est M. le président LOUSTEAU.
- P. CUZACQ. — *Les grandes Landes de Gascogne. Etudes historiques et géographiques.*
- Abbé DAUGÉ. — *On dit gemmier.*
- Emile GUILLAUMIN. — *La vie d'un simple, mémoires d'un métayer.*
- Georges VALOIS. — *L'économie nouvelle.*
- Victor BORET. — *Pour et par la terre.*
- Félix ARNAUDIN. — *Chants de la grande Lande ; Choses de l'ancienne grande Lande* (1^{re} série).
- J.-H. RICARD. — *Au pays landais.*
- André REBSOMEN. — *La crise agraire dans les Landes.*
- J. BEAUREDON. — *Esquisse sur le Sud-Ouest Landais (Gosse et Maremne) vers la fin du XVIII^e siècle.*

- Pierre de LANCRE, conseiller du roy au Parlement de Bordeaux.
— *Tableau de l'inconstance des mauvais anges et démons où il est amplement traité des sorciers et de la sorcellerie. Livre très utile et nécessaire non seulement aux juges, mais à tous ceux qui vivent selon les lois chrétiennes, etc., etc.*
- LABESCAT. — La série des articles publiés en 1919-20 dans le *Clairon Républicain*, sur le problème agraire dans les Landes.
- Xavier de CARDAILLAC. — *Etudes sur les grèves de résiniers de 1920.*
- Emmanuel DELEST. — *Partie d'un programme économique landais.*
- Précis d'usages locaux : DEFOS DU RAU (canton de Soustons). LAMBERT (canton de Roquefort). DÈCHE (canton de Tartas-Est et Tartas-Ouest). Emmanuel DELEST (Parentis, Mimizan). BOULBET (Sabres, Morcenx). LAPORTE (Saint-Martin-de-Seignanx). PAUL BRONQUEYRE (Labrit).
- Enquête sur la reprise et le développement de la vie industrielle dans la région landaise, menée par la 18^e région militaire.

IV. DECISIONS DES TRIBUNAUX

- Jugement du Tribunal de Dax du 2 décembre 1920. (Larrouy contre Veuve Tessier).
- Ordonnance de référé du 22 juillet 1920.
- Ordonnance de référé du 20 novembre 1920.
- Jugement du Tribunal de Dax du 23 novembre 1920. (Communiqués par M. le greffier Clavé).

V

Nous rappelons que de nombreuses personnalités landaises que nous avons interrogées nous ont répondu et nous ont fourni des documents très utiles pour notre travail : mais il ne nous a pas été possible d'obtenir d'elles la permission de découvrir leur anonymat. Nous respectons leur volonté. mais nous faisons remarquer que les renseignements contenus dans notre travail ont été soigneusement contrôlés.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

Le problème agraire landais a pour objet l'étude des moyens à employer pour améliorer les rapports entre propriétaires et exploitants du sol : métayers et métayers-résiniers	12
--	----

PREMIERE PARTIE

LE PROBLÈME AGRAIRE DANS LA RÉGION AGRICOLE	17
I. — Description des 4 régions	17
II. — Histoire des troubles agraires (1919-1920).....	20
a) Dans le Bas-Adour (jusqu'à l'accord de Dax du 11 mars 1920)	20
b) Dans l'Orthe, le Chalosse, le Massenx, les Lannes (mars-sept. 1920)	53
c) Suite et fin du récit des troubles du Bas-Adour (mars-déc. 1920). La question des congés	65
III. — Les causes des troubles	83
a) Les causes profondes	83
Le mécanisme du métayage est depuis long- temps faussé	84
La nature humaine est mauvaise : elle crée la guerre des conflits sociaux	87
b) Les causes occasionnelles	91
1. La guerre qui a bouleversé la mentalité du paysan	92
2. Les imperfections du contrat de métayage.. Les abus réels	98 104
— fortuits	106
3. Les causes politiques	110
Les agissements de certains parlementaires ..	110
Les agissements de certains politiciens locaux.	112
4. Les causes politico-sociales	114
Rôle de la C. G. T.	
Rôle des partis révolutionnaires	

5. La crédulité du paysan et l'influence des ouvriers du Boucau	121
6. L'attitude des pouvoirs publics	132
IV. — La situation actuelle.....	135
a) Dans le Bas-Adour. — Analyse critique de l'accord de Dax	138
b) Dans le reste de la zone agricole landaise	157
V. — Solution du problème agraire	159
a) Les remèdes incomplets ou inefficaces	160
1. Dans quelle mesure, la petite propriété résou- drait-elle le problème agraire landais ?	160
2. Dans quelle mesure le fermage peut-il y parvenir ?	168
3. Dans quelle mesure le faire-valoir aboutirait-il à pareille fin ?	173
b) Le métayage donne la véritable solution	178
1. Les avantages du métayage en général	179
2. Ceux du métayage landais, en particulier ..	186
3. Ses défauts. La manière d'y parer	196
En l'amendant	
En le renforçant	

DEUXIEME PARTIE

LE PROBLÈME AGRAIRE DANS LA RÉGION FORESTIÈRE	217
I. — Description. — Son histoire et son évolution..	217
II. — Le métayage dans la zone forestière	226
Ses transformations	227
Les rapports entre propriétaires et métayers sont ici subsidiaires : ils sont fonction des rapports entre propriétaires et résiniers ..	232
III. — Le résinier landais. — Les causes de froisse- ments avec les propriétaires proviennent de deux questions principalement	233
— Les tarifs de la rémunération de cet ouvrier.	235
— Les difficultés que soulèvent les coopératives. Solutions proposées	244
IV. — Les relations futures entre l'Etat propriétaire des prêts domaniaux (les exploitant sous le mode de la régie) et ses résiniers. Exposé de cet	

aspect du problème de la mise en régie et des difficultés qu'il soulève	252
V. — Solution du problème agraire dans la région fores- tière. Réorganisation des cadres de la produc- tion et l'amélioration qui en résultera dans les rapports entre propriétaires, fabricants, métayers et résiniers	257

Les Presses Universitaires de France. — PARIS
